

L'Institut Grand-Ducal, calqué – mutatis mutandis – sur le modèle de l'Institut de France, a été créé en 1868, dans le « but de cultiver les sciences, les lettres et les arts ». Il groupe six sections : Histoire – Sciences naturelles – Médecine – Linguistique – Arts et Lettres – Sciences morales et politiques. Cette dernière section, la plus jeune, ne remonte qu'à 1966 et couvre « notamment la philosophie, les sciences sociales, politiques et économiques ainsi que les sciences juridiques ». Conformément à son règlement organique : « La section groupe des personnes qui, par la valeur de leurs travaux scientifiques, méritent d'être réunies en un collège représentatif de ces branches du savoir ».

ISBN 978-99959-926-3-7  
© 2017 Institut Grand-Ducal  
Section des Sciences Morales et Politiques

Adresse pour la correspondance:  
smp-secret@igd.lu

**LB**  
**83789**  
**+1**

ACTES

de la  
Section  
des  
Sciences  
Morales  
et  
Politiques

Vol. XX

2017

**Institut Grand-Ducal**

**ACTES**

**de la Section  
des Sciences Morales et Politiques**

*Volume XX*



**Luxembourg  
2017**

**Institut Grand-Ducal**

**A C T E S**

**de la Section  
des Sciences Morales et Politiques**

*Volume XX*

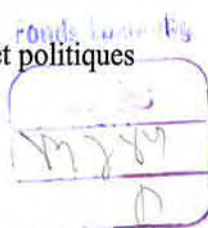
Site internet : [www.igd-smp.lu](http://www.igd-smp.lu)

**2017**



*Illustration en page de couverture :*  
Giovanni Paolo Panini, *Galerie de vues de la Rome antique*, 1757  
(New York, Metropolitan Museum of Art)

© Institut Grand-Ducal 2017, Section des Sciences morales et politiques  
Imprimeur : Hengen Print & More, Luxembourg  
ISBN : 978-99959-926-3-7



## Actes XX Table des matières

<b>Préface du président .....</b>	<b>5</b>
<b>I. Communications (ordre chronologique) .....</b>	<b>9</b>
John SCHEID :	
La gouvernance dans la Rome antique, une leçon pour la construction européenne. (23.2.2016) .....	11
Discussion.....	21
Elisabeth OMES :	
Art et finance : Liaisons dangereuses ? (29.6.2016) .....	33
Discussion.....	61
Paul ZAHLEN :	
Nombres et pénombres. Les défis de la statistique au Luxembourg. (18.10.2016).....	67
Discussion.....	178
Henri GOEDERT :	
1815 – La Confédération Germanique (Der Deutsche Bund). Un nouveau port d'attache pour le Luxembourg. (29.11.2016) ...	190
Discussion.....	225
<b>II. In memoriam : Jean Mischo .....</b>	<b>235</b>
<b>III. Administration de la Section.....</b>	<b>239</b>
<b>IV. Tableau des membres.....</b>	<b>243</b>
a) Membres effectifs .....	244
b) Membres correspondants .....	250
c) Membres d'honneur.....	252
<b>V. Publications de la Section 1967-2017 .....</b>	<b>255</b>
A. Actes de la Section.....	258
B. Cahiers .....	266
C. Ouvrages spéciaux .....	273
D. Communications des membres et invités.....	274
E. Conférences publiques par des personnalités étrangères organisées par la Section.....	290

F. Eloges funèbres .....	290
<b>VI. Législation concernant la Section des sciences morales et politiques</b> .....	293
Règlement ministériel du 23.11.1966 portant création d'une Section des sciences morales et politiques .....	295
Règlement organique de la Section des sciences morales et politiques .....	296
<b>VII. Législation et Organisation de l'Institut grand-ducal</b> .....	301
Introduction – Sites Internet .....	303
1. Législation actuelle .....	304
2. Organisation de l'Institut Grand-Ducal, évolution du projet de loi de réforme de l'Institut Grand-Ducal et installation prochaine de l'Institut Grand-Ducal dans les locaux en construction de la Bibliothèque Nationale .....	312
3. Adresses et administration des Sections .....	314

## Préface du Président

Le vingtième volume des Actes de la Section des sciences morales et politiques de l'Institut grand-ducal témoigne à nouveau de la vigueur avec laquelle celle-ci poursuit ses travaux dans des domaines aussi variés que l'histoire, les relations de l'art et de la finance ou les statistiques.



Le professeur John Scheid du Collège de France, grand spécialiste de l'histoire de la Rome antique, nous a offert notre première conférence sur le thème « La gouvernance dans la Rome antique, une leçon pour la construction européenne ? ». Il y a certes des différences profondes entre une Union européenne réunissant des Etats tout en cherchant à dépasser sur certains points leurs souverainetés individuelles et l'Empire romain dont l'étendue est avant tout le fruit de guerres. Le concept même d'Etat Nation était inconnu des Romains puisqu'il n'a réellement émergé qu'au cours du Moyen-Age pour se cristalliser à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle lorsque Bismarck a construit la Prusse à partir d'Etats indépendants. Et pourtant, comme l'a démontré le professeur Scheid, la Rome antique avait dégagé des institutions et des modes de gouvernance riches d'enseignements pour une Europe en quête d'une identité plus partagée. La citoyenneté commune accordée à tous les sujets libres du monde romain sous Caracalla à travers la Constitution Antonine de 212 ne préfigure-t-elle pas, d'une certaine manière, l'idée d'une citoyenneté européenne ? L'approche universaliste du droit des gens offrait une solution d'intégration respectueuse des traditions et coutumes locales dont l'Europe peut continuer à s'inspirer. Une certaine forme de pluralisme juridique, comme l'a mis en évidence Clifford Ando dans son étude l'Empire et le Droit, parue en 2013, n'est pas non plus sans rappeler le modèle européen.

Organisée à l'occasion de l'assemblée générale de notre Section dans le splendide bâtiment du MUDAM, notre consœur Elisabeth Omes a soulevé la question des « Liaisons dangereuses » entre l'art et la finance. Car l'art est aujourd'hui aussi un grand marché dont les transactions auraient dépassé cinquante milliards d'euros l'année passée. Traditionnellement entre les mains des grandes maisons de ventes publiques aux enchères, ce marché est depuis quelques années en pleine mutation sous l'influence des



grandes foires internationales, des ventes en ligne, du rôle de plus en plus influent de certaines galeries d'art comme Gagosian ou White Cube et des ventes privées organisées par Christies et Sotheby's. Des collectionneurs se sont transformés en investisseurs et les intermédiaires financiers n'hésitent plus à proposer des actifs fondés sur l'art comme valeurs et comme mode de diversification de portefeuilles financiers. Mais l'art ne reste-t-il rebelle à être traité comme une simple « commodity » ? Sans parler des questions d'authenticité — que posent non seulement les œuvres anciennes, mais aussi les nouvelles formes digitales — la valeur d'une œuvre ne se laisse jamais appréhender de manière entièrement objective. Et c'est bien heureux ainsi même s'il en résulte d'inévitables tensions — ou liaisons dangereuses — entre l'art et la finance comme l'a montré Elisabeth Omes lors de sa conférence.

D'un genre bien différent sont les « Défis de la statistique au Luxembourg » que notre confrère Paul Zahlen a présenté lors de sa conférence sous le joli intitulé « Nombres ou Pénombres ». Tout travail de quantification comporte, en effet, une face moins visible pour ceux qui se contentent d'en lire les résultats : celle de la détermination des conventions sur lesquelles sont établis les calculs. Or, dans celles-ci influent inévitablement des dimensions sociales et, le cas échéant, politiques qui empreignent aux chiffres des perspectives qui sont le fruit de choix qui ne peuvent être entièrement neutres. Sachant que les statistiques sont utilisées ensuite fréquemment comme éléments de justification d'arguments, il est important de ne pas négliger les conventions sur lesquelles elles reposent au départ. Dans sa conférence, Paul Zahlen nous en a fait la démonstration éloquentes à partir d'une vaste panoplie de statistiques sociales, économiques et historiques relatives au Luxembourg. Il n'y aura plus d'excuses dorénavant pour se méprendre sur l'inéluctable biais par lequel la statistique est susceptible de renseigner sur le réel.

C'est sur l'histoire, toujours inépuisable, que le cycle de nos conférences de l'année 2016 s'est ouvert et clos. Notre confrère Henri Goedert nous a dévoilé ses recherches étendues sur une période relativement brève –1815 à 1866 – et largement méconnue qui cependant a revêtu une importance non négligeable pour notre pays : celle de « La Confédération Germanique (Der Deutsche Bund) ». Il s'est attaché à montrer qu'elle constituait « Un nouveau port d'attache pour le Luxembourg. » À l'heure où le Grand-Duché se prépare à réviser sa Constitution, cette période est riche d'enseignement puisqu'elle correspond non seulement à l'octroi de la Constitution d'Etats de 1841 mais aussi à une révision constitutionnelle

autoritaire en 1856, liés l'un et l'autre aux traités fondateurs du Deutscher Bund. La révision constitutionnelle en cours de préparation pourrait enfin panser certaines des cicatrices infligées à l'époque.

Enfin, nous nous sommes acquittés du devoir de faire l'éloge de notre confrère Jean Mischo décédé le 10 mai 2016 après une longue maladie qui nous a privés de sa participation à nos travaux et de son précieux concours à notre conseil d'administration. Nous avons aussi perdu en lui un homme attachant dévoué au bien public.

L'année 2016 fut encore marquée par deux projets majeurs : la refonte des statuts de l'Institut grand-ducal et l'octroi à l'Institut de locaux propres au sein de la nouvelle Bibliothèque nationale. S'agissant des premiers, le projet de loi a été déposé et nous avons bon espoir qu'il sera adopté au cours de l'année 2017. Il prévoit que l'Institut et ses différentes sections se verront attribuer la personnalité juridique sous un statut original garantissant pleinement son indépendance. Quant aux locaux, ils existent déjà sur les plans de construction du nouveau bâtiment de la Bibliothèque nationale dont les fondations ont été posées. Plus de détails sur ces deux projets figurent en fin d'ouvrage (voir page 312)

Les temps sont donc décidément prometteurs.

## **I. COMMUNICATIONS**

Séance du 23 février 2016

**LA GOUVERNANCE DANS LA ROME ANTIQUE,  
UNE LEÇON POUR LA CONSTRUCTION  
EUROPÉENNE.**

---

par

**John Scheid**

---

John Scheid est membre correspondant de la Section des sciences morales et politiques de l'Institut grand-ducal depuis 2016.

John Scheid a été Directeur d'études à l'École pratique des hautes études (Paris) de 1983 à 2000 (« Religions de Rome »). Il a été professeur au Collège de France sur la chaire « Religion, institutions et société de la Rome antique » de 2001 à 2016. Il est aussi membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres depuis 2016.



### **La gouvernance dans la Rome antique. Leçons pour la construction européenne**

La référence ainsi faite à la Rome antique et à son empire ne doit pas être considérée comme une entreprise destinée à louer ou à justifier l'impérialisme romain. Il s'agit simplement de décrire des faits historiques et les caractéristiques de ce qui peut paraître à bon droit comme l'une des premières globalisations du monde occidental connu alors. Je ne souhaite pas non plus me livrer à l'élaboration d'une utopie, qui se proposerait de reconstruire le monde romain, comme ont tenté de la faire nombre d'empereurs médiévaux ou modernes. Mon intention est simplement de réfléchir à quelques-uns problèmes que l'empire romain avait à résoudre et qui ne sont pas très différents de ceux que rencontre aujourd'hui l'Union européenne. Les Européens ne seront peut-être pas tous d'accord avec ces idées, mais je pense que, s'ils aiment l'idée européenne, ils peuvent tirer profit du modèle que fournit la gouvernance romaine face à des questions que les coups de boutoir portés par les souverainistes rendent particulièrement actuelles. Notre civilisation est à ce point liée à l'Antiquité, à Rome et à l'empire romain qu'il n'est pas illégitime d'interroger la gouvernance de ce vaste ensemble, pour réfléchir aux problèmes qui se posent à l'Europe d'aujourd'hui.

\*

Comme toutes les cités du monde antique, Rome était une cité belliqueuse et impérialiste, et l'empire romain est le résultat de cet impérialisme. L'étonnant n'est pas le comportement impérialiste de Rome, mais le succès insolent qu'il rencontra et qui aboutit en six ou sept siècles à la conquête du monde entier. Le premier affrontement eut lieu avec les cités du Latium voisin en principe alliées à Rome dans la Ligue latine. La lutte pour la domination au sein de la ligue conduisit à un affrontement entre Rome et ses voisines et l'installa définitivement, en 338 av. J.-C., dans une position dominante au sein des cités latines. À partir de cette date, Rome ne cessera d'agréger de nouvelles cités à son alliance, et s'imposa en Italie centrale en soumettant toutes les cités des environs, avant d'être entraînée par la rivalité avec une autre cité hégémonique, Carthage, dans un conflit pour la domination en Méditerranée occidentale qui dura un siècle. Avec la défaite de Hannibal en 201, et la destruction de Carthage en 146, Rome se présentait au monde à la tête d'une alliance de peuples et cités italiques capables de battre n'importe quel ennemi. Rapidement cette

alliance fut entraînée dans les conflits du monde oriental, où survivaient les restes de l'empire macédonien, et vers la fin du I<sup>er</sup> siècle av. J.-C. Rome avait imposé son hégémonie dans toute la Méditerranée. Au II<sup>e</sup> s. ap. J.-C., cet empire couvrait un espace énorme, entre Gibraltar et la Mer Noire, entre l'Ecosse et le Sahara, entre le Rhin, le Danube et l'Euphrate.

Un espace énorme donc, dans lequel, depuis le début de notre ère, les habitants circulaient librement, sans danger d'être rançonnés ou capturés par des pirates et sans devoir craindre les interdits ou exactions de telle ou telle cité-État. Et contrairement à ce que des nationalistes français, allemands ou anglais ont pu écrire depuis un ou deux siècles, les peuples soumis par les Romains n'ont pas passé le reste de l'Antiquité à pleurer leur liberté et leur civilisation perdues. Sans nier des tentatives de soulèvements, qui restèrent toutefois peu nombreux au cours des quatre siècles suivants, il faut admettre qu'à l'évidence les peuples intégrés dans l'empire se sont mieux trouvés après la conquête et sont même devenus des provinces florissantes, comme ce fut le cas pour les Gaules.

Une fois passées les heures noires des guerres de conquête, l'empire romain a été un succès. Ce qui constitue un paradoxe, pour plusieurs raisons. Il est inutile d'insister sur l'absence de toute logistique moderne susceptible de faciliter la communication, car il en allait de même pour toutes les cités du monde antique. Outre ces limites et ces entraves ainsi mises à son action, l'empire romain n'était pas centralisé comme le furent les empires médiévaux et surtout modernes. Le gouvernement de ce vaste ensemble s'effectuait par le biais des institutions politiques de la cité-État de Rome, la République du Peuple romain comme disaient les Romains. Il était, autrement dit, le fait d'un petit groupe de magistrats (consuls, préteurs, questeurs etc.) conseillés par un Sénat de 600 personnes, tous anciens magistrats. À ceux-ci s'ajoutaient des proconsuls ou propréteurs pour gouverner les provinces. Sauf exception, ce personnel politique n'était en fonction que pour un an. C'est comme si le monde méditerranéen était administré par les institutions municipales de Paris, Londres ou Berlin. Il y avait certes l'empereur qui était en place pour des périodes plus longues. Il avait à son service d'anciens magistrats pour gouverner les provinces qui lui étaient attribuées, et pour commander l'armée qui était stationnée dans ces provinces. Enfin une administration impériale finit par se créer à partir du I<sup>er</sup> s. ap. J.-C., qui aidait l'empereur dans ses tâches propres, mais ne peut être comparée au personnel des empires centralisés. Car l'empereur et l'État de Rome n'étaient pas centralisés. Même aux III<sup>e</sup>-IV<sup>e</sup> siècles,

quand le pouvoir impérial se fit plus autoritaire, on est encore très loin d'un empire centralisé.

Les historiens sont donc conduits à se demander comment ce vaste ensemble pouvait fonctionner, et a effectivement fonctionné sans heurt majeur jusqu'au Ve siècle dans l'Ouest, jusqu'au XVe siècle dans l'Est. Les réponses à cette question peuvent déboucher sur une réflexion concernant l'Union européenne. Elles peuvent peut-être fournir quelques suggestions non dépourvues d'intérêt dans le contexte contemporain.

\*

Pour expliquer le paradoxe qui fait qu'en dépit de l'immensité de l'empire, de l'étroitesse de l'administration et de l'absence d'une centralisation semblable à celle qu'ont connue les empires modernes, cet empire a pu vivre jusqu'au Ve siècle, et ceci de façon globalement pacifique, il faut tenir compte de deux facteurs. Le premier concerne la gouvernance, le second la place qu'occupaient les individus au sein de l'empire.

Un premier fait très important est que l'empire ne connaissait qu'une seule armée, celle de Rome, placée sous le commandement de l'empereur et de ses délégués, appelés légats d'Auguste. Placée le long des frontières, cette armée était composée de légionnaires-citoyens et de troupes auxiliaires en partie recrutées parmi des « pérégrins », des non-citoyens, qui recevaient la citoyenneté romaine au terme de leurs années de service. Le commandement de l'armée constituait l'une des seules activités centralisées, car toutes les décisions étaient prises par les empereurs, ce qui peut expliquer que lors de situations de crise, comme dans les années 170-180, l'empereur, en l'occurrence Marc Aurèle, ait été lui-même présent à la tête des troupes qui subissaient des attaques venues de l'extérieur de l'empire. Pour l'Union européenne, qui se trouve confrontée actuellement à une situation de guerre, ce modèle, qui est d'ailleurs celui de toutes les fédérations, des USA ou de la Fédération de Russie, est le seul qui ait un sens. Il serait nécessaire d'avoir une seule armée, fédérale, recrutée directement dans les états de l'Union, placée sous un unique commandement central et qui ne soit pas soumise aux pouvoirs régionaux. L'armée romaine, peu importe l'endroit où elle se trouvait, demeurait soumise à la République du Peuple romain, à l'État romain, au bord du Tibre. Ce n'est qu'en cas de guerre civile qu'on voyait apparaître deux commandements voire plus à la tête de l'armée romaine.

Par ailleurs, Rome possédait la haute main, non seulement sur l'armée et bien entendu sur les déclarations de guerre et la conduite des opérations, mais sur tout ce qui était commun à toutes les cités de l'empire : la frappe de la monnaie (avec quelques exceptions locales), la justice pour les crimes graves, l'appel contre les jugements prononcés contre des citoyens romains ou qui les menaçaient et la perception d'impôts « impériaux ». Pour le reste, les constitutions locales, le droit local, et bien entendu les religions, n'intéressaient pas Rome tant que l'ordre l'ordre public n'était pas mis en cause. À chacun ses propres traditions, celles des Romains restaient celles des Romains.

Ce choix, qui s'est révélé bénéfique, incite à imaginer un partage analogue des pouvoirs au sein de l'Union européenne. Celle-ci ne devrait intervenir que dans les domaines communs à tous les pays qui composent l'Union. Ses compétences devraient porter sur les affaires collectives, qui exigent à ce titre d'être gérées par un gouvernement commun, et non pas par les différents pays. Proposer qu'un gouvernement européen s'occupe des affaires militaires, de la monnaie et éventuellement de la justice criminelle qui concernent des citoyens issus de pays différents, et rien que de cela, relève du bon sens. C'est même une condition incontournable pour que l'ensemble puisse fonctionner. On constate d'ailleurs qu'il est depuis quelque temps question d'un gouvernement économique et d'un commandement militaire européens.

Dans l'empire romain, le partage des autres pouvoirs était la règle. Les mille et une cités qui constituaient la mosaïque de l'empire, et qui connaissaient le même nationalisme que les pays d'aujourd'hui, ne s'occupaient pas des affaires de Rome, du niveau « impérial ». Elles ne se mêlaient pas des questions communes. Elles pouvaient protester contre ce qu'elles considéraient comme un abus de pouvoir, mais elles ne pouvaient pas interférer avec l'autorité romaine, impériale. Il convient d'ailleurs de préciser que dans le système romain, ceux qui exerçaient le pouvoir dans l'empire avaient été élus par le peuple romain ou choisis par l'empereur. Même si elle ne comprenait pas que des génies ou des bienfaiteurs de l'humanité, l'autorité collective romaine n'était pas composée de has been politiques ou d'apparatchiks de partis auxquels on procurait ainsi un poste bien rémunéré qui était ensuite géré comme une sinécure ou détourné de sa fonction. Il faudrait que chez nous ces fonctions soient de la même manière exercées par des hommes et des femmes politiques choisis pour leurs compétences et dont on attend un niveau d'engagement maximum, au lieu que ces fonctions soient octroyées en guise de récompense pour services



rendus. Parallèlement, ces gouvernements européens spécialisés et leur conseil, le Parlement, ne devraient pas intervenir dans la gestion de la vie quotidienne à l'échelon des pays de l'Union. Il est courant de mentionner les innombrables règlements bruxellois qui portent sur des marchandises ou des objets d'usage commun. Il serait plus opportun d'abandonner cela aux échelons locaux, ce qui présenterait d'ailleurs l'avantage de ne pas donner l'impression que l'administration « bruxelloise » se trouve au service de lobbies commerciaux et industriels.

De façon plus générale, la citoyenneté à deux niveaux, telle qu'elle existait dans l'empire romain serait très bénéfique au sein de l'Union européenne. Dans le monde romain, après le choc des conquêtes, et après les terribles guerres civiles que celles-ci ont provoquées dans l'État romain lui-même au cours du I<sup>er</sup> siècle av. J.-C., la citoyenneté romaine a été diffusée en dehors de murs de Rome, en Italie d'abord (depuis 78 av. J.-C.), puis progressivement dans toutes les cités de l'empire. Les Romains étaient conscients que l'échelon local était nécessaire à la gestion et à l'administration de l'empire, et ils n'ont pas voulu le détruire en se contentant d'accorder la citoyenneté romaine à des individus qui vivaient dans des cités « pérégrines » de l'empire, avec le risque que ces derniers usent de cet avantage à l'encontre leurs concitoyens locaux. Dès le début de notre ère, Auguste avait eu connaissance d'un dysfonctionnement institutionnel de ce type en Libye. Il concernait surtout la justice locale. Par une série de décrets (les édits de Cyrène, en Libye), l'empereur entreprit de protéger les Hellènes de ces cités, qui étaient toujours des étrangers, des « pérégrins », contre les Romains (qu'il s'agisse de Romains venus d'ailleurs ou d'Hellènes déjà en possession du droit de cité romain), qui mettaient à profit leur statut pour prendre l'avantage sur leurs concitoyens « pérégrins ». Parallèlement, les autorités romaines ne voyaient pas de raison d'interdire à des étrangers l'accès à la citoyenneté romaine. L'évolution se fit lentement, mais dès le I<sup>er</sup> siècle de notre ère, des personnes de plus en plus nombreuses, et même des régions entières furent intégrés dans la citoyenneté. En 212 ap. J.-C. un décret célèbre de l'empereur Caracalla conférait le droit de cité romain à tous les hommes libres de l'empire.

Les Romains ont donné à cet état suprarégional qu'était l'empire un visage très particulier. Les individus, on l'a vu, reçurent progressivement la citoyenneté romaine, la citoyenneté d'empire, qui faisait d'eux des membres à part entière de l'État romain, où qu'ils soient, et qui les protégeait contre les exactions de certains citoyens romains. Cet élargissement illimité de la citoyenneté romaine – un *unicum* dans le monde antique – eut comme

conséquence qu'il y eut dans l'État romain une circulation de magistrats, de sénateurs, de fonctionnaires de tous niveaux, de soldats issus de toutes les provinces de l'empire. Cela se fit progressivement, mais on peut dire que dès le II<sup>e</sup> siècle de notre ère et encore davantage après 212, les « Romains » c'étaient les habitants du monde romain. Cette démarche donna naissance à une société impériale qui bénéficiait en principe partout des mêmes droits et privilèges légaux.

Mais l'importance que conservait l'échelon local de la cité-État – l'empire romain n'était pas un empire territorial centralisé, mais une structure centrale représentant l'autorité collective, qui se superposait à quelques milliers de cités-État largement autonomes – avait pour conséquence qu'aucun citoyen romain ne pouvait être seulement citoyen romain. Chacun d'eux avait une *origo*, pour parler comme les juristes romains, une cité d'origine, dont il était citoyen. C'est à travers elle qu'il recevait ou détenait parallèlement la citoyenneté romaine. Il ne lui était pas permis d'abandonner sa cité d'origine ni de s'inscrire où il voulait. L'empereur seul avait le pouvoir de changer la cité d'origine d'un individu. Des contraintes qui avaient pour but d'éviter que les citoyens ne cherchent à échapper aux responsabilités civiques locales qui leur incombaient. Les citoyens étaient en effet tenus de participer, suivant leur rang social, à la gestion de leur cité. Les élites devaient non seulement se présenter aux élections pour les charges de magistrats et de sénateurs locaux (les *décursions*), mais aussi soutenir la communauté par des taxes spéciales liées aux charges électives et par leur générosité. Les magistrats locaux devaient aussi collecter les impôts locaux et surtout les impôts impériaux. Le fonctionnement des cités de l'empire dépendait souvent de cette collaboration obligée des élites au gouvernement local. Les autres citoyens en faisaient autant à leur niveau. Même quand un individu s'installait ailleurs dans l'empire, et devenait résident dans une autre cité, où il pouvait, s'il était fortuné, exercer des charges et soutenir la communauté locale par sa générosité, il n'était pas pour autant quitte à l'égard de sa cité d'origine et devait continuer à fournir sa part de participation aux responsabilités locales.

Ce système dont il n'est pas question de discuter les avantages et les failles, a toutefois joué un rôle très important dans la création de l'État suprarégional qu'était l'empire. Par ce biais, et sans compromettre la loyauté politique des citoyens romains à l'égard de l'empire ni leur éventuelle participation aux tâches du gouvernement et de l'administration impériales, l'empire garantissait la survie de l'échelon local et la prospérité de toutes les cités. Et il est vrai aussi que les cités de l'empire ne s'occupaient pas

d'interférer avec le gouvernement de l'empire, sauf évidemment quand ils jugeaient que les impôts étaient trop lourds.

Une fois de plus, il y a là un exemple à méditer. Il conviendrait que les pays de l'Union n'aient plus le droit de contester ou de refuser les décisions prises en commun, et que toute décision communautaire – à condition qu'elle concerne le niveau collectif de l'Union – doive être approuvée à l'unanimité. On pourrait imaginer une sorte de sénat représentant les pays de l'Union et chargé de contrôler les décisions communautaires. Mais il faudrait en finir avec les mécanismes de blocage, qui paralysent le gouvernement européen et sont d'ailleurs souvent utilisés comme outils politiques sur le plan local. Un pouvoir central d'un côté, directement élu, qui remplirait des tâches régaliennes de l'Union, et uniquement celles-là, les pouvoirs locaux d'autre part qui auraient en charge la gestion du quotidien et des décisions qui concernent ce niveau.

Je termine par un dernier élément très intéressant de la gouvernance romaine, qui concerne le droit. Un État unifié doit posséder un droit commun. Comment les Romains ont-ils répondu à cette nécessité d'unifier les droits déjà existants ?

C'est sur ce point que s'observe la démarche qui est la plus originale : le recours dans le droit romain à la procédure de la fiction juridique, qui permet d'élaborer des décisions originales dans des contextes non romains ou de légitimer des décisions locales.

Je prendrai un exemple qui concerne le droit civil et qui est exposé dans le manuel du juriste romain Gaius (*Institutes* I, 128), lequel écrivait au II<sup>e</sup> s. ap. J.-C. Les héritiers d'un Romain mâle étaient d'après le droit ceux de ses descendants qui, du fait de sa mort, devenaient des acteurs juridiques à titre complet, qui constituaient autrement dit la lignée « agnatique ». Mais les *postumi*, les descendants nés après la mort du testateur, ne s'étant *de facto* jamais trouvés sous son autorité, ne pouvaient hériter de la propriété de leurs père ou grand-père en tant que successeurs. « Mais, précise le manuel de Gaius, ces iniquités juridiques furent corrigées par l'édit du préteur<sup>1</sup>. Celui-ci appelle à la succession tous ceux qui ne sont pas nantis d'un droit légal, comme s'ils (*proinde ac si*) avaient été sous puissance de

leur ascendant au moment de son décès, qu'ils soient seuls ou même que concourent avec eux des héritiers internes, c'est-à-dire des individus sous puissance paternelle. » Ailleurs Gaius les appelle quasi-héritiers.

En fin de compte la requalification permanente qui était faite d'étrangers en citoyens naturalisa la vérité de cette fiction, et un nouveau paysage politique et culturel naquit de cette révolution.

\*

L'histoire ne se répète pas. Toutefois dans la mesure où l'Europe descend du droit romain, il y a là un modèle sur lequel on pourrait réfléchir. Lors des conflits qui opposent diverses législations, les fictions constituent une voie qui pourrait permettre tout à la fois de respecter la légitimité de chacune des sources de droit et de légitimer le système dans son ensemble. Ce système a fait des miracles à la fin de la République et au début de l'Empire, en gros au début de notre ère, mais la procédure de la fiction juridique a continué d'exister et elle était encore vigoureuse à l'époque de Justinien.

En 212, quand la Constitution Antonine fit de tous les hommes libres du monde romain des citoyens, le pouvoir réussit à imposer un code de loi unique à des systèmes culturels et politiques qui étaient par ailleurs hautement développés. Là encore, le système administratif qui avait la charge de régler les relations sociales et juridiques au sein de populations anciennement étrangères, agit par le biais de la fiction. De la même manière, au lieu de penser dans le vide et de vouloir inventer autoritairement un nouveau droit, l'Europe aurait peut-être intérêt à s'inspirer, pour construire cette citoyenneté commune avec le droit qui doit l'accompagner, de ses lointains fondements et de ses procédures.

Je ne suis pas en train de construire des châteaux en Espagne. Au moment où je réfléchissais à cet exposé, *Le Monde* du 6.02.16, p. 7, publiait une interview de M. Koen Lenaerts, président de la Cour de Justice de Justice, qui décrit ainsi l'activité de la Cour de Justice européenne :

« Le processus politique de l'UE produit des directives, des règlements, des décisions. Très souvent, pour obtenir des majorités requises au Conseil européen, en codécision avec le Parlement européen, ces textes sont vagues, pleins de lacunes. Confrontés à leur caractère imprécis, les juges

<sup>1</sup> Un édit était publié chaque année par les préteurs à Rome, dans lequel ils rappelaient les principes de leur juridiction.

nationaux se tournent alors vers la Cour de justice et posent une 'question préjudicielle' (demande d'interprétation européenne) : on en reçoit environ 500 par an. Or, comme dans le système français de compétence obligatoire, nous sommes obligés de répondre à leurs questions. C'est là que nous commençons à utiliser les principes généraux communs aux États membres ou leurs traditions juridiques comme sources d'inspiration pour combler les trous de la législation de l'UE. Il ne s'agit pas d'uniformiser le droit des États, mais de faire en sorte que les textes législatifs de l'UE soient interprétés et appliqués uniformément.

(...)

Les règles de l'UE sont des règles de 'conflits de loi' pas des règles unificatrices. Elles indiquent quel droit national sera applicable, quel juge national ou autorité nationale sera compétent pour prendre une décision, et à quelles conditions cette décision sera reconnue dans tous les autres États membres ? »

C'est en gros ce que faisaient les autorités romaines, et notamment les jurisconsultes romains. Toute la Méditerranée était capable de comprendre leurs arrêts puisque l'élite politique étudiait le droit romain, même en pays hellénophone : Beyrouth possédait une grande école de droit romain.

Je pourrais conclure en constatant que pour bénéficier pleinement de ce modèle d'il y a vingt siècles, il faudrait un Etat central qui ne soit pas simplement l'émanation des différents gouvernements des nations d'Europe, mais qui prenne directement en charge ces questions et puisse le faire en toute liberté. Mais c'est là une autre question.

### Discussion après la conférence de Monsieur John Scheid du 23 février 2016

**André Prüm :**

J'ai une question improvisée sur le rôle que vous avez décrit d'un droit à plusieurs niveaux d'un système pluraliste. Est-ce que c'était un droit, si je vous ai bien compris, qui était plus un droit de procédure, de mode de règlement, voire de mode de raisonnement qu'un droit substantiel puisque, dans le fond, le nombre de règles qui étaient applicables n'était pas illimité. Ce n'était pas cela le vrai souci. Le vrai souci était plus de déterminer des procédures ...

**Le conférencier :**

Oui, le droit romain concernait en grande partie la procédure. J'ai déjà parlé de l'édit du préteur, un livre de procédure qui était année après année reconduit et amélioré par les préteurs qui se succédaient – et par les juristes qui le commentaient. Chaque magistrat affirmait par un édit à sa prise de fonction qu'il se tiendrait à ces règles de justice, et parfois il ajoutait un paragraphe. L'édit du préteur concernait la procédure, mais pas seulement. Comme peut le démontrer la fameuse histoire des glands. Sur les hauts plateaux italiens poussent d'énormes chênes avec des glands. Autour paissent en liberté des troupeaux de cochons qui mangent évidemment les glands qui tombent. Alors, est-ce qu'ils ont le droit de les manger ? Il y a eu en fin de compte une jurisprudence sur ces glands, qu'une brève rubrique du *Digeste* a conservée (43, 28). Et rapidement la règle qui s'appliquait à ces glands recueillis par autrui que le propriétaire de l'arbre concernait tous les fruits. Un objet précis était devenu une sorte d'abstraction qui servait à régler des conflits dans des zones où les gens n'ont jamais vu un chêne ou des glands. On peut aussi trouver des questions de procédure dans les règlements municipaux généraux pour les nouvelles cités. Par exemple, sur le calendrier des procès : si on ne trouve pas, dans une cité qui vient d'être fondée, dans les trois jours une date pour un procès et que la situation est bloquée, on fait *comme* si le procès était organisé à Rome devant le *prætor*.

Si je consulte mes histoires religieuses, qu'est-ce qu'une chose sacrée ? Une chose sacrée est un objet ou un être qui a été consacré à une divinité par un magistrat à *imperium*, c'est-à-dire investi du pouvoir suprême. Un temple est sacré, la statue du culte et l'autel sont des objets sacrés mis à

la disposition de la divinité. Ils sont res *nullius*, ils n'appartiennent plus à personne à partir de leur consécration. Et la consécration ne peut se faire, d'après le droit public romain – nous sommes dans le droit public parce que le droit sacré est une partie du droit public – qu'en Italie. En dehors de l'Italie, dans les provinces, on ne peut en principe pas consacrer. Ce sont des règles qui rappellent celles de la *kashrout*, qui en principe est limitée à un certain endroit du globe, mais comme il y a des Juifs qui habitent partout, il faut trouver un moyen de négocier. Et les Romains négocient, ils constatent qu'en Germanie, on ne peut pas consacrer. Même un magistrat romain ne peut pas le faire puisqu'il n'est pas en Italie. Alors la consécration rendra cet objet *quasi sacer*, c'est-à-dire la procédure donne les mêmes effets de protection, mais ce ne sont pas exactement ceux du droit limité à l'Italie. L'important, c'est en fait que l'on ne change pas le droit, on fait *comme si* on était dans le contexte italien. Le droit originel reste toujours immobile. Mais tout vient de là. Le droit romain qui en résulte est une sorte de généalogie d'un droit construit jour après jour. Ce principe s'étend à tous les domaines du droit. Je ne suis pas assez juriste pour aller plus loin, mais souvent je rencontre des questions de ce type. Le droit romain fonctionne et évolue par le principe de la fiction, l'une des façons de raisonner typiquement romaine qui, souvent, crée la nouveauté non pas en repensant complètement le problème, mais en faisant entrer par une fiction la nouvelle situation dans la coutume ancestrale, en faisant comme si tout le contexte était le même qu'en Italie et à Rome. Et de cette façon-là, les juristes préparent d'une certaine manière l'unification du droit. Mais cela n'arrivera pas avant le Code de Justinien au VI<sup>e</sup> siècle.

Donc le droit romain est souvent une création liée à un problème précis. Les citoyens posaient aux jurisprudents des questions, et ceux-ci répondaient. L'empereur lui-même passait sa vie à cet exercice, comme Marc Aurèle le note au terme d'une journée qu'il voulait consacrer au loisir, mais pendant laquelle il avait passé son temps à donner des réponses juridiques. C'est en effet cela que faisait un empereur romain avant tout : faire de la jurisprudence, parce qu'il recevait des milliers de billets dans lesquels des citoyens exposaient un problème juridique et lui demandaient de trancher. Alors le juriste de service faisait une réponse qui était éventuellement débattue, et enfin affichée à l'extérieur de la résidence impériale où les gens venaient la copier. C'est d'ailleurs ces milliers de réponses émanant des empereurs ou des hauts dignitaires romains qui servirent pour rédiger le *Corpus iuris civilis*. C'est cela le métier de l'empereur. Je ne sais pas si M. Juncker passe la journée à cette tâche, mais peut-être pourrait-il faire évoluer de cette manière les droits locaux vers un droit européen.

### Patrick Kinsch :

Vous nous avez raconté magnifiquement le temps, essentiellement, de la grandeur de l'empire romain. Ce qui m'intéresse personnellement, c'est surtout le déclin et la chute de l'empire romain d'Occident. Est-ce que là aussi il y a des causes de cette série d'événements qui tiennent à la gouvernance ? Je sais qu'il y a environ cent théories différentes des causes de la chute de l'empire romain, mais compte tenu de ce que vous nous avez raconté sur sa grandeur, est-ce qu'il y a des liens avec le déclin et la chute de l'empire romain d'Occident ?

### Le conférencier :

J'avais quarante-cinq minutes à ma disposition que j'ai déjà un peu dépassées. Je ne pouvais pas évoquer ce qui survint après le Haut-Empire. Le fait est que l'empire réussit à résoudre les problèmes structurels jusqu'au IV<sup>e</sup> siècle, même s'il y avait déjà eu le choc terrible des années 250 à 290, quand l'empire sombra dans des guerres civiles incessantes et des invasions. Dans ce chaos il n'y avait pas de chefs charismatiques capables de rétablir l'ordre. Il faudra attendre Aurélien et surtout Dioclétien pour voir, au début du IV<sup>e</sup> siècle, un nouvel Auguste refonder l'État. Et après Dioclétien il y eut Constantin. Au cours de ces décennies, on se rend compte que l'empire est très difficile à tenir, d'autant plus qu'il y a des ennemis extérieurs qui commencent à se manifester. On jugea qu'une des façons d'être plus efficace était de se donner deux empereurs avec deux successeurs présumés. L'empire fut divisé en deux secteurs, l'Ouest et l'Est, et il fut gouverné au plus haut niveau par ces quatre personnes. Il était très difficile, comme vous l'avez dit, de gouverner efficacement sans machine à vapeur, sans télégraphe, etc. un empire que j'ai décrit dans sa plus grande extension. Le haut commandement est forcément toujours en retard de trois semaines, sinon plus, sur les événements qui surviennent. Sur place, les commandeurs des armées ou les gouverneurs n'ont souvent pas le niveau qu'il faudrait, ou alors ils n'arrivent pas à communiquer avec le pouvoir central, et le consulter. En divisant l'empire en deux parties, les tétrarques et, en fondant Constantinople, Constantin, ont signé la mort de l'Occident parce que les ressources de l'empire s'épuisaient. Mais au début du IV<sup>e</sup> siècle, l'empire se reconstitue et continue encore un siècle, comme vous dites, la grandeur romaine. Mais l'empire d'Occident diminue dès cette date, on le voit partout ; il n'a plus le côté florissant d'antan. Les guerres incessantes aux frontières coûtent cher et l'empire n'a

pas toujours les moyens d'y subvenir. Donc, dans un premier temps, on a l'impression que Rome a paré le coup en divisant la gouvernance en deux pour que les décideurs soient plus proches des foyers de crise. Mais une fois Constantinople fondée, j'ai l'impression que les élites romaines ont décidé de se retirer et de se barricader dans les régions les plus riches de l'empire. C'est l'Orient, c'est à-dire la Grèce continentale, l'Asie mineure, l'Égypte, qu'ils tiennent désormais fermement, parce qu'ils peuvent survivre dans ces provinces. Rome est une ville d'environ un million d'habitants et manifestement le pouvoir romain n'a plus le moyen de nourrir toutes ces bouches. Une fois que Constantinople est fondée, on voit le nombre d'habitants de Rome décroître de façon très rapide, ce qui montre que le pouvoir impérial avait abandonné cette énorme concentration humaine. En deux à trois générations, le nombre d'habitants est tombé à quelque trente mille habitants. Il est resté à cette hauteur jusqu'en 1870. Et les habitants de l'Italie perdent rapidement vingt centimètres en taille par rapport aux siècles précédents. L'étude des tombes démontre qu'au VI<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ la population avait retrouvé la taille et l'état de santé qu'elle avait au VIII<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ : l'empire d'Occident a régressé de dix siècles. Et d'ailleurs, cela ne changera pas jusqu'en 1870. L'Italie a été détruite à partir du IV<sup>e</sup> siècle.

Et puis il y a eu, il faut le dire, des causes extérieures extrêmement graves dont on discute beaucoup, mais je crois qu'il y a du vrai. Rome était une civilisation très raffinée, technologique, qui était fondée sur l'enseignement, sur l'éducation, sur l'apprentissage, sur les sciences, bref sur la culture. Si vous n'acquiescez pas ce savoir et ne voulez pas l'acquiescer, vos thermes, si beaux soient-ils, vont s'écrouler dans vingt ans et même peut-être déjà dans dix ans. Et c'est ce qui arriva. Une fois les barbares en Occident, toute la civilisation matérielle de l'Occident romain s'écroule, faute de personnes pour l'entretenir. Ces différents éléments combinés expliquent l'échec de l'empire, de l'empire d'Occident, car à l'est, l'empire romain continue d'exister jusqu'en 1453. Il faut quand même constater que c'était un exploit de faire vivre ensemble, entre 200 avant Jésus-Christ et la fin du Ve siècle, un espace aussi énorme que le monde méditerranéen dans lequel les habitants se déplaçaient d'un coin à l'autre. À partir du IV<sup>e</sup> siècle, cette vie commune et ces déplacements s'arrêtent. On ne voyage plus et on ne voyagea plus comme à l'époque romaine sur la Méditerranée avant la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

La chute de l'empire romain est donc une question complexe qu'il faut poser. La gouvernance, oui, a sa part de responsabilité, puisqu'elle se

heurait à des limites financières et logistiques. Mais dans l'Antiquité tardive les Romains ont essayé d'améliorer ces facteurs, et à Byzance l'empire a continué encore pendant presque mille ans de façon tout à fait satisfaisante. Le droit justement, sous Justinien, au moment où les Byzantins essaient de réunir à nouveau les deux parties de l'empire, est toujours le même. Et on collectionne les constitutions impériales, les extraits des grands jurisconsultes des premiers siècles de l'Empire. Donc ils savaient ce qu'ils avaient entre les mains, mais l'heure avait tourné... Et d'ailleurs, si nous regardons nos régions, même ceux qui ont repris le pouvoir dans les cités de l'empire, c'est-à-dire les Ostrogoths en Italie, les Francs en France, que font-ils ? Ils s'installent dans les cités-États antiques, assumant du jour au lendemain les querelles et les amitiés de ces cités-états, et se battent contre leurs voisins comme les Romains l'avaient fait auparavant. Quand, dans les *Guerres des Goths*, Procope accuse les Francs de vouloir tirer tout le pouvoir à eux, il en donne comme preuve qu'aux jeux annuels à Arles, les Francs avaient exigé pour eux la présidence, c'est-à-dire que le chef des Francs se mettait sur le siège du notable romain qui les présidait normalement. Donc, ils adoptent immédiatement le même système que les Romains. Et cela fait naître ensuite les villes médiévales en Italie du Nord et même en France, en Espagne... Il y a une continuité qui est encore mal connue, mais je crois que, même si la logistique et les moyens financiers s'effondrent, et même s'il leur manque la culture des Anciens, la gouvernance elle-même reste un idéal pour beaucoup d'intellectuels qui participent à la fondation de ces nouvelles unités politiques et puis l'empire lui-même reste un mythe. Qu'est-ce qui a pris Charlemagne de se faire couronner à Rome, c'est-à-dire dans un gros bourg ? Cela n'avait pas grand sens. Fut-ce en raison du pape ? Il était l'évêque de Rome, certes, mais il était toujours contesté dans la chrétienté comme chef spirituel commun. Charlemagne poursuivait en fait déjà ce mythe de l'empire romain que tous allaient tenter de retraduire dans les faits, jusqu'à Napoléon et Guillaume II.

#### Pierre Gerges :

Vous avez beaucoup insisté sur l'octroi de la citoyenneté romaine à des hommes qui ne sont pas romains. D'un côté, je me demande si vous n'embellissez pas un peu historiquement la situation quand on sait que les sénateurs étaient très opposés à cette générosité. Et donc on sait que cela a donné lieu à pas mal de combats, par exemple, César qui a décidé d'augmenter le nombre de 600 à 900 pour placer ses personnes à lui. D'un autre côté, je me demande si vous suggérez par là que l'Europe aujourd'hui devrait être moins frileuse en termes d'agrandissement de la communauté



et si peut-être nous devrions aussi, comme les Romains, être plus généreux en ce qui concerne l'adoption, disons, de personnes qui veulent venir chez nous. Je crois que tout le monde voit ce que je veux dire. Est-ce qu'il y a là un parallélisme à développer ? Est-ce que vous avez voulu le suggérer ? Est-ce que l'histoire romaine a matière à nous inspirer de ce point de vue-là ?

### Le conférencier :

Merci. Oui, les citoyens romains. Je crois qu'à partir du I<sup>er</sup> s. av. J.-C., il n'y avait plus d'opposition à ce que des gens deviennent citoyens romains. La question a pu être agitée aux III<sup>e</sup> et II<sup>e</sup> s. av. J.-C., à l'époque des citoyens dits latins, qui avaient des droits inférieurs à ceux des citoyens romains. Mais la Guerre sociale (des alliés) a démontré que ce système avait vécu et qu'il fallait donner le même statut à tous. Le Sénat a suivi ces lois comme tous les autres. Vous me parliez des sénateurs des guerres civiles. César a introduit ses créatures dans le Sénat, c'est vrai, mais Auguste les a vidés d'un coup en 28-27 avant J.-C. et le problème était réglé. Les sénateurs étaient à nouveau 600 et le sont restés jusqu'à la fin. Et le discours de Claude à Lyon, en 48 ap. J.-C., montre qu'il était prêt à aller plus loin, quand il suggère d'élire magistrats romains et donc de faire entrer au Sénat les membres de l'élite de la province de Narbonnaise. Or, jusqu'à ce moment-là, en 48 après Jésus Christ, il n'en était pas question parce que c'était toujours un groupe essentiellement constitué de grandes familles d'Italie qui tenait le sénat. Mais c'est Claude qui gagna, et très rapidement on trouve dans le Sénat des notables de Narbonnaise comme Tacite ou les ancêtres du futur Antonin le Pieux, par exemple, qui ont fait une carrière sénatoriale. Cela se fait, et c'est même tellement naturel pour les Romains, qui libéraient leurs esclaves et en faisait ainsi des citoyens romains. Aucun autre peuple antique ne libérait ses esclaves ! Et si les chrétiens romains libéraient leurs esclaves c'était avant tout parce qu'ils étaient romains. C'était quelque chose d'inouï dans le monde antique. Et je ne suis pas le premier à le dire, vous vous en doutez. Philippe V de Macédoine a attiré à la fin du III<sup>e</sup> s. av. J.-C. l'attention des cités grecques ennemies des Romains sur la force que même le système des alliés disposant de la citoyenneté latine procurait aux Romains par le biais d'un nombre extraordinaire de soldats mobilisables. Hannibal avait une seule armée, qui était certes la meilleure du monde, car composée de professionnels, mais cette armée connaissait une lente érosion. Les Romains au contraire, à cause de leur alliance, pouvaient mobiliser toujours de nouvelles armées, même après les désastres que vous savez. Et parfois d'ailleurs on interprète le discours

de Claude, je l'ai lu dans des manuels de concours français, comme un plaidoyer pour l'extension de la citoyenneté romaine en Provence, enfin en Narbonnaise, ce qui est une contre-vérité, car cela faisait longtemps qu'on distribuait le droit de cité en Narbonnaise : les habitants étaient tous au moins de droit latin ou déjà citoyens romains à l'époque de Claude. Et ce mouvement se poursuivit jusqu'au début du III<sup>e</sup> s. ap. J.-C. quand l'empereur Caracalla donna, en 212, le droit de cité romaine à tous les hommes libres des provinces de l'empire.

Le fait de conférer le droit de cité à tous les habitants – ou auparavant à une large partie de ces habitants – ne peut pas être comparé aux migrations actuelles. Ces personnes habitaient l'empire depuis toujours, c'est-à-dire depuis la conquête de leur royaume ou cité. Leur culture était la même que celle des Romains, et si l'on considère la partie orientale de l'empire, sa culture était même considérée comme supérieure à celle des Romains. Et ce phénomène n'a rien d'une invasion. On voyageait dans l'empire, on était l'égal des personnes que l'on rencontrait, mais il faut savoir qu'on restait toujours strictement rattaché à sa cité. Même la citoyenneté romaine était accordée dans le cadre de ces cités. Les personnes étaient inscrites sur les registres des citoyens romains dans leur cité d'origine. Les invasions, j'en ai parlé, se produisirent plus tard. Elles sont du fait de barbares qui ont vaincu l'empire d'Occident et y ont fondé les royaumes qui servirent de fondement aux royaumes postérieurs, mais à l'époque ils ont détruit l'ordre romain et son cadre de vie.

Pour la deuxième question, oui, je trouve que la Communauté européenne devrait avoir un vrai gouvernement, peut-être avec des ministres élus, émanant d'élections générales, et pas suivant le système actuel. Ce gouvernement devrait s'occuper comme le gouvernement romain de questions générales, et laisser les nations s'occuper des questions subordonnées qui sont les leurs, qui les intéressent directement et pour lesquelles les gens manifestent dans la rue. Je n'ai jamais pensé que les Romains élargissaient l'empire parce que les Romains avaient trop de problèmes pour faire fonctionner ce qui existait déjà. Ils n'étaient pas bêtes, ils voyaient que l'intégration des barbares poserait d'énormes problèmes. Et l'intégration de mercenaires et de peuples barbares qu'on a autorisés à s'installer sur les terres de l'empire a fini par détruire, aux IV<sup>e</sup>-V<sup>e</sup> siècles, l'empire d'Occident. Avant, quand des peuples envahissaient une province, ils étaient chassés ou exterminés. Au V<sup>e</sup> s., l'empereur d'Occident était un polichinelle, il n'avait plus aucun pouvoir, acceptait tout et n'importe quoi. Il payait les barbares pour protéger Rome, l'Italie et l'empire. Les barbares

acceptaient l'argent, et puis un jour prirent Rome ... Je trouve que ce n'est pas un exemple à suivre.

**Intervenant :**

En ce qui concerne la citoyenneté, y-a-t-il une analogie par rapport à la Suisse où on est citoyen de Genève et ensuite seulement citoyen de la confédération ou canton de Bern ou n'importe ?

**Le conférencier :**

Je pense que dans tous ces régimes de citoyenneté, nous sommes tellement romains qu'il y a toujours des relations. Je pense que la différence c'est que, en Suisse, cela part vraiment du plan local. Si vous n'êtes pas accepté sur le plan local, vous n'aurez jamais la citoyenneté suisse. À Rome, vous êtes de naissance ou par naturalisation citoyen de votre cité, et vous devenez éventuellement citoyen romain par cette même cité, mais sur une décision venant d'en haut. En fait, les Romains avaient une double citoyenneté.

**Intervenant :**

Il y a un passeport du canton, non ?

**Le conférencier :**

Certes, mais la différence est qu'il faut être accepté par le canton. Je connais assez mal la législation helvétique, mais, à Rome, vous étiez, bien sûr, accepté puisque vous étiez né dans la ville de Rome ou une autre cité, ou bien vous receviez le droit de cité dans une cité donnée, et vous étiez inscrit sur place. Personne ne protestait. Et ensuite vous recevriez aussi sur place, je dirais, le passeport européen ou le passeport romain, si cela avait existé. Vous aviez deux identités.

**Intervenant :**

Mais en Suisse, vous devenez, si je ne me trompe, d'abord citoyen du canton et ensuite de la fédération, et jusqu'à il n'y a pas longtemps, vous aviez des droits particuliers. Il y avait, par exemple, des *Bürgerspital*, il y a le *Bürgerspital* de chaque canton où vous pouviez être soigné gratuitement...

**Le conférencier :**

C'est assez proche comme système. Vous étiez forcément de quelque part, généralement d'une des mille et une cités de l'empire. Il y avait aussi des gens bizarres qui étaient de Rome même, mais finalement à Rome, c'est une ville qui comprenait surtout des immigrés de partout, de toutes les cités de l'empire. À l'exception des gens inscrits à Rome même, les autres restaient citoyens de leur cité. Mais à Rome aussi, ces personnes originaires de l'Italie ou des provinces étaient en quelque sorte chez eux, puisqu'ils avaient souvent la citoyenneté romaine. On se déplaçait énormément dans l'empire, il n'y avait aucune opposition à cela, mais je ne pense pas que les cités aient eu par rapport à l'empire un pouvoir équivalent aux cantons suisses. La citoyenneté locale était automatique. Les citoyens locaux ne votaient pas sur cette question : si vous naissiez fils d'un citoyen romain dans cet endroit, vous possédiez la citoyenneté de l'endroit. Si vous étiez étranger, il y avait une décision locale de vous conférer la citoyenneté, vous deveniez p. ex. citoyen d'Arpinum. Et quand la cité était romaine, vous deveniez également citoyen romain originaire d'Arpinum. Cicéron a plaidé le fameux procès pour le poète Archias qui tourne autour de cette question. Archias avait été fait citoyen d'Héraclée (aujourd'hui Policoro près de Tarente), et en tant que tel il reçut aussi la citoyenneté romaine en vertu de la loi Plautia Papiria de 89 av. J.-C. qui accordait ce droit à tous les alliés d'Italie. Cicéron tente de démontrer qu'Archias ne s'était pas glissé frauduleusement dans la citoyenneté. Par ce que je sais d'étrangers qui sont devenus suisses, je crois qu'il y avait toute une phase préalable très comique pendant laquelle il fallait qu'ils séduisent en gros les membres du canton pour qu'ils l'acceptent avant qu'ils puissent aller plus loin. Ce qui était assez compliqué. Mais pour les privilèges, oui, on voit très bien ce que cela peut être quand on est citoyen, quand on a le droit de commercer sous la protection de la loi. Et un citoyen d'une cité, mettons Trèves, avait droit à toutes les « prestations sociales » du lieu.

**Intervenant :**

Je pense que vous avez tout à fait raison d'insister donc sur les siècles où le système romain a fonctionné et, symptomatiquement donc, une question vient de vous être posée sur la chute de Rome. Pourquoi est-ce que, parlant de Rome, on pense surtout à la chute de Rome, donc à cette époque de décadence ? Et justement là, il y a une question que j'aimerais vous poser, c'est celle donc des jeux du cirque. Nous avons tous appris

qu'une des causes de la décadence romaine était le confort et, disons, le manque de cette sévérité qui présidait toujours à l'éducation et la sobriété aussi de la vie romaine. Pourtant, il y a aujourd'hui des auteurs qui pensent le contraire, qui pensent que les jeux du cirque étaient, au contraire, un ferment qui cimentait l'union d'un empire très complexe, comme nous venons de l'entendre, et que le cirque, de par son organisation, mettait un peu le miroir de la complexité de tous ces hommes qui habitaient l'empire et que, vous venez de parler de Claude, il existait une proximité entre tous ceux qui étaient au cirque et qui regardaient ces jeux qui étaient extrêmement brutaux, c'est vrai, mais où l'empereur était tout de même à l'écoute de la volonté du peuple.

### Le conférencier :

C'est là une vieille tradition historiographique. Quand nous parlons de jeux à Rome, il ne faut pas tout confondre, ce ne sont pas forcément des jeux de gladiateurs. Ce n'est que vers le début de notre ère qu'on commence à voir quelques combats opposant des gladiateurs. Les jeux consistaient en réalité en courses de chars. Ces jeux étaient un moment de délasserment qui faisait partie du banquet sacrificiel des grandes fêtes. Les citoyens allaient en conclusion des rites en compagnie des dieux au cirque pour regarder ces courses. Au cours de ce moment de réunion populaire, il était traditionnel de profiter de la pause après les premières six courses pour interpeller l'empereur et lui poser des questions de droit en relation avec ses affaires privées. À Rome comme dans toutes les cités, les jeux, depuis l'Antiquité grecque, étaient un lieu où se construisait la valeur, si vous voulez, elles étaient le reflet de la valeur et aussi de l'autorité.

Les jeux de gladiateurs étaient brutaux, mais il y avait en fait moins de morts qu'on ne le suppose, parce qu'un gladiateur coûtait extrêmement cher. Il fallait déjà se rendre à Rome pour voir vraiment de la violence extrême dans l'amphithéâtre. Ce n'est pas le problème. Je crois qu'effectivement, quand on voit les programmes de ces festivités, on assiste à une représentation de l'empire : il y a de la géographie, il y a de la mythologie, il y a tout ce qu'on veut, c'est du péplum à la romaine, et ces jeux jouent donc un rôle politique et social. Et puis, il ne faut pas oublier que beaucoup de cités grecques ont transformé leurs théâtres ou gymnases en amphithéâtres pour donner elles aussi des spectacles de gladiateurs. Seraient-ils aussi brutaux que les Romains ? Pourquoi l'empire grec a survécu d'un millénaire à l'empire d'Occident ?

Je voudrais revenir aussi sur la décadence. Moi, je ne parlerai pas de décadence romaine. Je ne me sens pas décadent en tant que Trévire. Or, on nous met dans la décadence, pourquoi ? Je pense que les ancêtres tréviens étaient aussi peu décadents qu'ils ne le sont actuellement. Seul le contexte a changé. La logistique de l'empire romain coûtait extrêmement cher. Toutes ces guerres et toute cette armée nécessitaient beaucoup d'argent, même pendant les périodes de paix. D'autant plus que l'élite s'amusait tous les siècles ou demi-siècles à se faire la guerre entre Romains. Et là, qu'est-ce qui se passait ? Les barbares du Nord ou les Parthes en profitaient pour envahir l'empire, et il faudra ensuite des années pour les en chasser. Il y a aussi le fait que les moyens ne suffisaient plus pour entretenir une ville de près d'un million d'habitants, comme l'était Rome. Je viens d'en parler.

Mais il n'y a pas de vraie décadence. Les théories sur la chute de l'empire romain sont en nombre infini. Ce thème commence avec les pères de l'Église. Augustin déjà l'évoque au début du Ve siècle, et s'interroge sur ce qui se passe. Il voit tout ce qui a été détruit ou est en train d'être détruit, et comprend que c'est la culture romaine qu'on détruit. Il s'inquiète pour cela, et plaide auprès de ses fidèles pour qu'ils cessent de détruire les œuvres d'art, même quand elles représentent des divinités romaines. Quand j'étais étudiant, nous riions du *Constantin* d'André Piganiol qui se termine par la formule lapidaire : « *L'empire romain n'est pas mort de sa belle mort, on l'a assassiné.* » Et aujourd'hui, les archéologues notamment qui étudient ces périodes et les historiens de l'Antiquité tardive se sont rendus compte qu'une partie de la culture romaine a effectivement été assassinée volontairement par des gens qui ne la respectaient pas, qui ne voyaient pas ce que représentait cette culture. Un siècle plus tard, il n'y a plus que les moines installés près de Reggio de Calabre, à Squillace, ou en Irlande, qui savent écrire et qui copient, heureusement pour nous, les manuscrits antiques. On peut appeler cela une punition de Dieu, ou tout ce qui a été dit depuis Augustin, mais le fait est là que l'empire a été assassiné quelque part. Mais quand on parle de décadence, il ne faudrait pas oublier que Rome a réinventé l'Athènes classique, qui était au Ier s. av. J.-C. une bourgade, que les Grecs eux-mêmes avaient en grande partie oubliée parce que la Grèce réelle c'était alors Pergame, Ephèse, l'Asie mineure riche, qui était tout sauf athénienne. Rome, c'est aussi le savoir grec, italique et romain. Ces Romains – en fait nous parlons de gens qui ne sont pas seulement issus de Rome et d'Italie – ont su créer un système de formation de très haut niveau dans tous les domaines, dans la technologie comme dans l'armée, dans la littérature comme dans la philosophie ou le droit, ils sont bilingues. Toute cette culture a fait fonctionner cette gouvernance. Un de

mes collègues italiens, Dario Mantovani, va publier un livre sur la culture des juristes romains, une étonnante culture littéraire et philosophique. Et si l'empire fonctionnait, c'est en partie en raison de tout cet héritage gréco-romain qui conflue dans l'empire et il n'est pas étonnant que cet ensemble ait fonctionné pendant près de quatre siècles après la fondation de l'empire par Auguste. Et après, il y eut des problèmes. La logistique et la réalité sont plus dures que la culture et, à un moment donné, la structure politique cède et la culture se retire dans quelques points cachés du monde en attendant de se rediffuser. Il n'y a rien de moral, de décadent dans ce déclin, mais seulement les limites des capacités de gouvernement dans l'Antiquité. Le vrai miracle romain est que cette énorme structure ait vécu aussi longtemps avant de se démembrer.

#### André Prüm :

Encore une fois, un grand merci de nous avoir accompagnés dans ce beau voyage à travers la Rome antique avec ses subtilités, ses contradictions, ses juristes à la fois chicaniers, comme vous aviez dit, et érudits. C'était un magnifique voyage dans lequel vous nous avez promenés. Un très grand merci et je pense que ce sera une très belle source de réflexion également sur notre situation actuelle.

Séance du 29 juin 2016

## ART ET FINANCE : LIAISONS DANGEREUSES ?

par

**Elisabeth Omes**

Elisabeth Omes est membre de la Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal depuis 2014.

Elle exerce la profession d'avocat en tant qu'associée du cabinet Elvinger Hoss Prussen. Spécialisée en droit bancaire et financier, elle travaille dans la matière réglementaire et en contentieux.

Elle est co-auteur d'un livre sur la responsabilité du banquier et a publié des articles et notes en droit bancaire et financier.



## Table des matières

### Introduction

#### Section 1 : Quelle est la valeur d'une œuvre d'art ?

- A. Essai d'identification des critères utilisés pour déterminer la valeur d'une œuvre
- B. La rentabilité des investissements dans l'art

#### Section 2 : Les fonds d'investissement investissant dans l'art

- A. Cadre juridique des fonds d'investissement
- B. Exemples concrets

#### Section 3 : Autres initiatives d'émission de produits financiers liés à l'art

#### Section 4 : Art lending et gages sur œuvres d'art

#### Section 5 : Les assurances des œuvres d'art

### Conclusion

## Introduction

1. Les débuts des liaisons entre l'art et la finance remontent à la Rome antique et à Mécène, homme politique romain, protecteur des arts et des lettres, proche de l'empereur Auguste. Au fur et à mesure, le mécénat s'est transformé. De plus en plus de donateurs ou mécènes contemporains s'attendent à un retour financier sur leur investissement dans le domaine de l'art. Le mécène devient investisseur.
2. Depuis la crise financière, les banques et gérants de fortunes cherchent à diversifier la composition des patrimoines de leurs clients et voient l'art comme un nouveau type d'investissement. Les prix extraordinaires obtenus lors des ventes aux enchères et les profits générés sur certaines œuvres font rêver les investisseurs déçus par les chutes des bourses de valeurs mobilières.
3. Pour certains, l'art est devenu une véritable classe d'actifs, au même titre que les valeurs mobilières ou l'immobilier. On essaie de le comprimer dans le moule d'un instrument financier : les œuvres sont prêtées, données en garantie, assurées, placées en fiducie ou même titrisées. Les initiatives liant l'art au secteur financier se multiplient au Luxembourg : on trouve les fonds investissant dans l'art, les assurances spéciales pour les œuvres d'art, le port franc ou même un projet de bourse d'œuvres d'art.
4. L'affection de la finance pour l'art n'est pas en sens unique : les acteurs du monde de l'art s'intéressent aux nouveaux moyens de financement tels que le *crowdfunding*. Les artistes s'autofinancent, cherchent à contrôler leur cote par l'organisation de ventes publiques de leurs œuvres ou vendent leurs droits d'auteurs sous forme d'instruments financiers. A l'heure actuelle, la difficulté consiste à concilier les deux mondes : le secteur financier est transparent, régulé et surveillé, alors que celui de l'art ne l'est pas.
5. Cette absence de transparence ne fait peur ni aux acteurs du secteur financier ni aux investisseurs, tous les deux sont séduits, voire aveuglés, par la valeur de l'art et les profits qu'on peut en tirer. Ce qui nous amène à la question cruciale : comment détermine-t-on la valeur d'une œuvre d'art ?



### Section 1 : Quelle est la valeur d'une œuvre d'art ?

6. La valeur de la monnaie fiduciaire que vous avez dans votre porte-monnaie (qui comprend les billets de banque et les pièces de monnaie) intègre la valeur de votre confiance que les autres accordent la même valeur à cette monnaie. Le même principe s'applique aussi lorsque l'argent est transformé en art. L'artiste Santiago Montoya transforme des billets de banque en tableaux. Il explore le système économique et, avec la répétition infinie des billets, il cherche à susciter des émotions d'étonnement et d'angoisse et à montrer la fragilité et la compréhension limitée du système financier<sup>1</sup>.
7. Pour le monde financier, ce qui importe ce n'est pas autant la valeur sociale, artistique ou émotionnelle d'une œuvre d'art, mais c'est surtout sa valeur financière. Certes, les autres facteurs impactent la valeur financière, mais c'est cette dernière qui sera prise en considération pour fixer le montant empruntable si l'œuvre est donnée en garantie, pour déterminer la valeur nette d'inventaire ou VNI d'un fonds investissant dans l'art ou pour calculer la prime d'assurance d'une œuvre et l'indemnisation due par l'assureur en cas de sinistre.
8. Il est dès lors primordial de se pencher sur la question de la valeur d'une œuvre et des facteurs contribuant à déterminer sa valeur, pour pouvoir répondre à la question suivante : Comment arrive-t-on à une valeur de USD 6.325.000 pour l'œuvre de Jeff Koons : une sculpture en acier représentant un homard gonflable ?<sup>2</sup>

#### A. Essai d'identification des critères utilisés pour déterminer la valeur d'une œuvre

9. La réponse à cette question est simple et complexe à la fois. La version de la réponse simple consiste à dire qu'une personne a offert en vente l'œuvre à ce prix et qu'une autre personne est disposée à l'acheter à ce prix. C'est la rencontre de l'offre et de la demande. La version de la réponse plus complexe nous amène à analyser la vie du marché de l'art, qui, tout comme les marchés financiers, se divise en marché primaire et marché secondaire.

<sup>1</sup> <http://www.halecyongallery.com/exhibitions/santiago-montoya-money-talks>.

<sup>2</sup> Prix obtenu lors de la vente (Contemporary Art Evening Auction) du 13 / 14 mai 2013 par Sotheby's, [www.sothebys.com](http://www.sothebys.com).

10. Sur le marché primaire, l'acquéreur achète directement de l'artiste ou de son galeriste. Certains critères assez simples assistent dans la détermination de la valeur initiale d'une œuvre, généralement fixée entre l'artiste et le galeriste revendeur :
  - a. Le **format** de l'œuvre : En principe les formats plus grands sont plus chers que les petits formats. Si cependant les formats sont trop grands, leur valeur baisse, étant donné qu'ils sont plus difficiles à vendre ou à accrocher.
  - b. La **rareté** : Moins il y a d'exemplaires ou d'œuvres d'un artiste, plus le prix d'un exemplaire ou d'une œuvre est élevé. Ce critère est important pour les œuvres qui peuvent être répliquées, telles les sculptures, les photographies. p.ex. : le homard de Jeff Koons est produit en trois exemplaires plus une épreuve d'artiste.
  - c. Le **matériel ou support** utilisé : Le prix du marché primaire est également fonction du matériel utilisé. Plus le support est durable, plus le prix peut être élevé. Si l'on prend l'exemple du homard, le matériel utilisé n'est pas du plastique mais de l'acier. Les peintures à l'huile sont en principe plus chères que les dessins au crayon (l'inverse est vrai pour les dessins de Edgar Degas ou de Mary Cassatt)<sup>3</sup>.

Pour certaines œuvres, le matériel utilisé représente même la plus large partie de la valeur, comme en témoigne l'œuvre la plus chère en terme de coûts de production, qui s'élevaient à USD 20 millions<sup>4</sup> : *For the love of God* de Damien Hirst. Cette œuvre est un moule en platine d'un crâne humain du XVIII<sup>e</sup> siècle incrusté de 8601 diamants (dont le diamant à taille impressionnante incrusté dans le front du crâne)<sup>5</sup>. Lors de sa mise en vente, il y avait des rumeurs que plusieurs personnes, dont le chanteur britannique George Michael et son compagnon, voulaient acheter l'œuvre pour USD 100 millions. Ces rumeurs servaient certainement à influencer le prix vers la hausse. Finalement un consortium (dont l'artiste

<sup>3</sup> M. Findlay, *The value of art*, Prestel 2014, p. 17.

<sup>4</sup> Certains parlent de USD 50 millions de coûts de production.

<sup>5</sup> N. Mourcau, D. Sagot-Duvaurois, *Le marché de l'art contemporain*, Coll. Repères, 2010, p. 85.

Damien Hirst ferait lui-même partie) aurait acheté l'œuvre pour un prix de GBP 50 millions.

- d. La **couleur** : Les œuvres en couleur sont en principe plus chères que les monochromes (avec exceptions : Mark Rothko ou Malevich). D'après un expert en art contemporain auprès de Christie's, les Warhols de couleur verte (« the color of money ») se vendraient plus chers que les autres<sup>6</sup>. (et Marilyn plus chère que Nixon)

Dès la mise sur le marché des œuvres, les marchands d'art forgent le goût de leurs clients en jouant le rôle de découvreur ou de promoteur de nouvelles valeurs esthétiques que ce soit sur le marché primaire en aidant à lancer un artiste, ou sur le marché secondaire en lançant une nouvelle mode d'impressionnistes, de natures mortes ou de Pop Art.

11. Sur le **marché secondaire**, on achète des œuvres qui sont déjà sur le marché. C'est le **propriétaire** de l'œuvre qui souhaite la vendre soit de gré à gré, soit à travers un intermédiaire tel qu'une maison de vente aux enchères, dont les plus connues sont Sotheby's et Christie's. Ici, le prix se détermine par rapport à l'offre et à la demande.
12. Outre les critères cités ci-avant pour le marché primaire, cinq critères additionnels contribuent à former la valeur d'une œuvre ont été identifiés : la provenance, l'authenticité, la condition, (ou l'état de l'œuvre) l'exposition et la qualité.
- a. La **provenance** : Il s'agit de pouvoir retracer la chaîne de propriété de l'œuvre. Une incertitude dans cette chaîne de propriété crée un danger sur la légitimité de la propriété. Des initiatives plus ou moins récentes ont vu le jour pour créer une base de données centralisée permettant d'enregistrer d'une part les œuvres par leur propriétaire légitime, et d'autre part les œuvres déclarées comme perdues ou volées : c'est l'initiative de ArtClaim lancée aux États-Unis par Art Recovery Group<sup>7</sup>. Une autre initiative, très intéressante, présentée par Deloitte dans son rapport Art & Finance de 2016, consiste à utiliser le système du *blockchain protocol* (protocole à la base du système des bitcoins) pour créer une plateforme contenant un registre

6 D. Thompson, *The 12\$ million stuffed shark – The curious economics of contemporary art*, Aurum Press, 2012, p.270.

7 Publié le 20 janvier 2015 sur [www.privateartinvestor.com](http://www.privateartinvestor.com).

faisant le suivi de la chaîne de propriété, donc susceptible d'aider dans le combat contre la fraude et le blanchiment de capitaux<sup>8</sup>.

L'historique des expositions d'une œuvre est également très important. Si une œuvre a fait partie d'une exposition dans un musée réputé, sa renommée, partant valeur, augmente. Il est tout aussi important de voir figurer l'œuvre dans des publications (livres, magazines spécialisés) et surtout dans le catalogue raisonné de l'artiste.

Pour certains, l'origine de la propriété peut avoir une valeur particulière : p.ex. si l'œuvre a fait partie d'une succession et que les premiers héritiers l'ont vendue, d'autres descendants sont parfois intéressés à racheter les œuvres de leur aïeul<sup>9</sup>.

La **personne du propriétaire** vendeur influe également sur le prix. A titre d'exemple d'augmentation du prix de l'œuvre en raison de son propriétaire, on peut citer l'œuvre de Rothko *Untitled (Yellow, Pink and Lavender on Rose)* qui a été vendue par Sotheby's pour le montant impressionnant de USD 72,84 millions en mai 2007<sup>10</sup>. Le vendeur était David Rockefeller, ce qui explique que l'œuvre a même reçu le surnom de « Rockefeller Rothko ». Quatre mois plus tard, une autre œuvre de l'artiste Rothko, similaire en format et en période de production, a été vendue par Christie's à « seulement » USD 21.041.000<sup>11</sup>.

A titre d'exemple de baisse du prix de l'œuvre, on peut citer l'affaire de Dr Paul Gachet, qui était un ami et mécène de Van Gogh ou de Cézanne. Lorsque ses héritiers ont vendu sa collection, il y avait des doutes sur l'authenticité de certains tableaux du défunt, car M. Gachet et son fils avaient comme passe-temps de peindre et de copier les œuvres de leurs amis, ce qui nous amène au deuxième critère : l'authenticité.

- b. L'**authenticité** : L'authenticité d'une œuvre est bien sûr primordiale. Dès qu'un catalogue de vente contient la mention « attribué

8 Source: Deloitte ArtTactic Art & Finance Report 2016, p.131 et suiv.

9 M. Findlay, *The value of art*, Prestel 2014, p. 39.

10 Source : [www.sothebys.com](http://www.sothebys.com); cité par Michael Findlay, *The value of art*, Prestel 2014, p. 41.

11 Source : [www.christies.com](http://www.christies.com).



à », le prix de vente reflète le risque que l'œuvre n'a pas été créée par l'artiste auquel elle est attribuée. Le risque qu'une œuvre n'est pas authentique n'est pas négligent. Le progrès de la technologie peut aider à diminuer ce risque. Certaines œuvres qualifiées d'authentiques dans un premier temps ont été requalifiées par les experts et vice-versa.

A titre d'exemple, ce n'est qu'en 2001 qu'un expert a qualifié l'œuvre *Le massacre des innocents* comme étant effectivement une œuvre de Rubens, alors qu'auparavant elle était attribuée à l'un de ses assistants. En 2002, le tableau a été vendu par Sotheby's pour le montant de GBP 49.5 millions à un homme d'affaires canadien, qui en a fait donation au Musée des beaux-arts de l'Ontario<sup>12</sup>. C'est d'ailleurs l'expert George Gordon, spécialiste des tableaux des Maîtres anciens auprès de Sotheby's qui a attribué la paternité à Rubens. L'exemple du Rubens n'est pas un exemple isolé, mais il faut dire que le plus souvent, l'expert vient à la conclusion inverse et ne peut confirmer la paternité de l'œuvre à un Maître ancien.

- c. **L'état de l'œuvre** : L'état d'une œuvre est un autre facteur essentiel dans la détermination de la valeur de l'œuvre. Pour les œuvres dépassant un certain prix, le vendeur ou l'intermédiaire fait dresser un rapport rédigé par un expert sur l'œuvre, communément appelé « condition report » en anglais<sup>13</sup>. Le rapport se prononce sur l'état de l'œuvre, les éventuelles restaurations faites ou à faire, le support, le style et la période de production. Il va de soi que le marché préfère les œuvres en bon état et non restaurées.
- d. **L'exposition** : L'exposition au public fait la renommée d'une œuvre. Quoi de mieux pour augmenter la renommée (et donc la valeur) de son œuvre que de la mettre à disposition d'un curateur d'une exposition dans un ou plusieurs musées célèbres ? Avec la publication de l'image de son œuvre dans le catalogue de l'exposi-

12 <http://www.ago.net/new-art-thomson-collection>.

13 "A condition report is a document itemizing the result of the physical examination of a work of art by a professional in the field, usually someone whose main occupation is the conservation and restoration of works of art similar in medium, period, and style to the work being scrutinized. The stronger the credentials of the professional, the more weight is given to the condition report." Michael Findlay, *The value of art*, Prestel 2014, p. 41.

tion, voire sur la couverture de celui-ci ou les affiches de publicité, le propriétaire gagne le gros lot.

Au fur et à mesure des expositions, les œuvres deviennent synonymes de l'artiste ou « iconiques ». Elles sont les « signature works », ce qui se monnaie très cher sur le marché de l'art. Parmi les œuvres ayant obtenu ce degré de célébrité, on peut citer les tournesols de Van Gogh, les nénuphars de Monet, les portraits de Marilyn Monroe de Andy Warhol ou encore les drapeaux de Jasper Johns.

Il ne faut pas confondre le critère de l'exposition et la renommée d'une œuvre et le nombre de ses apparitions dans les salles de vente. En effet, une œuvre peu apparue sur le marché est plus recherchée partant plus chère qu'une œuvre maintes fois passée aux enchères qui devient connue pour les mauvaises raisons<sup>14</sup>.

La réapparition d'œuvres qu'on avait perdues de vue ou dont on ignorait l'existence crée l'événement. Prenez l'œuvre de Henri Matisse telle qu'exposée au MoMA<sup>15</sup>. Lorsque le rideau de fer entre l'est et l'ouest est tombé, le monde occidental a pu découvrir les œuvres du musée l'Ermitage de St Pétersbourg, qui ont fait le voyage dans certains musées aux Etats-Unis ou en Europe<sup>16</sup> et on a pu découvrir une autre version de la danse de Matisse<sup>17</sup>. Certains critiques d'art pensent que le tableau de l'Ermitage est plus fort et expressif que celui du MoMA, ce qui nous amène au dernier critère, la qualité artistique<sup>18</sup>.

- e. **La qualité** : La qualité artistique d'une œuvre est un élément très subjectif. Le marché de l'art la reconnaît, et les spécialistes s'accordent à dire que le prix reflète la qualité d'une œuvre<sup>19</sup>.

14 F. Bouglé, *Investir dans l'Art*, Gualino Lextenso Editions 2008, p.99.

15 [www.moma.org/artists](http://www.moma.org/artists).

16 Michael Findlay, *The value of art*, Prestel 2014, p. 45 à 47.

17 <https://www.hermitagemuseum.org/wps/portal/hermitage/digital-collection/01.-Paintings/28411/?lng=>

18 Michael Findlay, *The value of art*, Prestel 2014, p. 45.

19 Michael Findlay, *The value of art*, Prestel 2014, p. 48.

Les premiers spécialistes sont les artistes eux-mêmes, et ils s'entraident, p.ex. en s'organisant en collectifs (p.ex. le groupe BMPT, composé de Buren, Mosset, Parmentier et Toroni). Il y a aussi des artistes établis, comme Jeff Koons (le créateur du homard) qui jouent le rôle d'intermédiaire en présentant ou en recommandant un artiste émergent à un collectionneur ou à un marchand.

A côté des artistes, on retrouve les musées et les collectionneurs qui reconnaissent la qualité artistique. Certains collectionneurs ont un rôle important, leur achat légitimant la place de l'artiste et la qualité artistique de son œuvre<sup>20</sup>. Parmi eux sont ceux qui présentent leur collection dans des espaces publics ou en prêtent une partie à des musées. L'achat par des collectionneurs connus et reconnus comme Charles Saatchi, Bernard Arnaud, François Pinault, David Geffen, Eli Broad ou les frères Nahmad pour n'en nommer que certains, ont un pouvoir de légitimation (et d'ailleurs un budget) supérieur à celui de la plupart des musées publics<sup>21</sup>. Ce type de collectionneur est également souvent appelé à être membre du conseil d'administration des musées. En faisant don de certaines de leurs œuvres aux musées, voire en favorisant les expositions des artistes ou mouvements dont ils ont eux-mêmes acheté des œuvres, ils s'assurent que leur collection garde une valeur muséale, partant élevée<sup>22</sup>. La puissance des collectionneurs et leur influence sur la valorisation des œuvres ne doit donc pas être sous-estimée.

13. A côté de ces critères, certains artistes influent eux-mêmes sur la valeur de leurs œuvres. Etant d'avis que son galeriste avait trop de contrôle sur la vente de ses œuvres, Damien Hirst a organisé une vente publique avec Sotheby's en septembre 2008, juste au moment de la crise bancaire. Contre toute attente, la vente avait connu un grand succès et permettait à Hirst de récolter le montant de GBP 70,55 millions. Quatre années plus tard, la presse estime que les œuvres avaient perdu 30% de leur valeur.

20 N. Moureau, D. Sagot-Duvaurox, *Le marché de l'art contemporain*, Coll. Repères, 2010, p. 71.

21 N. Moureau, D. Sagot-Duvaurox, *Le marché de l'art contemporain*, Coll. Repères, 2010, p. 71.

22 N. Moureau, D. Sagot-Duvaurox, *Le marché de l'art contemporain*, Coll. Repères, 2010, p. 71.

L'artiste Gerhard Richter<sup>23</sup> a détruit un nombre élevé de ses premières œuvres. Pour celles qu'il n'a pas jetées aux flammes, il reconnaît la paternité, mais refuse de les inclure dans son catalogue raisonné, au motif par exemple, qu'il s'agissait d'une commande et qu'il avait besoin d'argent. Les propriétaires de ces œuvres ne peuvent les vendre au même prix que si elles avaient figuré dans le catalogue raisonné de Richter.

14. La soif de la possession d'un collectionneur conduit ce dernier à être vulnérable et à acheter à des prix irrationnels, voire artificiellement gonflés par des intermédiaires. D'après un article de presse publié dans le *The New Yorker*, dans l'affaire Rybolovlev contre Bouvier, ce dernier aurait acheté une série d'œuvres pour les revendre à son client au double ou triple du prix qu'il aurait lui-même payé. Etant donné que le marché de l'art est très confidentiel et secret, ce n'est que beaucoup plus tard que son client Rybolovlev aurait découvert les montants que Bouvier aurait encaissés. Le litige est actuellement pendant devant les tribunaux de Singapour, et il faudra attendre si au cours du procès plus d'informations sur les comportements des parties et les dessous du marché de l'art apparaissent.
15. Cette soif de la possession augmentée par une dose de vanité contribue à la nébuleuse entourant la fixation du prix d'une œuvre<sup>24</sup>. C'est ici que la valeur financière se sépare de la valeur vénale qui devient une valeur de prestige social. Le secteur financier (que ce soit le banquier dont le crédit sera garanti par l'œuvre acquise, l'assureur ou le fonds d'investissement qui calcule sa NAV) se trouve ainsi confronté au danger de l'irrationalité et de l'imprévisibilité des prix pratiqués.
16. Lorsque deux collectionneurs concurrents se disputent la propriété d'une œuvre, soit pour l'avoir, soit pour que l'autre ne l'ait pas, des prix records sont enregistrés, mais ces prix ne sont plus révélateurs du marché de l'artiste concerné. Deux portraits de Olga réalisés par Picasso ont été vendus la même année (en 1989). Le prix payé pour la première s'élevait à USD 5,9 millions, l'autre sept mois plus tard à 1 million de moins. Le commissaire-priseur présent aux deux ventes

23 Gerhard Richter renie ses œuvres de jeunesse, publié le 22 juillet 2015 sur [news-oftheartworld.com](http://news-oftheartworld.com) ; « Können wir das kaputt machen ? » Interview avec Gerhard Richter, publié le 5 janvier 2016 sur [www.zeit.de](http://www.zeit.de).

24 F. Bouglé, *Investir dans l'Art*, Gualino Lextenso Editions 2008, p.102.



s'explique la différence par le fait qu'à la première vente, il y avait deux personnes dans la salle de vente qui faisaient monter les enchères, alors qu'à la seconde, il n'y avait qu'un seul amateur intéressé à acheter au prix d'estimation indiqué par la maison de ventes<sup>25</sup>.

17. Le premier danger auquel la liaison entre l'art et la finance est confrontée est la valeur. Dès qu'il n'y a plus de valeur, la finance cherchera ses gains ailleurs. Cette valeur se mesure non seulement par rapport aux plus-values mais aussi en termes de rendement.

### B. La rentabilité des investissements dans l'art

18. Nous avons vu que les plus-values lors de la revente d'une œuvre peuvent être énormes. Mais qu'en est-il des rendements ? Les économistes se disputent sur ce point au moins depuis la publication en 1986 par William Baumol de son article « Unnatural value : Or Art Investment as Floating Crap Game », ce qu'on peut traduire par « la valeur antinaturelle ou l'investissement dans les œuvres d'art considéré comme un coup de poker ». Le titre en dit long sur les conclusions de cet économiste renommé.
19. La dernière analyse en date, qui va dans le même sens, est celle de la Luxembourg School of Finance de l'Université du Luxembourg, conduite sous le professeur Roman Kräussl<sup>26</sup>. Le professeur et son équipe concluent qu'il y a non seulement une surestimation des rendements et une sous-estimation des risques, mais également une absence d'amélioration de la situation d'un investisseur ayant un portefeuille diversifié par des investissements dans l'art.
20. En effet, il me semble que comparer le marché de l'art avec les marchés boursiers équivaut à comparer pommes et poires. Contrairement aux œuvres d'art, les titres cotés en bourse sont interchangeables, fongibles. Ainsi, « dans un marché boursier, le cours est déterminé par l'affrontement de multiples vendeurs et de multiples acheteurs, dans des conditions de concurrence presque parfaite. Dans le marché de

25 Michael Findlay, *The value of art*, Prestel 2014, p. 61 à 63.

26 « Rendements surestimés des investissements dans les œuvres d'art », publié le 15 juin 2016 sur [www.uni.lu](http://www.uni.lu), rubrique Luxembourg School of Finance.

l'art, les acteurs sont peu nombreux et le vendeur, mandataire ou propriétaire, se trouve en situation de monopole »<sup>27</sup>.

21. D'après Raymonde Moulin, « les cours de la Bourse sont connus du public, tandis que le marché de l'art se caractérise par son absence de transparence. Seuls sont divulgués les prix des ventes publiques, qui représentent une sélection nécessairement arbitraire de l'ensemble des transactions (œuvres vendues par les marchands et les courtiers). De plus, les prix atteints aux enchères ne reflètent pas toutes les conditions du marché et expriment inégalement la réalité des transactions. »<sup>28</sup>
  22. Il ressort de ce qui précède que la détermination de la valeur d'une œuvre d'art n'est pas chose aisée. Il y a beaucoup de facteurs qui impactent la valeur, quelques facteurs objectifs, et beaucoup de facteurs subjectifs. Or, la valeur financière d'une œuvre est essentielle pour en faire un actif négociable, intéressant le secteur financier.
  23. En conseillant à leurs clients d'investir une partie de leurs avoirs dans l'art, le banquier ou gérant de fortunes, déjà soumis à des obligations d'information et de conseil considérables sous la législation relative au secteur financier (p.ex. MiFID), s'expose à une nouvelle obligation d'information sur les risques difficilement maîtrisable pour les professionnels de la finance. Ces risques inhérents aux investissements dans l'art expliquent pourquoi les Art funds sont réservés aux investisseurs avertis.
- ### Section 2 : Les fonds d'investissement investissant dans l'art
24. L'utilisation d'un véhicule d'investissement ou le recours à la mise en commun de ressources financières pour investir collectivement dans l'art n'est pas un phénomène nouveau. En 1904 s'est créée « La Peau de l'Ours » et à partir de 1974 « The British Rail Pension Fund » cherchait la diversification en investissant une partie de ses avoirs en art.

27 R. Moulin, *Le marché de l'art – Mondialisation et nouvelles technologies*, Champs arts, Flammarion 2003, p.45 à 47.

28 R. Moulin, *Le marché de l'art – Mondialisation et nouvelles technologies*, Champs arts, Flammarion 2003, p.46.



25. Actuellement, d'après le rapport Deloitte Art & Finance 2016, il existerait une cinquantaine de « Art funds »<sup>29</sup>. Ce nombre est cependant seulement indicatif étant donné qu'il y a des structures privées qui ne sont pas réglementées ou dont seulement un nombre limité de personnes connaît l'existence<sup>30</sup>. Au Luxembourg, le recours à créer un fonds d'investissement destiné à investir dans l'art sous forme de structure réglementée peut avoir plusieurs raisons tenant non seulement à la structuration de la transmission de patrimoine ou des raisons fiscales, mais également à la structuration sociétaire de ce type de véhicule, comme le montre le cadre juridique des Art funds au Luxembourg.

#### A. Cadre juridique des fonds d'investissement

26. Sans entrer dans le détail de la législation régissant les organismes de placements collectifs ou fonds d'investissements, on peut définir un fonds d'investissement comme étant un organisme de placement collectif dont l'objet exclusif est le placement collectif des fonds en valeurs ou actifs, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier les investisseurs des résultats de la gestion des actifs.

27. Le fonds d'investissement spécialisé ou FIS, est actuellement le véhicule de droit luxembourgeois le plus utilisé pour investir dans l'art. Fin 2015, un projet de loi a été déposé à la Chambre des députés en vue de la création d'un nouveau véhicule d'investissement, à savoir le FIAR ou fonds d'investissement alternatif réservé<sup>31</sup>. Cette nouvelle structure est destinée à mieux encadrer les véhicules investissant dans les actifs non liquides tels que l'art.

28. Les FIS sont agréés puis surveillés par la Commission de Surveillance du Secteur Financier ou CSSF. L'agrément porte sur les documents constitutifs (dont le prospectus), les dirigeants et le choix du dépositaire. Les FIAR ne seront plus agréés ou directement surveillés par la CSSF. Ils seront cependant indirectement réglementés, car ils doivent avoir un gestionnaire autorisé comme gestionnaire de fonds alternatifs

<sup>29</sup> Deloitte, ArtTastic Art & Finance Report 2016, p.111, Fig. 37.

<sup>30</sup> Deloitte, ArtTastic Art & Finance Report 2016, p.112 : « Just recently, we learnt that The Art Agency, Partners, which was acquired by Sotheby's in January 2016, established an art fund that now holds about USD 52 million in capital. ».

<sup>31</sup> La loi sur les fonds d'investissement alternatifs a été votée le 23 juillet 2016, après la conférence.

dans sa juridiction. Au Luxembourg, ces gestionnaires sont surveillés par la CSSF.

29. Pour pouvoir bénéficier des règles plus flexibles dont disposent les fonds d'investissement, tels que la possibilité d'avoir un capital variable et l'absence de restrictions sur des distributions, les FIAR doivent respecter certaines exigences dont notamment celle de nommer un dépositaire et un réviseur d'entreprises agréé, de fournir certaines informations aux investisseurs, de publier un rapport annuel et de respecter des règles d'investissement et de levier (en fonction de la classe d'actifs dans laquelle le fonds investit)<sup>32</sup>.

30. L'ancien FIS et le nouveau FIAR sont réservés aux **investisseurs avertis**, c'est-à-dire les investisseurs institutionnels, les investisseurs professionnels et les investisseurs répondant à certains critères<sup>33</sup> dont notamment celui d'investir un minimum de EUR 125.000 dans le fonds. En raison du caractère averti de leurs investisseurs, les FIS peuvent investir dans tout type d'actifs en appliquant tout type de stratégie, tout en respectant le principe de répartition du risque<sup>34</sup>.

<sup>32</sup> Projet de loi n°6929 relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés et portant modification de :

- la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune ;
- la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal ;
- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
- la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectifs.

<sup>33</sup> Art. 2 (1) de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés : Est investisseur averti au sens de la présente loi l'investisseur institutionnel, l'investisseur professionnel ainsi que tout autre investisseur qui répond aux conditions suivantes :

- a) Il a déclaré par écrit son adhésion au statut d'investisseur averti et
- b) i) il investit un minimum de EUR 125.000 euros dans le fonds d'investissement spécialisé ou
- ii) il bénéficie d'une appréciation, de la part d'un établissement de crédit au sens de la directive 2006/48/CE, d'une entreprise d'investissement au sens de la directive 2004/39/CE ou d'une société de gestion au sens de la directive 2009/65/CE certifiant son expertise, son expérience et sa connaissance pour apprécier de manière adéquate le placement effectué dans le fonds d'investissement spécialisé.

<sup>34</sup> Art. 1er de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés : Seront considérés comme fonds d'investissements spécialisés tous organismes de placement collectif situés au Luxembourg dont l'objet exclusif est le placement collectif de leurs fonds en valeurs dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier les investisseurs des résultats de la gestion de leurs actifs (...).

31. Qu'ils aient la forme de FCP<sup>35</sup> ou de SICAV<sup>36</sup>, l'actif net d'un FIS ne peut être inférieur à 1,250 millions d'euros<sup>37</sup>. Ce minimum doit être atteint dans un délai de douze (12) mois à partir de l'agrément du FIS par la CSSF. Les investisseurs peuvent faire des apports en nature, lesquels peuvent précisément être des œuvres d'art.
32. Les « Art Funds » sont en principe des **fonds fermés**, ce qui signifie d'une part, que les investisseurs ne peuvent pas demander le rachat de leurs parts (donc désinvestir) avant une période déterminée (une « lock-up period ») pouvant même aller jusqu'à la fin du fonds et, d'autre part, que tout transfert des parts (autre qu'un rachat) doit être soumis à l'accord du conseil d'administration du fonds.
33. Chaque FIS ou FIAR doit également désigner un **réviseur d'entreprises agréé** en charge du contrôle des données comptables contenues dans le rapport annuel. Ce qui est important pour les Art funds, c'est que le réviseur d'entreprises agréé doit justifier d'une expérience professionnelle adéquate dans l'audit du type de fonds.
34. Tout fonds doit avoir un **dépositaire** en charge de la garde de ses actifs. Dans la majorité des cas, ce dépositaire est un établissement de crédit de droit luxembourgeois. Le dépositaire doit être un établissement de crédit, une entreprise d'investissement ou un PSF spécialisé ayant le statut de dépositaire d'actifs autres que les instruments financiers<sup>38</sup>. Le dépositaire est responsable pour les pertes subies par les investisseurs en cas de manquement à ses obligations.
35. Le fait que le dépositaire doive être une banque ne signifie pas que tout l'art appartenant au fonds doit être conservé dans ses coffres. La notion de garde d'actifs est à comprendre dans sa signification de « surveil-

35 Fonds commun de placement.

36 Société d'investissement à capital variable.

37 Art. 21 (FCP) et 27 (SICAV) de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés.

38 Art. 34 (SICAV) de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés : le recours au PSF spécialisé n'est possible que si aucun remboursement ne peut être exercé pendant une période de cinq ans suivant la date des investissements initiaux et qui, conformément à leur politique d'investissement, n'investissent généralement pas dans des actifs qui doivent être conservés conformément à l'article 19 (8) a) de la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds alternatifs.

- lance », ce qui signifie que le dépositaire doit savoir en quoi les avoirs sont investis et où les actifs se trouvent. Le dépositaire doit avoir accès aux locaux pour lui permettre d'identifier les actifs appartenant au fonds.
36. Les œuvres d'art peuvent être regroupées dans un entrepôt sécurisé (comme le Free Port), du type port franc, être prêtées à des musées ou expositions, ou même à des investisseurs. Il faudra donc que la banque ait une liste des œuvres précisant la localisation de celles-ci. Le port franc « Le Free Port » situé à l'aéroport de Luxembourg se prête à conserver les actifs, au moins ceux d'un Art Fund luxembourgeois étant donnée la proximité avec le siège de la banque dépositaire et du réviseur d'entreprises agréé.
37. La conservation est très importante pour les œuvres qui peuvent être endommagées rien qu'en étant exposées à la lumière, à l'humidité ou à une température inadéquate<sup>39</sup>. La conservation, l'entretien et l'assurance des œuvres génère certainement un coût élevé pour les Art funds.
38. Les Art funds ont certainement plus d'un **atout** pour les investisseurs qui veulent investir dans l'art. A titre d'exemple, certains fonds permettent à leurs investisseurs d'emprunter les œuvres du fonds ayant une valeur équivalente à leur mise. Cela leur permet de changer régulièrement de tableaux. Les fonds invitent en principe leurs investisseurs aux conférences d'experts présentant les nouvelles acquisitions du fonds, aux foires telles que Art Basel, Frieze, TEFAF.
39. Comme expliqué ci-avant, les Art funds sont gérés et conseillés idéalement par des experts qui savent reconnaître les artistes ou les œuvres qui augmentent en valeur par quelques touches de restauration ou par un autre encadrement. Certains fonds vendent des impressions en éditions limitées (prints) des œuvres qu'ils possèdent pour couvrir les frais ou offrent des services annexes.
40. Les fonds sont susceptibles d'avoir les ressources nécessaires pour réagir rapidement et acquérir les œuvres appartenant à des personnes qui doivent en disposer plutôt vite. Ces personnes se trouveraient dans une « situation 3D » : décès, dette, divorce.

39 *Profile : Day Star Fund*, publié le 13 novembre 2015 sur [www.privateartinvestor.com](http://www.privateartinvestor.com).

## B. Exemples concrets

41. Historiquement, les trois fonds investissant dans l'art les plus connus sont la Peau de l'Ours, le British Rail Pension Fund et le Fine Art Fund.
42. La **Peau de l'Ours**<sup>40</sup>, créé en 1904 par André Level et 10 associés, est plus un club qu'un vrai fonds d'investissement (dont la réglementation n'existait pas encore à cette date) tel qu'expliqué ci-avant.
43. Les règles du club étaient simples : Les associés du club s'engageaient à contribuer chacun 250 francs. Après 10 années, les actifs seraient vendus, et les investisseurs toucheraient leur mise et des intérêts à hauteur de 3.5% par an. Si le club fait plus de profits, 20 % de ce surplus seront payés à André Level, 20% aux artistes et le reste serait partagé entre les investisseurs. André Level était en charge de la sélection d'œuvres et avait acquis des tableaux notamment de Paul Sérusier, Paul Gauguin, Constantin Guys, Henri Matisse et Pablo Picasso. Lorsque le fonds a été liquidé, ses 145 œuvres étaient vendues publiquement. L'œuvre la plus connue était le tableau « Les bateleurs » de Picasso. Le prix d'acquisition était de 1.000 francs, alors que le prix de vente était de 11.500 francs<sup>41</sup>.
44. Entre 1974 et 1980, le **British Rail Pension Fund** avait investi environ 2.9% de ses actifs dans des objets et œuvres d'art, avec les précieux conseils de Sotheby's<sup>42</sup>. Les gestionnaires du fonds voulaient diversifier les investissements et, en raison de la crise pétrolière et l'inflation, ils se tournaient vers l'art<sup>43</sup>. La stratégie du fonds de pension était diversifiée et se répartissait comme suit : 29% en peinture et dessins anciens, 10% œuvres impressionnistes (dont la *Promenade* d'Auguste Renoir), 10% art chinois, 9% art médiéval, 8% art antique et 34% de livres, mobilier français, orfèvreries etc. La majorité des œuvres était en bon état ce qui permettait au fonds de les prêter aux musées, et ainsi augmenter la renommée partant la valeur des œuvres. Lorsqu'il a

40 Le nom proviendrait ou bien de la présence d'une peau d'ours dans la salle dans laquelle le fonds a été lancé ou bien du proverbe : « il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué ».

41 *Art fund backgrounder : Three key examples of art funds*, publié le 5 novembre 2014 sur [www.privateartinvestor.com](http://www.privateartinvestor.com).

42 F. Bouglé, *Investir dans l'Art*, Gualino Lextenso Editions, 2008, p.83.

43 *Art fund backgrounder : Three key examples of art funds*, publié le 5 novembre 2014 sur [www.privateartinvestor.com](http://www.privateartinvestor.com).

- commencé à revendre ses œuvres, à partir de 1987, le fonds a fait des profits énormes. Un arrêt dans les ventes s'est fait pendant les années 1990 à 1994, le marché de l'art ayant connu une baisse. Malgré les profits faits sur certains tableaux, dont notamment les impressionnistes, le British Rail Pension Fund n'a pas voulu renouveler l'expérience et se limite actuellement à des placements financiers classiques.
45. D'après la doctrine française, le succès phénoménal de ce fonds de pension britannique est lié à différents critères : « tout d'abord, les périodes d'achat et de revente des œuvres d'art ont correspondu à une période de hausse continue du marché de l'art. Le fonds a également bénéficié de la spéculation importante de la fin des années 1980. Enfin, la diversification des œuvres achetées a permis de profiter du rebond de certains secteurs comme l'art impressionniste »<sup>44</sup>.
  46. **Fine Art Fund** a été lancé en 2004 à l'initiative d'un ancien directeur de Christie's (Philip Hoffman), à l'époque en partenariat avec la Dresdner Bank. En juin 2014, le fonds avait des avoirs sous gestion à hauteur de USD 250 millions<sup>45</sup>. Les investissements se feraient suivant la clé de répartition suivante : 5% art avant garde, 15 à 20% à l'art contemporain, 20% art moderne, 30% impressionnistes, 25 à 30% art ancien (1300 à 1800). L'investissement minimum est de USD 250.000. Ce qui est intéressant dans ce fonds, c'est que les investisseurs peuvent détenir une des œuvres du fonds chez eux à la maison (avec un système de liste d'attente et l'obligation d'avoir une assurance particulière)<sup>46</sup>. D'autres fonds ont un système similaire de prêt d'œuvres appartenant au fonds, mais uniquement à hauteur de la mise de l'investisseur<sup>47</sup>.
  47. Sur le plan international, on trouve un certain nombre d'initiatives de fonds avec une spécialisation plus ou moins grande, dont par exemple :

- Tamokin Art Fund
- Contemporary African Art Fund : Scheryn Art Collector's fund

44 F. Bouglé, *Investir dans l'Art*, Gualino Lextenso Editions, 2008, p.84.

45 Information reprise de <http://www.privateartinvestor.com/art-finance/art-fund-backgrounder-three-key-examples-of-art-funds/>

46 F. Bouglé, *Investir dans l'Art*, Gualino Lextenso Editions, 2008, p.87.

47 Herman Steyn: Why I launched the world's first Contemporary African Art fund, publié le 12 mai 2015 sur [www.privateartinvestor.com](http://www.privateartinvestor.com).

- Artfonds 21 (lancé en 2007, la particularité de ce fonds consiste à permettre aux artistes de devenir investisseurs en apportant leurs œuvres)
  - Day Star Fund
  - Fine Art Invest Fund (basé à Genève) : spécialisé dans les photographies contemporaines, avec un accent sur les œuvres à partir de 1970. Ce fonds mise sur la sous-estimation de la photographie, en investissant dans trois catégories de photos : celles des artistes reconnus, celles d'artistes établis qui ont un « track record » dans le marché et enfin celle des artistes émergents. La performance du fonds serait de 32.84% depuis 2010.
48. Au Luxembourg, il y a plusieurs fonds qui investissent dans l'art. Certaines initiatives sont privées (p.ex. les membres d'une même famille mettent tous leurs œuvres dans un fonds), mais il existe également des initiatives plus publiques.
49. Certaines initiatives ont échoué, comme le **Art Collection Fund I SCA SIF**, lancé en août 2012 et déclaré en faillite le 29 avril 2016. Lors de son lancement, le promoteur promettait des rendements annuels de 12% en achetant des œuvres pour une valeur totale de USD 80 millions.
50. A mon avis, les Art funds sont encore à leurs débuts, et certains échecs récents ne doivent pas décourager. Il faudra attendre l'accueil réservé à la nouvelle structure (FIAR) qui est encore plus propice à l'implantation de ces véhicules pour le Luxembourg. Les défis à relever sont certainement d'obtenir plus de transparence dans la « due diligence » à faire sur les œuvres lors de leur acquisition et à leur valorisation requise en vue d'une détermination correcte de la valeur nette d'inventaire ou VNI. Il faut cependant que les investisseurs aient conscience qu'il s'agit, d'une part, d'un investissement non liquide et, d'autre part, d'un marché non réglementé comportant beaucoup de risques. Il faut avoir une vue d'investissement à long terme (au moins 7 ans pour certains). Lors de la liquidation du British Rail Pension Fund, il y avait d'ailleurs une pause de 4 ans dans les ventes, pour éviter de vendre à des prix bradés (« under value »). Dans ce contexte, il faut également mentionner que les œuvres qui sont trop souvent vues dans les salles de

vente sont moins intéressantes et attrayantes que les autres. Il faut donc que le gestionnaire du fonds ait une bonne connaissance du marché et une bonne intuition pour décider du moment de vendre les actifs.

### Section 3 : Autres initiatives d'émission de produits financiers liées à l'art

51. Les fonds investissant dans l'art ne sont pas les seules initiatives dans lesquelles l'art est comprimé dans le moule d'un instrument financier.
52. En 1924, Marcel Duchamp a émis les « Obligations de la Roulette de Monte Carlo ». L'émission comportait 30 parts de 500 francs. Le porteur avait droit à un intérêt de 20% l'an. Duchamp a vendu les obligations avec l'argument qu'il avait créé un système pour gagner à la roulette. Le support des obligations montrait une photo prise par Man Ray sur laquelle figure Duchamp avec les cheveux formés en cornes avec de la mousse à raser. Du temps de Duchamp, les obligations n'avaient pas de succès, mais en 2010, une obligation s'est vendue à un prix dépassant USD 1 million.
53. Wim Delvoye a créé des obligations servant à financer la production de la machine « Cloaca », actuellement exposée au Musée d'Art Moderne de Luxembourg (Mudam). Initialement, Delvoye avait voulu les faire coter à la bourse, mais d'après mes informations cela n'a pas été fait. Il avait émis 100 obligations à 3.000 euros chacune<sup>48</sup>. A la maturité des obligations, le porteur pouvait récupérer son argent ou les excréments sous vide produits par la machine. L'idée de l'artiste était d'associer l'argent récolté par les obligations et les excréments (la « merde ») produite par la machine financée. C'est une autre manière de voir les liaisons entre art et finance.
54. Sur un plan plus sérieux, David Bowie avait, dans les années 1990, eu l'idée de garantir le remboursement d'un crédit<sup>49</sup> par la titrisation de ses droits d'auteur futurs. Il a procédé à l'émission d'obligations (les « Bowie Bonds ») pour une valeur de USD 55 millions, payant

48. Concept Artist's bonds that can be exchanged for artificial faeces, publié le 6 octobre 2005 sur [www.theguardian.com](http://www.theguardian.com); « Je cherche à donner une cotation à l'art », publié le 25 août 2005 sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr).

49. L'argent du prêt aurait servi à racheter de son ancien agent tous les droits d'auteur sur l'œuvre de l'artiste.

aux obligataires un intérêt de 7.9% sur 10 ans. Lors de l'émission, au rating Aaa de Moody's lors du lancement en 1997 (baissé à Baa3 en 2004), l'intégralité des obligations avait été achetée par Prudential, qui ne s'en est jamais défait<sup>50</sup>. D'autres artistes tels que James Brown, Rod Stewart, les Isley brothers et même Iron Maiden auraient vendu des obligations similaires<sup>51</sup>.

55. Le financement d'œuvres ou de projets artistiques ne se fait pas seulement par l'émission d'obligations plus ou moins négociables, mais également par des phénomènes nouveaux tels que le **Crowdfunding**. Le projet de financement participatif du Musée d'Histoire Nationale et d'Art de Luxembourg (MHNA) est limité à la récolte de dons en vue de l'acquisition d'un tableau. Dès que le « crowdfunding » dépasse le stade de la récolte de dons, se posent des questions d'autorisation sous la législation relative au secteur financier et bien d'autres.

56. Sur un autre plan, il faut mentionner l'initiative d'une véritable **bourse d'œuvres d'art titrisées** qui avait été lancée en 2010 à Luxembourg à l'image de l'Art Exchange à Paris. Il était prévu de mettre en place un PSF surveillé par la CSSF permettant d'acheter et de vendre des certificats représentatifs de la propriété d'une œuvre d'art. Le projet s'est heurté aux contraintes découlant de la législation sur le secteur financier et a été suspendu en juin 2012. A noter que la bétonnière de Wim Delvoye était une des deux œuvres « cotée » au Art Exchange avant que ce dernier ne suspende ses activités. En 2011, une autre bourse « My Art Invest », spécialisée dans le Street Art et à l'art contemporain, a été lancée.

57. Un des projets les plus récents alliant art et finance, c'est **Pi-eX**, une entreprise disposant depuis février 2016 d'une autorisation de la FCA (Financial Conduct Authority), créant et vendant des CFS (Contract on Future Sales), des produits dérivés ayant comme sous-jacent une œuvre d'art, permettant à leur détenteur de prendre une position sur le marché de l'art sans être propriétaire de l'œuvre sous-jacente.

50 Could « Bowie Bonds » provide the groundwork to ease the student loan crisis, publié le 11 janvier 2016 sur [forbes.com](http://forbes.com) ; A Penn graduate was the inventor of « Bowie Bonds » publié le 12 janvier 2016 sur [phillymag.com](http://phillymag.com) ; A short history of the Bowie Bond, publié le 11 janvier sur [ftalphaville.ft.com](http://ftalphaville.ft.com); «Bowie Bonds» the signer's financial innovation, publié sur [bbc.com](http://bbc.com) le 11 janvier 2016.

51 A short history of the Bowie Bond, publié le 11 janvier sur [ftalphaville.ft.com](http://ftalphaville.ft.com).

#### Section 4 : Art lending et gages sur œuvres d'art

58. Il est possible que le collectionneur ou le marchand d'art veuille utiliser ses œuvres ou sa collection pour garantir le remboursement d'une dette ou d'un prêt accordé par une banque ou un autre créancier, tel qu'une maison de vente aux enchères.

59. Celles-ci donnent parfois des facilités de crédit temporaires aux héritiers d'œuvres d'art pour payer les droits de succession en attendant de toucher le produit des œuvres mises en vente.

60. Il se peut aussi qu'un artiste donne en gage ses propres œuvres pour financer un nouveau projet. Les situations du Art lending peuvent être des plus diverses.

61. Avant d'accepter le gage sur une œuvre en tant que sûreté, le banquier-crédancier doit analyser les risques et dangers qu'une telle garantie comporte, surtout si le gage est soumis au droit luxembourgeois. En effet, en fonction du droit applicable, différentes conditions de validité et d'opposabilité du gage aux tiers s'appliquent.

62. Depuis plus de 10 ans, le secteur financier est habitué aux gages régis par la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière. Cette loi, applicable aux gages sur créances et instruments financiers, a introduit un régime nouveau, plus protecteur des droits du créancier gagiste et favorisant une réalisation rapide et efficace. Les parts d'un fonds d'investissement peuvent faire l'objet d'un gage régi par la loi de 2005, mais les œuvres d'art ne le peuvent pas.

63. Un gage portant sur une œuvre d'art ou une collection est régi ou bien par le Code civil, s'il s'agit d'un gage civil ou bien par le Code de commerce, s'il s'agit d'un gage commercial.

64. L'inconvénient de soumettre le gage des œuvres d'art au droit luxembourgeois est la dépossession du constituant du gage, en l'espèce le propriétaire de l'œuvre d'art. En effet, s'il s'agit d'un **gage civil**, c'est-à-dire si un particulier (non commerçant) donne un gage sur ses œuvres, il faut qu'il en soit dépossédé pour que le gage soit valable. L'article 2076 du Code civil prévoit en effet que « dans tous les cas, le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est



réputé être en la possession du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties »<sup>52</sup>. Cela signifie que les œuvres gagées doivent se trouver ou bien dans la possession de la banque ou bien auprès d'un tiers.

65. L'article 114 (1) du Code de commerce applicable au **gage commercial** contient une disposition similaire, avec la nuance que le créancier est également réputé avoir les biens donnés en gage en sa possession lorsqu'ils sont à sa disposition entre autres dans ses magasins ou un dépôt public. La dépossession se réalise à l'égard de tout tiers lorsque la constitution du gage a été notifiée au débiteur ou au tiers-détenteur du gage, s'il y en a un, ou par l'acceptation du débiteur ou du tiers-détenteur.
66. La notification et l'acceptation du gage s'effectuent soit par un acte authentique, soit par un acte sous seing privé. Dans ce dernier cas, si un tiers conteste la date de la notification ou de l'acceptation du gage, la preuve de cette date peut être rapportée par tous les moyens. Même avant la notification ou l'acceptation, le débiteur peut se voir opposer le gage, s'il est prouvé qu'il en a eu connaissance.
67. Ce qui importe dans les contrats de gage sur œuvres d'art c'est de déterminer avec précision les œuvres qui sont gagées. Il peut également être prévu, si la garantie couvre toute une collection ou le stock d'un marchand qu'il est possible de substituer les tableaux, avec l'accord du créancier ou à condition qu'une certaine valeur soit maintenue en permanence. Le créancier s'assure du respect de cette valeur minimale par une expertise, en principe annuelle, des œuvres données en gage. Cette expertise est également requise par l'assurance, étant donné qu'il est fréquent que le gage sur les tableaux soit doublé d'un gage sur l'indemnité en cas de sinistre.
68. La désignation du tiers détenteur est particulièrement importante, étant donné que, comme on l'a vu, les conditions de la conservation d'une œuvre est primordiale pour la conservation de sa valeur. Dans ce contexte, le Free Port basé à l'aéroport de Luxembourg peut servir de tiers-détenteur.

<sup>52</sup> Art. 2076 du Code civil.

69. Il faut également mentionner certaines initiatives de réformes législatives mentionnées par Deloitte dans son rapport de 2016, qui plaident en faveur de la création d'un registre européen sur lequel les gages sur œuvres d'art seraient inscrits, à l'instar de ce qui existe aux Etats-Unis<sup>53</sup>. Dans ce contexte, il faut cependant allier la protection de la vie privée du constituant du gage avec la publicité du registre requise pour que le gage, qu'il soit civil ou commercial, soit opposable aux tiers.
70. La réalisation d'un gage civil ou commercial (contrairement aux contrats de garantie financière) ne peut pas se faire par appropriation, c'est-à-dire que le créancier ne peut pas simplement garder la chose donnée en gage. La réalisation doit se faire par la vente des biens donnés en gage<sup>54</sup>. Les mécanismes de la vente publique ou l'attribution judiciaire compliquent la réalisation du gage et constituent peut-être un frein à l'activité de Art lending. Un autre frein au Art Lending sont le ratio LTV (ou « Loan to value ») qui se situe en moyenne à 40% et les coûts en expertise et en assurance des œuvres gagées, ce qui nous amène au dernier point abordé, destiné à mitiger les dangers affectant les liaisons entre l'art et la finance.

### Section 5. Les assurances des œuvres d'art

71. Avant d'aborder la question de l'assurance des œuvres d'art, il faut mentionner qu'il existe également des œuvres qui ne font l'objet d'aucune assurance, parce que soit la prime d'assurance que leur propriétaire devrait payer serait beaucoup trop chère ou tout simplement parce qu'aucun assureur n'aurait les capacités financières pour faire face aux indemnités en cas de sinistre.
72. Une œuvre célèbre qui n'est pas assurée est par exemple la Joconde ou Mona Lisa de Léonard de Vinci, tout comme d'ailleurs le reste de la collection du Louvre. Pour ce type de musée national, l'Etat est son propre assureur. La prime à payer par le Louvre ne pourrait de toute façon pas être payée par celui-ci. Les musées sont riches en œuvres mais

<sup>53</sup> Deloitte ArtTactic, Art&Finance Report 2016, p.22.

<sup>54</sup> Art. 2078 Code civil ; Art. 117 Code de commerce : toute convention faite avant l'ouverture du droit de vendre et qui autoriserait le créancier, sans mise en demeure, à s'approprier le gage ou à en disposer est nulle. Cependant, le créancier pourra, à défaut de paiement, faire ordonner en justice que le gage lui demeurera en paiement jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par experts.



pauvres en budget. En France, il existe une commission de la Garantie d'Etat qui décide si l'Etat français garantit entièrement ou partiellement avec un assureur une exposition culturelle. L'organisateur d'une telle exposition fait des économies en termes de coût en assurance.

73. Au Luxembourg, il arrive également que l'Etat émette de telles garanties, notamment lorsque des particuliers prêtent leurs œuvres pour des expositions publiques. Dans une affaire concernant une œuvre d'art de Gilbert & George volée lors d'une exposition, la Cour d'appel a cependant ignoré les concepts tirés du droit des assurances utilisés par l'Etat dans sa garantie pour le condamner à indemniser les propriétaires à hauteur de la valeur chiffrée par l'expert judiciaire à EUR 76.667,31 au lieu d'appliquer la valeur agréée de EUR 10.000 prévue par la garantie<sup>55</sup>.
74. Le concept de « valeur agréée » est un concept spécial aux assurances d'œuvres d'art spécialisées.
75. En effet, pour les collectionneurs, galeristes, marchands, musées (privés) ou autres détenteurs d'œuvres d'art, il peut être utile voire indispensable de conclure une assurance spéciale, parce que les contrats d'assurance généraux du type « multirisque habitation » prévoient des plafonds d'indemnisation ou ne jouent plus lorsque les objets sont déplacés. De même, les polices générales appliquent souvent une déduction pour vétusté du montant alloué en cas de sinistre. Le facteur temps en tant que destructeur de valeur ne fait pas de sens pour les œuvres d'art.
76. Les assurances spécifiques ne sont pas proposées par toutes les compagnies d'assurance, les plus connues proposant des assurances spéciales étant Axa et Hiscox. Il s'agit souvent de contrats sur mesure couvrant une œuvre ou une collection dépassant EUR 100.000 ou 500.000. Le sur-mesure s'explique par les dangers auxquels les œuvres sont exposées, partant les risques couverts par l'assureur. Comptent pour la détermination des risques, des facteurs comme la configuration des lieux (public ou privé ? visiteurs ? possibilité d'inondations ?), mesures de sécurité (contre le vol ? contre l'incendie ? contre la foudre ?), le trans-

55 C.A. 4 juillet 2012, obs. Elisabeth Omes « Les assurances des œuvres d'art », *JTL* 2013, p. 58.

port (certains collectionneurs ont plusieurs résidences et voyagent avec leurs tableaux favoris) le stockage et l'inventaire des œuvres (est-ce qu'on se rendrait compte de la disparition ?).

77. Dans les contrats conclus en « valeur déclarée », c'est l'assuré lui-même qui indique la liste et la valeur des biens à assurer sans que l'assureur intervienne. En cas de sinistre, il devra apporter la preuve de l'existence et de la valeur de l'objet pour avoir une indemnisation basée sur la valeur de remplacement calculée au moyen des prix moyens obtenus en vente publique par des objets identiques ou similaires<sup>56</sup>.
78. À l'opposé, dans les contrats conclus en « valeur agréée », la valeur est déterminée d'un commun accord entre l'assureur et le souscripteur de l'assurance au moment de la conclusion du contrat. « Une police d'assurance définit ainsi la valeur agréée comme la valeur d'assurance acceptée communément par le preneur d'assurance et par la compagnie comme étant la valeur exacte servant de base au règlement de l'indemnité en cas de sinistre, avant d'ajouter que sous réserve d'authenticité de l'œuvre assurée, l'assureur s'interdit de la contester »<sup>57</sup>.
79. En pratique, le recours à une police souscrite avec « valeur agréée » requiert que les œuvres d'art couvertes par l'assurance soient énumérées dans le contrat d'assurance ou dans un document joint au contrat, avec la mention de leur valeur, déterminée par un expert bénéficiant de la confiance de toutes les parties contractantes. En cas de survenance d'un sinistre, l'assuré sera alors dispensé de rapporter la preuve de l'existence des œuvres sinistrées et de leur valeur. Il sera en principe indemnisé sur la base des estimations retenues dans le contrat d'assurance.
80. Il y a des assurances créées pour les œuvres d'art qui voyagent, englobant notamment des polices qualifiées de « clou à clou ». Ces polices couvrent une œuvre d'art contre tous les risques de détérioration, destruction ou disparition, mais uniquement pendant le temps qui s'écoule entre le moment où l'œuvre quitte son lieu d'exposition ou de conservation habituel et celui où elle revient à sa destination<sup>58</sup>. Suivant

56 Fr. DURET-ROBERT, Droit du marché de l'art, Dalloz Action, 2016-2017, no 521.22.

57 V. CALLEWAERT, « Les assurances des œuvres d'art », in *L'art et le droit*, Larcier 2010, p. 97.

58 V. CALLEWAERT, « Les assurances des œuvres d'art », in *L'art et le droit*, Larcier

les arrangements contractuels, une telle police couvre en principe également les risques de transport et de séjour dans le lieu d'exposition temporaire.

81. Quel que soit le type d'assurance retenu, l'assureur devra suivre l'évolution du marché de l'art et en particulier des œuvres de ses clients, pour faire en sorte que la valeur réelle et la valeur assurée coïncident. Une disproportion est source de conflits en cas de sinistre.
82. Plus inconnues en Europe qu'aux Etats-Unis, il existe des assurances couvrant le **titre de propriété** de l'œuvre. L'acquéreur d'une œuvre est protégé contre son éviction par quelqu'un qui revendique un droit de propriété ou un autre droit, tel qu'un gage ou un autre privilège. En contrepartie du paiement de la prime, l'assureur couvre les frais du procès (y compris frais d'avocat) et va même jusqu'à rembourser le prix payé pour l'œuvre (ou la valeur de celle-ci, si la valeur a augmenté sensiblement depuis l'acquisition).

### Conclusion

83. Qu'il soit exposé, assuré, titrisé ou vendu, le homard de Jeff Koons incorpore parfaitement les caractéristiques des liaisons entre l'art et la finance : d'apparence ludique et légère, il a des pinces qui peuvent faire mal, surtout financièrement.
84. En guise de conclusion, j'aimerais partager avec vous une phrase que j'ai trouvée dans le livre de Raymonde Moulin sur le marché de l'art : « L'art n'est pas un placement de tout repos et le marché de l'art ne peut être un terrain de jeu que pour les amoureux de l'art qui sont en même temps amoureux du risque<sup>59</sup>. »<sup>60</sup>

2010, p. 93.

59 Grampp W. D., *Pricing the Priceless : Art, Artists and Economics*, New York, Basic Books, 1989, p. 166

60 R. Moulin, *Le marché de l'art – Mondialisation et nouvelles technologies*, Champs arts, Flammarion 2003, p.49.

### Discussion après la conférence de Maître Elisabeth Omes du 29 juin 2016

#### André Prüm :

Merci Elisabeth pour cette belle conférence. Je voudrais tout de suite mettre le micro à disposition de la salle qui pourra réagir, poser des questions... On a des spécialistes de l'art dans la salle, on a des spécialistes qui vont être déçus peut-être de cette approche financière de l'art, cela provoquera certainement des réactions de spécialistes de la finance. Il y a le président de LAFA, une récente association qui s'occupe des relations entre l'art, la finance et le droit de l'art.

#### Patrick Kinsch :

Je voudrais poser la question suivante : cette tendance vers la financiarisation de l'art – est-ce que tu sais ce que les artistes eux-mêmes en pensent ? Jeff Koons, on sait qu'il est tout à fait pour, mais les autres artistes ?

#### La conférencière :

Oui. En fait, il y a deux sortes ou plusieurs sortes d'artistes. Il y a ceux qui font le trend de la finance et qui essaient de vendre le plus possible, qui ont vraiment des ateliers qui sont plus des fabriques que des ateliers, du style Jeff Koons ou Damien Hirst, mais il y a également d'autres artistes comme Gerhard Richter. Quand on lui pose la question : « *Qu'est-ce que vous achèteriez avec 40 millions d'euros ?* », il a dit : « *Eh bien, certainement pas mon tableau.* » Donc, voilà, il trouve que son art est vraiment bien, mais est-ce que cela vaut autant ? J'ai lu un article dans la *Zeit* où il a dit qu'il était choqué par le montant que son tableau sur le dôme de Milan avec la place devant qui est fantastique, ce tableau avait rapporté comme prix de vente 41 millions d'euros il a dit : « *Moi, je trouve qu'il est ok, mais il ne vaut pas l'argent que quelqu'un a payé pour cela* » Donc il y a, je pense, quelques écoles. Bon, ce sont les artistes aussi qui ont le luxe de pouvoir dire des choses pareilles et d'autres artistes qui doivent vivre de leur art sont peut-être d'un autre avis, et c'est bien de vouloir plaire et de vouloir vendre, je pense que c'est plus une question pour les artistes dans la salle... Est-ce qu'il y a d'autres réactions ?

**Lucien Kayser :**

Merci Madame pour cet exposé très poussé sur le sujet. Vous vous êtes tenue, et c'est bien normal, d'un point de vue du marché de la finance, de l'économie. Vous n'avez pas tout à fait, disons, enlevé le point d'interrogation à la fin. Liaisons dangereuses, finalement, si quelqu'un qui investit dans l'art, que ce soit un collectionneur ou un fond spéculatif, perd de l'argent, ce n'est pas mon problème. Permettez-moi de me placer justement sur l'autre terrain, le terrain de l'art, et là, la question des liaisons dangereuses devient carrément une question de liaisons pernicieuses, voire néfastes. Et je vous dirai pourquoi en regardant, en jetant un coup d'œil sur la financiarisation de l'art dans les trente dernières années. Cette financiarisation de l'art a mis fin, je crois, à deux siècles d'art moderne. Et peut-être que ces deux siècles d'art moderne ne sont plus maintenant qu'une parenthèse. Pourquoi deux siècles d'art moderne ? Parce que, jusque vers 1800 en gros, 1793, c'est l'ouverture du Louvre, et à peu près à la même époque, il y a le texte extrêmement intéressant de Schiller sur l'éducation esthétique. L'art moderne a amené l'autonomie des artistes et Schiller parle de la – ici en allemand – « *reinigende Kraft* » de l'art, c'est-à-dire que peut-être dira-t-on que les artistes ont eu l'ambition tout au long du 19<sup>e</sup> et, en gros, de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle de changer l'homme, de changer la société, voire de changer le monde. Illusion, sans doute, illusion, peut-être. Alors je crois que la financiarisation y a mis fin et on est revenu à avant 1800. Avant 1800, l'art était sous la botte du pouvoir religieux, pouvoir politique, les artistes vivaient de ce pouvoir-là, et pas seulement les artistes des arts plastiques. On se rappelle comment le pauvre Mozart s'est fait chasser de la Cour de Salzbourg. Et aujourd'hui, je crois que les artistes vivant justement des finances se retrouvent un peu dans la même situation, ont perdu, heureusement qu'il y a des artistes encore qui continuent à travailler sur la lancée de l'art moderne, mais ceux, dont nous avons un très bel exemple là avec Jeff Koons, Damien Hirst, etc., ces artistes-là vivent à la botte justement des finances. Et, vous avez cité les noms – je ne vais pas tous les reprendre – Arnault, Pinault, on pourrait ajouter Abramovitch... Il ne faut pas oublier que ce sont ces hommes-là, qui sont aussi bien collectionneurs et propriétaires de maisons de vente Christie's, Sotheby's, qui vont construire leur propre musée. Disons, l'une des caractéristiques de l'art moderne pendant deux siècles avec des cas particuliers très intéressants d'Allemagne, d'une démocratisation, avec l'institution de la part d'une bourgeoisie éclairée, d'un « *Bildungsbürgertum* », des – cela n'existe peut-être qu'en Allemagne – des « *Kunstvereine* ». Tout cela, c'est fini. L'art était fait pendant deux siècles par les musées, une œuvre d'art

comptait quelque chose. Au départ, les Van Gogh ne comptaient strictement pour rien, n'avaient aucune valeur. Ils n'ont eu de la valeur qu'après être passés par les musées, alors qu'aujourd'hui ce n'est pas le musée qui fait l'art mais ce sont les maisons de vente et les foires. Donc nous sommes tout à fait dans un changement de paradigmes et, à mon avis, et cela n'engage que moi, d'une sorte de dénaturation de l'art, tel que l'entendaient les deux siècles de la modernité.

**La conférencière :**

Merci pour ce commentaire. Bon, moi, je suis juriste, je suis spécialisée en droit bancaire et donc je me connais plus en finance qu'en art ou en philosophie ou en histoire. Mais, par contre, l'art qui se marie à la finance et les artistes qui côtoient les collectionneurs et qui les poussent c'est toujours donnant-donnant : « *Moi, je t'achète ton homard, et toi, tu le mets à Versailles et on aura une gloire commune* », mais il y a quand même une remarque à faire : c'est de l'art et de la finance à un niveau très élevé, très cher financièrement, mais il y a quand même une sorte d'émergence d'un art un peu plus populaire à travers les *social networks*, par Instagram, par Facebook et par d'autres *social networks* où il y a beaucoup plus d'artistes qui peuvent également être lancés par le peuple, par ceux qui *like* les *posts* sur Facebook que par une galerie. Donc là aussi, ça c'est un peu une démocratisation de l'art qui pourrait faire école, ce serait bien...

**Lucien Kayser :**

Cela ne serait pas une financiarisation de l'art...

**La conférencière :**

Non, c'est une popularisation de l'art et je trouve cela est un souffle nouveau pour l'art et pour des artistes qui peuvent émerger et peuvent être reconnus par des *likes* sur Instagram ou même par d'autres artistes comme Richard Prince qui utilise alors leurs *posts* sur Instagram pour en faire des tableaux lui-même et créer le buzz partout. Donc, moi je pense que d'une part ce marché est très exclusif, ouvert à quelques personnes et d'autre part, on a quand même un énorme nombre d'artistes partout des plus populaires et qui vont réussir par les nouveaux médias. Moi, je trouve quand même que l'on va voir des changements là-dessus. Et ce ne sont pas des artistes qui font des sculptures ou des tableaux, mais ce sont des *concept artists* et

il y aura une toute autre philosophie de l'art. Mon exposé, c'est plus l'art classique, tangible et pas le *concept* qui est également en émergence, plus dans les nouveaux médias et auprès des jeunes. En tous cas, j'espère que cet art-là a également sa chance de bouleverser un peu le monde financier, et de toute façon s'il y aura une bulle dans les prix de l'art ou une bulle avec le Brexit, on ne sait pas si on aura encore des prix comme cela...

**Lucien Kayser :**

Cela fait très très longtemps déjà, quelques années, qu'on parle de bulle...

**La conférencière :**

Je sais...

**Lucien Kayser :**

Et les prix ne font qu'augmenter.

**La conférencière :**

C'est comme l'immobilier à Luxembourg.

**Lucien Kayser :**

D'ailleurs de façon étrange, mais la remarque n'étonnera pas de ma part, il y a là un phénomène tout à fait parallèle et on retrouve des fois exactement les mêmes personnes avec le football. M. Pinault de Artemis...

**La conférencière :**

Abramovitch...

**Lucien Kayser :**

Il est propriétaire du Stade Rennais. M. Abramovitch est propriétaire de Chelsea et son épouse a une galerie d'art contemporain à Moscou.

**La conférencière :**

Oui, c'est comme des accessoires d'une certaine couche sociale...

**Lucien Kayser :**

C'est, disons, pour se faire valoir soit par l'art, soit par un joueur de football qu'on peut acheter.

**La conférencière :**

Oui.

**Alain Mestat :**

Bonsoir. Merci beaucoup pour l'intervention, mais, quelque part, vous vous positionnez entre les deux. Je crois que votre intervention conviendrait bien comme une prochaine présentation au colloque de l'art. La chose que vous avez quand même mentionnée ici, c'est que dans ce cas précis, malheureusement on fait très souvent l'amalgame, on parle de marché de l'art. Pour moi, ceci n'est pas forcément le marché de l'art, on peut voir 90% des transactions dans l'art, de manière générale, sont des valorisations de moins de 50.000 euros. Donc là on parle effectivement d'une section de l'art que l'on va retrouver dans les grands magazines, que l'on va retrouver dans les grandes chaînes de télévision et c'est d'ailleurs malheureusement ce que l'art donne : une réputation à un certain niveau, un peu sulfureux de l'art. Ceci dit, il faut concevoir une chose : aujourd'hui, quand vous prenez des acheteurs d'art des dernières années, 70%, 80%, certes, achètent l'art de façon philosophique, émotionnelle, scientifique, mais quand même avec une visualisation de protection d'acquis, de protection de la valorisation de l'objet qu'ils ont acheté. Donc, il faut faire très attention, la présentation est très bien faite, cela représente au niveau d'une part des transactions, pas de la valeur totale du marché. Au niveau des transactions, ceux-ci représentent pratiquement moins de 5% des transactions. Certes, on connaît la volumétrie, donc au niveau de la valeur, on estime par après que la valeur des transactions annuelles est de 60 milliards de dollars, certes, à ce niveau-là, je dirais il y a moins de 250, 300 artistes qui sont à ce niveau-là. Je crois qu'il est très important qu'on parte de là, de ne pas faire d'amalgame du marché de l'art parce qu'il y a énormément d'artistes, énormément de collectionneurs qui connaissent les artistes moins connus, moins impor-

tants, c'est un marché totalement différent qui, je ne vais pas dire, obéit à des lois différentes de l'offre et de la demande. Le fait de pouvoir faire à son voisin, comme vous l'avez dit, envie, c'est naturel si on comprend l'être humain, simplement pour certains hommes, certains artistes, c'est donc très très étrange.

#### La conférencière :

Oui, je suis assez d'accord et pour rajouter sur les chiffres, sur les ventes, c'est cela en fait qui m'étonne quand on parle des art indices, etc., ils sont basés sur des chiffres qui ne sont pas vraiment représentatifs parce qu'ils ont les chiffres publics, mais il y a beaucoup de choses de vente qui se passent pas dans le public, dans le privé et donc il est difficile d'avoir des trends ou d'autres chiffres. Il est difficile de dire : « *Investissez dans l'art parce que cela va augmenter d'autant* » parce que les chiffres ne sont pas fiables.

#### Krystyna Gawlik:

Je n'ai pas grand-chose à dire, mais justement si on parle de l'art, des finances et des risques, je suis étonnée que l'on n'ait pas parlé des risques de blanchiment d'argent dans l'œuvre d'art et des transactions pareilles.

#### La conférencière :

Oui, j'ai dû faire un choix dans les présentations et effectivement le blanchiment d'argent, c'est un thème qui est très important et qui s'applique également dans le monde de l'art. Il est vrai que les marchands de grandes valeurs sont soumis à la législation anti-blanchiment donc ils doivent faire les contrôles mais, malheureusement, effectivement, il y a toujours des problèmes avec soit des œuvres volées qui seront revendues et donc on est tout de suite en situation de blanchiment d'argent. André parlait du financement du terrorisme par la vente d'œuvres archéologiques. C'est un thème à lui tout seul pour combler une conférence, je pense. Donc, c'est pour cela que je me suis plus limitée aux relations, disons, entre l'art et la finance et la valeur que de m'étendre sur le blanchiment d'argent qui existe comme dans toutes les matières. Il n'y en a pas plus et pas moins que dans d'autres matières mais ils sont plus médiatisés peut-être ... D'autres questions ?

Séance du 18 octobre 2016

## NOMBRES ET PÉNOMBRES

### LES DÉFIS DE LA STATISTIQUE AU LUXEMBOURG

par

Paul Zählen

Paul Zählen est membre de la Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal depuis 2014.

Il a fait ses études secondaires à l'Athénée de Luxembourg avant d'étudier l'histoire à l'Université de Paris-Sorbonne, à l'Institut universitaire européen de Florence et à l'Institut für europäische Geschichte de Mainz. Un doctorat en histoire économique de l'Institut universitaire européen de Florence a sanctionné la fin de ses études. Sa thèse de 1987 porte sur la sidérurgie de la région Sarre-Lorraine-Luxembourg dans les années 1920. Ensuite, pendant une douzaine d'années, il a travaillé à l'Office des assurances sociales, tout en menant des projets de recherche en histoire économique et sociale. En 1999, Paul Zählen a été engagé au STATEC où il est actuellement conseiller économique. D'abord responsable de la bibliothèque, il était ensuite chef de la division des statistiques sociales avant de demander un détachement à l'Université du Luxembourg où il mène actuellement une recherche sur l'histoire d'une société d'assurances luxembourgeoise.





### A titre personnel ...

C'est donc ma première intervention au sein de cette assemblée. Comme je n'ai pas encore eu l'occasion de le faire, je voudrais d'abord vous remercier de m'avoir accueilli dans la section des sciences morales et politiques de l'Institut grand-ducal. C'est un honneur. Mais, pour moi, cela revient également à reconnaître l'intérêt d'une approche interdisciplinaire. En tout cas c'est l'interprétation que j'en fais. Je suis historien de formation. Suite à une rencontre de circonstances ou un hasard heureux, je me suis cependant occupé, pendant une quinzaine d'années, de statistiques dans le domaine social surtout, mais également dans le domaine économique.

Les statistiques, ou plus précisément, la quantification – on reviendra plus loin sur ce concept – étaient cependant toujours présentes à la fois dans mes études et dans mes activités professionnelles. Ce n'est d'ailleurs pas par intérêt intrinsèque pour les mathématiques ou les statistiques que j'ai choisi cette voie. Je me considère comme amateur dans ces disciplines. Je suis plutôt un utilisateur qu'un producteur de chiffres. Mais, j'ai toujours pensé que l'histoire est une des sciences humaines qui permet de mettre les théories politiques, sociologiques et économiques à l'épreuve de la réalité. Réalité qui, selon les constructivistes, est elle-même construite à partir de ces théories. J'avais l'impression que le recours à des statistiques pourrait permettre d'échapper aux aspects littéraires de la discipline historique. A vrai dire, je ne me sentais pas entièrement à l'aise pour construire une narration ou un récit historique captivant et, par ailleurs je redoutais de me retrouver dans un coin idéologique, alors que je voulais me garder une certaine liberté dans ce domaine. Dans mon esprit, la quantification devait apporter une objectivité scientifique à l'analyse historique qui, je le pensais à l'époque, en manquait. Aujourd'hui je sais que cela est beaucoup plus complexe, d'où le titre de « Nombres et pénombres ». En d'autres mots, si les statistiques et la « quantification » apportent un éclairage utile et bienvenu aux sciences sociales et notamment à l'histoire, il reste beaucoup de pénombres et même d'ombres. Et ce ne sont pas nécessairement les statistiques qui y mettront de la lumière, je pense. Gilles Gaston Granger décrit bien ces tensions au sein de la « discipline scientifique » qu'est l'histoire ; tensions qui résultent de la confrontation à laquelle on ne peut échapper entre le « concret » et l'« abstrait », l'« individuel » et le « modèle ».

« L'histoire, en tant que discipline autonome n'est à proprement parler l'une des *sciences* de l'homme, si l'on veut donner à ce mot son plein sens ; on n'y peut parler que par abus de lois, de variables, de modèles. On la confond alors ce faisant avec la sociologie, la psychologie, l'économie ... Si l'on définit la science comme construction de modèles efficaces des phénomènes, on voit que l'histoire nous échappe, dans la mesure où elle se propose non d'élaborer des modèles ... mais de reconstituer ces réalités mêmes, nécessairement vécues comme individuelles. A l'autre pôle de la connaissance, ce sont les réalités qui s'évanouissent, ne laissant subsister que les modèles, devenus objets ... Symétriquement, pour une histoire à l'état de pureté, les modèles ont disparu dans un monde d'événements et de personnes. Bien entendu, l'historien demeure constamment dans une situation assez ambiguë, faisant alterner avec virtuosité l'usage des méthodes proprement scientifiques et le recours presque toujours tacite à l'imagination évocatrice du concret. Il est donc tour à tour sociologue, économiste, linguiste, psychologue, recourant à des modèles formels plus ou moins explicitement dégagés. Mais il peut à bon droit revendiquer toujours l'originalité de sa discipline, puis que sa visée est tout autre que la leur ; il veut atteindre l'individuel, mais par le regard seulement, sans jamais le toucher. C'est un clinicien spéculatif. ... Il y a pour l'histoire une tentation esthétique, qui la renvoie au roman, et une tentation formaliste, qui la renvoie aux sciences sociales. Le talent de l'historien consiste à naviguer entre ces deux écueils. »<sup>1</sup>

Les pénombres ne sont pas seulement conceptuelles ou méthodologiques, mais elles sont bien réelles : en 2015, 63 % de la population luxembourgeoise pensent que les statistiques sont importantes. Le Luxembourg se situe d'ailleurs plutôt à l'avant du classement des pays européens. Dans les pays nordiques, au Royaume-Uni et en Irlande, le pourcentage est plus élevé, alors que dans beaucoup de pays de l'Est et du Sud européen on accorde beaucoup moins d'importance aux statistiques. Les statistiques en général sont omniprésentes dans la discussion publique. Par contre, seulement 41% des personnes interrogées au Grand-Duché connaissaient au moins un des indicateurs les plus médiatisés (taux d'inflation, taux de croissance du PIB et taux de chômage) et 59% n'avaient aucune réponse correcte à ces questions. Ce score n'est pas pire que dans d'autres pays européens. Au Royaume-Uni, en Bulgarie et en Slovaquie, le taux de la population n'ayant aucune réponse correcte concernant les taux de croissance,

<sup>1</sup> Gilles Gaston Granger, *Pensée formelle et sciences de l'homme*, Aubier-Montaigne, 1967, pp. 207 et 208



d'inflation et de chômage dépasse même les 80%. D'une manière générale, les connaissances statistiques dans la plupart des pays européens sont assez pauvres.

Il paraît donc que «l'invasion des statistiques dans l'espace public laisse trop souvent le citoyen démuni face à cette débauche de chiffres, ... comme si trop de chiffres tuaient le chiffre»<sup>2</sup>

### Nombres et pénombres : les raisons du choix du titre

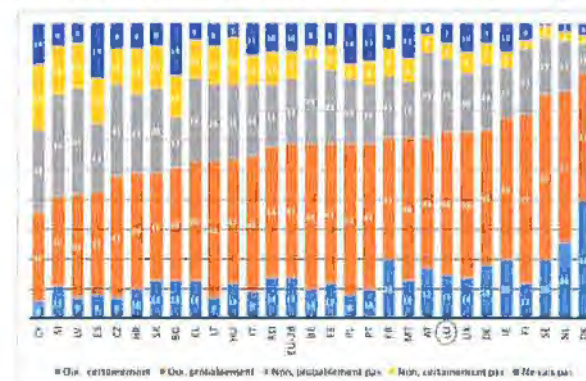
Le titre de la contribution s'inspire très étroitement du nom d'une association française, Pénombre<sup>3</sup>, fondée en 1993. Cette association souhaite offrir « un espace de réflexions et d'échanges sur l'usage du nombre dans le débat public ».

Au début, les travaux de l'association étaient axés autour des statistiques de la criminalité et de la justice pénale. Le nom de l'association vient de là : « le pénal en nombre », ce qui a donné « pénombre ». Il est vrai que les statistiques pénales sont souvent les statistiques les plus critiquées ou discutées, car elles touchent à ce qui semble être un des vecteurs d'angoisse les plus importants de l'humanité, à savoir l'insécurité et surtout l'insécurité physique. Au sein de l'association « Pénombre », d'autres domaines de discussion se sont ajoutés progressivement aux discussions sur les statistiques pénales : l'immigration, l'éducation, la santé, les inégalités, la pauvreté, la question des évaluations et les classements, les fameux « rankings ».

2 Stéphanie Dupays, *Déchiffrer les statistiques économiques et sociales*, Paris, Dunod, 2008

3 <http://www.penombre.org/vie-de-l-association>

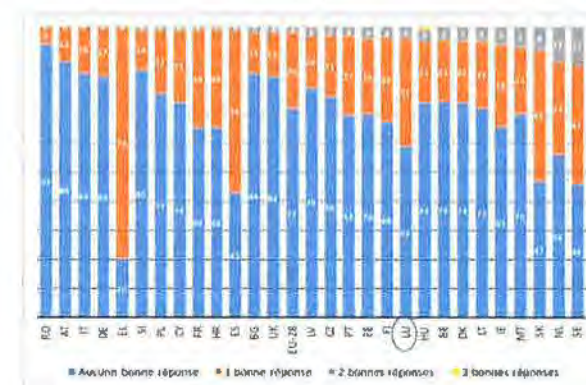
Figure 1 : Perception de l'importance des statistiques (2015)



Source Eurobaromètre n° 83.3 (enquête en 2015, résultats publiés en 2016)

N.B. : Formulation de la question : « Certaines personnes affirment que les informations statistiques jouent un rôle important dans le monde des affaires et dans les prises de décisions publiques et politiques. Personnellement, pensez-vous qu'en (nom du pays), les décisions politiques sont prises sur base d'informations statistiques ? »

Figure 2 : Connaissance des statistiques les plus médiatisées (2015)



Source Eurobaromètre n° 83.3 (enquête en 2015, résultats publiés en 2016)

N.B. : Dans l'enquête, on a demandé aux personnes interrogées d'indiquer le taux de croissance du PIB, le taux d'inflation et le taux de chômage, en permettant toutefois une marge d'erreur. A titre d'exemple, au Luxembourg, pour 59% des personnes interrogées, toutes les réponses étaient fausses, 41 % avaient au moins une réponse correcte (37% une réponse correcte et 4% deux réponses correctes). Le pourcentage des personnes avec 3 bonnes réponses était nul.

Les statistiques de la « délinquance » sont exemplaires des questions qui sont à la base du travail statistique et de la réception des statistiques. Philippe Robert et Renée Zauberman, deux des meilleurs connaisseurs des

statistiques de la délinquance en Europe, notent que, sous l'Ancien Régime, « on pouvait parler de tel type de meurtre ou de vol ... mais que l'idée de délinquance comme catégorie sociale n'existait pas vraiment »<sup>4</sup>. Comme concept global, elle a commencé à apparaître à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. En un premier temps, la délinquance a été mesurée par la statistique des tribunaux, puis également par les statistiques policières. Or, les statistiques des tribunaux, tout comme les statistiques policières, reflètent plutôt l'activité des institutions que le phénomène social sous-jacent à moins de supposer une corrélation parfaite entre la « délinquance réelle » et respectivement les faits dénoncés à la police et les jugements des tribunaux. En d'autres mots, en ce qui concerne les statistiques policières, par exemple, il conviendrait de partir de l'hypothèse que toutes les infractions ou délits soient dénoncés et enregistrés par la police. Ce qui est peu probable. De nombreuses infractions à la loi ne seront jamais connues des institutions chargées de les réprimer (c'est ce qu'on appelle le *chiffre noir*). En ce qui concerne les statistiques judiciaires et policières, elles sont dépendantes du contexte légal et des changements qui interviennent dans la législation de répression des délits et crimes, ainsi que de la caractérisation (classification) de ceux-ci. A noter qu'au Grand-Duché, ce n'est que très récemment qu'une modernisation des statistiques judiciaires a été mise en œuvre. Dans notre pays, ce sont les statistiques policières qui restent la principale source de statistiques sur la délinquance<sup>5</sup>, alors qu'elles sont plutôt le reflet de l'activité de cette institution qui est elle-même dépendante des priorités qui lui sont fixées par sa direction et/ou les décisions politiques.

Une autre source statistique dans le domaine de la sécurité est celle de la population carcérale ; généralement on s'intéresse au nombre de personnes incarcérées par rapport à la population des pays respectifs. Les Etats-Unis se situent dans ce domaine largement « en tête » de classement avec quelque 700 personnes incarcérées sur 100.000 habitants en 2011. Ce qui correspond d'ailleurs à un peu moins de 1% de la population adulte américaine.<sup>6</sup> Ce qui fait qu'un auteur a pu qualifier les Etats-Unis de « incarceration nation ».<sup>7</sup> Ce n'est d'ailleurs pas seulement le taux global qui

4 Robert Philippe, Zauberman Renée, Mesurer la délinquance, Presses de Sciences Po, 2011, pp. 13-14

5 Les statistiques de la police luxembourgeoise sont disponibles sur Internet <http://www.police.public.lu/fr/police-se-presente/statistiques/index.html>

6 Institute for Criminal Policy Research, World Prison Brief (<http://www.prisonstudies.org/highest-to-lowest/prison-population-total> ; accédé le 2.1.1016)

7 Enns Peter K., Incarceration Nation. How the United States Became the Most Punitive

est significatif, mais également le fait que ce sont les « Afro-Américains » sont beaucoup plus touchés par le phénomène. Ils constituent 40% de la population carcérale et, parmi les Afro-Américains, le taux d'incarcération atteint plus de 2 300 pour 100 000 contre quelque 450 pour 100 000 dans la population « blanche ».<sup>8</sup> A titre de comparaison, au Luxembourg on comptait pendant la même année environ 120 personnes incarcérées, en France et en Belgique environ 100 personnes incarcérées pour 100 000 habitants et en Allemagne moins de 80 personnes incarcérées pour 100 000 habitants. Mais cette statistique de la population carcérale n'a qu'un lointain rapport avec le phénomène social de la délinquance. Elle reflète plutôt la propension punitive d'un Etat ou d'une société. Et pour le Luxembourg, la petite dimension et la « criminalité de passage » joue également un rôle.

Dans la plupart des pays - pour avoir une connaissance non seulement de la délinquance mesurée par l'activité des institutions, mais également des faits qu'elles ignorent -, une autre source de statistiques s'est progressivement affirmée, à savoir les enquêtes auprès de la population, appelées « enquêtes de victimation » ou encore « enquêtes sur la sécurité ». Au Luxembourg, une première enquête a été menée en 2004/2005 dans le cadre d'un projet européen (European Crime and Safety Survey, EU ICS).<sup>9</sup> Une enquête, destinée à mesurer les taux de prévalence des délits et de sonder les comportements relatifs à la délinquance et la sécurité (l'impact émotionnel, ainsi que la propension de dénoncer le délit à la police), a été réalisée ensuite par le STATEC en collaboration avec l'Université du Luxembourg en 2013. Les résultats ont été publiés en 2015.<sup>10</sup> Selon l'enquête, « la moitié de la population a été victime, entre 2008 et 2013, d'au moins un des délits suivants : cambriolage, tentative de cambriolage, vol de voiture, vol dans une voiture, vol de moto, vol de vélo, fraude à la carte

Democracy in the World, Cambridge University Press, 2016

8 Breaking Down Mass Incarceration in the 2010 Census: State-by-State Incarceration Rates by Race/Ethnicity. Briefing by Leah Sakala. May 28, 2014. Prison Policy Initiative.

(<https://www.prisonpolicy.org/reports/rates.html> ; accédé le 21.1.2016)

9 Michels Tom, Crime and Victimization in Luxembourg ; Results of the European Crime and Safety Survey, EU ICS Working Papers, 2007

(<http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/thematique/conditions-sociales/crime-luxembourg/index.html> ; accédé le 2.1.2016)

10 Heinz Andreas, Steffen Georgs, Willems Helmut, Victimization and Safety in Luxembourg. Findings of the "Enquête sur la sécurité 2013", Économie et statistiques N° 85/2015, STATEC, 2015

(<http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/series/economie-statistiques/2015/85-2015/index.html> ; accédé le 2.1. 2017)

bancaire/banque en ligne, vol qualifié, vol de biens personnels, harcèlement, fraude à la consommation, pots-de-vin/corruption, violence sexuelle ou violence physique ».<sup>11</sup> Dans cette énumération, il apparaît d'abord que la classification des crimes et délits dans l'enquête ne correspond que très grossièrement à celle du code pénal et du code civil. C'est déjà à ce niveau-là que les comparaisons avec les sources administratives deviennent problématiques. Par ailleurs, le « harcèlement » relève plutôt d'une catégorie psychique (intrinsèquement difficile appréhender) pouvant avoir des répercussions physiques, contrairement à la violence, à la fraude et au vol qui sont des catégories matérielles ou physiques pouvant avoir un impact psychique. Le harcèlement n'a été reconnu que très récemment comme un délit. En outre, mesurer la corruption de façon directe à travers une enquête est une gageure. Les indicateurs de la corruption issues de l'enquête devraient plutôt être considérés comme des indicateurs de la perception de la corruption. Cette perception est intéressante en et pour elle-même. Des associations comme « Transparency International » publient des rapports sur la perception de la corruption dans le monde. Mais elle ne peut pas être considérée comme synonyme exact de l'activité de corruption proprement dite, même si on peut considérer qu'il y a un lien entre le réel et le perçu.

Comme le montre la « mesure de la délinquance », les statistiques posent à la fois :

- des questions conceptuelles (au niveau des catégories de classification, notamment) ;
- des questions institutionnelles (la diversité des sources et l'organisation de la statistique publique) ;
- des questions liées au rapport coût/bénéfice (dans un contexte de ressources rares, il faut fixer des priorités) ;
- des questions concernant la diversité des sources qui peuvent enrichir le débat, mais également le « complexifier », notamment si des indicateurs statistiques relevant du même concept de base évoluent dans les directions opposées ; ce qui arrive assez fréquemment sur des périodes de court terme, moins sur les évolutions de longue durée (« trend ») ;
- des questions de mise en œuvre de la mesure (par exemple, est-ce qu'il vaut mieux représenter des structures que des flux ou les deux) et
- des questions quant à la publication et à la réception des statistiques.

<sup>11</sup> Communiqué de presse du STATEC n° 43/2015

Le sous-titre de la contribution est peut-être un peu limitatif : en fait les défis de la statistique sont globaux. Et au Luxembourg, s'y superposent des questions liées elles plutôt à la petite dimension.

Dans la suite on s'intéressera surtout à deux grandes catégories de défis que la statistique ou les statistiques doivent affronter. Ces deux grandes catégories sont :

- les défis résultant du contexte social, politique et institutionnel
- la question des définitions et des concepts qui sont à la base du travail statistique.

A cela s'ajoute une troisième défi, à savoir la question de la perception et de la compréhension des statistiques, question qui est liée à celle de la présentation et de la diffusion des statistiques. Cet dernier aspect ne sera qu'évoqué la la marge.

### 1. Le contexte : « post-truth politics » et la « société de la défiance »

Les statistiques et les organismes qui les produisent ne peuvent faire abstraction d'un contexte socio-politique où le « mensonge » a perdu beaucoup de sa connotation négative (on a pu parler dans ce contexte de « post-truth politics », ou de « post-faktische Welt »).<sup>12</sup> Par ailleurs, le savoir et le rôle des experts est mis en doute. L'Internet produit aussi un trop-plein d'informations dont on ne peut juger la pertinence qu'avec beaucoup d'investissement en temps et en énergie. Des biais cognitifs (aussi appelés biais de confirmation) et des bulles résultant des filtres dus aux algorithmes des moteurs de recherche et des réseaux sociaux se sont créés. A cela s'ajoute une défiance institutionnelle généralisée et épidémique dont une institution publique, comme l'office statistique, ne peut que souffrir. Pour le Luxembourg s'ajoutent quelques particularités liées à la petite dimension.

<sup>12</sup> A noter que le présent texte a été écrit en très grande partie avant sa présentation le 18 octobre 2016 à une séance de la section des sciences morales et politiques de l'Institut grand-ducal, en d'autres mots avant l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis et avant que la notion de « post-truth » n'ait fait le tour du monde en étant consacré à la mi-novembre « mot de l'année » par les « Oxford Dictionaries » avec la définition suivante : « post-truth » = « relating to or denoting circumstances in which objective facts are less influential in shaping public opinion than appeals to emotion and personal belief. »  
<https://en.oxforddictionaries.com/word-of-the-year/word-of-the-year-2016> ; accédé le 20 décembre 2016

### Le mensonge en politique (« post-truth-politics »)

Le concept de « post-truth » semble avoir été utilisé pour la première fois - ou une des premières fois - en 2004 par un auteur américain.<sup>13</sup> Ralph Keys attribue cette évolution au relativisme éthique qui serait lié à la postmodernité. En août 2016, un journal de réputation mondiale, le « New York Times » a repris le thème dans le cadre de la campagne de l'élection présidentielle américaine.<sup>14</sup> Le 10 septembre 2016, l'« Economist » a publié, sous le titre de « L'art du mensonge », un article utilisant le terme de « post-truth politics » - littéralement la « politique post-vérité ».<sup>15</sup> Le texte est consacré en partie à Donald Trump mais pose un problème beaucoup plus global dans les démocraties occidentales ; à savoir le rôle du mensonge dans la vie publique. Le thème a été également repris par Sylvie Kauffmann dans le journal français « Le Monde ». Selon ces auteurs, ce n'est pas que le mensonge politique n'ait jamais existé (on connaît les contrevérités de Georges Bush sur l'Irak, ceux de David Cameron sur la Lybie, ou encore le président russe Poutine qui affirme sans ciller qu'il n'y a pas de militaires russes en Ukraine, etc.). Mais ce qui a changé c'est la qualité - ou le but - du mensonge. Comme le dit Sylvie Kauffmann, en politique une nouvelle technique est en train de se généraliser : « plus c'est gros, plus ça marche ».<sup>16</sup> Aujourd'hui ce qui est nouveau c'est qu'on n'essaie pas de fausser la vérité ou de la contester, mais la « vérité » est simplement considérée comme étant d'une importance secondaire. Autrefois le but du mensonge était de créer une fausse vision du monde et à persuader les électeurs ou les élites. Aujourd'hui le mensonge est utilisé pour renforcer les préjugés. D'une certaine façon, la vérité semble être devenue négociable ... Ou, pour ne pas utiliser le terme - un peu discu-

13 Keys Ralph, *The Post-Truth Era: Dishonesty and Deception in Contemporary Life*, 2004

<http://www.ralphkeys.com/the-post-truth-era/> ; accédé le 3.1.2017

14 Davies William, *The Age of Post-Truth Politics*, New York Times, 24 août 2016 (<http://www.nytimes.com/2016/08/24/opinion/campaign-stops/the-age-of-post-truth-politics.html?smid=fb-share> ; accédé le 3.1.2017)

15 Post-truth politics : Art of the lie. Politicians have always lied. Does it matter if they leave the truth behind entirely?, *The Economist*, Sep 10th 2016 (<http://www.economist.com/news/leaders/21706525-politicians-have-always-lied-does-it-matter-if-they-leave-truth-behind-entirely-art>; Accédé le 20.10.2016)

16 Sylvie Kaufmann, Aux États-Unis comme en Europe, la politique entre mensonges et transgressions, *Le Monde* du 24 septembre 2016 ([http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/09/24/mensonges-et-transgressions\\_5002797\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/09/24/mensonges-et-transgressions_5002797_3232.html), accédé le 12.10.2016)

table - de « vérité », c'est l'objectivité des faits, ou peut-être encore plus précisément, leur description statistique qui est discutée et mise en cause.

Le journal allemand « Die Zeit » a également repris le thème très récemment et l'auteur dit à ce sujet :<sup>17</sup> « Das Postfaktische ist deshalb so mächtig, weil nicht nur die Wahrheitsfrage suspendiert ist, sondern auch Hierarchien und Autoritäten des Wissens ... immer weniger gehört und akzeptiert werden. ». On reviendra un peu plus loin sur la question de l'audibilité de la voix des experts.

D'autres vont encore plus loin en faisant valoir que le mensonge n'a pas désormais plus « pour objectif de créer une nouvelle réalité, mais d'effacer toute notion de réalité », en d'autres mots une stratégie d'ombre ou même d'obscurité où l'éthique n'a plus de place.<sup>18</sup>

« Dans l'univers politique (de Donald Trump), les faits sont instables et éphémères; les événements se suivent sans lien de causalité clair; et le danger est partout, même si sa source semble changer de façon aléatoire. Tandis que le président Bush offrait à l'Amérique une illusion de clarté morale, le président-élu Trump offre la fantasmagorie en perpétuel renouvellement d'impressions diffuses et d'informations invérifiables, vaguement reliées entre elles dans un brouillard d'angoisse et de désorientation. C'est plutôt du Kafka que Le Seigneur des Anneaux. ... Dans un monde où rien n'est vrai, le seul vrai choix laissé aux électeurs se fait entre des fictions concurrentes. ... Si tout est un mensonge, alors l'homme qui rend ses mensonges évidents pratique une forme particulière d'honnêteté. »

On peut cependant se demander si ces termes nouveaux, comme « post-truth politics », ne cachent pas simplement ce qu'en d'autres temps on aurait appelé la « propagande ». C'est ce que semble dire l'ancien champion du monde d'échecs, Garry Kasparov dans un tweet de décembre 2016: « The point of modern propaganda isn't only to misinform or push an agenda. It is to exhaust your critical thinking, to annihilate truth. »<sup>19</sup>

17 Petra Bahr, Ist Wahrheit nur noch ein Gefühl?, 7 octobre 2016

<http://www.zeit.de/2016/42/emotionen-wahrheit-fakten-manipulation-rationalität-demokratie> ; Accédé le 10.10.2016)

18 Ned Resnikoff, Avec Trump, l'Amérique devient un cauchemar surréaliste, *Slate*, 12.12.2016

<http://www.slate.fr/story/130667/trump-amerique-cauchemar-surrealiste> ; accédé le 23.12.2016)

19 Kasparov cité dans Charles J. Sykes, Why Nobody Cares the President Is Lying,



### La voix des experts inaudible ?

Et cela m'amène au deuxième point : pourquoi la voix des « experts » est-elle de plus en plus inaudible ou pour quelles raisons est-elle mise de plus en plus en doute ?

Dans un article paru dans le *New York Times*, William Davies, professeur à l'Université de Londres, estime que le statut des « faits » dans le débat politique public est monté trop haut et, plutôt que de se situer en dehors de l'argumentation politique, les « faits » constituent maintenant une arme purement rhétorique au sein du discours politique. En outre les sondages sur les « sentiments » et les « perceptions » du public, c'est-à-dire les indicateurs subjectifs ont pris le dessus sur les indicateurs objectifs.<sup>20</sup>

« As politics becomes more adversarial and dominated by television performances, the status of facts in public debate rises too high. We place expectations on statistics and expert testimony that strains them to breaking point. Rather than sit coolly outside the fray of political argument, facts are now one of the main rhetorical weapons within it. The problem is the oversupply of facts in the 21st century: There are too many sources, too many methods, with varying levels of credibility, depending on who funded a given study and how the eye-catching number was selected. How can we still be speaking of "facts" when they no longer provide us with a reality that we all agree on? The problem is that the experts and agencies involved in producing facts have multiplied, and many are now for hire. ... Once numbers are viewed more as indicators of current sentiment, rather than as statements about reality, how are we to achieve any consensus on the nature of social, economic and environmental problems, never mind agree on the solutions? Conspiracy theories prosper under such conditions. And while we will have far greater means of knowing how many people believe those theories, we will have far fewer means of persuading them to abandon them. »

*New York Times*, Sunday Review, February 4, 2017 (<https://www.nytimes.com/2017/02/04/opinion/sunday/why-nobody-cares-the-president-is-lying.html>)

20 Davies William, *The Age of Post-Truth Politics*, *New York Times*, 24 août 2016 ; accédé le 4.2.2017 (<http://www.nytimes.com/2016/08/24/opinion/campaign-stops/the-age-of-post-truth-politics.html?smid=fb-share>, accédé le 3.1.2017)

Le prix Nobel d'économie, Daniel Kahnemann, dans son très stimulant livre « *Thinking fast and slow* », estime que des questions de systèmes de valeur divergents sont également à l'origine des tensions entre le public et les experts (notamment les experts statisticiens). A titre d'exemple, les décès sont de purs nombres pour les statisticiens, alors que le public fait des distinctions beaucoup plus fines entre « décès acceptables » et « décès difficilement acceptables » (p.ex. selon l'âge des décédés) ou encore les décès dus aux accidents de loisirs ou dus aux accidents de travail. Ce qui constitue un grand risque pour le grand public peut n'être objectivement (c'est-à-dire pour les experts) qu'un risque très restreint. Kahnemann cite les travaux de Paul Slovic qui estime qu'experts et grand public doivent se respecter mutuellement et qu'il n'existe pas de risque « objectif ».<sup>21</sup>

« Each side must respect the insights and intelligence of the other ... 'Risk' does not exist 'out there' independent of our minds and culture, waiting to be measured. Human beings have invented the concept of 'risk' to help to understand and cope with dangers and uncertainties of life. Although these dangers are real, there is no such thing as 'real risk' or 'objective risk' ».

Si Slovic et Kahnemann semblent être du côté de ceux qui estiment que les experts doivent prendre en compte les peurs et angoisses du public, Sunstein et Turan (également cités par Kahnemann) pensent qu'une réaction au risque qui est biaisée par l'émotion ou les sentiments est une source importante de priorités politiques mal placées ou erronées. Turan et Sunstein appellent cela « *availability cascades* ».<sup>22</sup> Il s'agit d'une chaîne d'événements qui s'auto-entretient qui peut commencer par une information des médias sur un événement mineur mais qui peut aboutir à une panique publique et une réaction politique (disproportionnée) du gouvernement. Kahnemann fait la description suivante du terme « *availability cascades* » et, en creux il y a là une analyse du fonctionnement du « *populisme* ».<sup>23</sup>

21 Paul Slovic, Elke U. Weber, *Perception of Risk Posed by Extreme Events*, Center for Decision Sciences (CDS) Working Paper Columbia University, 2002 ; cité dans Daniel Kahnemann, *Thinking, Fast and Slow*, 2011, p. 141

22 Timur Kuran, Cass R. Sunstein, *Availability Cascades and Risk Regulation*, *Stanford Law Review*, 51 (1999), pp. 683-768 ([http://public.econ.duke.edu/~tk43/abstracts/articles/ar\\_40.pdf](http://public.econ.duke.edu/~tk43/abstracts/articles/ar_40.pdf) ; accédé le 15.12.2016)

23 Daniel Kahnemann, *Thinking, Fast and Slow*, 2011, p. 142

« On some occasions, a media story about a risk catches the attention of a segment of the public, which becomes aroused and worried. This emotional reaction becomes a story in itself, prompting additional coverage in the media, which in turn produces greater concern and involvement. The cycle is sometimes speed along by « availability entrepreneurs », individuals and organizations who work to ensure a continuous flow of worrying news. The danger is increasingly exaggerated as the media compete for the attention-grabbing headlines. Scientists and others who try to dampen the increasing fear and revulsion attract little attention, most of it hostile ; anyone who claims that the danger is overstated is suspected in association with a 'heinous cover-up'. The issue becomes politically important because it is on everyone's mind, and the response is guided by the intensity of public sentiment. The availability cascade has now reset priorities. Other risks, and other ways that resources could be applied for the public good, and have faded into the background. »

Le divorce entre experts et public est aussi lié au soupçon de connivence des experts avec le pouvoir et d'une sorte de conspiration des élites. Mais il y a également des ressorts psychologiques liées à la présentation des avis d'experts. Les médias ont de plus en plus tendance à traiter des thèmes complexes par la juxtaposition des voix des experts et de débats entre experts. C'est plus démocratique, pense-t-on. Plus médiatique sûrement. Mais, ces débats entre experts peuvent amener plus de confusion que de clarté.

Comment expliquer cela ? D'après une étude psychologique récente beaucoup citée, en présence d'opinions d'experts divergentes sur un thème, on aurait plutôt tendance à voir un « duel » entre deux personnes ; cette perception interdirait une vue sur la distribution plus générale des opinions des experts, c'est-à-dire il serait difficile de voir s'il y a une majorité des opinions d'experts à aller dans un sens ou dans l'autre. Inversement, on a des difficultés à accepter le poids d'arguments plausibles lorsqu'on sait qu'ils viennent du coin minoritaire.<sup>24</sup> Finalement, un conflit entre experts peut générer un sentiment plus général d'insécurité intellectuelle, de doute

24 Derek J. Koehler, Can journalistic "false balance" distort public perception of consensus in expert opinion?, *Journal of Experimental Psychology: Applied*, Vol 22(1), Mar 2016, 24-38 et Derek J. Koehler, Why People Are Confused About What Experts Really Think, *New York Times*, Sunday Review, February 12, 2016 (<https://www.nytimes.com/2016/02/14/opinion/sunday/why-people-are-confused-about-what-experts-really-think.html>; accédé le 20.9.21026)

ou de perplexité qui peut se répercuter sur la perception de l'exactitude des opinions d'experts.

La prise de décision politique est – du moins en partie – influencée par l'opinion publique qui elle-même est guidée en partie par les opinions d'experts. Or, l'opinion publique dévie de plus en plus souvent de l'opinion des experts, pas seulement parce que leur légitimité intrinsèque est mise en cause, mais également parce que les gens ont les pires difficultés de savoir s'il y a consensus sur un thème ou dans quel sens s'exprime la majorité des experts.

### « Google it. ! » - Qu'est-ce qu'un citoyen informé ?

L'idéal du citoyen informé est omniprésent dans les discours politiques, mais également en sociologie. L'information non censurée est considérée notamment comme une condition du bon fonctionnement d'une démocratie étant donné qu'elle est essentielle pour résister aux manipulations.

Lors d'un débat au moment des primaires présidentielles aux Etats-Unis de 2016, un des candidats à la nomination des Républicains (Rubio) a demandé en direct aux téléspectateurs de faire une recherche sur google. (« google it »<sup>25</sup>). Cela pour montrer que son adversaire (Trump) ne disait pas la vérité. Et c'est ce qu'on fait des milliers de spectateurs. Cela montre l'importance qu'ont pris Internet et les réseaux sociaux comme source d'informations.

Michael Lynch – qui est professeur de philosophie dans l'université du Connecticut – estime qu'Internet peut être un moyen d'atteindre l'idéal du citoyen informé. Il ajoute que ce n'est cependant pas la disponibilité d'une quantité d'informations même de bonne qualité qui est importante, mais plutôt la compréhension de cette information. Se pose donc la question : qu'est-ce qu'un citoyen informé ?

25 Michael P. Lynch, Googling Is Believing: Trumping the Informed Citizen, *New York Times*, March 9, 2016 (<https://opinionator.blogs.nytimes.com/2016/03/09/googling-is-believing-trumping-the-informed-citizen/>; accédé le 1.10.2016) ; voir également le livre de cet auteur : Michael P. Lynch, *The Internet of Us : Knowing More and Understanding Less in the Age of Big data*, New York: Liverite/W. W. Norton, 2016



« The problem of course is that having more information available, even more accurate information, isn't what is required by the ideal. What is required is that people actually know and understand that information, and there are reasons to think we are no closer to an informed citizenry understood in that way than we ever have been. Indeed, we might be further away. ... The danger is that increasing recognition of the fact that Googling can get you wherever you want to go can make us deeply cynical about the ideal of an informed citizenry — for the simple reason that what counts as an "informed" citizen is a matter of dispute. We no longer disagree just over values. Nor do we disagree just over the facts. We disagree over whose source — whose fountain of facts — is the right one. »

Aujourd'hui, on ne discute plus seulement des valeurs, on ne discute plus seulement des faits, mais de plus en plus de savoir quelle est la « bonne source » d'informations. Et c'est dans ce dédale de sources d'information que les offices statistiques devront trouver leur place.

### « Filter-bubbles » et « echo chambers »

On a tendance à oublier qu'on vit dans un monde où les algorithmes sélectionnent les informations auxquelles on accède, c'est notamment le cas de nos recherches sur Google où encore sur la « timeline » de Facebook. Les algorithmes de Facebook fonctionnent d'ailleurs sur le principe de donner aux gens ce qu'ils veulent ou demandent spontanément. En d'autres termes : on serait enfermé dans des bulles.<sup>26</sup>

Les exemples d'études sur le sujet se multiplient.<sup>27</sup> En résumé, l'Internet n'ouvrirait pas notre horizon, mais réduirait au contraire notre environnement d'informations à des chambres d'écho. Par ailleurs, dans la masse d'informations à laquelle on accède, tout le monde peut trouver - et d'ailleurs produire des informations - à son goût. Cet environnement

26 Voir, par exemple : Eli Pariser, *The Filter Bubble: How the New Personalized Web Is Changing What We Read and How We Think*, Penguin Books, 2011.

27 Notamment : Delia Mocanu, et al., *Collective attention in the age of (mis)information*, *Computers in Human Behavior*, Elsevier, Vol 51, Part B, October 2015, pp. 1198-120 ;

Alessandro Bessi et al., *Science vs Conspiracy : Collective Narratives in the Age of Misinformation*, *PLOS/One*, February 13, 2015 ;  
Alessandro Bessi et al., *Social Determinants of Content Selection in the Age of (Mis) Information*, *Social Informatics*, Volume 8851 of the series *Lecture Notes in Computer Science*, 2014, pp. 259-268

est propice à ce qu'on appelle le « biais de confirmation », c'est-à-dire un choix d'informations confirmant ce que l'on pense soi-même initialement. Ces bulles favorisent également les théories du complot.

Même le Forum économique mondial s'est saisi de la problématique dans son rapport de 2016 sur les risques globaux, le « Global Risks Report »<sup>28</sup>. Un des chercheurs ayant collaboré à ce rapport, Walter Quattrociocchi, se demande s'il faut essayer de démythifier des désinformations (« mis-information ») par des argumentaires élaborés basés sur des faits. C'est le « debunking » en anglais ou encore la « désintox » dans le jargon des journalistes francophones. Le chercheur estime que les dangers du « debunking » découlent de la caractéristique du fonctionnement des réseaux sociaux comme « chambres d'écho » et que, dans ce contexte, toute tentative de mise en cause d'une opinion, respectivement d'un préjugé peut conduire à leur renforcement :<sup>29</sup>

« Selective exposure to specific content leads to "echo chambers" in which users tend to shape and reinforce their beliefs. ... But couldn't we combat that by spreading better information? No. In fact, there is evidence that this only makes things worse. ... we found that people interested in a conspiracy theory are likely to become more involved in the conversation when exposed to "debunking". In other words, the more the exposure to contrasting information a person is given, the more it reinforces their consumption pattern. Debunking within an echo chamber can backfire, and reinforce people's bias. »

En s'inspirant de cette analyse, le Washington Post a d'ailleurs arrêté en décembre 2015, sa rubrique « The intersect »<sup>30</sup>, le fact-checking sur Internet, en estimant que cela ne fait que renforcer la détermination des personnes à aller chercher des informations confirmant leur position. En d'autres mots, dans une chambre d'écho, le « debunking » peut ricocher et renforcer les biais d'information.

28 <http://reports.weforum.org/global-risks-2016/>

29 <http://www.weforum.org/agenda/2016/01/q-a-walter-quattrociocchi-digital-wildfires>  
Walter Quattrociocchi, head of the Laboratory of Computational Social Science at IMT Lucca in Italy, article sur le site du World Economic Forum

30 [https://www.washingtonpost.com/news/the-intersect/wp/2015/12/18/what-was-fake-on-the-internet-this-week-why-this-is-the-final-column/?utm\\_term=.687bf2bb7baf](https://www.washingtonpost.com/news/the-intersect/wp/2015/12/18/what-was-fake-on-the-internet-this-week-why-this-is-the-final-column/?utm_term=.687bf2bb7baf) ;  
accédé le 17.10.2016 ; et l'article paru sur le blog du monde à ce sujet : <http://big-browser.blog.lemonde.fr/2015/12/22/le-vrai-faux-arret-de-la-rubrique-fact-checking-du-washington-post/>

Si le Washington Post a arrêté sa rubrique d'analyse et de redressement des informations fausses ou biaisées publiées sur les réseaux sociaux, le « fact-checking » plus général (c'est-à-dire non exclusivement axé sur les réseaux sociaux) par les médias traditionnels continue. Le Washington Post a une telle rubrique permanente depuis 2011 (appelée « fact-checker »<sup>31</sup>). Aux Etats-Unis, l'activité journalistique de contrôle des rumeurs et des fausses informations reste prolifique, comme en témoignent les sites Internet de « fact-checking » nombreux et de qualité.<sup>32</sup> En France, la chaîne de télévision Arte et le quotidien Libération sont également actifs dans ce domaine, à savoir dans le cadre de la rubrique « Désintox » qui est un projet commun des médias. Le Monde entretient, depuis l'élection présidentielle de 2012 une telle rubrique appelée « Les décodeurs »<sup>33</sup>.

Depuis février 2017, Le Monde a même décidé d'aller plus loin en créant un nouvel outil numérique exclusivement consacré à l'évaluation de fiabilité des sites Internet, le « Décodex »<sup>34</sup>. Une application, resp. une extension téléchargeable est offerte aux abonnés du Monde. Selon les initiateurs, cet « outil est fondé sur une grille de lecture simple qui vise avant tout à établir si les informations présentées sont fiables quelle que soit l'orientation politique de l'émetteur. Reprend-t-il des informations d'autres sources ? Les cite-t-il ? Met-il en avant tous les arguments ? A-t-il souvent publié des informations fausses ? Il vise aussi à préciser, le cas échéant qui écrit, possède le site ou canal sur le réseau social en question. »<sup>35</sup> Il s'agit évidemment d'un projet titanesque et ce n'est pas pour rien que la rédaction du Monde a pour « objectif de mobiliser une communauté d'internautes volontaires pour épauler les équipes sur le projet ». En fait, il s'agit d'un travail de Sisyphe. Le projet du Monde se concentre sur la déconstruction journalistique de sites Internet ou des pages facebook, mais d'une manière générale les fausses informations ponctuelles (« fake-

31 [https://www.washingtonpost.com/news/fact-checker/about-the-fact-checker/?utm\\_term=.034859adc20e](https://www.washingtonpost.com/news/fact-checker/about-the-fact-checker/?utm_term=.034859adc20e)

32 Et d'autres sites Internet, surtout américains, de « fact-checking », comme <http://www.factcheck.org> ; <http://www.politifact.com/> ou <http://www.snopes.com>

33 <http://www.lemonde.fr/lcs-decodeurs/>

34 <http://www.lemonde.fr/verification/>

35 Adrien Sénécat, Le Décodex passe les sites au crible. « Le Monde » lance un dispositif pour aider les internautes à repérer les informations les moins fiables, Le Monde du 3 février 2017 [http://www.lemonde.fr/lcs-decodeurs/article/2017/02/02/le-decodex-un-premier-pas-vers-la-verification-de-masse-de-l-information\\_5073130\\_4355770.html#mqY-gO2m8kpOG20wP99](http://www.lemonde.fr/lcs-decodeurs/article/2017/02/02/le-decodex-un-premier-pas-vers-la-verification-de-masse-de-l-information_5073130_4355770.html#mqY-gO2m8kpOG20wP99) ; accédé le 3 février 2017)

news »), les rumeurs, les demi-vérités pullulent. Ce ne serait en fait qu'à la source (facebook et google, notamment) que le filtrage des contenus serait envisageable.

Les Etats voudraient donc que facebook ou google agissent comme des régulateurs. Google a bien lancé un tel projet de vérification collective « First Draft » en partenariat avec différents médias, dont Le Monde, un système d'alertes aux fausses informations. Or ce filtrage est-il souhaitable et faisable ? Certains analystes en doutent.<sup>36</sup>

« Efficacité ? L'impression que laissent jusqu'ici ces initiatives est plutôt celle de plates-formes qui veulent montrer qu'elles ne restent pas inactives, mais hésitent à prendre le problème à bras-le-corps. Pour des raisons économiques : embaucher ou financer une armée de modérateurs et de fact-checkers mettrait à mal leur modèle, tout comme réduire le volume de contenus en circulation ou brider les utilisateurs. Mais aussi pour des raisons culturelles : fondées sur une idéologie libertaire, fascinées par le partage libre des connaissances, ces sociétés considèrent que tout ce qui limite la liberté d'expression dans son acception américaine est un danger. Non sans raison : comme l'expérimentent les internautes en Turquie, en Chine ou ailleurs, la frontière est mince entre le blocage validé démocratiquement par la loi et la censure politique. S'ils doivent assumer une plus grande part de responsabilité, les réseaux sociaux et grands opérateurs du Web font aussi figure de boucs émissaires commodes. Le succès viral d'informations outrageusement fausses ne s'appuie pas seulement sur la puissance des plates-formes de Facebook ou Google, mais aussi sur ce que l'on peut appeler, faute de mieux, 'l'envie d'y croire'. ... La propagande et la désinformation se nourrissent, d'abord et surtout, de cette terrible crise de confiance, face à laquelle représentants politiques et médias doivent faire preuve de la même énergie que celle qu'ils mettent à interpeller les plates-formes. »

### De la pensée fragmentée à la société fragmentée ?

Même si les contrevérités, les mensonges, les rumeurs y pullulent, l'Internet en général, et les réseaux sociaux (twitter, facebook, ...) en particu-

36 Alexis Delcambre et Damien Leloup, La traque ardue des « fake-news », Le Monde du 3 février 2017 [http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/02/02/la-traque-ardue-des-fake-news\\_5073312\\_3232.html#P0J1QYeyAjMLQUyI.99](http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/02/02/la-traque-ardue-des-fake-news_5073312_3232.html#P0J1QYeyAjMLQUyI.99), accédé le 3 février 2017)

lier, sont évidemment des vecteurs importants de transmission de savoirs et de connaissances. La voie de la transmission des connaissances à travers les réseaux sociaux est d'ailleurs prise de façon conséquente par le projet « Tweets from WW1 » initié à l'Université du Luxembourg » et qui a pour ambition de faire l'histoire de la première guerre mondiale à travers des tweets pratiquement quotidiens.<sup>37</sup> Le nouveau « Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History »,<sup>38</sup> créé à l'Université du Luxembourg se place également de façon résolue dans la perspective des « digital humanities ».

Le fait que les réseaux sociaux véhiculent beaucoup de mensonges et rumeurs invérifiées est bien connu et évidemment critiqué. Mais la fragmentation des connaissances qui est consubstantielle aux réseaux sociaux est rarement pointée du doigt. Or, la fameuse limite des 140 signes permises pour chaque tweet va évidemment de pair avec cette fragmentation et le format de twitter ne permet pas (ou peu) la mise en relation contextuelle. Les causalités de fond n'apparaissent que très rarement. Or, une des raisons d'être des sciences sociales est justement de s'intéresser aux relations entre événements, entre personnes, entre pensées, entre paroles ... On peut évidemment dire qu'il s'agit d'outils complémentaires à la transmission plus traditionnelle des savoirs et des connaissances (par des cours, des séminaires ...). Néanmoins il faut être conscient que les outils peuvent avoir une influence sur le contenu. Le fait de voir l'histoire – et la société – « en puzzle » peut être dangereux car l'assemblage n'est pas nécessairement facile. L'historien Serge Gruzinski n'est pas très optimiste :<sup>39</sup>

« Partout gavée d'une information fragmentée, souvent incontrôlable, plongée dans des univers où la distinction du vrai et du faux est balayée par une offre qui mêle à plaisir le virtuel, la réalité augmentée, le prétendument historique, la télé-réalité et le nonsense (chez Trump), cette humanité, et plus seulement l'Europe ou le monde occidental, saura-t-elle à temps générer des antidotes ou lui faudra-t-elle à nouveau traverser des décennies noires ? »

37 <https://twitter.com/realtimeww1?lang=en> ; et [http://h-europe.uni.lu/?page\\_id=621](http://h-europe.uni.lu/?page_id=621) pour une description succincte du projet.

38 <http://www.wfr.uni.lu/c2dh>

39 Serge Gruzinski, Le populisme fait sa toile, Libération du 1er mars 2017 ([http://www.liberation.fr/debats/2017/03/01/le-populisme-fait-sa-toile\\_1552549](http://www.liberation.fr/debats/2017/03/01/le-populisme-fait-sa-toile_1552549) ; accédé le 1er mars 2017)

Une évolution parallèle semble participer à cette fragmentation de la pensée. C'est la mise en cause de ce qu'on appelle les « corps intermédiaires » dans les systèmes politiques. On verra plus loin que la confiance dans les institutions et notamment dans les partis politiques tend à s'éroder. Or, les « corps intermédiaires », les syndicats, les organes consultatifs, les partis sont des organismes essentiels d'une démocratie où se confrontent les idées, les idéologies, les connaissances, où s'échafaudent des débuts de compromis et où la complexité de la vie en société est nécessairement présente. De l'autre côté, certaines formes de la démocratie directe (pétitions, référendum ...) sont, par leur essence, simplificatrices ou unidimensionnelles. Elles sont à la fois à l'origine et le résultat de cette fragmentation de la pensée (politique). Même les ONG (organisations non-gouvernementales) institutionnalisées sont pris dans le tourbillon de cette fragmentation. On peut donner l'exemple des innombrables ONG et des groupes informels qui se sont créés suite à l'afflux de réfugiés. C'est évidemment un signe de la vitalité de la société civile, mais les visées et les buts de ces associations sont très ponctuels, alors que les ONG « traditionnelles » sont généralement basées sur un corpus théorique, conceptuel et pratique plus étendu et plus complexe. Ces nouvelles formes d'engagement de la société civile sont d'ailleurs largement basées sur les réseaux sociaux. Et c'est là que se rencontrent la fragmentation des idées, des formes de communication et la fragmentation de la société.

### « Affect heuristic »

Au-delà de ces questions politiques ou médiatiques, et plus fondamentalement, ce sont les dispositions psychologiques des individus, leurs croyances et leurs émotions qui jouent un rôle crucial dans la perception des « faits ». Le prix Nobel d'économie, Daniel Kahnemann, dans son livre « Thinking fast and slow » reprend, pour caractériser ces dispositions, le terme « affect heuristic », popularisé par le psychologue Paul Slovic<sup>40</sup>. Kahnemann note que là où des émotions prédominent, les conclusions (rapides) évincent les arguments (plus lents à se construire) et les affects déterminent la perception du monde. Cela ne veut pas dire qu'il y a immu-

40 Paul Slovic, The affect heuristic, In : Gilovich, T., Griffin, D., Kahneman, D. (Eds.), 2002. Heuristics and Biases: The Psychology of Intuitive Judgment. Cambridge University Press, New York. pp. 397–420. (<http://bear.warrington.ufl.edu/brenner/mar7588/Papers/slovic-affect-heuristic-2002.pdf> ; accédé le 17.10.2016)

nité contre les informations et le raisonnement, mais la mise en oeuvre du raisonnement n'est pas automatique :<sup>41</sup>

« The dominance of conclusions over arguments is most pronounced where emotions are involved. The psychologist Paul Slovic has proposed an affect heuristic in which people let their likes and dislikes determine their beliefs about the world. Your political preference determines the arguments that you find compelling. If you like the current health policy, you believe its benefits are substantial and its costs more manageable than the costs of alternatives. ... The primacy of conclusions does not mean that your mind is completely closed and that your opinions are wholly immune to information and sensible reasoning. Your beliefs, and even your emotional attitude, may change (at least a little) when you learn that the risk of an activity you disliked is smaller than you thought. However the information of lower risks will also change your view of the benefits (for the better) even if nothing was said about benefits in the information you received. »

Kahnemann ajoute que le raisonnement constitue - très souvent - moins un instrument de critique des émotions qu'un instrument de confirmation de ces émotions, et on retombe ainsi sur le thème du « biais de confirmation ».

#### La « normalité » : entre la « moyenne » statistique et la « norme » morale

Qu'est-ce qui est normal ? La réponse peut paraître triviale. Ce serait ce qui se situe dans la moyenne, ce qui est « typique ». L'analyse factuelle et statistique véhicule, du moins implicitement, la notion de la « normalité », à travers les indicateurs de tendance centrale notamment, c'est-à-dire la moyenne, la médiane et le mode. En fait c'est plus complexe. La perception de la normalité se place dans un champ de tension entre les normes morales et normes statistiques, comme l'ont montré deux chercheurs de l'Université de Yale, A. Baer et J. Knobe :<sup>42</sup>

41 Daniel Kahnemann, *Thinking, Fast and Slow*, 2011 pp. 103-104

42 Adam Bear et Joshua Knobe, *Normality: Part descriptive, part prescriptive*, *Cognition*, 2016 Nov 10.  
(<https://campuspress.yale.edu/adambear/files/2016/11/Bear-Knobe-2016-Cognition-2872xtl.pdf> ; accédé le 2.1.2017)

« People's beliefs about normality play an important role in many aspects of cognition and life (e.g., causal cognition, linguistic semantics, cooperative behavior). But how do people determine what sorts of things are normal in the first place ? Past research has studied both people's representations of statistical norms (e.g., the average) and their representations of prescriptive norms (e.g., the ideal). Four studies suggest that people's notion of normality incorporates both of these types of norms. In particular, people's representations of what is normal were found to be influenced both by what they believed to be descriptively average and by what they believed to be prescriptively ideal. ... Taken together, these findings may help to explain how moral norms impact the acquisition of normality and, conversely, how normality impacts the acquisition of moral norms. »

#### Répétition et familiarité

Un biais cognitif supplémentaire semble lié au fait que la répétition de fausses nouvelles ou faux jugements rendrait ceux-ci plus plausibles. C'est du moins ce que suggèrent deux études de psychologie expérimentale dont les résultats ont été publiés respectivement en 1992 et en 2012. L'étude de 1992 par I. Begg et al. arrive à la conclusion suivante concernant l'impact de la « familiarité » :<sup>43</sup> « Our results indicate that one basis for belief is memory; people believe statements that confirm remembered information and doubt statements that contradict it ».

Dans sa publication de 2012, D. Polage décrit comme suit les résultats de son étude expérimentale :<sup>44</sup>

« Participants were exposed to false news stories, each portrayed by the investigator as true news stories. After a five week delay, participants who had read the false experimental stories rated them as more truthful and more plausible than participants who had not been exposed to the stories. In addition, there was evidence of the creation of false memories for the source of the news story. Participants who had previously read about the

43 Ian Maynard Begg, Ann Anas, and Suzanne Farinacci, *Dissociation of Processes in Belief: Source Recollection, Statement Familiarity, and the Illusion of Truth*, *Journal of Experimental Psychology: General*, 1992. Vol. 121. No. 4., pp. 446-458  
(<http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.220.6486&rep=rep1&type=pdf> ; accédé le 10.1.2017)

44 Danielle C. Polage, *Making up History: False Memories of Fake News Stories*, *Europe's Journal of Psychology*, *ejop.psychopen.eu* | 1841-0413, Research Reports  
(<http://ejop.psychopen.eu/article/viewFile/456/pdf> ; accédé le 10.1.2017)

stories were more likely to believe that they had heard the false stories from a source outside the experiment. These results suggest that repeating false claims will not only increase their believability but may also result in source monitoring errors. »

### Les limites de la rationalité

Dans un excellent article paru dans le magazine « The New Yorker », Elizabeth Kolbert s'interroge « Why facts don't change our minds ? »<sup>45</sup> « en s'appuyant sur les résultats d'expériences en laboratoire de psychologie parus dans des livres à paraître et présentés en avant-première par Kolbert. Et dans le sous-titre elle livre une conclusion peu optimiste qui va dans le sens de Kahnemann : « New discoveries about the human mind show the limitations of reason ». Une première expérience mentionnée par Kolbert - menée dans les années 1970 avec des étudiants de l'université de Stanford -, prouve que même si on montre à des personnes qu'elles ont été volontairement induites en erreur, celles-ci persévèrent dans leur opinion ou impression initiale (« Once formed, impressions are remarkably perseverant »).

Kolbert cite le livre « The Enigma of Reason », dans lequel Hugo Mercier et Dan Sperber<sup>46</sup> expliquent cette « irrationalité » par le fait que la raison (respectivement la rationalité), ne s'est pas développée pour résoudre des problèmes abstraits ou logiques ou même de tirer des conclusions à partir de données non-familiales ; elle se serait plutôt développée pour résoudre des problèmes posés par la vie en groupe : « Reason is an adaptation to the hypersocial niche humans have evolved for themselves ». Des habitudes de pensée considérées comme bizarres d'un point de vue intellectuel peuvent être perspicaces ou judicieuses du point de vue des interactions sociales. Ce serait une des raisons du « biais de confirmation » évoqué plus haut.

45 Elizabeth Kolbert, Why facts don't change our minds. New discoveries about the human mind show the limitations of reason, February 27, 2017 (<http://www.newyorker.com/magazine/2017/02/27/why-facts-dont-change-our-minds> ; accédé le 27.2.2017)

46 Dan Sperber, Hugo Mercier, The Enigma of Reason: A New Theory of Human Understanding, Harvard, April 2017

Mercier et Sperber estiment que la fonction du raisonnement doit être repensée. Cette fonction serait « argumentative »<sup>47</sup>

« Reasoning so motivated can distort evaluations and attitudes and allow erroneous beliefs to persist. Proactively used reasoning also favors decisions that are easy to justify but not necessarily better. In all these instances traditionally described as failures or flaws, reasoning does exactly what can be expected of an argumentative device: Look for arguments that support a given conclusion, and, ceteris paribus, favor conclusions for which arguments can be found. »

Il y a en outre l'effet que Sloman et Fernbach, dans leur nouveau livre, appellent « illusion of explanatory depth ».<sup>48</sup> Globalement les gens ont tendance à penser qu'ils savent beaucoup plus que ce qu'ils savent réellement. C'est un constat trivial. Ce qui l'est un peu moins est la persistance de cette croyance. Elle semble être due à l'appartenance à un groupe. Nous nous appuyons très souvent sur les connaissances et l'expertise d'autres personnes. Sloman et Fernbach estiment que la collaboration étroite dans un groupe peut faire que nous ne savons plus où nos connaissances (ou notre expertise) s'arrêtent et celles des autres commencent. Cette dépendance mutuelle peut être utile en tant que « communauté de connaissances ». Dans le domaine politique, elle peut aussi devenir dangereuse parce que nous avons l'« illusion de connaître ». Illusion qui selon Sloman et Fernbach favoriserait l'extrémisme et la polarisation politiques. En demandant aux participants d'une expérience en laboratoire psychologique d'expliquer et d'expliquer en profondeur des politiques, les attitudes deviennent plus modérées.<sup>49</sup>

Finalement dans son article paru dans « The New Yorker », Elizabeth Kolbert cite le livre de Jack et Sara Gorman intitulé « Denying to the

47 Dan Sperber, Hugo Mercier, : Why do humans reason? Arguments for an argumentative theory, Behavioral and brain sciences, (2011), 34, pp.57-111 (<http://www.dan.sperber.fr/wp-content/uploads/2009/10/MercierSperberWhydohumansreason.pdf> ; accédé le 15.12.2016)

48 Steven Sloman, Philip Fernbach The Knowledge Illusion: Why We Never Think Alone, Penguin, March 14, 2017

49 Voir également à ce sujet : Philip M. Fernbach, Todd Rogers, Craig R. Fox, Steven A. Sloman Political Extremism Is Supported by an Illusion of Understanding. Psychological Science, Psychological Science published online 25 April 2013 ([http://scholar.harvard.edu/files/todd\\_rogers/files/political\\_extremism.pdf](http://scholar.harvard.edu/files/todd_rogers/files/political_extremism.pdf) ; accédé le 27.2.2017)



Grave : Why We Ignore the Facts That Will Save Us »<sup>50</sup>. Les auteurs s'intéressent aux croyances persistantes qui sont scientifiquement fausses et potentiellement mortelles. Les auteurs prennent l'exemple du refus des vaccinations et de la dangerosité (mortalité) potentielle résultant de la détention d'armes. Là encore le « biais de confirmation » est évoqué comme explication possible. La peur de la complexité, les peurs conspirationnistes, le charisme d'un « leader » sont d'autres facteurs d'explication évoqués. A la fin du livre, les auteurs relèvent un défi : « The challenge that remains is to figure out how to address the tendencies that lead to false scientific belief ».

En appeler aux émotions semble être le plus efficace pour persuader les gens d'une thèse, d'une politique, d'une décision ... Or cela est contraire au but qui consiste à vouloir promouvoir des connaissances scientifiques « saines ».

### Entre le marteau et l'enclume

Les médias, et les producteurs et distributeurs de « faits » en général, sont donc pris entre le marteau et l'enclume : d'un côté ils sont confrontés à une (re)mise en question continue et radicale des faits relatés et d'un autre côté une demande tout aussi continue afin de disposer des faits vérifiables, même de la part de ceux qui voient dans les médias une « Lügenpresse ». Le sociologue Albert Ogien suggère que les médias ne se limitent plus à la « traque des faits », mais se donnent une mission politique de combat pour les fondements de la démocratie.<sup>51</sup>

« Fini la connivence entre politiques et médias, les échanges de bons procédés, les compromis passés au nom de la neutralité, l'exercice du métier limité à la traque des faits et à la vérification de leur objectivité. Face à des détenteurs du pouvoir qui savent détenir les moyens de brouiller toutes les pistes en jouant cyniquement des règles de l'activité journalistique, celle-ci devrait dorénavant remplir une mission proprement politique : combattre tout ce qui cherche à détruire les ferments d'une vie publique démocratique. »

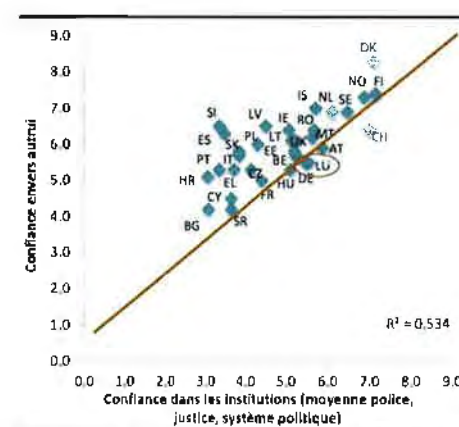
50 Sara E. Gorman, Jack M. Gorman, Denying to the Grave: Why We Ignore the Facts That Will Save Us, Oxford University Press, Sept. 2016

51 Albert Ogien, La guerre de l'info est déclarée, Libération du 22 décembre 2016 [http://www.liberation.fr/debats/2016/12/22/la-guerre-de-l-info-est-declaree\\_1536966](http://www.liberation.fr/debats/2016/12/22/la-guerre-de-l-info-est-declaree_1536966)

Mais évidemment, on ne manquerait pas de relever le caractère partisan des médias qui prendraient cette voie. Les statisticiens sont dans une situation encore plus difficile. Pour les offices statistiques, qui sont les fournisseurs par excellence de « faits », la mise en cause fondamentale de la « vérité » de ces faits, est une question vitale. Sachant que dans le débat politique partisan, les « faits » ne semblent plus jouer qu'un rôle marginal, la raison d'être même des instituts de statistique est implicitement attaquée. D'un autre côté, il y a un appel de la part des décideurs politiques, mais également de la part des décideurs économiques, pour disposer de plus en plus de faits « statistiques ». Sur le thème de l'« evidence-based policy » il y a un consensus, semble-t-il.

Pour les offices statistiques, une manière de répondre à ces défis se situe dans la politique de communication, même s'il ne s'agit pas d'une panacée. Pour contrer la désinformation, il faut notamment mettre les moyens dans le domaine des techniques de présentation, de la recherche et du style narratif. Le STATEC a commencé à aller dans cette direction en publiant des vidéos avec des explications du directeur du STATEC et des auteurs sur les statistiques ou sur les rapports publiés. Par ailleurs, la présentation des statistiques, la flexibilité d'utilisation, les outils de visualisation et l'interactivité avec les utilisateurs devront être améliorés. On a commencé à faire les premiers pas indispensables dans cette direction, mais il reste une marge de manoeuvre conséquente.

Figure 3 : Confiance dans les institutions et confiance interpersonnelle en Europe



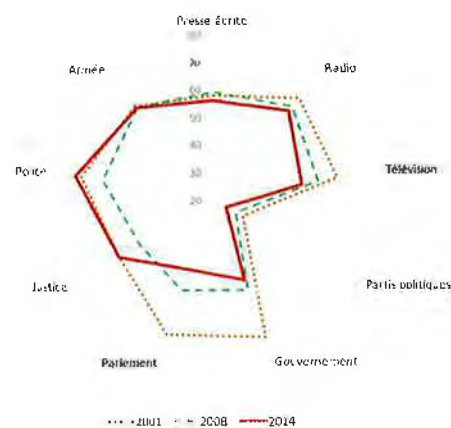
Source : EUROSTAT, STATEC

La question de la défiance



Aux questions du trop-plein d'informations et des biais d'information s'ajoute l'explosion de la défiance entre les personnes et envers ce qu'on appelle les élites économiques et politiques. En parallèle, la défiance se dirige clairement contre les institutions, moins contre les institutions d'ordre comme la police ou la justice que contre les « corps intermédiaires », c'est-à-dire les partis politiques, les syndicats ... En somme, l'ensemble des institutions qui devraient ou pourraient se charger de la médiation des conflits est touchée par la défiance. Je qualifierais cette défiance de structurelle (c'est-à-dire qu'elle s'est incrustée dans les structures de la société).

**Figure 4 : Confiance dans les diverses institutions au Luxembourg, 2001, 2008 2014**



Source : Eurobaromètre

Quelle est la situation globale au Luxembourg ? Le Grand-Duché se situe plutôt dans la moyenne des pays européens : un peu au-dessus de cette moyenne pour la confiance dans les institutions (le système politique, la police et la justice), alors que la confiance interpersonnelle (sociale) se place légèrement en-dessous de la moyenne. Les pays nordiques sont tout en haut de l'échelle de confiance, les pays de l'Est de l'Europe, et certains pays du Sud, comme la Grèce, Chypre et le Portugal, - mais aussi la France - tout en bas (voir figure 3).

L'enquête Eurobaromètre permet d'être un peu plus précis. La confiance dans les partis politiques était déjà basse il y a une douzaine d'années. Aujourd'hui c'est pire (seulement un peu plus de 20% de la po-

pulation ont confiance dans les partis). La confiance dans le parlement et dans le gouvernement au Luxembourg se situe aujourd'hui autour de 50% alors qu'il y a une dizaine d'années le pourcentage atteignait encore plus de 70%. A noter que le déclin de la confiance dans le gouvernement avait commencé dès 2011. Dans la comparaison européenne, la confiance dans les institutions politiques au Luxembourg reste toutefois assez élevée. Les institutions d'ordre, comme la police ou la justice, sont relativement épargnées par la défiance institutionnelle avec des pourcentages de confiance dépassant les 60%.<sup>52</sup>

Il convient de souligner que la confiance dans les médias traditionnels souffre également depuis une quinzaine d'années, cela certainement pour la télévision et la radio, un peu moins pour la presse écrite. Le pourcentage de résidents au Luxembourg ayant de la confiance dans la télévision passe de 65% en 2001 à 52% en 2014.

Dans un livre de synthèse, trois économistes français, Yann Algan, Pierre Cahuc et André Zylberberg analysent ce qu'ils appellent la « fabrique de la défiance ».<sup>53</sup> Il est vrai que la France est particulièrement touchée par le phénomène. C'est ce qu'on a appelé le « malaise français » ou encore, comme Alain Ehrenberg « la société du malaise »<sup>54</sup>. D'après Algan et al., ce malaise est caractérisé par une confiance entre les personnes très faible et une confiance dans les institutions également faible (mis à part quelques exceptions comme la confiance dans le système de santé). Mais l'évolution à la baisse de la confiance dans les institutions est assez générale dans les pays occidentaux, comme le montrent toutes les enquêtes menées sur le sujet.

On ne peut entrer dans le détail des raisons de cette évolution dans le contexte de la présente contribution,<sup>55</sup> mais il y a certains facteurs-clés

<sup>52</sup> En ce qui concerne, la question de la confiance interpersonnelle et institutionnelle au Luxembourg, voir

Paul Zahlen, La confiance dans les institutions publiques et la confiance envers autrui, In : Rapport Travail et Cohésion sociale 2015, STATEC, p. 199-236 (<http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/cahiers-economiques/2015/PDF-Cahier-120-2015.pdf> ; accédé le 25.11.2016)

<sup>53</sup> Yann Algan, Pierre Cahuc et André Zylberberg, La fabrique de la défiance, Paris, Albin Michel 2012

<sup>54</sup> Alain Ehrenberg, La société du malaise, Paris, Odile Jacob, 2010

<sup>55</sup> A noter qu'un membre de l'Institut grand-ducal, le regretté Guy Schuller a analysé de façon détaillée, le cadre théorique des relations entre la confiance et l'économie :

comme la globalisation (qui rend les politiques nationales inopérantes ou qui les marginalisent) ou encore l'individualisation. Les liens traditionnels, comme la famille, mais également les syndicats ou les associations locales, se sont affaiblis, et n'ont pas (ou peu) été remplacés par des formes de solidarité nouvelles. D'autres études montrent que la confiance est liée à la perception des distances sociales et de la hiérarchisation des sociétés. En d'autres mots : dans les pays égalitaires (comme ceux d'Europe du Nord), la confiance est plus développée.

Peut-être plus grave : la crise de la confiance crée une société minée par les angoisses et les peurs ; peurs qui, loin d'être superficielles, s'incrustent dans la vie des gens. Comme le disent Algan, Cahuc et Zylberberg en s'inspirant des travaux d'Ulrich Beck sur la société du risque :

« Le contraire de la confiance n'est pas seulement la défiance, mais l'angoisse et la terreur existentielle. Les sociétés préindustrielles étaient marquées par des risques mortels, comme la sécheresse ou les épidémies qui relevaient de la fortuna, de la responsabilité des dieux et non des hommes. C'était donc surtout la foi et non la confiance qui importait pour apaiser les angoisses humaines. La société moderne offre une image inversée : la majorité des risques sont perçus comme relevant directement de l'action des hommes et c'est pourquoi nos sociétés modernes sont aussi fortement anxiogènes. Pouvoir faire confiance aux autres, pouvoir croire en la capacité des autorités publiques à réguler les crises tant économiques (crise financière, fermeture d'entreprises ...) qu'environnementales (Tchernobyl, Fukushima ...) et sanitaires (crise de la vache folle, grippe H1N1 ...) permet de surmonter nos angoisses les plus profondes ».<sup>56</sup>

Aux Etats-Unis, des chercheurs ont attribué le déclin structurel de la confiance interpersonnelle et de la confiance dans les institutions – qui sont souvent considérés comme indicateurs de ce que l'on appelle le « capital social » – à l'augmentation des inégalités et de la pauvreté :<sup>57</sup>

Guy Schuller, *Economic et confiance*, in : Actes de la section des sciences morales et politiques de l'Institut grand-ducal, 2004

56 Algan, Cahuc, Zylberberg, op. cit.

57 Jean M. Twenge, W. Keith Campbell, and Nathan T. Carter, *Declines in Trust in Others and Confidence in Institutions Among American Adults and Late Adolescents, 1972–2012*, *Psychological Science*, 2014, Vol. 25(10), 1914–1923 ([http://psychology.uga.edu/sites/default/files/CVs/Twenge%20et%20al.\\_2014\\_Psychological%20Science.pdf](http://psychology.uga.edu/sites/default/files/CVs/Twenge%20et%20al._2014_Psychological%20Science.pdf), accédé le 30.10.2016) ; voir également, concernant la perte de la confiance dans les institutions aux Etats-

« These declines in social capital may be linked to economic conditions. Rising income inequality predicts lower trust over time, and poverty rates predict lower confidence in institutions. As other research and theory predicts, social capital wanes when more citizens are struggling economically and the gap between the rich and poor widens. ... The decline of social capital is a profoundly negative trend for a democracy, a system of government predicated on the few representing the interests of the many. These results suggest that Americans are increasingly less likely to trust others, both on an individual level and as a collective. The trend is not limited to distrust in government ; the declines also appear in Americans' confidence in institutions unconnected to the government, such as medicine, religion, the news media, and TV ».

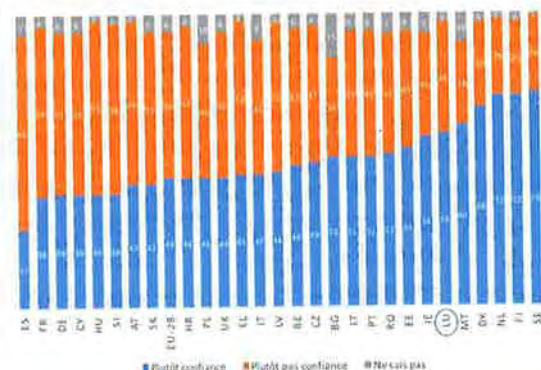
### La confiance dans les statistiques

La défiance institutionnelle touche-t-elle également l'institution statistique ? Même si les statisticiens font des efforts constants pour asseoir leur crédibilité ou leur autorité, il n'est pas certain qu'ils puissent lutter contre un délitement plus général de la confiance dans les institutions.

Cependant, d'après les données disponibles, il semble bien que confiance dans les statistiques dites « officielles » et dans l'institution qui les produisent au Luxembourg, c'est-à-dire le STATEC, reste encore très forte.

D'après l'enquête Eurobaromètre, en 2015, près de 60% des personnes interrogées au Luxembourg font plutôt confiance aux statistiques officielles. En France, mais aussi en Allemagne, ils n'étaient même pas 40%. En Suède, en Finlande aux Pays-Bas, mais également à Malte, la confiance est encore plus répandue qu'au Luxembourg.

Unis, Bill Bishop, *Americans have lost faith in institutions. That's not because of Trump or 'fake news.'* Everything about modern life works against community and trust, *Washington Post*, March 3, 2017 ([https://www.washingtonpost.com/posteverything/wp/2017/03/03/americans-have-lost-faith-in-institutions-thats-not-because-of-trump-or-fake-news/?hpid=hp\\_name\\_opinion-card-e%3Ahomepage%2Fstory&utm\\_term=.6ad12ffb5a2f](https://www.washingtonpost.com/posteverything/wp/2017/03/03/americans-have-lost-faith-in-institutions-thats-not-because-of-trump-or-fake-news/?hpid=hp_name_opinion-card-e%3Ahomepage%2Fstory&utm_term=.6ad12ffb5a2f), accédé le 3.3.2017)

**Figure 5 : Confiance dans les statistiques publiques, 2015**

Source Eurobaromètre n° 83.3 (enquête en 2015, résultats publiés en 2016)

Une étude du directeur du STATEC, Serge Allegrezza, faite en 2014, sur la base d'une enquête spécifique réalisée à l'occasion des fêtes du cinquantième du STATEC, va dans le même sens.<sup>58</sup> Environ 4 personnes sur 5 faisaient confiance au STATEC, une des institutions luxembourgeoises les plus fiables selon l'enquête. Et plus de 80% expriment une opinion positive à l'égard du STATEC.

#### **Les facteurs généraux de confiance dans les statistiques : indépendance, transparence, méthodologie solide, réputation**

L'OCDE attribue le degré de confiance dans les statistiques à 3 sortes de facteurs, des facteurs structurels (indépendance, objectivité, transparence, impartialité), des facteurs purement statistiques (méthodologie) et des facteurs de réputation :<sup>59</sup>

1. des facteurs structurels, par exemple la mesure dans laquelle les statistiques sont, ou sont perçues comme étant objectives et indépendantes, impartiales et non-partisanes, c'est-à-dire non soumis à ingérence politique. Au Luxembourg près des 2/3 des personnes sont d'avis que les statistiques fournies par le STATEC ne sont pas influencées par des

58 Serge Allegrezza, La confiance dans les statistiques publiques, Economic et statistiques, Working papers, n° 74, avril 2014 (<http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/economic-statistiques/2014/74-2014.pdf> ; accédé le 1.10.2016)

59 OECD, Measuring trust in official statistics. Cognitive testing. June 2011 (<https://www.oecd.org/std/50027008.pdf> ; accédé le 1.10.2016)

considérations politiques. Parmi les facteurs structurels, il y a aussi la transparence : par exemple, les dates de diffusion sont publiées à l'avance; des explications claires sont données pour des modifications ou révisions, etc.

2. La confiance est également influencée par des facteurs purement statistiques, c'est-à-dire des procédures statistiques solides et des résultats de qualité ; mais ce facteur ne me semble plutôt applicable aux chercheurs qu'au grand-public qui a toutes les peines du monde à suivre les raisonnements statistiques et *a fortiori* les aspects méthodologiques lui échappent. Pour le reste je pense qu'il faut faire confiance à l'éthique professionnelle des statisticiens.
3. Et finalement, la confiance dans les statistiques officielles dépend de facteurs de réputation, qui sont à leur tour affectés par un certain nombre de pratiques nationales :
  - a) Parmi ces facteurs de réputation, il y a d'abord un engagement d'informer le public, grâce à la fourniture de statistiques pertinentes, sur les grands enjeux d'importance nationale.
  - b) Un autre facteur de réputation est la consultation régulière des fournisseurs et des utilisateurs de données. La consultation des fournisseurs, plutôt la coordination de ces fournisseurs (en gros le STATEC et les services statistiques des ministères), est faite actuellement au sein du Comité des statistiques publiques avec le STATEC comme tête de réseau. Les fournisseurs et les utilisateurs de statistiques se rencontrent au sein du Conseil supérieur des statistiques.
  - c) Enfin, un dernier facteur de réputation : avoir des procédures pour répondre aux médias lorsque la médiatisation des statistiques est trompeuse ou inexacte.

Je pense que le fait de vouloir corriger les erreurs des médias est une arme à double tranchant et il faudra y aller à pas comptés pour ne pas heurter les susceptibilités des uns et des autres. Et en fait, si les médias donnent parfois des informations erronées cela peut également être dû aux faiblesses des statisticiens ayant commenté et publié et les chiffres. De ces faiblesses, la plupart des statisticiens en sont conscients, mais dans un en-



vironnement social ayant une grande aversion pour l'insécurité, il n'est pas aisé, ni peut-être indiqué de les étaler, ces faiblesses.

Le code de bonnes pratiques de la statistique européenne<sup>60</sup> auquel le STATEC a souscrit va justement dans le sens du renforcement des facteurs de confiance évoqués. Parmi les éléments que les instituts statistiques doivent respecter selon le code il y a l'indépendance, la transparence, la mise en place de procédures statistiques transparentes et de qualité etc. La loi du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques va dans le même sens.<sup>61</sup>

### Les facteurs de confiance spécifiques au Luxembourg

Quels sont les facteurs spécifiques au Luxembourg expliquant la confiance dans la statistique publique :

1. Contrairement à d'autres pays, les travaux du STATEC, tout au long de son histoire, n'ont été que très exceptionnellement pris entre le marteau et l'enclume des débats politiques partisans. Il y a eu évidemment quelques polémiques autour de l'indice des prix ou des prévisions économiques. Cependant, la seule véritable exception est, probablement la très longue discussion sur le suicide de la nation provoquée dans les années 1970 par le rapport Calot<sup>62</sup> ; rapport qui fut relayé par les publications du directeur du STATEC de l'époque Georges Als<sup>63</sup>, le regretté secrétaire général de cette institution. Mais au fond ce ne sont pas les chiffres qui étaient contestés. On était clairement à une époque de natalité très faible et on ne pouvait que difficilement prévoir le retournement de la tendance de la natalité, ni l'explosion des migrations.<sup>64</sup> Ce sont plutôt les concepts de suicide de la nation ou encore - déjà - la

60 Code de bonnes pratiques de la statistique européenne (accessible à partir de la page Internet <http://ec.europa.eu/enrostat/fr/web/quality/european-statistics-code-of-practice>)

61 <http://www.statistiques.public.lu/fr/acteurs/statec/missions/nouvellostatec.pdf>

62 Gérard Calot, La démographie du Luxembourg: passé, présent et avenir: rapport au président du gouvernement, cahiers économiques, no. 56, série D, Statec, Luxembourg, septembre 1978

63 Georges Als, Douze thèmes de discussion sur : le rapport Calot et l'avenir du Luxembourg, in : Bulletin du Statec, Luxembourg, Vol. 24(1978), n° 8, p. 295-304

64 Jean Langers, Premier "Rapport Calot" : Démographie et marché du travail : Prévisions et réalité, in STATEC, L'économie luxembourgeoise Kaléidoscope 2008, 2008.

question de l'identité du pays (et de la définition de cette identité) qui ont fait débat.

2. Le STATEC, sous ses directeurs successifs, Georges Als, Robert Weides et Serge Allegrezza - très divers concernant leur approche du travail statistique - a toujours gardé une certaine distance par rapport au pouvoir politique. D'ailleurs dans le code de bonnes pratiques de la statistique européenne, une sorte de code d'éthique de la statistique mis en place récemment au niveau européen, l'indépendance des producteurs de statistiques est un des piliers.
3. Le STATEC ne s'est que très rarement osé sur des terrains minés. Les affirmations à l'emporte-pièce ou politiquement sensibles ont été assez rares. Dans les statistiques sociales notamment, malgré des opinions politiques souvent bien arrêtées des responsables, les auteurs des publications se sont tenus la plupart du temps à des commentaires assez neutres. Il s'agit d'une culture de statistique descriptive plutôt que d'une culture de recherche des déterminants de phénomènes. C'est peut-être parfois frustrant pour la politique, mais la modélisation, c'est-à-dire le choix des hypothèses, qui est sous-jacente à la statistique analytique provoque parfois plus de remous improductifs que de discussions constructives.
4. Les thèmes traités par les statisticiens dits officiels au Luxembourg sont généralement choisis le long de chemins balisés. Et ces balises sont en fait les règlements européens qui mettent en place des enquêtes-types dont le Luxembourg ne s'éloigne guère. Je citerai, dans le domaine social, l'enquête sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC), dont est tiré le taux de risque de pauvreté, et l'enquête sur les forces de travail (EFT) dont est tiré le taux de chômage (au sens du BIT).
5. Cette conformité à la norme européenne, va au-delà de l'harmonisation des variables des enquêtes. Les indicateurs sociaux et économiques publiés au Luxembourg sont très largement des indicateurs européens. Dans les grands pays européens, notamment en France, il y a des indicateurs concurrents ... d'où parfois une cacophonie concernant la mesure d'un même phénomène.

Au Luxembourg on reste très près de la grille de lecture européenne, notamment parce qu'il n'est pas possible de multiplier les enquêtes

dans un petit pays comme le Luxembourg. Je vais revenir à cette question. Or cette grille statistique européenne et ses indicateurs – dans le domaine de la pauvreté et des revenus, dans celui du marché du travail, etc. – est déjà le fruit de discussions techniques et politiques et de compromis politiques et scientifiques. L'effet positif, si on peut dire, est donc que les indicateurs sont des indicateurs assez consensuels de par leur construction. L'effet négatif réside dans le fait que certains besoins spécifiques du pays ne sont pas très bien pris en compte.

Je voudrais cependant donner un exemple où le Luxembourg a un peu quitté le chemin balisé. Afin de donner un éclairage sur un des phénomènes socio-culturels les plus intéressants du Luxembourg, à savoir le multilinguisme, deux questions ont été ajoutées aux variables du recensement de 2011 prévus par le règlement européen sur le recensement. Une question concernait la langue principale (celle dans laquelle on pense) et l'autre les langues parlées habituellement à la maison ou au travail. Quelques études scientifiques innovantes de la part de Fernand Fehlen et Andreas Heinz ont été tirées de ces variables<sup>65</sup>. Cela n'a cependant pas empêché que la discussion qui est menée actuellement sur le rôle du luxembourgeois, passe largement à côté de la réalité et de la complexité du multilinguisme et de la multi-culturalité luxembourgeoise.

65 Fehlen, Fernand, Andreas Heinz, Die Luxemburger Mehrsprachigkeit: Ergebnisse einer Volkszählung. Bielefeld : Transcript, 2016

### Principales enquêtes communautaires menées au Luxembourg MÉNAGES

- Enquête sur les forces de travail (continue - 18000 personnes interrogées par an)
- Statistiques sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) (annuelle)
- Enquête sur l'éducation des adultes (tous les 4 ans)
- Enquête européenne par entretien sur la santé (tous les 4 ans en principe, menée au Luxembourg sous la responsabilité du Ministère de la Santé))
- Statistiques communautaires sur la société de l'information (annuelle - ménages)
- Enquête sur le budget des ménages (continue)
- Enquête sur le comportement touristique des ménages (annuelle)
- Recensement de la population (décennal)

### ENTREPRISES

- Enquête activité économique
- Enquêtes structurelles des entreprises (7 questionnaires différents pour les domaines suivants: activités commerciales, industrie, construction, hébergement et restauration, transports, services et un formulaire sur les investissements pour tous)
- Enquête communautaire sur l'innovation + R&D (annuelle)
- Enquête sur la structure des salaires (tous les 4 ans en alternance avec l'enquête sur le coût de la main-d'œuvre)
- L'enquête sur le niveau et la structure du coût de la main-d'œuvre
- Enquête européenne sur le transport routier de marchandises
- Enquête sur la formation professionnelle continue
- Statistiques communautaires sur la société de l'information (entreprises)

### La vulnérabilité des statistiques officielles au Luxembourg

Cela montre aussi qu'il serait illusoire de croire que les statistiques au Luxembourg ne sont pas vulnérables.

1. Comme le dit Serge Allegrezza : « La statistique n'est pas en-dehors du champ social, elle est consubstantielle à la construction d'un espace

cognitif, c'est-à-dire « un espace qui permet la connaissance », et où les médias jouent un rôle crucial dans la perception, par le grand public, de la fiabilité des chiffres »<sup>66</sup>. Et les médias n'ont évidemment pas le même agenda que l'office statistique.

2. La question de la protection des données personnelles se pose avec une acuité encore plus grande dans un petit pays comme le Luxembourg que dans d'autres pays plus grands (surtout au moment du recensement).
3. Pratiquement toutes les enquêtes communautaires sont obligatoires. Cela ne laisse que peu de place à des demandes spécifiques de l'administration publique et de la société civile luxembourgeoise. Par ailleurs, avec des moyens relativement limités (moins de 200 personnes), le STATEC doit mener à bien un programme d'enquêtes et de statistiques européennes que d'autres offices statistiques réalisent avec plusieurs milliers de personnes. A l'INSEE en France travaillent quelque 5900 personnes, auxquelles il faut ajouter environ 1900 personnes dans les services statistiques des ministères. Evidemment il y a un effet d'échelle, mais les charges ne sont pas proportionnelles à la dimension du pays. Ainsi, pour des raisons de méthodologie statistique, les tailles des échantillons ne peuvent pas tomber en-dessous d'un certain seuil. Par exemple, l'échantillon de l'enquête sur les revenus et les conditions de vie au Luxembourg est de plus de 11000 personnes, soit près de 2% de la population, au Danemark la taille de l'échantillon est d'environ 13000 personnes sur une population de 5.7 millions d'habitants, soit 0,2% de la population. Dans des pays comme la France et l'Allemagne, le pourcentage est évidemment encore beaucoup plus faible. Cela nous amène au 4ème facteur de vulnérabilité :

- 4) La population luxembourgeoise est sur-enquêtée et les entreprises sont très sollicitées par les statisticiens. Il y a beaucoup plus de probabilité de faire partie d'une enquête au Luxembourg que dans les pays plus grands.

Il en résulte un taux de réponse très bas qui se situe à la limite de ce qui est acceptable méthodologiquement. Pour la plupart des enquêtes sociales, le taux de réponse se situe autour de 30% et même souvent

66 Sergio Allegrezza, op. cit.

un peu en-dessous. Et le STATEC n'est pas seul sur le marché des enquêtes. Il y a notamment une société bien implantée au Luxembourg, TNS-ILRES, qui – grâce à cette implantation ancienne – est ou était souvent considérée comme un organisme statistique officiel ou officieux.

Un taux de réponse très bas peut causer un biais important dans les résultats des enquêtes. En principe, d'après la loi instituant le STATEC, les enquêtes faites par le STATEC sont obligatoires. Les articles 12 à 14 de la loi sont consacrés à cette obligation et prévoient même une amende en cas de non-réponse. Ces dispositions ont déjà été utilisées, quoique rarement – dans le domaine des enquêtes économiques auprès des entreprises, mais jamais dans le domaine des statistiques sociales. Mais, en cas d'utilisation de l'arsenal légal, il y a évidemment un risque de fédérer les ressentiments contre les statistiques et l'office statistique.

Figure 6 : La taille des échantillons de l'enquête sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC) dans les pays européens

EU-Member States	Households		Persons aged 16 or over to be interviewed	
	Cross-sectional	Longitudinal	Cross-sectional	Longitudinal
Belgium	4 750	3 500	8 750	6 500
Bulgaria	4 500	3 500	10 000	7 500
Czech Republic	4 750	3 500	10 000	7 500
Denmark	4 250	3 250	7 250	5 500
Germany	8 250	6 000	14 500	10 500
Estonia	3 500	2 750	7 750	5 750
Greece	4 750	3 500	10 000	7 250
Spain	6 500	5 000	16 000	12 250
France	7 250	5 500	13 500	10 250
Ireland	3 750	2 750	8 000	6 000
Italy	7 250	5 500	13 500	11 750
Cyprus	3 250	2 500	7 500	5 500
Latvia	3 750	2 750	7 500	5 500
Lithuania	4 000	3 000	9 000	6 750
Luxembourg	3 250	2 500	6 500	5 000
Hungary	4 250	3 500	10 250	7 750
Malta	3 000	2 250	7 000	5 250
Netherlands	5 000	3 750	8 750	6 500
Austria	4 500	3 250	8 750	6 250

Source : EUROSTAT

Comme les enquêtes en face-à-face sont intensives en ressources humaines et coûteuses, les enquêtes par téléphone se sont développées au cours des dernières décennies. L'échantillon pour ces enquêtes est généralement tiré sur base des annuaires téléphoniques des lignes fixes. Étant donné que les lignes fixes sont de moins en moins présentes dans les ménages, cette technique d'enquête est remise en cause. A noter



que les bureaux statistiques officiels et les sociétés privées de sondages recourent de plus en plus aux enquêtes en ligne (par Internet), qui posent des problèmes spécifiques, comme celui de l'auto-sélection.<sup>67</sup>

« Aujourd'hui, les chercheurs concluent qu'il est parfois possible d'utiliser les enquêtes en ligne comme mode de collecte des données pour les besoins de statistiques officielles mais que les erreurs sont encore importantes et qu'il est encore nécessaire d'approfondir la recherche pour établir comment procéder pour recueillir, dans ces conditions, des données de qualité. L'erreur due à l'auto-sélection est très forte. Elle est réduite par la repondération mais non résolue. »

Finalement, il convient d'ajouter que les enquêtes sont de plus en plus lourdes, même si elles doivent respecter en théorie le principe de la limitation de la charge de réponse des enquêtés et de la charge de travail des offices statistiques (selon le code de bonnes pratiques de la statistique européenne). Comme l'office statistique européen doit trouver des compromis concernant les variables à inclure dans les enquêtes et satisfaire à la fois les institutions européennes – comme la Commission européenne – et les pays membres, cette limitation du volume des enquêtes n'est cependant que théorique. Imperceptiblement des variables destinées d'abord à n'être que temporaires pour une année donnée s'incrémentent dans les enquêtes. Un exemple : l'enquête sur les revenus et les conditions de vie -EU-SILC) prend une heure en moyenne (beaucoup plus dans certains cas).

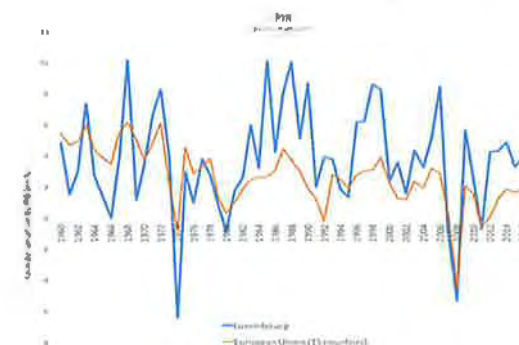
- 5) En temps de crise surtout, soit les « chiffres » sont considérés comme « trop » mauvais ou « trop » bons ; mais souvent, et surtout par les temps de défiance qui courent, le côté négatif des « nombres » semble prédominer dans la perception du public. D'ailleurs, si on fait une analyse du débat politique et social au cours des 40 dernières années au Grand-Duché, le discours de crise n'a jamais cessé. Ce qui est en totale contradiction avec les taux de croissance exceptionnels atteints par le pays, du moins sur la période de 1985 à 2008. A titre d'exemple, la discussion du rapport Fontagné publié fin 2004<sup>68</sup> - qui relève les faiblesses

67 Régis Bigot, Patricia Croutte, Fanette Recours, Enquêtes en ligne : peut-on extrapoler les comportements et les opinions des internautes à la population générale ?, Département « Conditions de vie et Aspirations des Français », 2010 (<http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C273.pdf>)

68 Lionel Fontagné, Compétitivité au Luxembourg, Une paille dans l'acier, 2004

de l'économie luxembourgeoise - tombe dans une période où l'économie du Luxembourg (re)commence à atteindre des taux de croissance économique étonnants, avec des valeurs pratiquement « chinoises » en 2006 (plus de 5% de croissance) et en 2007 (8.4 %). En d'autres mots, les diagnostics des scientifiques se trouvent très fréquemment en porte-à-faux par rapport à la réalité ... sans que cela soit nécessairement de leur responsabilité et même souvent sans mettre en cause le fonds de leurs conclusions.

**Figure 7 : Variation annuelle du PIB au Luxembourg et dans l'Union européenne, 1960-2016**



Source : EUROSTAT

- 6) Au Luxembourg, les révisions des agrégats de la comptabilité nationale, c'est-à-dire le PIB en général, la production, les investissements ou encore la consommation sont assez fréquentes et d'une ampleur considérable. Ces révisions peuvent également ébranler la confiance dans les statistiques. Elles peuvent néanmoins s'expliquer : au Luxembourg l'impact d'une branche économique et même parfois d'une seule unité économique est fréquemment déterminant dans les agrégats de la comptabilité nationale. Et souvent les données de base sont incomplètes lors de la publication des chiffres de la comptabilité nationale dont les dates de publication sont cependant fixées par la réglementation européenne. La précision des prévisions économiques s'en ressent aussi.

(<http://www.gouvernement.lu/4104757/rapport-fontagne>)

## Une société plus large - et plus complexe - que le territoire

Suite à la croissance exceptionnelle de l'économie luxembourgeoise, les migrations de travail ne sont pas exclusivement constituées par l'immigration sur le territoire du Grand-Duché, mais encore par les migrations frontalières quotidiennes.

Il en résulte que, du moins en journée, la « société » qui se forme sur le territoire est beaucoup plus complexe que la seule « population résidente » et elle a de très nombreuses couches.<sup>69</sup> Les enquêtes - qui sont en règle générale limitées aux résidents - ne peuvent rendre compte de cette complexité, cela d'autant plus que les frontaliers « exportent » également certaines caractéristiques (modes de vie) dans les régions frontalières.

Étendre le champ d'investigation de certaines enquêtes sociales (mais également économiques) à l'ensemble de la Grande-Région serait donc un premier pas pour appréhender la société « luxembourgeoise » dans sa complexité réelle. Mais bien évidemment, c'est là qu'intervient la question du coût, tout comme la question politique de l'importance accordée à la région.

## 2. Des mots aux « choses » et vice-versa

Dans ce qui suit, on s'appuiera notamment sur les travaux d'Alain Desrosières,<sup>70</sup> qui est décédé en 2013. Desrosières était statisticien de l'INSEE, mais également un des historiens les plus connus, et on pourrait aussi dire « sociologue », de la méthode statistique et des statistiques. Un autre ouvrage très inspirant est celui d'Alain Supiot intitulé « La gouvernance par les nombres » qui rassemble ses cours faits au Collège de France entre 2012 et 2014.<sup>71</sup>

69 Voir sur cette ouverture liée à la petite dimension du pays : Gérard Trausch, La triple ouverture économique, démographique et socioculturelle du Luxembourg ; in: Actes de la Section des Sciences morales et politiques, Institut grand-ducal, Bd. VI; 2002

70 Et plus spécifiquement:

- Alain Desrosières, La Politique des grands nombres : Histoire de la raison statistique, Paris, La Découverte, 2000, 2e éd. (1re éd. 1993)

- Alain Desrosières, Prouver et gouverner : Une analyse politique des statistiques publiques, La Découverte, 2014 (Recueil posthume de textes choisis et rassemblés par Emmanuel Didier)

71 Alain Supiot, La Gouvernance par les nombres, Fayard, Paris 2105

## Inflation statistique

Le titre de l'ouvrage de Supiot évoque la place de plus en plus grande du chiffre - des statistiques - dans le débat public, mais également dans et par le « gouvernement ». Olivier Rey décrit très bien cette inflation statistique récente et l'hégémonie des nombres en résultant :<sup>72</sup>

« Au commencement était le Verbe, il semble qu'à la fin tout doive devenir nombre. Là où étaient les mots, les chiffres adviennent (ou les courbes, les cartes, les diagrammes qui en sont tirés). Lorsque ce qui était à même d'orienter dans la vie a été rongé par la critique, lorsque l'expérience individuelle n'est plus à la mesure de sociétés trop complexes et trop changeantes, les nombres deviennent les ultimes garants de la réalité, et non seulement calibrent le monde, mais colonisent jusqu'à l'intime. On parle de *quantified self*. La santé n'est plus ce que l'on ressent, mais ce dont les mesures attestent ... Dans la vie publique, le règne du nombre est encore plus prégnant. Personne ne saurait parler sérieusement de l'état de la société et discuter politique sans se référer aux informations quantitatives délivrées par des organismes, institutions, agences spécialement dédiés à leur production : taux de croissance, taux de chômage, d'inflation, d'endettement, de déficit, indices boursiers, chiffres de la délinquance, de construction, du commerce extérieur, de l'immigration etc. (Avec le traité de Maastricht), pour la première fois dans l'histoire, des États se sont liés autour de grandeurs statistiques, élevées au rang d'éléments explicites de l'exercice du droit ».

Parfois, la statistique « n'apparaît plus comme ce qui nous renseigne sur le monde, mais comme ce qui nous en sépare », mais parfois elle devient « plus réelle que le réel »<sup>73</sup> Cependant, « lancer des anathèmes demeure vain » et « améliorer notre intelligence des choses » est nécessaire.<sup>74</sup> Dans ce qui suit on essaiera modestement d'y contribuer.

## Le paradoxe : discuter l'indiscutable

Comme le dit Desrosières : des « objets » comme le chômage, l'inflation, la croissance, la fécondité, la natalité, la pauvreté ... et la mesure de ces objets « constituent des points d'appui pour décrire des situations

72 Olivier Rey, Quand le monde, s'est fait nombre, Stock, 2016, pp. 8-10

73 op. cit., p. 10

74 op.cit. p. 11

économiques, pour dénoncer les injustices sociales et justifier les actions politiques ».

Le travail statistique a donc un triple débouché :

- le savoir - la description et l'analyse statistique,
- la prescription - les actions politiques qui seront menées sur base des « faits »
- et être à la base de discussions politiques ou encore de la dénonciation des injustices sociales ou politiques.<sup>75</sup>

Les mesures statistiques fournissent en principe une langue stable et largement acceptée comme base des débats. Mais cela conduit à un paradoxe :

- les statistiques sont supposées être les références du débat, autrement dit elles sont en principe considérées comme au-dessus de la mêlée, objectives et donc « indiscutables »,
- mais d'un autre côté on discute de ces objets statistiques, p.ex : quel est le « véritable » taux de chômage<sup>76</sup>, quel est le « véritable » taux de criminalité<sup>77</sup>, etc. Comment peut-on alors penser une discussion qui porte précisément sur les objets statistiques ; peut-on discuter l'indiscutable ?

Il y a deux sortes de controverses : l'une porte essentiellement sur la mesure, l'autre sur l'objet lui-même. La première sorte de controverses - qui porte donc sur la mesure - présuppose que la réalité de la chose à mesurer est indépendante de l'activité de mesure. Ce n'est pas l'objet qui est discuté, mais plutôt la façon de mesurer, les méthodes statistiques et leur fiabilité. Ce sont souvent des discussions entre statisticiens ou entre statisticiens et chercheurs.

Dans le deuxième cas de controverses, l'existence et la définition de l'objet lui-même sont perçus comme des conventions qui sont susceptibles d'être discutées publiquement.

75 Alain Desrosières, La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique, Editions La Découverte, Paris, 2000

76 Voir plus loin dans la présente contribution

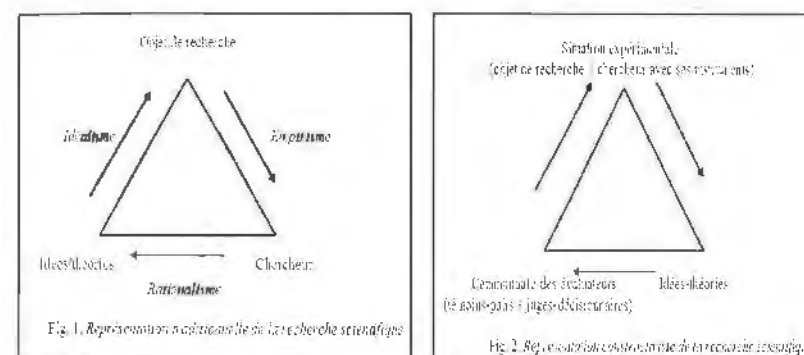
77 Voir l'introduction de la présente contribution

Les schémas proposés par l'économiste Vladimir Yefimov (voir figure 8), semblent bien résumer les deux façons de voir le fonctionnement de la recherche scientifique.<sup>78</sup> Une vue traditionnelle et une vue constructiviste. Le premier schéma résume l'approche dite traditionnelle de la recherche scientifique. Comme le dit l'auteur de ce schéma :

« Le dualisme cartésien, qui est à l'origine de la représentation traditionnelle de la recherche scientifique, sépare l'objet du sujet, le fait de la valeur, la théorie de la pratique, la réflexion de l'action, le raisonnement de l'observation, la déduction de l'induction ».<sup>79</sup>

Partir d'un modèle, respectivement d'une théorie au cas particulier est un raisonnement déductif. Dans le domaine de la science économique, Milton Friedman a décrit cette approche comme suit : « Une théorie est la manière dont nous percevons les 'faits', et nous ne pouvons pas percevoir les 'faits' sans une théorie »<sup>80</sup> Cela correspond globalement à ce qu'on pourrait appeler le rationalisme.

**Figure 8 : Représentation traditionnelle et constructiviste de la recherche scientifique**



Source : Vladimir Yefimov, « Vers une autre science économique (et donc une autre institution de cette science) », Revue du MAUSS permanente, 10 mai 2010 [en ligne]. (<http://www.journaldumauss.net/?Vers-une-autre-science-economique>)

78 Vladimir Yefimov, « Vers une autre science économique (et donc une autre institution de cette science) », Revue du MAUSS permanente, 10 mai 2010 [en ligne] : <http://www.journaldumauss.net/?Vers-une-autre-science-economique>

79

80 Friedman M., 1953, "Methodology of Positive Economics", in Milton Friedman, Essays in Positive Economics, The University of Chicago Press, Chicago, p. 3 - 43.

Partir des faits, c'est-à-dire notamment des données chiffrées, vers des règles correspond à un raisonnement inductif. Et les mathématiques permettent de mesurer l'incertitude affectant ces règles. C'est une approche qu'on pourrait globalement classer sous l'étiquette de l'empirisme. Et, dans un monde où les données sont de plus en plus nombreuses (« Big data ») et publiques (« Open data »), le raisonnement inductif prend de plus en plus de place.<sup>81</sup>

Les doctrines du rationalisme, de l'idéalisme et de l'empirisme et du positivisme sont donc bien compatibles avec le modèle plus général basé sur la distinction entre l'objet de la recherche et le chercheur.

Mais aucune de ces approches n'existe à l'état pur. Karl Popper relativise les affirmations des positivistes suivant lesquelles la science expérimentale constituerait « le modèle de la science et qu'il suffirait en quelque sorte de laisser parler les faits sociaux ». <sup>82</sup> Pour Popper, « l'idée qu'il est possible de partir de pures observations, sans qu'intervienne aucun élément d'ordre théorique, constitue une absurdité ... »<sup>83</sup>

Pierre Bourdieu va dans le même sens :

« En sociologie les 'données' même les plus objectives, sont obtenues par l'application de grilles – comme les classes d'âge, les tranches de revenu, etc. – qui engagent des présupposés théoriques et laissent par là échapper une information qu'aurait pu appréhender une autre construction des faits. »<sup>84</sup>

On peut prendre l'exemple de la définition de la classe des jeunes ou des personnes âgées. Il y a une part d'arbitraire dans ces classifications, mais également des partis pris conceptuels. Par exemple, la classe d'âge des personnes âgées est très souvent fixée à partir de 65 ans. C'est notamment lié à la date légale de retraite et donc à la fin de la vie professionnelle.

<sup>81</sup> Pierre Delort, *Le Big Data*, 2015

<sup>82</sup> Marion Selz, Florence Maillochon, *Le raisonnement statistique en sociologie*, puf, 2009

<sup>83</sup> Karl Popper, *Conjectures et réfutations. La croissance du savoir scientifique*, Paris, Payot, 1972 (publié en 1963 en allemand)

<sup>84</sup> Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, Jean-Claude Chamboredon, *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton. Bordas, 1968, pp. 56-57

Mais il y aurait bien d'autres façons de définir la catégorie des personnes âgées, respectivement de la vieillesse.

Yefimov penche plutôt vers une vision constructiviste de la recherche scientifique.

Dans cette perspective il n'y pas de séparation entre l'objet de la recherche et le chercheur et ses instruments. Ils constituent l'ensemble de la situation expérimentale.

**Figure 9 : Les caractéristiques des représentations traditionnelle et constructiviste de la recherche scientifique**

	<i>Paradigme traditionnel</i>	<i>Paradigme constructiviste</i>
<i>Croyances de base</i>	Le monde est externe et objectif L'observateur est indépendant La Science est indépendante des valeurs	Le monde est socialement construit et subjectif L'observateur est partie intégrante de ce qui est observé La Science est mue par les intérêts humains
<i>Caractéristiques de base de la recherche</i>	Les données représentent des faits objectifs Le contexte est donné a priori Suppression de la complexité Logique de la vérification	Les données représentent des significations subjectives Le contexte est appréhendé a posteriori Prise en considération de la complexité Logique de la découverte

Source : Vladimir Yefimov, « Vers une autre science économique (et donc une autre institution de cette science) », Revue du MAUSS permanente, 10 mai 2010 [en ligne]. (<http://www.journaldumauss.net/?Vers-une-autre-science-economique>)

Ce qui arrivera aux idées et aux théories, établies sur la base des observations et des expériences du chercheur, ne dépend pas exclusivement des vérifications ou falsifications de la communauté des chercheurs, mais de ce qu'en feront une communauté plus large d'évaluateurs. En plus des membres de la communauté scientifique, cette communauté comprend les gestionnaires publics et privés, les hommes et femmes politiques et les segments concernés du public.<sup>85</sup>

Cette approche semble plus compatible avec la recherche scientifique dans le domaine social et économique. Et on peut mettre des mots sur ces différentes approches. Dans le paradigme traditionnel de la représenta-

<sup>85</sup> Yefimov, op. cit.

tion de la recherche scientifique, le monde est externe et objectif ; dans le paradigme constructiviste le monde est socialement construit et subjectif. Dans le paradigme traditionnel, la science est indépendante des valeurs, alors que dans le schéma constructiviste la science est mue par les intérêts humains. Le paradigme traditionnel de la recherche réduit plutôt la complexité (en d'autres mots, simplifie), alors que l'approche constructiviste prend en considération la complexité.

Mais il n'est pas aisé « de penser *en même temps* que les objets mesurés existent bien et que cela n'est qu'une convention ». <sup>86</sup> Alain Desrosières utilise une formule qui semble être un bon compromis - évidemment s'il peut y avoir un compromis dans ce domaine qui se situe à l'intersection de la philosophie et de la sociologie. En fait, Desrosières reprend la règle de la méthode sociologique de Durkheim datant de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle : « Il faut traiter les faits sociaux comme des choses ».

Cette formule reste ambiguë. On peut la lire ainsi : « les faits sociaux sont des choses ». Ou alors on peut mettre l'accent sur le « comme » : « il faut traiter les faits sociaux *comme* si elles étaient des choses ». C'est une attitude instrumentaliste qui évite et élude même la question de la réalité des choses. Mais elle est pragmatique et pratique : « les statistiques permettent de créer des objets sur lesquels on peut s'appuyer pour décrire le monde et agir sur lui » <sup>87</sup>.

### Mesurer et/ou quantifier

Utiliser le terme de « mesurer » renvoie, selon Alain Desrosières, « à la métrologie réaliste des sciences de la nature ». <sup>88</sup> La mesure présuppose en effet que quelque chose existe déjà sous une forme mesurable (la hauteur d'un immeuble, le taux de cholestérol p.ex.).

Dans les sciences sociales (mais également en économie) le terme « mesurer » induit en erreur, parce qu'il laisse dans l'ombre les conventions qui précèdent les mesures. Par conventions il faut comprendre, par exemple, les classifications, les nomenclatures, les codifications. On verra

<sup>86</sup> Alain Desrosières, La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique », p. 8

<sup>87</sup> id. p.9

<sup>88</sup> Alain Desrosières, Prouver et gouverner. Une analyse politique des statistiques publiques, 2014

à quelques exemples que ces classifications et nomenclatures ne sont ni données a priori, ni « neutres ».

A cela s'ajoute que les noms que l'on donne aux objets statistiques ne sont pas toujours très précis. A titre d'exemple, les termes comme « bien-être », « qualité de vie » ou « pauvreté » sont polysémiques (on y reviendra plus loin), même si on a tendance à réduire ou simplifier leur contenu sémantique pour les besoins de la mesure et de l'analyse statistique.

Desrosières préfère le terme de quantification à celui de la mesure. Et c'est avec raison me semble-t-il : la quantification se décompose — selon Desrosières — en deux moments <sup>89</sup> : premièrement convenir/établir des conventions et, deuxièmement, mesurer. Le premier moment, c'est-à-dire, établir les conventions, est souvent méconnu ou mal connu des utilisateurs (notamment des économistes). Il est cependant au moins aussi important que le second. Les statistiques fournissent moins un reflet du monde qu'une transformation ou, mieux, une reconfiguration de ce monde.

Alain Desrosières a encore les paroles justes : « La quantification, vue comme l'ensemble des conventions ... et des opérations de mesure, crée une nouvelle façon de penser, de représenter, d'exprimer le monde et d'agir sur lui. .... La statistique, comme toutes les formes de quantification (par exemple probabiliste ou comptable) transforme le monde par son existence même, par sa diffusion et ses usages argumentatifs, scientifiques ou journalistiques ». <sup>90</sup>

En d'autres mots, la quantification crée des objets qui peuvent circuler entre les hommes. Et c'est une des dimensions sociales souvent oubliées des statistiques.

### Des objets qui tiennent pour un débat social et politique argumenté

La statistique, pense Desrosières, met « à la disposition des acteurs sociaux et des chercheurs des 'objets qui tiennent' dans un triple sens ». Les statistiques ont

- une robustesse interne (c'est-à-dire leur résistance, du moins méthodologique, à la critique) ;

<sup>89</sup> idem., p. 38

<sup>90</sup> idem., p. 40



Elles ont également

- une capacité à pouvoir se combiner entre eux ; et
- une capacité à « tenir les hommes entre eux » en les incitant, ou en les contraignant même à user un langage à visée universaliste.

**Figure 10 : L'homme « normal »**



Sources: A gauche : Echelle de la croissance de l'homme, In : Adolphe Quételet, *Anthropométrie ou mesure des différentes facultés de l'homme*. C. Muquardt, Bruxelles 1870.) ; à droite : magazine « The Atlantic » du 18 février 2016 : <https://www.theatlantic.com/business/archive/2016/02/the-invention-of-the-normal-person/463365/>

### Comparer l'incomparable – la moyenne

La moyenne – une mesure dite de tendance centrale, tout comme la médiane et le mode – est peut-être la mesure la plus utilisée dans le domaine de la statistique. C'est évidemment un indicateur simple pour caractériser un ensemble d'observations. La moyenne est également l'expression de la croyance dans un ordre rationnel supérieur aux subjectivités individuelles.

Pour Adolphe Quételet, astronome et statisticien au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, qui est en quelque sorte l'inventeur de la moyenne, il s'agit d'une valeur centrale autour de laquelle les mesures d'une caractéristique humaine sont groupées suivant une courbe normale, c'est-à-dire une courbe en cloche qui sera définie plus tard par le mathématicien « Gauss » (c'est donc la courbe de « Gauss »). Quételet est aussi à l'origine de l'anthropométrie et de la biométrie.<sup>91</sup> Galton et l'eugénisme y trouvent également des fondements.

91 Angelo Albrizio, *Biometry and Anthropometry: from Galton to Constitutional Medicine* JASSs Invited Reviews, *Journal of Anthropological Sciences*, Vol. 85 (2007), pp. 101-123 <http://www.isita-org.com/jass/Contents/2007%20vol85/Articoli/JassPDFAggiunte/albrizio2007colour.pdf> ; accédé le 20.9.2016)

La moyenne est souvent assimilée à la notion de « normalité ». On a déjà dit plus haut que la perception de ce qui est la normalité se situe dans un champ de tension entre la « moyenne statistique » et la norme morale. Il est vrai que Quételet dit lui-même dans un de ses ouvrages :

« Un individu qui résumerait en lui-même, à une époque donnée, toutes les qualités de l'homme moyen, représenterait à la fois tout ce qu'il y a de grand, de beau et de bien. Mais une pareille identité ne peut guère se réaliser, et il n'est en général donné aux hommes de ressembler à ce type de perfection, que par un nombre de côtés plus ou moins grand ».<sup>92</sup>

Plus un individu s'éloigne de cet « homme moyen », et plus il sera considéré comme déviant. Quételet explique la conformité à la moyenne par la capacité des individus à s'adapter à un milieu spécifique. Cette théorie est donc évolutionniste, elle est une préfiguration des théories sociales liées au darwinisme social et un certain déterminisme social. Durkheim s'est également inspiré des travaux de Quételet, même s'il prend ses distances à un certain moment.

Cela pour dire, que le scepticisme à l'égard des statistiques résulte aussi de cette tension entre le besoin de stéréotyper - et d'être proche d'une certaine normalité - et la subjectivité individuelle qui met justement en cause les stéréotypes. C'est pour cette raison que, dans les sections de commentaires des médias, l'expérience individuelle est souvent considérée comme étant au même niveau d'objectivité que les statistiques.

### Distributions

A cela s'ajoute que les distributions se prêtent beaucoup moins à des représentations simples que les moyennes ou les médianes. Conchita d'Ambrosio et Marta Barazetta, dans une étude intéressante sur la distribution des revenus au Luxembourg publiée en 2016 par la Chambre des salariés<sup>93</sup> donnent d'abord les chiffres de base de l'évolution des revenus et de la distribution. Le revenu médian individuel (ajusté par l'inflation) a

92 Adolphe Quételet, *Sur l'homme et le développement de ses facultés ou Essai de physique sociale*, Paris, Bachelier, 1835, p. 276

93 Conchita d'Ambrosio, Marta Barazetta, *Income distribution and inequality in Luxembourg and the neighbouring countries, 1995-2013*, Chambre des salariés, 2016 ([http://www.csl.lu/index.php?option=com\\_rubberdoc&view=doc&id=3106&format=raw](http://www.csl.lu/index.php?option=com_rubberdoc&view=doc&id=3106&format=raw) ; accédé le 1.10.2016)



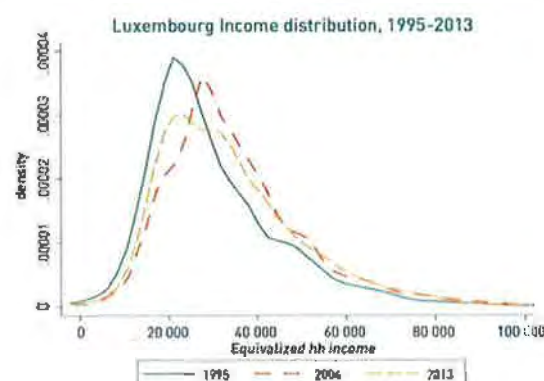
augmenté considérablement de 1995 à 2004 (de 26.628 à 32.541) puis stagne pratiquement (32.649 en 2013). Parallèlement, et globalement, les inégalités ont diminué de 1995 à 2004. L'indice de Gini, par exemple, - qui est une mesure synthétique des inégalités - est passé de 0,289 à 0,258 (le chiffre 1,0 représente l'inégalité absolue). A partir de 2004, les inégalités se creusent en atteignant un indice de Gini de 0,296 en 2013.

**Figure 11 : Résumé de l'évolution des revenus et des inégalités au Luxembourg**

	1995	2004	2013
Mean	30 797	36 451	36 981
Median	26 628	32 541	32 649
5th percentile	11 988	13 800	14 347
95th percentile	62 023	70 230	71 976
Gini inequality index	0,289	0,258	0,296
Theil inequality index	0,148	0,115	0,174
Wolfson polarization index	0,234	0,221	0,232

Source : Conchita d'Ambrosio, Marta Barazetta, Income distribution and inequality in Luxembourg and the neighbouring countries, 1995-2013, Chambre des salariés, 2016

**Figure 12 : Distribution des revenus au Luxembourg, 1995-2013**



Les auteurs de l'étude en viennent ensuite à présenter un graphique représentant l'ensemble de la distribution des revenus pour les trois années 1995, 2004 et 2013. Et les conclusions sont plus nuancées. On retrouve bien l'augmentation du revenu médian de 1995 à 2004 – la courbe de 2004 se situe à droite de celle de 1995. Par contre la courbe de distribution des revenus de 2013 ne se situe pas à droite de celle de 2004 reflétant le fait que le revenu médian n'a pratiquement pas bougé au cours de cette période. Les auteurs de l'étude notent qu'en 2013 une partie des revenus se situant

autour de la médiane sont même moins élevés qu'en 2004. Par ailleurs la courbe présente désormais deux pointes, ce qui selon les auteurs pourrait être le signe que l'augmentation de l'inégalité des revenus est due à une séparation des classes moyennes en deux groupes, ceux qui ont gardé ce qu'ils avaient gagné en niveau de vie entre 1995 et 2004 et ceux (une majorité) dont les revenus sont déplacés plutôt vers le niveau plus bas de 1995 :

« Also, from 1995 to 2004 the distribution has moved towards the right, depicting the increase in average income during this period; in 2013, the distribution is still at the right of the 1995 curve, but not at the right of 2004 and its shape has extensively changed. The income distribution in 2013 shows two peaks in the middle which were not so clearly present in 1995 or 2004, and it has become more spread. It seems evident that this is due to the loss in income faced by the middle class: the mass both at the right and at the left of the median (which increased only of 108 euros from 2004 to 2013) moved towards lower levels of income. The density of 2013 appears to be a mixture of the densities of the previous two years and the two peaks are reminiscent of the modes of the other two densities: the first the mode of 1995, the second that of 2004 shifted slightly to the right. This suggests that the increase in inequality registered by Gini and Theil is due to a transformation of the middle class which is splitting in two groups (those that were able to keep the benefits gained from 1995 to 2004 and those, the large majority, who went back to income levels more similar to those of 1995), ending up in a greater distance between high and low income individuals. »

Cette façon de présenter l'évolution des revenus est certes plus conforme à la réalité complexe que la présentation des seuls revenus médian ou moyen ou encore de l'indice de Gini, mais elle est aussi beaucoup plus difficile à faire passer au grand-public.

Ce n'est pas par hasard que les travaux de Piketty sur les inégalités ont connu et connaissent un succès considérable et c'est évidemment amplement justifié. Mais ce succès vient aussi de la présentation des données. Piketty et ses coauteurs se concentrent surtout sur l'évolution des hauts revenus et sur la proportion des revenus ou du capital détenus par ceux qui se trouvent en haut de l'échelle socio-économique.<sup>94</sup> Par ailleurs,

94 Parmi les travaux de Piketty, dans cette perspective, on peut notamment citer :  
- Alvaredo, Facundo, Anthony B. Atkinson, Thomas Piketty, and Emmanuel Saez, The Top 1 Percent in International and Historical Perspective, Journal of Economic

l'exemple des Etats-Unis - qui est beaucoup plus parlant dans le contexte de l'augmentation des inégalités - que les pays européens, est souvent mis en exergue. Une formulation comme, « the share of total annual income received by the top 1 percent has more than doubled from 9 percent in 1976 to 20 percent in 2011 », citation qui concerne les Etats-Unis<sup>95</sup> fait évidemment mouche. Le fait de dire que les 1% ou 0.1% de la population concentrent entre leurs mains une proportion très importante des revenus globaux est évidemment plus évocateur que de parler du rapport interdecile des revenus, par exemple, ou encore de l'indice de Gini qui est basé sur une formule mathématique et qui reste abstrait aux yeux du grand public. En outre, l'indice de Gini est beaucoup plus sensible aux valeurs centrales de la distribution et ses variations sont donc moins spectaculaires. Evidemment, Piketty et ses coauteurs, comme Saez ou Atkinson utilisent aussi des mesures d'inégalité beaucoup plus sophistiquées et abstraites, mais dans les médias c'est évidemment « la part des revenus ou du capital » détenue par les 0.1%, 1% ou 10% situés en haut de l'échelle des revenus qui fait et fera la « Une » des médias.

#### Le « grand écart » entre objectivité et subjectivité (à l'exemple des inégalités)

A l'exemple des inégalités, il est aussi possible de montrer la divergence qui se creuse entre le regard du public sur la société et ce qu'en disent les indicateurs statistiques « objectifs ». C'est en tout cas ce que semble montrer, pour la France, un rapport récent de « France Stratégie », un organisme de prospective rattaché au Premier Ministre :<sup>96</sup>

« La France est un des pays où la distribution des revenus est la moins inégalitaire. Paradoxalement, la perception des antagonismes sociaux y est

Perspectives, 2013, 27(3): pp. 320 (<https://eml.berkeley.edu/~saez/alvaredo-atkinson-piketty-saezJEP13top1percent.pdf> ; accédé le 20.9.2016)

- Thomas Piketty, Emmanuel Saez, The Evolution of Top Incomes: A Historical and International Perspective, American economic review, vol.96, no 2, 2006, p. 200-205. (<https://eml.berkeley.edu/~saez/piketty-saezAEAPP06.pdf> ; accédé le 20.0.2016)

- Anthony B. Atkinson, Thomas Piketty, and Emmanuel Saez, Top Incomes in the Long Run of History, Journal of Economic Literature 2011, 49:1, 3-71 (<https://eml.berkeley.edu/~saez/atkinson-piketty-saezJEL10.pdf>)

95 Alvaredo, Facundo, Anthony B. Atkinson, Thomas Piketty, Emmanuel Saez, op. cit., p. 3

96 France Stratégie, Lignes de faille. Une société à réunifier, Rapport, publié le mardi 25 octobre 2016 (<http://www.strategie.gouv.fr/publications/lignes-de-faille-une-societe-a-reunifier> ; accédé le 30.10.2016)

très aiguë et les Français ont un fort sentiment de déclassement. Un chiffre en témoigne : 75 % se positionnent spontanément dans les classes populaires, défavorisées ou moyennes-inférieures alors qu'ils appartiennent pour les deux tiers à la classe moyenne. Même constat en matière d'emploi : quatre Français sur dix craignent un épisode de chômage dans les mois à venir (pour eux-mêmes ou leurs proches), mais la probabilité effective de s'y trouver (en étant en emploi un an avant) s'échelonne de 1,8 % pour les cadres à 7,3 % pour les ouvriers non qualifiés. Ce pessimisme individuel se double d'un pessimisme collectif. »

Le rapport note encore que « la France reste un des pays où la distribution des revenus est la moins inégalitaire », que « le taux de pauvreté reste moins important en France que dans la plupart des autres pays européens », qu'« à âge donné, d'une génération à la suivante, la progression des niveaux de vie demeure réelle », que « les trajectoires intergénérationnelles descendantes sur l'échelle des catégories socioprofessionnelles restent beaucoup moins nombreuses que les trajectoires stables ou ascendantes ».

Comment expliquer le décalage entre la vue « subjective » pessimiste des divisions sociales et indicateurs « objectifs » moins alarmistes. D'abord, il convient de relever que l'analyse selon laquelle les problèmes concrets d'inégalité seraient moins graves en réalité que dans la perception subjective est contestée, notamment par Louis Chauvel dans le domaine du « déclassement » des générations actuelles.<sup>97</sup>

Olivier Galland fait une analyse intéressante du « grand écart » entre indicateurs « objectifs » et perception subjective.<sup>98</sup> L'auteur relève :

- que les indicateurs dits « objectifs » le sont moins qu'on ne le pense. A titre d'exemple, « l'inégalité est par définition une notion relative et le constat peut varier fortement selon les éléments que l'on compare et les instruments de mesure que l'on choisit ». On a vu plus haut qu'utiliser l'indice de Gini ou mesurer l'inégalité en isolant les 1% les plus riches de la population peut conduire à des constats plus ou moins nuancés.

97 Voir à ce sujet l'article « grand-public » mais très bien ficelé : Jean-Laurent Cas-sely, Louis Chauvel, le sociologue qui a vu notre lose dans ses graphes, Slate du 17.11.2016

(<http://www.slate.fr/story/126821/louis-chauvel-sociologue-lose-graphiques>)

98 Olivier Galland, Objectif-subjectif, le grand écart, 20 février 2017

(<http://telos-cu.com/fr/societe/objectif-subjectif-le-grand-ecart.html> ; accédé le 25.2.2017)

Autre exemple : est-ce que l'inégalité dans le monde a augmenté ou diminué. Si on considère l'ensemble des individus de la planète l'inégalité a fortement diminué, car les pays émergents « se sont enrichis et la grande pauvreté a fortement reculé ». Au contraire, si on considère les catégories sociales à l'intérieur de chaque pays, les inégalités ont augmenté et cela même parfois fortement. Galland note que « selon que l'on privilégie une lecture de l'inégalité interne (aux pays) ou une lecture globale de l'inégalité mondiale (en considérant le monde dans son ensemble comme une seule entité), on pourra aussi bien dire que l'inégalité dans le monde a explosé (la thèse que l'on entend le plus souvent) ou qu'elle s'est fortement réduite. Avec comme conséquence, d'un côté une mondialisation honnie, de l'autre une mondialisation bénie.... ».<sup>99</sup>

- que les individus ne jugent pas l'état de la société « en projetant leur situation individuelle sur la situation d'ensemble. S'il en était ainsi il est probable qu'ils jugeraient la société d'autant plus satisfaisante que leur propre situation l'est également ». Galland estime que ce n'est pas le cas, et que la perception subjective dépend de « jugements de valeurs, de conceptions de la justice », en résumé d'un « jugement éthique qui conduit inévitablement à d'importants biais de perception » ;
- que les inégalités sont « moins liées qu'elles ne l'étaient à l'appartenance à une catégorie sociale et dépendent plus fréquemment de causes individuelles et d'aléas qui peuvent toucher tous les individus », c'est-à-dire une individualisation du risque qui pourrait être à l'origine d'une vue plus pessimiste de la société en général ;
- que les « inégalités ont changé de nature sur un autre plan : la montée des revendications identitaires. La lecture des divisions et fractures qui traversent la société ne se fait plus seulement selon le prisme habituel des inégalités matérielles - la lecture classique des conflits de classe - elle se fait de plus en plus selon le prisme des discriminations, c'est-à-dire du sentiment de groupes définis par une caractéristique intangible - le sexe, l'origine ethnique, l'appartenance territoriale... - d'être traités injustement en raison même de cette caractéristique. Ce développe-

99 Voir également les travaux de Branco Milanovic à ce sujet : <https://www.gc.cuny.edu/stonecenter/Branko-Milanovic> (Stone Center on Socio-Economic Inequality). Et notamment : Branco Milanovic, Global inequality recalculated and updated: the effect of new PPP estimates on global inequality and 2005 estimates, *Journal of Economic Inequality*, March 2012, Volume 10, Issue 1, pp 1-18 ([https://www.gc.cuny.edu/CUNY\\_GC/media/CUNY-Graduate-Center/PDF/Centers/LIS/Milanovic/papers/2012/milanovic\\_JOEI.pdf](https://www.gc.cuny.edu/CUNY_GC/media/CUNY-Graduate-Center/PDF/Centers/LIS/Milanovic/papers/2012/milanovic_JOEI.pdf) ; accédé le 9.10.2016)

ment des revendications identitaires contribue à démultiplier les enjeux politiques autour des discriminations et de leur mesure. Ces groupes se mobilisent, s'organisent et produisent des indicateurs militants qui, le plus souvent, contestent le bien-fondé des indicateurs officiels ».<sup>100</sup>

Olivier Galland en conclut qu'aucune mesure des inégalités sociales n'est objective. S'il faut éviter de mêler les indicateurs factuels aux perceptions, il n'en demeure pas moins que la « sensibilité sociale aux injustices est en elle-même un indicateur important qui devrait faire l'objet de mesures régulières ».<sup>101</sup> Il faudra donc adapter les indicateurs « objectifs » à la « finesse des situations sociales ».

### Quelques autres exemples de conventions

Dans ce qui suit, on se focalisera sur des conventions qui précèdent les mesures et cela à l'aide de quelques exemples. On peut commencer par le formulaire du recensement de 1849, un des premiers recensements faits après l'indépendance du Luxembourg en 1839. Le recensement était la seule grande enquête qu'on peut qualifier d'enquête « sociale » jusqu'après la deuxième guerre mondiale. Et les variables, c'est-à-dire les questions insérées dans le questionnaire reflètent assez bien les vues sur la société de l'époque.

Dans les premiers recensements, les variables se limitent à l'âge (l'année de naissance), le lieu de naissance, le sexe, l'état civil, et la profession. En ce qui concerne la profession il n'y avait pas de codification des activités professionnelles comme aujourd'hui, mais on pouvait insérer sa profession en texte libre. En outre les relations familiales à l'intérieur du ménage ne sont pas précisées. On peut deviner qui est l'enfant de qui ou qui est le parent de qui, mais ce n'est pas clairement demandé. C'est dans les années 1860 que la question de position des individus au sein du ménage est introduite.

Finalement, à noter que la nationalité ne fait même pas partie du questionnaire de 1849. C'est seulement en 1871 que la nationalité a été insérée pour la première fois dans le recensement. C'est une année symbole : celle

100 Oliver Galland, op. cit.

101 Oliver Galland, op. cit.

de la guerre franco-allemande. C'est aussi à partir de cette époque que les Etats-nations s'affirment.

Le questionnaire du recensement de 1900 reste relativement limité si on le compare aux dizaines de variables d'aujourd'hui. Mais on voit les changements introduits entre 1850 et 1900 : la nationalité, les relations au sein du ménage et la religion sont de nouvelles variables introduites avec le temps.

Cette dernière variable, celle de la religion, va disparaître et revenir à intervalles irréguliers dans les recensements, mais c'est en 1970 qu'elle est posée pour la dernière fois. En 1979, la loi sur la protection des données interdit de collecter et d'enregistrer « des données qui, directement ou indirectement, font apparaître les origines raciales ou les opinions ou activités politiques, philosophiques ou religieuses ou les appartenances syndicales des personnes ». Telle est donc la règle même si, pour une enquête spécifique, l'enquête européenne sur les valeurs de 2008 (EVS), la Commission nationale de protection des données a donné son accord pour que cette question puisse être posée.

On voit donc bien que le contenu des enquêtes dépend des conditions politiques et socio-économiques à différentes époques.

### Etranger et/ou immigré

Mais revenons au concept de l'étranger, respectivement de l'immigré, parce que pour le Luxembourg il s'agit d'un domaine qui est important, et qui montre bien les logiques de la classification. Intuitivement, pour la plupart des personnes, la réponse à la question de la nationalité est, sans doute, sans ambiguïté. Mais ce n'est pas toujours le cas.

Les mots employés pour désigner les étrangers et les immigrés peuvent prêter à confusion. Le mot « étranger » peut avoir un sens juridique, mais il a également une signification plus « littéraire ».

En outre, le droit de la nationalité est complexe. En principe, c'est « le lien juridique et politique qui rattache un individu à un Etat souverain »<sup>102</sup>.

102 L'immigration, Les cafés de la statistique, soirée du 9 mars 2010  
<http://sfds.asso.fr/ressource.php?fcfddoc&i=658>

Mais qu'en est-il des personnes ayant la double nationalité (certaines personnes ont même plus de 2 nationalités). Est-ce qu'il y a une nationalité qui prime.

Dans le cadre du recensement de 2011, pour les statistiques basées sur la nationalité, on a considéré que c'est la première nationalité indiquée sur le formulaire qui est prise en considération pour les personnes n'ayant pas la nationalité luxembourgeoise. Pour ceux indiquant la nationalité luxembourgeoise, c'est cette nationalité qui est retenue même si elle n'est pas mentionnée en premier lieu. Mais c'est une décision arbitraire et pragmatique, sans véritable justification théorique. En plus, les questions de la double nationalité rendent les comparaisons internationales de nationalité très problématiques. Cela parce que les contextes légaux varient fortement. Dans certains pays la nationalité est attribuée rapidement, dans d'autres pays les procédures sont très longues.

La nationalité n'est pas assimilable à la citoyenneté qui est « la qualité d'un membre d'un Etat qui de ce fait jouit des droits civils et politiques garantis par l'Etat ».

L'ethnicité est encore autre chose. L'« ethnie » est un « ensemble de personnes qui partagent la même culture, la même langue, les mêmes traditions, les mêmes coutumes, qui se transmettent de génération en génération ». Le terme de race n'est pas utilisé en Europe, mais bien aux Etats-Unis où la définition de ce terme a néanmoins énormément varié au cours de l'histoire.

Finalement, la nationalité n'est pas nécessairement synonyme de migration ou d'immigration. Au Luxembourg, notamment, beaucoup de personnes qui n'ont pas immigré elles-mêmes ont encore une nationalité étrangère. Il n'y a pas de définition très précise du terme : souvent on utilise les termes « immigré » et de « nationalité étrangère » comme synonymes, du moins implicitement. En France, au début des années 1990, le Haut Conseil à l'Intégration a donné une définition statistique stricte au terme d'immigré : « est immigrée la personne née étrangère à l'étranger et résidant en France ». Indirectement c'est donc tout-de-même la nationalité qui intervient.

La tendance au Luxembourg, comme dans les autres pays européens, est de s'éloigner de la nationalité comme indicateur des migrations et de



s'intéresser au lieu de naissance des personnes enquêtées. Le lieu de naissance est d'ailleurs devenu une variable obligatoire dans les enquêtes européennes.

L'arrière-plan migratoire (« Migrationshintergrund ») ne se limite cependant pas au lieu de naissance de la personne elle-même. On considère qu'il y a un arrière-plan migratoire lorsqu'au moins un des deux parents est né à l'étranger. Or, dans les enquêtes normales surchargées, il est peu recommandable d'ajouter une question sur le lieu de naissance et la nationalité des parents.

Figure 13 : Questionnaire du recensement de la population de 1849

COMMUNE de *Wiltz* SECTION de *Wiltz*

**BULLETIN DE POPULATION POUR 1849.**

NOMS ET PRÉNOMS	ÂGE en années	SEX M ou F	ÉTAT MARIÉ ou CÉLIBATAIRE	PROFESSION	REMARQUES
<i>Wagner Anne Marie</i>	<i>1879</i>	<i>F</i>	<i>Mariée</i>	<i>Ménagère</i>	<i>à la ferme</i>
<i>Hahn Peter</i>	<i>1817</i>	<i>M</i>	<i>Marié</i>	<i>Laborant</i>	
<i>Hahn Madeleine</i>	<i>1818</i>	<i>F</i>	<i>Mariée</i>	<i>Ménagère</i>	
<i>Hahn Marie</i>	<i>1877</i>	<i>F</i>	<i>Mariée</i>	<i>Ménagère</i>	
<i>Wagner Marie</i>	<i>1888</i>	<i>F</i>	<i>Mariée</i>	<i>Ménagère</i>	
<i>Wagner Marie</i>	<i>1888</i>	<i>F</i>	<i>Mariée</i>	<i>Ménagère</i>	

*Wagner Marie*

Figure 14 : Questionnaire du recensement de la population de 1900

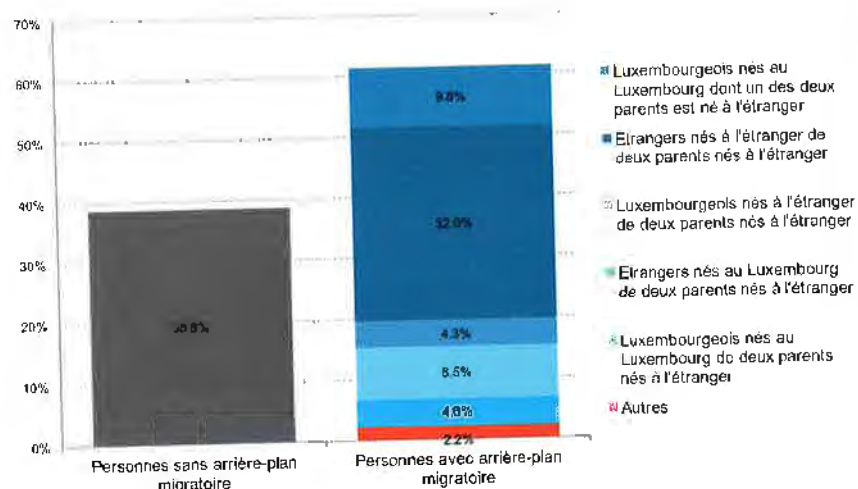
1) Verzeichnis aller in der Nacht vom 30. November zum 1. Dezember in der Wohnung anwesenden Personen.

Nr.	Name		Geburtsort	Geburtsjahr	Religion	Stand, Beruf, etc.	Geburtsort der Eltern	Geburtsjahr der Eltern	Geburtsort der Eltern	Geburtsjahr der Eltern	Geburtsort der Eltern	Geburtsjahr der Eltern	Geburtsort der Eltern	Geburtsjahr der Eltern
	Vorname	Nachname												
1	<i>Wagner</i>	<i>Marie</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1879</i>	<i>Katholik</i>	<i>Ménagère</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1817</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1818</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1877</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1888</i>
2	<i>Hahn</i>	<i>Peter</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1817</i>	<i>Katholik</i>	<i>Laborant</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1818</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1818</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1877</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1888</i>
3	<i>Hahn</i>	<i>Madeleine</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1818</i>	<i>Katholik</i>	<i>Ménagère</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1818</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1818</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1877</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1888</i>
4	<i>Hahn</i>	<i>Marie</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1877</i>	<i>Katholik</i>	<i>Ménagère</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1817</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1818</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1877</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1888</i>
5	<i>Wagner</i>	<i>Marie</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1888</i>	<i>Katholik</i>	<i>Ménagère</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1817</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1818</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1877</i>	<i>Wiltz</i>	<i>1888</i>

Le recensement de la population est la seule enquête qui permet d'aller dans ce détail. Le graphique montre beaucoup mieux la diversité des situations liées aux migrations que le simple taux d'étrangers ou encore le taux des personnes nées à l'étranger. On voit qu'au Luxembourg, les personnes avec arrière-plan migratoire représentent plus de 60% de la population totale. La moitié (32% de la population totale) est née à l'étranger de deux parents nés à l'étranger. 9,8% de la population sont Luxembourgeois, nés au Luxembourg de parents dont un est né à l'étranger. Et 9% sont Luxembourgeois, nés au Luxembourg ou à l'étranger de deux parents nés à l'étranger.



**Figure 15 : Structure de la population selon l'arrière-plan migratoire (recensement 2011)**



Source : STATEC

En fait, pour toutes les enquêtes de conditions de vie, d'après cette classification, il faudrait faire la distinction entre ces 7 différentes composantes de la population et ajouter d'autres classifications, concernant les migrations temporaires. Ce qui est évidemment possible théoriquement, mais les statistiques seraient incommunicables.

Pourquoi insister sur cette question ? En fait, les indicateurs statistiques les plus connus au Luxembourg sont souvent des indicateurs de moyenne : le taux de pauvreté, pour l'ensemble de la population, le taux de chômage pour l'ensemble de la population, le taux de connexion à Internet pour l'ensemble de la population, et ainsi de suite. Ces indicateurs ont évidemment leur importance, notamment pour les comparaisons internationales. Dans certains rapports du STATEC on ajoute à ces indicateurs d'ensemble des indicateurs désagrégés selon le niveau d'éducation, le statut professionnel et souvent on fait aussi la distinction entre Luxembourgeois et étrangers.

Or, cette catégorie des étrangers est très diverse, et la moyenne n'est pas très significative. A titre d'exemple le taux de pauvreté est en moyenne de 9 % pour les habitants de nationalité luxembourgeoise, mais de 22% pour les concitoyens étrangers. Mais cette dernière moyenne, celle des étrangers, est fortement influencée par celle des Portugais - qui travaillent

en majorité dans les branches où les salaires sont plutôt faibles - dont le taux de pauvreté se situe plutôt autour de 25%. Pour d'autres nationalités étrangères, le taux est beaucoup plus bas ... Et il faudrait en principe aller encore dans plus de détails. Au sein des différents groupes de nationalités, les divergences sont non négligeables.

La spécificité ou la complexité de la statistique sociale au Luxembourg résulte donc de cette superposition entre inégalités sociales, culturelles, et économiques plus générales - liées notamment au niveau d'éducation et de formation - et à la composition de la population selon l'origine. Et logiquement cela amène la question suivante :

### **Faut-il tenir compte et, le cas échéant, comment tenir compte de la diversité « ethnique » ?**

Les questions que Patrick Simon et Victor Piché se posent au sujet des « statistiques ethniques » résument bien les défis dans ce domaine: « Should we count?; How to count?; Why count? ». <sup>103</sup>

1. D'abord : est-ce que c'est indiqué de faire des statistiques ethniques et raciales. Dans cela il y a deux dimensions : une dimension éthique et une dimension politique. Les classifications ethniques et raciales ont été utilisées très longtemps pour ségréger, pour établir des hiérarchies ethniques et raciales. Aujourd'hui la rationalité derrière la collecte de statistiques ethniques et raciales s'est métamorphosée. Mais la question reste ambiguë : est-ce que le fait de distinguer la population selon les origines ethniques constitue un risque de stigmatisation ou alors une ressource pour mesurer et expliquer la discrimination et pour demander des politiques plus inclusives ?
2. Comment compter ?  
Toute catégorisation implique qu'on établisse des frontières entre les catégories. Or, ces frontières sont très mouvantes vu la mixité croissante des populations.

<sup>103</sup> Patrick Simon, Victor Piché, Accounting for ethnic and racial diversity : the challenge of enumeration, *Ethnic and racial studies*, Vol. 35, n° 8, August 2012, pp. 1357-1365  
([http://openheimer.mcgill.ca/IMG/pdf/Simon\\_and\\_Piche\\_-\\_Accounting\\_for\\_Ethnic\\_and\\_Racial\\_Diversity\\_-\\_The\\_Challenge\\_of\\_Enumeration\\_-\\_August\\_2012.pdf](http://openheimer.mcgill.ca/IMG/pdf/Simon_and_Piche_-_Accounting_for_Ethnic_and_Racial_Diversity_-_The_Challenge_of_Enumeration_-_August_2012.pdf); accédé le 10.9.2016)

### 3. Pourquoi compter ?

En fait les politiques, mais aussi les organisations internationales et même les organisations non gouvernementales sont confrontées à des demandes de plus en plus insistantes pour mettre en œuvre des politiques basées sur des faits (« evidence-based policies »). Or, les discriminations ne peuvent être mesurées sans définir des catégories précises et des frontières entre les groupes ethniques.

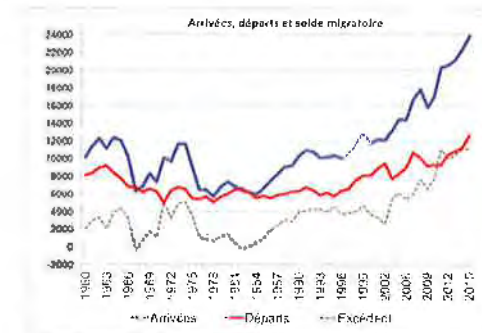
Je n'ai aucune réponse définitive à ces interrogations, mais je pense que la question se posera tôt ou tard et qu'il faudra y réfléchir. Actuellement, je serai plutôt d'avis d'éviter les catégorisations ethniques, car elles pourraient contribuer à légitimer scientifiquement une ethnicisation des rapports sociaux. Cela consiste à attribuer, à tort ou à raison, à des différences ethniques réelles - ou perçues comme telles - un phénomène social. Mais d'un autre côté, la « reconnaissance » des groupes minoritaires et de leurs problèmes et les politiques anti-discriminatoires trouvent une légitimation essentielle dans les statistiques. D'ailleurs, le questionnement peut être étendue à d'autres catégories de personnes potentiellement discriminées, par exemple sur base de leur orientation sexuelle. Les discussions politiques qui se sont développées après la victoire de Trump aux élections présidentielles américaines reflètent les interrogations sur ce qu'on appelle aujourd'hui « identity politics » (aussi appelé « politiques anti-discrimination ») aux Etats-Unis.<sup>104</sup> On reproche notamment aux démocrates de s'être occupés moins des problèmes sociaux généraux et fondamentaux (touchant également les classes ouvrières et moyennes blanches) que de la diversité des problèmes des différentes « communautés ». A vrai dire, pour mener des politiques équitables et justes, il faut probablement prendre en compte les deux dimensions.

#### Dynamique et/ou statique

Finalement, et d'une manière générale, les statistiques sur les migrations se rapportent à la structure de la population, c'est-à-dire aux stocks d'immigrés ou de descendants d'immigrés, moins aux flux de migrants, c'est-à-dire les entrées et les sorties du territoire. Or ce sont ces données-là qui donnent une meilleure idée de la dynamique du phénomène migratoire.

<sup>104</sup> Voir notamment la discussion dans le New York Times à ce sujet : <http://www.nytimes.com/roomfordebate/2016/11/23/is-criticism-of-identity-politics-racist-or-long-overdue>

Figure 16 : Solde migratoire et flux migratoires au Luxembourg



Source : STATEC

La statistique la plus connue sur l'immigration au Luxembourg est certainement le pourcentage des étrangers : 47% de la population résidente aujourd'hui. Ce chiffre symbolique dit peu sur la dynamique du phénomène migratoire. Au Luxembourg, en 2015, le solde migratoire, c'est-à-dire la différence entre entrées et de sorties du territoire du Grand-Duché était d'environ 11000 personnes. On constate évidemment que le solde migratoire a littéralement explosé depuis le début des années 2000. La véritable dynamique migratoire apparaît cependant en mettant sur un même graphique, les arrivées et les départs et le solde migratoire. En 2015, 24000 personnes sont arrivées au Luxembourg et près de 13000 sont parties.

Et cela ne dit pas encore tout de la dynamique des migrations, étant donné qu'en cours d'année il y a un mouvement qui ne se retrouve pas dans les chiffres arrêtés à une date précise. A vrai dire, il faudrait encore différencier entre les différentes nationalités ou pays d'origine, entre les groupes d'âge, entre les niveaux d'éducation et ainsi de suite.

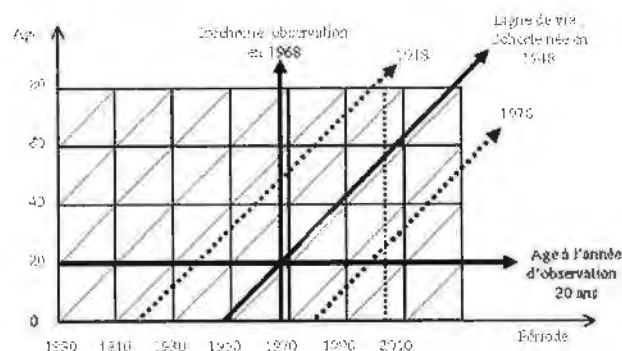
Toutes les analyses statistiques sur les conditions de vie sont des analyses relativement statiques. Il y a certes des éléments longitudinaux dans une ou deux enquêtes (p.ex. dans l'enquête sur les revenus et les conditions de vie, EU-SILC) c'est-à-dire qu'on suit une partie des mêmes personnes pendant un certain temps, généralement quelques années. Cependant, d'une manière générale, ces enquêtes touchent peu ou mal les personnes et les ménages très mobiles. Il est d'autre part bien connu que, dans les enquêtes, les personnes qui sont en bas de l'échelle sociale - et cela commence par les sans-abris - et tout en haut de l'échelle sociale sont sous-représentées.

### Âge, générations et cohortes

Je vais brièvement évoquer une deuxième catégorisation qui semble aller de soi : celle de l'âge. Pour pratiquement tous les indicateurs sociaux, on a les chiffres pour les catégories d'âge. Un exemple : le taux de pauvreté des personnes âgées de 65 ans et plus au Luxembourg est de 6-7% au Luxembourg, soit moins de la moitié du taux de pauvreté de l'ensemble de la population. Dans la plupart des autres pays européens, c'est le contraire. C'est l'approche par âge dite isochrone, une photo à un certain moment de l'histoire selon l'âge (c'est l'axe vertical). Il est également possible de jeter un regard sur les situations pour un âge donné à différents moments de l'histoire. C'est l'axe horizontal.

Figure 17 : Âge(s) et cohorte(s)

Les instruments de lecture : Le diagramme de Lexis (1872)



Source : Présentation de Louis Chauvel (<http://slideplayer.fr/slide/3084393/>)

On peut finalement raisonner en termes de cohortes ou de générations. Louis Chauvel, un des plus grands spécialistes universitaires de la question des générations<sup>105</sup> est d'ailleurs actuellement professeur à l'Université du Luxembourg. La figure 17 est issue d'une de ses présentations. En résumé, l'approche par générations consiste à regarder la situation des cohortes, c'est-à-dire d'un ensemble de personnes nées au cours d'une année (ou d'une rangée d'années) à différents moments dans l'histoire (c'est l'axe en diagonale). Louis Chauvel caractérise les jeunes générations en France comme des générations sacrifiées. Cette thèse est discutée en France<sup>106</sup>.

<sup>105</sup> Louis Chauvel, *Le destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au xxe siècle*, PUF, 1998

<sup>106</sup> Voir notamment la discussion de la thèse dans le journal *Le Monde* :

mais l'approche par générations donne évidemment un éclairage nécessaire et utile pour comprendre l'évolution sociale au sens large, c'est-à-dire non seulement les conditions matérielles de vie, mais également les perceptions des conditions d'existence, les idéologies, les « valeurs », etc.

Au Luxembourg, les caractéristiques des différentes générations sont évidemment spécifiques, parce que - contrairement à la plupart des autres pays européens - le Grand-Duché a connu une croissance très soutenue de 1985 à 2008. Par ailleurs, on ne dispose que de peu de séries historiques longues, sur les salaires, les revenus ou les professions ; ce qui fait que les éléments quantitatifs qui pourraient étayer l'analyse sont assez limités.

Pour faire des analyses par cohortes, l'idéal serait de disposer de données longitudinales ; en d'autres mots il faudrait disposer de données d'individus suivis au cours d'une période plus ou moins longue. Comme ces données font largement défaut au Luxembourg, il faut se rabattre sur les données transversales. L'approche par cohorte consiste alors à comparer des groupes d'individus semblables à différentes époques. Charles Fleury s'est demandé si une telle approche est envisageable pour le Luxembourg (dans le cadre de la « European Values Study »), mais arrive à la conclusion que, dans un pays de migrations, comme le Luxembourg, cette méthode est également problématique :<sup>107</sup>

« Fondée sur l'exploitation de données transversales, l'analyse par cohorte consiste à comparer des cohortes d'individus semblables à différents moments dans le temps. Cette méthode suppose que les individus étudiés soient représentatifs du groupe d'individus nés la même année ou au cours d'une même période de temps. Cela implique que la population étudiée se caractérise par une mortalité faible ainsi qu'un degré limité d'immigration et/ou d'émigration. De même, il est nécessaire que les méthodologies et

[http://www.lemonde.fr/societe/article/2014/06/09/inegalites-entre-les-generations-la-jeunesse-francaise-est-elle-sacrifiee\\_4434544\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2014/06/09/inegalites-entre-les-generations-la-jeunesse-francaise-est-elle-sacrifiee_4434544_3224.html) et sur le site de France Stratégie

<http://www.strategie.gouv.fr/actualites/jeunes-generations-sacrifiees> ("Débat sur les jeunes générations en France", entre Louis Chauvel et Hippolyte d'Albis du 8 septembre 2014)

<sup>107</sup> Charles Fleury, *L'analyse par cohorte au Luxembourg. Les limites de la méthode dans un pays d'immigration : illustration à partir des données de l'European Values Study*, Working paper du CEPS/Instead /actuelleemnt LISER), n° 2010-43 (<http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/autresacteurs/scies-ceps/working-papers-ceps/2010/43-2010/> ; accédé le 2.1.2017)



les erreurs d'échantillonnage de chacune des vagues d'enquête soient similaires, et que les critères de représentativité soient sensiblement les mêmes d'une vague d'enquête à l'autre.... Il est apparu qu'en raison de l'importance des flux migratoires, les différentes cohortes n'étaient pas semblables d'une vague d'enquête à l'autre, rendant l'analyse par cohorte particulièrement hasardeuse pour étudier l'ensemble des cohortes de résidents du Luxembourg, et ce, peu importe le type de données transversales utilisé. »

Néanmoins en faisant une analyse statistique, sociologique ou historique du pays ces aspects des générations ne devraient pas être oubliés. Il y a évidemment la dimension matérielle, mais il y a également une dimension subjective. En fait, une génération dont l'ascension économique, sociale ou culturelle est en panne peut se sentir laissée pour compte. En outre, ce n'est pas seulement la situation de pauvreté ou de précarité en soi qui fait que les gens se sentent exclus, mais également les perspectives ou l'absence de perspectives d'avenir personnelles ou pour les enfants.

### Chômage et « halo » du chômage

En pensant au chômage, il y a une statistique qui s'impose spontanément, le « taux de chômage », c'est-à-dire le nombre de chômeurs mis en rapport avec la population active. Or, d'une part il n'y pas un seul et unique « taux de chômage », mais plusieurs (on y reviendra un peu plus loin). A cela s'ajoute qu'il y a deux grandeurs statistiques qui entrent en ligne de compte : les chômeurs (les personnes à la recherche d'un emploi) et les personnes en emploi (les deux catégories constituant ensemble la population active et le chômage est calculé par rapport à cette population active). Il s'agit donc d'un indicateur plus complexe que l'on aurait tendance à le croire étant donné que les deux grandeurs statistiques peuvent varier : le nombre de chômeurs et le nombre de personnes actives.

Il y a au Luxembourg, comme dans la plupart des autres pays européens, au moins deux « taux de chômage ». L'un est basé sur les statistiques administratives, l'autre sur une enquête (en l'occurrence, dans les pays européens, l'enquête sur les forces de travail, EFT).

En ce qui concerne le chômage dit administratif, il s'agit du nombre de chômeurs inscrits à un service public de l'emploi (au Luxembourg, l'ADEM) rapporté au nombre de personnes en activité (le total des personnes en emploi et au chômage). Mais le chômage dit administratif

connaît également des nuances.<sup>108</sup> En effet, il ne tient pas compte des chômeurs qui participent à des mesures pour l'emploi. En décembre 2016, il y avait au Luxembourg 18185 demandeurs d'emploi résidents disponibles, c'est-à-dire les personnes sans emploi résidentes qui, à la date du relevé statistique, sont inscrites à l'ADEM ne sont ni en congé de maladie depuis plus de 7 jours, ni en congé de maternité. A ce nombre de demandeurs d'emploi disponibles s'ajoutent les personnes affectées à des mesures pour l'emploi, soit 4851 personnes en décembre 2016, qui ne sont cependant pas prises en compte pour le calcul du taux de chômage. Ne sont également pas pris en compte pour le calcul du taux de chômage les demandeurs d'emploi non résidents (les frontaliers), soit 2894 personnes en décembre 2016. Pour calculer le taux de chômage, on fait le rapport entre les demandeurs d'emploi résidents disponibles (18185 personnes en décembre 2016) et la population active résidente (251974 personnes en emploi résidentes + 18185 demandeurs d'emploi, soit au total une population active résidente de 270195 personnes (évidemment sans les frontaliers). En faisant le rapport entre demandeurs d'emploi résidents et population active résidente, on arrive à un taux de chômage de 6.7% en décembre 2016. Le chômage est aussi un phénomène saisonnier, il a tendance à augmenter en hiver. Souvent on communique donc un taux de chômage désaisonnalisé (c'est-à-dire un taux ajusté par des méthodes statistiques) qui est de 6.3% en décembre 2016. Ces taux peuvent être désagrégés selon le sexe, l'âge et la nationalité ou groupe de nationalités.

Dans le deuxième cas, le nombre de chômeurs correspond au nombre de personnes qui ont répondu d'une certaine manière à un questionnaire. L'enquête communautaire sur les forces de travail (EFT) mesure le chômage selon la définition du Bureau International du Travail (BIT) et reprise dans un règlement européen. Cette approche autorise de calculer le chômage de façon comparable entre les pays. Les données administratives ne permettent pas ces comparaisons, parce qu'il n'y a aucune norme internationale dans ce domaine. Afin d'être classée en tant que chômeur au sens du BIT, une personne doit être :

- sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant la semaine de référence sur laquelle porte l'enquête ;
- disponible pour prendre un emploi dans un délai de deux semaines suivant la semaine de référence ;

<sup>108</sup> Voir le Bulletin de l'emploi de l'ADEM : <http://www.adem.public.lu/fr/publications/adem/2016/bulletin-emploi-dec-2016/index.html>

- activement à la recherche d'un travail.

A côté du chômage, le cadre d'analyse du BIT connaît encore deux autres statuts : l'emploi et l'inactivité. Une personne est considérée en emploi si elle a travaillé ne serait-ce qu'une heure, durant la semaine de référence. Une personne est considérée comme étant inactive si elle n'a pas d'emploi et si elle ne remplit pas simultanément les conditions de disponibilité et de recherche active évoquées ci-dessus.

Les concepts et les définitions semblent donc clairs et simples, mais comme le note Jean Ries, le cadre d'analyse n'est pas exempt de critique et on peut étendre l'analyse à ce qu'on appelle le « halo du chômage » ; c'est-à-dire aux personnes qui se trouvent aux limites du chômage, de l'emploi et de l'inactivité.<sup>109</sup>

« Comme ces trois catégories sont mutuellement exclusives (chômage, emploi, inactivité), une personne ne peut se trouver simultanément dans plusieurs catégories. Ainsi, un statut de chômeur 'partiel' n'existe pas dans le cadre d'analyse du BIT. De même, une personne qui cherche activement un emploi, mais qui n'est pas disponible pour commencer dans le délai de 15 jours, sera considérée comme inactive, malgré le fait qu'elle participe, via sa prospection d'emploi, au marché du travail. On utilise parfois le terme de 'halo du chômage' afin de désigner cette frange de la population. Afin de mieux rendre compte de cette situation, des indicateurs alternatifs ou complémentaires au chômage BIT ont été développés par un groupe de travail dirigé par Eurostat. Ce groupe a retenu les trois indicateurs suivants :

- Personnes ayant un emploi à temps partiel, mais qui souhaitent travailler davantage, c'est-à-dire les personnes en sous-emploi ('Underemployed part-time workers').
- Personnes à la recherche d'un emploi, mais pas immédiatement disponibles ('Persons seeking work but not immediately available').
- Personnes disponibles pour travailler, mais pas à la recherche d'un emploi ('Persons available to work but not seeking').

Les personnes en « sous-emploi » se trouvent à mi-chemin entre l'emploi et le chômage. Malgré le fait qu'elles disposent d'un emploi rémunéré, elles souhaitent travailler davantage. Le deuxième et le troisième

<sup>109</sup> Jean Ries, Regards sur le halo du chômage, STATEC, Regards n° 10/2012 (<http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/regards/2012/PDF-10-2012.pdf>)

groupe sont constitués par des personnes qui ne sont pas en emploi, et qui se trouvent à mi-chemin entre les chômeurs au sens du BIT et les inactifs. Ces personnes sont qualifiées de 'force de travail potentielle'. Ce terme se justifie par le fait que ces personnes sont en dehors de la force de travail, telle que définie par le BIT, c'est-à-dire les personnes en emploi et les chômeurs. Par contre elles sont plus proches du marché du travail que les autres personnes inactives. »

Les chiffres établis pour les années 2010 à 2014 sur la base de cette méthodologie élargie ont été publiés dans les rapports Travail et Cohésion sociale de 2014 et 2015 du STATEC.<sup>110</sup>

**Figure 18 : Décomposition de la population en âge de travailler (15-74 ans) au Luxembourg, de 2010 à 2014**

	2010	2011	2012	2013	2014	
1 Emploi total	223 035	225 489	237 097	241 635	250 162	
1a Sous-emploi	5 467	3 754	5 226	4 745	6 912	
2 Chômage BIT	10 336	12 171	12 579	15 670	16 122	
3 Population active BIT	1+2	233 382	237 590	250 276	256 284	
4 Force de travail potentielle	12 103	12 663	14 349	16 619	17 017	
4a sous-chômageur disponible	1 243	1 360	1 590	1 770	1 872	
4b sous-chômageur ne cherchant pas	10 860	11 303	12 759	14 849	15 145	
5 Population active élargie	3+4	245 485	250 443	264 625	273 304	
6 Population inactive	137 108	141 194	138 055	138 056	138 687	
7 Population en âge de travailler (15-74 ans)	1+2+4+6	381 600	381 637	402 530	411 940	421 988

Source : STATEC

**Figure 19 : Taux de chômage et taux de sous-emploi au Luxembourg (2010-2014)**

	2010	2011	2012	2013	2014
Sous-emploi dans l'emploi total	14/1	1,8	1,7	2,2	2,0
Taux de chômage BIT	2/3	4,4	5,1	5,0	6,1
Taux de chômage élargi (1)	(2+4)/5	9,1	10,0	10,1	11,8
Taux de chômage élargi (2)	(2+4+13)/5	10,8	11,5	12,1	13,5
Taux d'inactivité BIT	3/7	61,0	60,7	62,2	62,5
Taux d'inactivité élargi	5/7	64,2	63,8	65,7	66,5

Source : STATEC

En 2014, le taux de chômage « simple » (au sens du BIT) était donc de 6,1 %. On y ajoutant les personnes en sous-emploi (qui travaillaient à temps partiel et souhaitaient travailler plus), ainsi que la force de travail potentielle (personnes qui cherchaient un travail mais n'étaient pas disponibles ou des personnes disponibles ne cherchant pas de travail, il peut notamment s'agir de personnes découragées), on arrive à un taux de chô-

<sup>110</sup> Les « Rapports Travail et Cohésion sociale » du STATEC sont téléchargeables à partir de la page Internet: <http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/index.php>



mage dit élargi de 13.4% en 2014. Tous ces taux ont une signification et un intérêt propres et pour avoir une vue nuancée de la population active et du chômage, il faudrait les prendre tous en considération et cela en même temps. Or, cela se heurte un phénomène de « compartimentage » intellectuel qui a tendance à réduire la complexité des phénomènes.

### Comment penser et présenter les variations des nombres ?

L'exemple du chômage fait apparaître une caractéristique des nombres qui n'est pas qu'une question de pures mathématiques, mais plutôt une question de perception et de présentation des statistiques : comment (se) (re)présenter les variations (croissance ou décroissance) des chiffres ?

Selon l'enquête sur les forces de travail (EFT), le nombre de chômeurs au Luxembourg est passé de 10 366 personnes en 2010 à 16 122 personnes en 2014, soit une augmentation de 5 786 unités. On peut également dire que le nombre de chômeurs a augmenté de 56%. Ce chiffre est mathématiquement juste, mais est-ce qu'il rend bien compte de l'évolution du phénomène du chômage. C'est moins sûr. En effet, on peut également regarder l'évolution du nombre de chômeurs en rapport avec l'évolution de la population active. Or, la population active est passée de 245 498 à 283 301 personnes, soit une augmentation de 37 803 personnes ou encore de 15%. A l'augmentation du nombre de chômeurs de 56% se juxtapose une augmentation du nombre d'actifs de 15%. L'écart paraît énorme. Or, on peut également comparer les taux de chômage : en 2010, le taux de chômage était de 4.4% ; en 2014 il est de 6.1%. L'augmentation du taux est donc très sensible (1.7% points de %), mais évidemment l'augmentation du nombre absolu de chômeurs (+56%) est beaucoup plus saisissante. Aucun de ces chiffres n'est faux, mais quel est le chiffre qui rend le mieux compte des variations du chômage ? A vrai dire, il n'y a pas de réponse à cette question. Jeter un regard sur l'évolution du nombre absolu de chômeurs permet de se rendre compte qu'il s'agit d'innombrables destins individuels ; l'impact sur la société dans son ensemble est peut-être mieux mesuré par l'évolution du taux de chômage.

Le président français François Hollande avait, en avril 2012, annoncé qu'il demanderait qu'on mesure son action à l'« inversion de la courbe de chômage ». L'analyse qu'Olivier Rey en fait est pertinente :<sup>111</sup>

<sup>111</sup> Olivier Rey, *Quand le monde se fait nombre*, Stock, Paris, 2016, pp.9 et 10

« Ce n'est pas à l'expérience personnelle, mais à la statistique que nous devons désormais nous confier pour savoir ce qu'il faut penser de la réalité. Ce faisant la réalité a tendance à se résorber dans l'indicateur statistique qui était censé renseigner sur elle, à n'être plus la source mais le corollaire de la statistique ... Pour problématique que soit l'expression – ce qui peut éventuellement s'inverser n'est pas la courbe, qui est ce qu'elle est, mais son sens de variation –, elle témoigne d'une grande habileté politique : non seulement elle esquive la question du nombre absolu des chômeurs, qui est énorme, mais si l'inversion tant attendue finit par se produire, l'événement apparaîtra comme une victoire, quand bien même entre-temps la situation se serait considérablement dégradée. Mais ce qui devrait frapper plus que tout est qu'au lieu de parler du chômage, le président de la République parle de la courbe du chômage. On dira que si la statistique est honnête, cela revient au même. Mais pourquoi, au lieu de référer à la chose même, évoquer la variation d'un indice ? Certes, d'un point de vue rhétorique, il n'est pas inutile d'atténuer le scandale de millions de chômeurs par la neutralité d'une courbe. Reste que pareil procédé serait inopérant si nous ne vivions dans un monde où nous avons appris à juger des faits par leur mesure statistique, devenue plus réelle que le réel. »

Et c'est là que le bât blesse. Le chômage est une réalité économique, psychologique, démographique, mais également biologique et physique. Angélique del Rey estime qu'on ne peut pas réduire l'explication de la réalité du chômage ni à l'une, ni à l'autre de ces dimensions et « c'est pourquoi, si l'on réduit l'évaluation du chômage à des critères ou, comme on dit, à des 'items' économiques (voir identiques dans le monde entier), l'on réduit la réalité économique du chômage elle-même ! Et on la rend inexplicable ... D'où l'échec des évaluations qui ne prennent en compte que cette dimension. »<sup>112</sup>

Appréhender la multidimensionalité des phénomènes sociaux (comme, par exemple le chômage) exige de dépasser la « religion » du chiffre unique (comme le taux de chômage). Plusieurs types de mesure sont parfois nécessaires pour décrire et analyser la complexité d'un phénomène socio-économique. Et il s'agit d'accepter que, dans certains cas, que les statistiques racontent des histoires très diverses (parfois même contradictoires, en apparence du moins) sur un même phénomène. Par ailleurs, ce n'est pas seulement par la pure quantification qu'une situation ou évolution

<sup>112</sup> Angélique del Rey, *La tyrannie de l'évaluation*, La Découverte, Paris, 2013, pp. 100-101

économique et sociale peut être analysée. L'analyse qualitative apporte généralement des éléments de compréhension utiles et complémentaires à la quantification.

### Les concepts-valises

Parmi les autres défis dans le domaine des concepts statistiques, il y a notamment celui des « concepts-valises ». Ces concepts véhiculent souvent d'innombrables significations. Ils demandent généralement la construction d'un système d'indicateurs statistiques complexes comprenant un nombre très important d'indicateurs.

Il s'agit de concepts comme la « qualité de vie » ou le « bien-être » ou encore la « cohésion sociale » ; et même le concept de pauvreté est plus polysémique, a plus de significations, qu'on ne le pense. Or, aujourd'hui on demande à la statistique publique de « mettre en chiffres » (de préférence un seul chiffre) cette polysémie.

### Pourquoi la qualité de vie et le bien-être sont-ils d'actualité ?

C'est surtout « l'écart entre la mesure statistique des faits socio-économiques - comme l'évolution du PIB par habitant - et la perception de ces mêmes faits par les citoyens qui est devenu depuis quelques années un sujet sensible ».<sup>113</sup> Pour mieux appréhender la qualité de vie des personnes et leur bien-être, deux angles d'approche peuvent être retenus :

- 1er angle d'approche : l'évaluation de la situation d'une personne à partir de critères objectifs, par exemple sur les conditions de vie matérielles, le niveau d'éducation, l'insécurité économique et physique.
- 2ème angle d'approche : le bien-être subjectif (Quelle satisfaction est-ce que je retire de ma vie ?)

Au Luxembourg, en 2013, le Conseil économique et social (CES) et le Conseil supérieur du développement durable (CSDD) ont arrêté une liste d'indicateurs<sup>114</sup> à prendre compte dans le cadre du projet « PIBien-être »

<sup>113</sup> Joseph E. Stiglitz, Amartya Sen, Jean-Paul Fitoussi, « Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, 2009 (<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/094000427.pdf>) ; accédé le 15.9.2016

<sup>114</sup> CES, CSDD, « PIBien-être », Avis commun, 2013 (<http://www.ces.public.lu/content/dam/ces/fr/actualites/2013/11/pibienetre/avis-commun-ces-csdd-pibien-etre.pdf> ;

que le STATEC doit mettre en oeuvre. Il s'agit de plus de 60 indicateurs et certains de ces indicateurs sont encore désagregés selon le niveau d'éducation, le revenu, la profession etc.

Les 11 dimensions sont

#### 1. Revenu et patrimoine (11 indicateurs)

RNB/tête, Patrimoine des ménages, indice de GINI etc., 1 indicateur subjectif (incapacité à joindre les deux bouts).

#### 2. Emploi (7 indicateurs)

taux d'emploi, taux de chômage, accidents de travail indicateur subjectif : sentiment d'insécurité de l'emploi.

#### 3. Logement (5 indicateurs)

part relative des coûts du logement, nombre de logements achevés par an, part relative des coûts du logement ; pas d'indicateur subjectif.

#### 4. Santé (8 indicateurs)

espérance de vie à certains âges et en bonne santé, taux de suicide, répartition des décès selon leurs causes, consommation de psychotropes ; indicateurs subjectifs : adultes déclarant être en bonne santé ou très bonne santé, adultes déclarant souffrir d'un problème de santé de longue durée, adultes limités dans l'exercice de leurs activités habituelles.

#### 5. Education et compétence (4 indicateurs)

Niveau d'études atteint, etc ; pas d'indicateurs subjectifs.

#### 6. Equilibre vie professionnelle – vie privée (6 indicateurs)

Salariés effectuant de très longues heures de travail ;

Temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles

Taux d'emploi des femmes ayant des enfants en âge de scolarisation obligatoire

1 indicateur subjectif : Satisfaction avec la répartition loisirs – travail.

#### 7. Liens sociaux (4 indicateurs)

Soutien du réseau social, participation à des associations, temps consacré au bénévolat, fréquence des contacts sociaux. Dans le rapport technique, tous ces indicateurs sont qualifiés de « subjectifs », alors que ce n'est pas le cas, avec l'exception de la question sur le soutien social qui peut être qualifiée de « subjective ».

#### 8. Gouvernance et citoyenneté (6 indicateurs)

Votants en pourcentage de la population; procédures formelles de consultation lors du processus d'élaboration des lois, participation à des associations politiques, 2 indicateurs confiance dans les institutions et sentiment de discrimination.

#### 9. Environnement (9 indicateurs)

Bruit, taux de recyclage ... 2 indicateurs subjectifs, satisfaction avec la qualité de l'air et de l'eau.

#### 10. Sécurité physique (2 indicateurs)

Infractions inventoriées; 1 indicateur subjectif: sentiment de sécurité et finalement

#### 11. Bien-être subjectif

Satisfaction à l'égard de l'existence.

En fait, cette énumération montre déjà la difficulté pour définir le concept de bien-être et le mesurer :

- Le dernier indicateur, le « bien-être subjectif » se trouve un peu en porte-à-faux par rapport aux autres dimensions. Et c'est assez logique. C'est cette dernière dimension qui devrait normalement être la résultante des dimensions qui précèdent.
- C'est d'ailleurs souvent une faiblesse de ces systèmes d'indicateurs : les dimensions du revenu, du patrimoine mais aussi de l'emploi peuvent être considérés tout autant comme des déterminants, des causes du bien-être, que comme mesure intrinsèque du bien-être.
- Par ailleurs des indicateurs d'input et d'output sont souvent mélangés : à titre d'exemple, pour le logement, on a un indicateur de constructions de logements (c'est l'input) et des indicateurs sur les conditions de logement (qui est l'output). Le système d'indicateurs manque donc un peu de cohérence logique.

- Se posent encore quelques questions de détail : selon le rapport technique « PIBien-être », la sécurité physique doit être mesurée par les infractions inventoriées par les forces de l'ordre, on peut du moins le supposer étant donné qu'il s'agit des seules statistiques disponibles régulièrement. Or, il est bien connu qu'il s'agit plutôt d'un indicateur d'activité de la police (voir également plus haut) que d'un indicateur de sécurité qui est mieux mesurée par des enquêtes. Pour le Luxembourg, il y a quelques années le STATEC a mené une enquête-pilote dans ce domaine, mais par manque de moyens financiers et humains, et parce qu'on a pensé qu'il y avait déjà trop d'enquêtes au Luxembourg, on n'a pas continué dans cette voie.
- Enfin, il faudrait limiter le nombre d'indicateurs au strict minimum. Cela a été fait pour l'indice du développement humain (IDH) des Nations Unies.<sup>115</sup> L'IDH est basé principalement sur 3 indicateurs : le revenu national brut par habitant, les années de scolarisation, et l'état de santé, à travers l'espérance de vie.

Enfin, il faut savoir que ces indicateurs du PIBien-être sont compilés à partir de différentes enquêtes, ce qui limite les possibilités d'analyse parce qu'on ne peut pas étudier les corrélations au niveau individuel.

#### Bien-être subjectif : différentes mesures

Les mesures du bien-être subjectif n'ont été réalisées systématiquement que depuis les années 1970. Comme le relève Claudia Senik, une des spécialistes françaises de la question :<sup>116</sup> « L'essor des enquêtes subjectives coïncide avec la critique de la civilisation matérialiste et l'idée qu'il ne suffit pas de mesurer et de chercher à accroître le revenu national pour rendre heureux les habitants d'un pays. Ensuite, l'initiative connaît

<sup>115</sup> Les rapports depuis 1990 sont téléchargeables à partir du site Internet du United Nations Development Programme (<http://hdr.undp.org/fr/content/indice-de-développement-humain-idh> ; accédé le 10.10.2016)

N.B. : Si la relative simplicité de l'indice favorise certainement sa communication au grand public, elle rend cependant difficiles les analyses très fines de différence de qualité de vie entre pays développés.

<sup>116</sup> Faut-il mesurer le bonheur pour bien gouverner ?, Entretien avec Florence Jany-Catrice et Claudia Senik, L'économie politique n° 071, 1.7.2016 (<http://www.alternatives-economiques.fr/faut-mesurer-bonheur-bien-gouverner/00069011> ; accédé le 16.9.2017)

un regain dans les années 1990, avec la prise de conscience des problèmes environnementaux. On se rend compte qu'il faut être attentif à tous les à-côtés de la production du flux de richesse : les ressources naturelles, la répartition des revenus, l'organisation du temps des gens, etc. ». Comme tous les « concepts-valises », le « bien-être subjectif » et sa mesure sont donc le fruit d'une époque.

Le concept de bien-être « général » pose des questions de définition et de mesure. Mais même les concepts plus limités de bien-être *subjectif* ou de satisfaction avec la vie ne sont pas univoques. Il y a au moins trois dimensions différentes pour évaluer le bien-être subjectif et donc 3 alternatives de questions selon un rapport consacré par l'OCDE à la mesure du bien-être subjectif<sup>117</sup> dont les principales orientations se retrouvent dans le module de l'enquête communautaire sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC) de 2013 sur le bien-être<sup>118</sup> :

1. D'abord on peut faire une évaluation générale réfléchie de sa propre existence en général ou d'un de ses aspects spécifiques. La question de l'enquête qui correspond à cette dimension peut être la suivante :

« D'une manière générale, sur une échelle de 1 à 10, êtes-vous satisfaits de votre vie en général (en ce moment) » (0 signifiant pas du tout satisfait et 10 entièrement satisfait)

En fait, « cette question mesure à la fois une notion de bien-être et une appréciation cognitive, un jugement que les gens portent sur leur vie ». <sup>119</sup>

2. Une deuxième façon de mesurer le bien-être subjectif est de mesurer les affects, c'est-à-dire les sentiments ou émotions, généralement mesurés par rapport à un moment donné (c'est plutôt la dimension

<sup>117</sup> OECD, *Guidelines on Measuring Subjective Well-being*, Paris 2013 (<http://dx.doi.org/10.1787/9789264191655-en> ; accédé le 10.10.2016)

<sup>118</sup> Voir à ce sujet : Paul Zahlen, Les indicateurs de bien-être subjectif général, In : Rapport Travail et Cohésion sociale 2015, STATEC, 2015, pp. 161-198 (<http://www.statistiques.public.lu/fr/actualites/conditions-sociales/conditions-vie/2015/10/20151016/index.html> ; accédé le 10.10.2016)

<sup>119</sup> Claudia Senik dans l'entretien suivant : Faut-il mesurer le bonheur pour bien gouverner ?, Entretien avec Florence Jany-Catrice et Claudia Senik, *L'économie politique* n° 071, 1.7.2016 (<http://www.alternatives-economiques.fr/faut-mesurer-bonheur-bien-gouverner/00069011> ; accédé le 16.9.2017)

hédonique du bien-être subjectif). La question qui correspond à cette dimension est la suivante :

« Au cours des 4 dernières semaines, sur une échelle de 1 à 5, avez-vous été dans les états suivants : Heureux, Découragé ou déprimé, Calme et serein, Avoir le cafard, Très nerveux. ». L'échelle de de fréquence va de 1 à 5 : avec 1. Tout le temps, à 2. La plupart du temps ; 3. Parfois ; 4. Rarement ; 5. Jamais.

3. Enfin on peut mesurer l'eudémonisme – sentiment d'avoir un but dans l'existence (de voir un « sens dans sa vie ») ou signe d'un fonctionnement psychologique équilibré. L'OCDE dit cependant au sujet de ce concept : *"It is not clear whether eudaimonic well-being captures a single underlying construct like life evaluation or is rather an intrinsically multi-dimensional concept like affect"*.

La question qui correspond à cette dimension est :

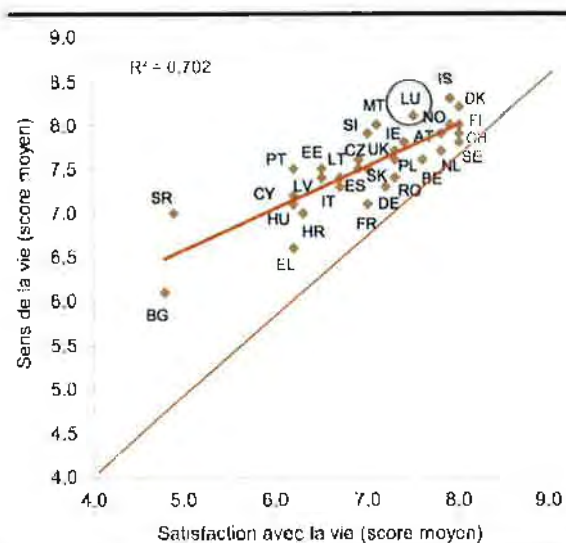
« D'une manière générale, sur une échelle de 0 à 10, pensez-vous que les choses que vous faites dans la vie valent la peine » (0 signifiant ne vaut pas la peine et 10 vaut entièrement la peine) »

Ces concepts ne sont pas identiques. A titre d'exemple, si on prend en considération les pays européens, il existe bien une corrélation entre l'évaluation générale de la vie (« satisfaction avec la vie »), et la dimension eudémonique (« sens de la vie »), mais cette corrélation est loin d'être parfaite.<sup>120</sup> D'une manière générale, les scores obtenus dans la dimension eudémonique sont d'ailleurs plus élevés que dans la dimension de la satisfaction générale avec la vie. Le Luxembourg se situe plutôt à l'avant du peloton européen dans les deux dimensions. Les pays nordiques se trouvent en tête ; il s'agit de pays où, globalement, le niveau de vie est élevé et les inégalités faibles, faut-il le rappeler (voir figure 20).

<sup>120</sup> Paul Zahlen, *Regards sur le bien-être subjectif au Luxembourg et en Europe*, n° 16/2015, STATEC, 2015 (<http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/sories/Regards/2015/16-15-bienetre-lux-europe/index.html> ; accédé le 30.09.2016)



**Figure 20 : « Satisfaction avec la vie » et « sens de la vie perçu » (2013)**



Source : EUROSTAT, STATEC (pour le Luxembourg)

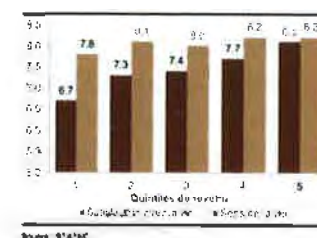
La moyenne ne dit pas tout à ce sujet. Les inégalités du bien-être subjectif sont le miroir des inégalités matérielles.<sup>121</sup> A titre d'exemple, sur une échelle de 1 à 10, le score de satisfaction avec la vie des personnes se situant en bas de l'échelle des revenus (le premier quintile) est de 6.7 sur 10. En haut de l'échelle des revenus (le 5e quintile) le score de satisfaction avec la vie est de 8.1 sur 10. A noter également que l'inégalité en termes de perception du sens que l'on donne à ce qu'on fait, n'est pas aussi prononcée (de 7.8 à 8.1 du bas vers le haut de l'échelle des revenus).

De très nombreux chercheurs s'évertuent – ou devrait-on dire s'acharnent ? –, à démontrer encore et encore la pertinence du « paradoxe d'Easterlin » qui dit que, dépassé un certain seuil de niveau de vie (au niveau individuel, mais également au niveau des pays), la croissance économique, respectivement la croissance du niveau de vie matériel, n'apportent pas une augmentation proportionnelle du bien-être subjectif. Pour ces analyses, les chercheurs s'appuient d'ailleurs généralement sur la mesure de la « satisfaction avec la vie » et non pas sur la mesure eudémonique du

<sup>121</sup> Paul Zahlen, Regards sur les inégalités du bien-être subjectif, n° 15/2005 (<http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/series/regards/2015/18-15-bienetre-inegalites/index.html> ; accédé le 30.09.2016)

bien-être. On utilise le plus souvent les données agrégées des pays sur une période plus ou moins longue. Les inégalités du bien-être subjectif sont plus rarement l'objet des recherches, même si récemment on s'est intéressé plus au sujet, en découvrant d'ailleurs que l'inégalité des revenus contribue à expliquer pourquoi la croissance économique ne se traduit pas nécessairement dans une augmentation du bien-être subjectif.<sup>122</sup> Le récent « World Happiness Report » de 2016, dans un chapitre consacré aux inégalités de bien-être subjectif

**Figure 21 : Les inégalités du bien-être subjectif au Luxembourg (2013)**



Source : STATEC

, lui-même basé sur les travaux de John F. Helliwell, va d'ailleurs dans le même sens.<sup>123</sup>

<sup>122</sup> Shigehiro Oishi, Selin Kesebir, Income Inequality Explains Why Economic Growth Does Not Always Translate to an Increase in Happiness, *Psychological Science*, 2015, Vol. 26(10) pp. 1630–1638 (<http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0956797615596713> ; accédé le 15.9.2016)

Voir à ce sujet : Richard Florida, Income Inequality Leads to Less Happy People. Economic growth alone is not a sufficient condition for happiness, according to a recent study, *Citylab*, Dec. 21, 2015 (<http://www.citylab.com/politics/2015/12/income-inequality-makes-people-unhappy/416268> ; accédé le 15.9.2016)

<sup>123</sup> World Happiness Report, 2016 (<http://worldhappiness.report/cd/2016/> ; accédé le 15.9.2016)

Voir également à ce sujet :

Julie Beck, The Inequality of Happiness. The well-being gap is widening in most countries – but what does that mean?, *Zje Atlantic*, Apr. 7, 2016 (<https://www.theatlantic.com/health/archive/2016/04/the-inequality-of-happiness-countries-iceland-world-happiness-report/477180/> ; accédé le 15.9.2016)  
Leonard Goff, John F. Helliwell, Guy Mayraz, The Welfare Costs of Well-being Inequality, NBER Working Paper No. 21900, January 2016 (<http://www.nber.org/papers/w21900> ; accédé le 15.9.2016)



Tout cela montre que les moyennes ne racontent qu'une partie de(s) l'histoire(s) et que l'analyse des distributions est d'une nécessité absolue, même si le message à faire passer est plus complexe. Par ailleurs, les écarts significatifs de plusieurs mesures qui sont censées représenter le bien-être subjectif (la « satisfaction avec la vie », la dimension « eudémonique », et la dimension « hédonique ») montrent qu'un concept multidimensionnel (comme le « bien-être subjectif ») doit être appréhendé avec beaucoup de circonspection. L'honnêteté intellectuelle voudrait d'ailleurs que les différentes mesures disponibles d'un même phénomène soient prises en compte dans une recherche.

Il y a d'autres limites à ces questions. Comme le relève Claudia Senik, une de ces limites, qui est souvent simplement passée sous silence, est « celle d'être posées sur une échelle bornée, allant de 0 à 10 par exemple. L'échelon 0 est parfois défini comme 'la pire situation possible pour vous' et l'échelon 10 comme 'la meilleure situation possible'. » Pour Senik, « on ne mesure donc pas des watts ou des kilogrammes, mais une évaluation qui est relative à un contexte, car la note que les gens attribuent à leur vie ou à leur bonheur fait implicitement référence à l'ensemble des possibles, c'est-à-dire au contexte historique dans lequel ils vivent. Ceci rend difficile la comparaison des niveaux de bonheur de pays très différents ou d'époques très différentes. Il faut faire un effort particulier pour pouvoir interpréter les données. On ne peut pas mesurer naïvement des moyennes. »<sup>124</sup>

Il y a des critiques encore plus fondamentales. Avec la mise en œuvre de grandes enquêtes depuis le début des années 1980 (Gallup World Poll, World Values Survey, European Values Study) on dispose désormais de grandes bases de données « subjectives » permettant des comparaisons entre pays et qui ont permis aux scientifiques de travailler sur les corrélations entre le bien-être subjectif et d'autres variables. Florence Jany-Catrice en fait une critique fondamentale en se demandant si on peut fonder une politique (un projet collectif et d'intérêt général) sur l'agrégation des préférences individuelles. Dans une perspective institutionnaliste, le social est irréductible à la somme des intérêts individuels.<sup>125</sup>

124 Claudia Senik dans l'entretien suivant : Faut-il mesurer le bonheur pour bien gouverner ? Entretien avec Florence Jany-Catrice et Claudia Senik, *L'économie politique* n° 071, 1.7.2016 (<http://www.alternatives-economiques.fr/faut-mesurer-bonheur-bien-gouverner/00069011> ; accédé le 16.9.2017)

125 Florence Jany-Catrice dans l'entretien suivant : Faut-il mesurer le bonheur pour bien

« Ces travaux présentent des avantages sur le marché des idées : leurs analyses s'inscrivent dans la théorie standard dominante, c'est-à-dire qu'elles ne rompent ni avec les perspectives d'individualisme méthodologique, ni avec les stratégies d'optimisation de la satisfaction individuelle. Dans ces travaux, tout part de l'individu, de sa sensation, de ses émotions et de ses états, et donc tout s'y arrête. La justification de ce type de mesure est l'idée (étonnante) d'une "démocratie" individuelle : chaque individu (de l'échantillon) est sondé en "privé", ce qui permet cette transformation miraculeuse des satisfactions ou bonheurs individuels en un indicateur agrégé des satisfactions de tous. Mais peut-on vraiment fonder une politique, c'est-à-dire un projet collectif visant l'intérêt général ou l'intérêt d'une communauté, sur l'agrégation sommaire des préférences individuelles ? C'est une vaste question qui traverse la science économique et marque une ligne de partage entre la théorie utilitariste et les perspectives institutionnalistes, pour lesquelles le social est profondément irréductible à la somme des intérêts et des points de vue individuels. C'est dans la boîte noire de la fabrication des questionnaires, d'une part, et de la mise en moyenne des statistiques récoltées, d'autre part, qu'est fournie la production d'un jugement sur le bien-être collectif. La commission Stiglitz-Sen s'est malheureusement refusée à reconnaître les enjeux éthiques enchâssés dans ces mesures, qui occultent le caractère primordial des dimensions collectives dans la société. C'est pourquoi, à mes yeux, les indicateurs subjectifs ne peuvent fonder une mesure du bien-être social, même si on peut les mobiliser comme compléments, pour comprendre et interpréter certains traits du capitalisme contemporain. ... i les objectifs de politiques publiques (d'un Etat néolibéral poussé alors à son paroxysme) se centrent sur la réduction des inégalités de bonheur mesuré de manière individuelle, cela signifie en creux qu'elles détournent leur attention des inégalités économiques réelles. Si leur objectif est la maximisation d'indices du bonheur, comment ne pas imaginer que ces politiques puissent, à leur guise, instrumentaliser les facteurs de cette satisfaction individuelle (multiplier les Euro de football, par exemple...) ? »

### Quelle pauvreté ?

Même un concept comme la pauvreté peut être appréhendé de différentes façons.

gouverner ? Entretien avec Florence Jany-Catrice et Claudia Senik, *L'économie politique* n° 071, 1.7.2016 (<http://www.alternatives-economiques.fr/faut-mesurer-bonheur-bien-gouverner/00069011> ; accédé le 16.9.2017)

Le prix Nobel d'économie, Amartya Sen définit la pauvreté comme l'insuffisance des ressources matérielles mais également comme insuffisance des ressources immatérielles comme l'accès à l'éducation, l'exercice d'une activité valorisante et encore le respect reçu des autres. C'est l'approche par les « capacités ».

Le Conseil européen a estimé dans un texte datant des années 1990 qu'on est pauvre lorsqu'on n'a pas un niveau de vie acceptable dans une société donnée. Il y a donc un élément relatif dans cette définition. En outre, selon le Conseil, ceux qui sont pauvres sont également souvent exclus des activités économiques, sociales et culturelles auxquelles les personnes non-pauvres peuvent participer.

Et en conséquence, les méthodes de mesure de la pauvreté sont diverses. Il y a d'abord

1. La définition légale, par exemple le seuil à partir duquel le RMG est dû, cette mesure n'est pas du domaine de la statistique proprement dite, c'est plutôt un comptage qu'une approche du phénomène social de la pauvreté.
2. La définition relative (où le seuil de risque de pauvreté se situe, par exemple, à 60% de revenu médian), c'est cette définition-là qui est le plus couramment utilisée en Europe. A noter que la fixation du seuil est assez arbitraire, on peut aussi bien envisager des seuils à 40%, 50% ou 70% du revenu médian.
3. Il y a la pauvreté subjective (on demande aux gens de quel revenu ils auraient besoin pour pouvoir joindre les deux bouts sans problème).
4. La privation matérielle, comme le mot le dit, il s'agit de mesurer de quoi les gens doivent se priver, le taux de privation matérielle sévère désigne le taux de personnes qui doivent se priver d'un certain nombre de choses ou de services.
5. La pauvreté absolue, c'est-à-dire une définition basée sur la construction d'un panier de consommation – allant de l'alimentation aux loisirs – correspondant aux besoins minima des ménages. Le STATEC y a travaillé et y travaille.<sup>126</sup>

<sup>126</sup> Anne Franziskus, Quels besoins pour une vie décente ? Vers un budget de référence pour le Luxembourg, Cahier économique n°122, STATEC, 2016

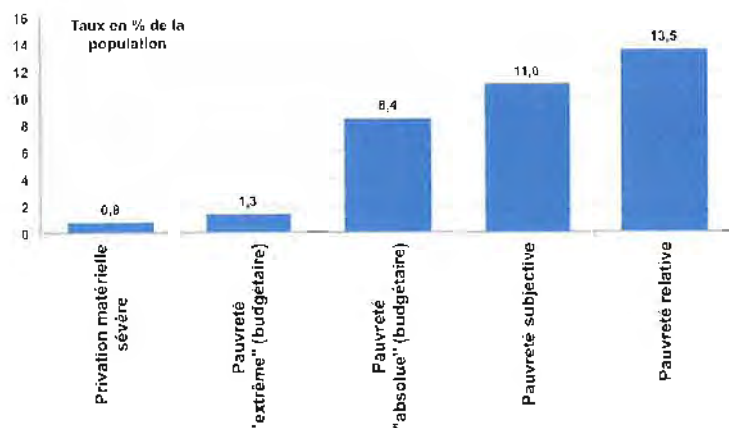
Ces diverses mesures de la pauvreté ne vont pas de soi. Elles s'insèrent dans un contexte où la faisabilité statistique (dispose-t-on des données nécessaires ?), la faisabilité économique et le rapport coût/efficacité (faut-il éventuellement une nouvelle enquête, est-ce que des données administratives sont disponibles et est-ce qu'elles sont structurées de façon à permettre une utilisation statistique ?) et l'acceptation par le public jouent un rôle (voir figure 22).

Les mesures donnent des taux très différents. Et des taux différents peuvent modifier radicalement le discours politique et social sur la question. En 2010, une étude-pilote a été réalisée au STATEC afin d'évaluer un panier de consommation minimal nécessaire pour pouvoir vivre décemment. Cela a permis de comparer les différents taux qui vont de 1 à 2 % pour le taux de privation matérielle sévère, - un taux très faible dans la comparaison européenne - à 14% (c'était en 2010, je le rappelle qu'aujourd'hui on en est à un taux de pauvreté 15-16%)

Figure 22 : Les mesures de la pauvreté

Les normes de pauvreté et les mesures de la pauvreté		
Méthode	Acceptabilité par le public	Faisabilité statistique
Légale	Elevée ( ? )	Pas du domaine statistique
Relative	Parfois faible	Elevée
Subjective	Elevée	Peu fiable
Privation matérielle	Elevée	Elevée
Budgétaire (absolue)	Potentiellement élevée	A été examinée et sera examinée ... pour le Luxembourg

Figure 23 : Les taux de pauvreté selon diverses méthodes (2010)



Seuil de pauvreté « absolue » : panier de biens et services « essentiels » ;  
 Seuil de pauvreté « extrême » = panier limité aux biens vitaux (nourriture, logement, vêtements ...) ;  
 Seuil de pauvreté relatif : 60% du revenu médian équivalent ;  
 Seuil de pauvreté subjective = revenu que les personnes interrogées considèrent comme nécessaire pour joindre les deux bouts  
 Source : Rapport travail et cohésion sociale 2010, Cahier économique n° 111, STAT-TEC, 2010 (<http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/series/cahiers-economiques/2010/111-cohesion-sociale/index.html>)

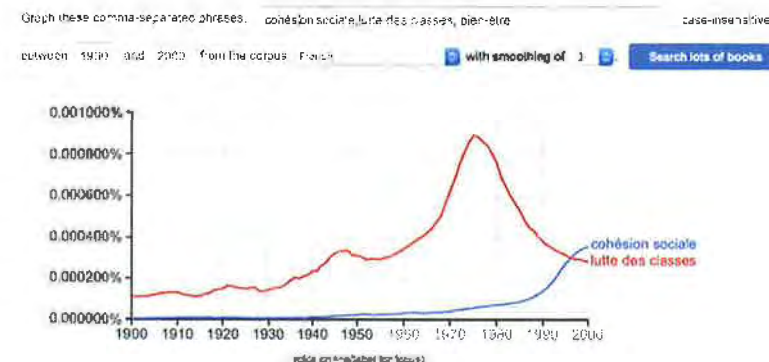
La complexité de la mesure de la pauvreté résulte aussi du fait que – logiquement – il y a la dimension du ménage qui entre ligne de compte dans le calcul du taux de pauvreté (taille du ménage, nombre d'enfants mineurs). Concrètement, la taille du ménage induit à la fois des dépenses supplémentaires (c'est-à-dire la nécessité de disposer d'un revenu plus élevé) et un effet d'échelle. Actuellement, pour calculer le revenu « individuel », on recourt le plus souvent à ce que l'on appelle l'échelle « OCDE modifiée » où le 1er adulte équivaut à une unité, les adultes suivants 0.5 et chaque enfant de moins de 15 ans à 0.3.<sup>127</sup> Le revenu individuel dit « équivalent » (c'est-à-dire ajusté par une échelle d'équivalence) est donc une construction formalisée beaucoup plus complexe que l'on ne pourrait le penser intuitivement.

127 Jérôme Accardo, Du bon usage des échelles d'équivalence. L'impact du choix de la mesure, Informations sociales, 1/2007 (n° 137) (<https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2007-1-page-36.htm>; accédé le 1.9.2016)

### La cohésion sociale : quelle définition et quelle(s) mesure(s) ?

Après la deuxième guerre mondiale, les termes à connotation « marxiste » de « classe sociale », et son corollaire la « lutte des classes », ont pris leur envol. Avec l'ouverture de l'ère (néo)libérale à partir des années 1980, l'utilisation du terme - et du concept sous-jacent - de « classe sociale » s'est réduite et a été remplacé par un terme à connotation plus « positive », la « cohésion sociale » (ou alors son absence éventuelle). Cela pourrait être un constat purement intuitif, mais aujourd'hui on dispose d'un outil (« ngram viewer ») permettant de mesurer la fréquence des mots dans les ouvrages « scannés » par Google et répertoriés dans « Google Books ». On a pris l'exemple de la fréquence des termes « cohésion sociale » et « lutte des classes » dans le corpus français de Google Books et la fréquence calculée confirme en fait l'intuition (voir figure 24). Et on voit bien l'ascension de l'emploi du terme « lutte des classes » jusque vers le milieu des années 1970 et la chute subséquente. De l'autre côté, on constate une forte augmentation du terme de « cohésion sociale » à partir des années 1980. Malheureusement, les livres publiés après l'année 2000 ne font plus partie du corpus analysé.

Figure 24 : La fréquence des termes de « lutte des classes » et « cohésion sociale » dans « Google Books »



Source : ngram viewer de Google Books (<https://books.google.com/ngrams>)

Comment définir en quelques mots cette notion de « cohésion sociale » ? Il s'avère très vite que cela est plus difficile que l'on ne le pense et qu'il faut recourir soit à une définition « en négatif » (l'absence de cohésion sociale) ou alors à des formulations qui décrivent en long et en large le concept.



Comme définition « en négatif » de la « cohésion sociale », on peut penser à l'absence de conflits du travail (grèves), et de conflits plus généraux dans la société. Ces conflits pourraient être mesurés par le nombre des manifestations publiques ou éventuellement la violence de ces manifestations. Mais est-ce que la fréquence élevée de conflits sociaux dans les entreprises ou encore les manifestations publiques pacifiques sont réellement des indicateurs d'un manque de cohésion sociale ? Tous aussi bien, on peut y voir un signe de santé du mouvement social et de la démocratie et d'une demande de participation légitime des citoyens.

Une définition « positive » de la « cohésion sociale » est fournie par le site Internet « Wikiprogress » qui est une initiative de l'OCDE destinée à rassembler des données et des ressources sur le « bien-être » et le développement durable :<sup>128</sup>

« Social Cohesion is defined as a cohesive society that...

Works toward the well being of all its members

- Fights exclusion and marginalisation ;
- Creates a sense of belonging ;
- Promotes trust ;
- Offers its members the opportunity of upward mobility (rising from a lower to a higher social class or status) ;

While the notion of "social cohesion" is often used with different meanings, its constituent elements remain the same which include concerns about:

- Social inclusion: process of improving the terms for individuals and groups to take part in society. It aims to empower poor and marginalized people to take advantage of rising global opportunities ;
- Social capital: the resources that result from people cooperating together toward common ends ;
- Social mobility: the ability of individuals or groups to move upward or downward in status based on wealth, occupation, education, or other social variables

<sup>128</sup> <http://wikiprogress.org/articles/poverty-development/social-cohesion/> ; accédé le 10.10.2016

On constate que la définition est multidimensionnelle. Elle ne peut être résumée par un seul indicateur statistique. La notion générale de « cohésion sociale » inclut d'autres notions tout aussi larges comme l'inclusion sociale, le capital social et la mobilité sociale.

Ces concepts peuvent être appréhendés par des indicateurs statistiques « objectifs », comme les ressources financières disponibles ou alors l'absence de ces ressources (le taux de pauvreté pourrait être un indicateur « objectif » dans ce domaine) ou encore les inégalités de revenus (indice de Gini, écart interquantile ...). Dans la dimension de la mobilité sociale, l'idéal serait de disposer de données longitudinales sur le pédigrée des individus, mais ces données font souvent défaut. On peut éventuellement y substituer l'analyse des générations définies selon les années de naissance, mais il ne s'agit là que d'une solution imparfaite qui ne remplace pas les données de suivi individuelles sur le moyen ou le long terme. A noter que dans l'enquête européenne EU-SILC sur les revenus et les conditions de vie, il y a une dimension longitudinale, mais la période de suivi individuel reste limitée à quelques années.

La dimension du capital social, défini comme la propension des individus à coopérer pour le bien commun et est mesurée très souvent par, soit par un indicateur qu'on pourrait qualifier d'« objectif », comme la participation à des associations ou le bénévolat, ou alors par un indicateur subjectif comme la « confiance interpersonnelle » ou encore la « confiance envers les institutions ».

A vrai dire, ces variables ne sont pas des indicateurs directs de la cohésion sociale, mais plutôt des indicateurs indirects de caractéristiques qui pourraient être à l'origine (ou les causes) de la cohésion sociale. Encore que les liens de causalité ne sont pas univoques : le niveau de vie peut être à la fois à l'origine d'une société cohésive et la conséquence d'une société où règne la cohésion sociale qui constituerait donc un « lubrifiant » du fonctionnement de l'économie. Et bien évidemment, il serait illusoire de vouloir exprimer le « degré » de cohésion sociale d'une société dans un seul chiffre.

Pour le sociologue canadien Paul Bernard, la « cohésion sociale » est d'ailleurs un « quasi-concept » scientifique, c'est-à-dire un concept peu structuré, malléable et même indéterminé, mais ayant l'ambition et l'ap-

parence de la scientificité ; scientificité qui est-elle même souvent légitimé par un appareil statistique censée représenter la « cohésion sociale » :<sup>129</sup>

« La notion de cohésion sociale est un quasi-concept, c'est-à-dire une construction mentale hybride que le jeu politique nous propose souvent, à la fois pour détecter des consensus possibles sur une lecture de la réalité et pour les forger. Ces constructions sont fondées, en partie, sur une analyse des situations, ce qui leur permet d'être relativement réalistes et de bénéficier de l'aura légitimatrice de la méthode scientifique ; mais elles conservent une indétermination qui les rend assez flexibles pour suivre les méandres de l'action politique. Cette indétermination explique qu'il soit si difficile de définir la cohésion sociale. »

Le STATEC s'est penché en détail sur le concept et les mesures éventuelles de la cohésion sociale dans le « Rapport Travail et Cohésion sociale » de 2009.<sup>130</sup> Il y propose une grille de lecture due à Paul Bernard<sup>131</sup> qui structure les multiples facettes en 3 dimensions thématiques (économique, politique, socio-culturelle) et deux angles d'approche, l'une « formelle », l'autre qualifiée de « substantielle » par Paul Bernard. La distinction entre les éléments « formels » et les éléments « substantiels » de la cohésion sociale est particulièrement intéressante. Dans le domaine politique, par exemple, la légitimité formelle est assurée en grande partie par le droit de vote et les élections libres. Est-ce le signe de la santé démocratique ? En fait, c'est plutôt la participation aux élections et la participation politique tout court qui est le reflet du dynamisme démocratique.

129 Paul Bernard P., 1999, « La cohésion sociale : critique dialectique d'un quasi-concept », *Lien social et politique - Rioc*, n° 41, printemps, p. 47-59 ; <http://www.erudit.org/fr/revues/lsp/1999-n41-n41/005057ar/> ; accédé le 1.9.2016)

130 Paul Zahlen, La cohésion sociale : concept et indicateurs, In : *Rapport Travail et Cohésion sociale 2009*, STATEC, 2009, pp. 26-155 <http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/cahiers-economiques/2009/PDF-Cahier-109-2009.pdf> ; accédé le 1.10.2016)

131 Paul Bernard P., 1999, op. cit.

voir également :

Bernard Paul, Castonguay Julie, *Focus - La cohésion sociale : de l'État social à l'État d'investissement social*, Informations sociales, 1/2010 (n° 157), p. 44-47 (<https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2010-1-page-44.htm> ; accédé le 1.9.2016)

**Figure 25 : Les dimensions de la cohésion sociale (selon Paul Bernard)**

Niveau d'analyse	Caractères de la cohésion	
	Formel	Substantiel
Économique	(1) Droits de l'homme	(6) Égalité Inégalité
Politique	(2) Éléments institutionnels	(5) Participation Processus
Socio-culturelle	(3) Reconnaissance des droits	(4) Appartenance Solidarité

Source : Paul Bernard 1999, « La cohésion sociale : critique dialectique d'un quasi-concept », *Lien social et politique - Rioc*, n° 41, printemps, p. 47-59 (<http://www.erudit.org/fr/revues/lsp/1999-n41-n41/005057ar/>)

Dans le « Rapport Travail, et Cohésion sociale 2009 », pour le choix des indicateurs, les deux angles d'approche proposés par Paul Bernard (le formel et le substantiel) ont été modifiés pour retenir les angles d'approche « objectif » et « subjectif ». La dimension politique a été étendue à une « dimension politique, civique et institutionnelle ». A titre d'exemple, dans la dimension économique, le « Rapport Travail et Cohésion sociale » de 2009 a retenu, comme variables dites « objectives » du niveau de vie ou du bien-être matériel, le RNB par habitant et l'espérance de vie. Comme variable de bien-être subjectif, la « satisfaction avec la vie » en général et la satisfaction avec l'état de santé ont été retenus. Dans la dimension politique, civique et institutionnelle, un premier indicateur formel ou « objectif » retenu dans la publication du STATEC de 2009 est la participation aux élections. Cet indicateur est évidemment biaisé dans un système comme celui du Grand-Duché où la participation aux élections est obligatoire. D'un autre côté, en rapportant la participation électorale à la population totale (y compris les personnes de nationalité étrangère), le taux de participation donne évidemment une information utile sur le fonctionnement de la démocratie luxembourgeoise. Dans cette même dimension, mais du côté des indicateurs subjectifs, la confiance dans les institutions a été prise en compte. Finalement dans la dimension socio-culturelle, la participation à des associations de loisirs peut constituer un indicateur « objectif » du fonctionnement d'une « société cohésive ». Du côté subjectif dans cette dimension la confiance interpersonnelle (appelée aussi « confiance sociale ») peut être prise en compte.

On s'est déjà demandé si la simple agrégation des données individuelles peut rendre compte de l'état de la société. Pour le concept de « cohésion sociale » se pose une question encore plus épineuse. Il s'agit d'un indicateur macro-social qui ne semble pas applicable en tant que tel aux individus. Alors qu'on peut imaginer à la rigueur que le « bien-être subjectif » individuel puisse être agrégé pour constituer le bien-être général dans une société, un « individu socialement cohésif » est un non-sens et



une agrégation en conséquence impossible. Certes les dispositions, les attitudes, les valeurs des individus peuvent être à la base du fonctionnement cohésif de la société, mais ce sont alors plutôt des variables constituant les causes indirectes de la cohésion sociale.

Entretemps, le « concept-valise » de « cohésion sociale » qui était très en vogue il y a quelques années, a pris quelques rides, en même temps que l'attractivité médiatique du « bien-être » et de la « qualité de vie » progressaient (voir ci-dessus). Mais actuellement un nouveau concept qui se rapporte à une situation « conflictuelle », est en plein essor, à savoir celle de l'opposition entre « peuple » et « élite(s) ». Cette façon de voir le monde est d'ailleurs promue par le populisme et est favorisée par la crise économique ayant débuté en 2008 qui laisse les individus et les groupes sociaux dans une situation d'incertitudes et de peurs. Raisonner en ces termes suppose en fait que les élites aient un agenda cohérent qui se placerait en opposition à la volonté du peuple, lui-même représenté comme homogène.

Pour décrire et analyser la société, une notion de conflit (« lutte de classes ») a été donc remplacée par des notions de consensus (bien-être, qualité de vie, cohésion sociale), avant que l'on ne revienne à une conception analytique basée sur le conflit. Mais cette fois, la notion conduit à une vue simpliste de la société et à une impasse dans l'analyse scientifique. La « lutte de classes » est bien un concept se rapportant à des rapports de force, mais s'inscrit dans un contexte analytique où la complexité des tensions économiques, sociales et culturelles est prise en compte. Au contraire, l'opposition qui est construite entre « élite(s) » et « peuple » se résume à l'analyse d'un simple rapport de force normatif, avec les élite(s) essayant d'imposer leur point de vue au « peuple ». L'hétérogénéité des élites (et les agendas divergents) de même que l'hétérogénéité du peuple ne sont pas pris en compte dans cette approche qui d'ailleurs plus culturaliste qu'économique et sociale ; ce qui est également un signe des temps pour l'ensemble des sciences humaines.

L'approche populiste du fonctionnement de la société est également synonyme d'une polarisation qui n'est pas (ou peu) basée sur les clivages économiques et sociaux, mais sur les normes morales du « bien » et du « mal ». Hans-Werner Müller le dit très bien :

« Populismus lässt sich nicht an bestimmten Wählern, sozialpsychologischen Profilen oder einem bestimmten « Politikstil » festmachen. Es ist keine umfangreiche Ideologie (im neutralen, rein deskriptiven Sinn) wie Sozialismus, Liberalismus oder auch Neoliberalismus und Konservatismus (letzterem wird fälschlicherweise oft eine Verwandtschaft mit dem Populismus nachgesagt, weil er auch begrifflich schwer zu fassen ist). Aber der Populismus hat eine spezifische und identifizierbare innere Logik : Populisten sind nicht nur antielitär, sondern grundsätzlich antipluralistisch. Ihr Anspruch lautet stets : Wir – und nur wir – vertreten das wahre Volk. Und ihrer politischen Unterscheidungen laufen unweigerlich auf ein moralisch richtig oder falsch hinaus ; nie allein auf rechts und links. Kein Populismus ohne moralisch aufgeladene Polarisierung ».

Il semble également que de nouveaux clivages se soient ouverts, notamment entre la Ville et la campagne ; c'est ce qu'on commence à appeler aux Etats-Unis, le « urban-rural divide » ; et cela semble concerner de nombreux pays dans le monde.<sup>132</sup> Cette « nouvelle » polarisation est liée à

<sup>132</sup> Jon Emont, The Growing Urban-Rural Divide Around the World. How politics pits demographic groups against each other. The Atlantic, Jan. 4, 2017 (<https://www.theatlantic.com/international/archive/2017/01/electoral-college-trump-argentina-malaysia-japan-clinton/512153/> ; accédé le 5.1.2017)  
Voir également :  
- Charles M. Blow, Trump's Rural White America, New York Times, Nov. 14, 2016 (<https://www.nytimes.com/2016/11/14/opinion/trumps-rural-white-america.html> accédé le 15.11.2016)  
- Robert Leonard, Why Rural America Voted for Trump, New York Times, Jan. 5, 2017 (<https://www.nytimes.com/2017/01/05/opinion/why-rural-america-voted-for-trump.html> ; accédé le 6.1.2017)  
- Urban and rural America are becoming increasingly polarized, Washington Post, Nov 17, 2016 (<https://www.washingtonpost.com/graphics/politics/2016-election/urban-rural-vote-swing/> ; accédé le 5.1.2017)  
- Rick Noack, The urban-rural divide that bolstered Trump isn't just an American thing; it's prevalent in Europe, too, November 27, 2016 ([https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2016/11/27/the-urban-rural-divide-isnt-just-evident-in-american-politics-its-prevalent-in-europe-too/?utm\\_term=.019318b4f286](https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2016/11/27/the-urban-rural-divide-isnt-just-evident-in-american-politics-its-prevalent-in-europe-too/?utm_term=.019318b4f286) ; accédé le 6.1.2017)  
- Emily Badger, Quoc Trung Bui, Why Republicans Don't Even Try to Win Cities Anymore, New York Times, Nov. 2, 2016 (<https://www.nytimes.com/2016/11/03/upshot/why-republicans-dont-even-try-to-win-cities-anymore.html> ; accédé le 6.1.2017)  
- Emily Badger, Quoc Trung Bui, Adam Pearce, The Election Highlighted a Growing Rural-Urban Split, Nov. 11, 2016 (<https://www.nytimes.com/2016/11/12/upshot/this-election-highlighted-a-growing->

la « crise agricole », au retrait des services publics des régions éloignées des centres urbains, mais peut-être également à une marginalisation culturelle ressentie dans un monde globalisé en mutation rapide.

### Multidimensionnalité et « conflit » des points de vue

Le schéma de la cohésion sociale proposé par Paul Bernard a un autre avantage, celui de bien montrer la dialectique qu'il y a entre les éléments qui jouent en faveur de la cohésion sociale et les éléments qui y sont défavorables. Dans le domaine politique le champ de tension se situe entre légitimité-illégitimité et participation-passivité. Dans le domaine économique, la situation des individus et des groupes sociaux s'inscrit entre exclusion et inclusion et égalité-inégalité. Pour la dimension socio-culturelle, les facteurs de tension se placent entre reconnaissance-rejet et appartenance-isollement. Dans le « fonctionnement » de la « société », aucun « état » n'est atteint définitivement, tout se négocie jour après jour, et, dans les différentes dimensions, les indicateurs ne sont pas nécessairement tous du côté positif ou tous du côté négatif.

Angélique del Rey dit de façon très pertinente que la multiplicité des dimensions est un corollaire de « conflits » d'interprétations et de conflits sociaux ou sociétaux. Elle donne l'exemple de l'interprétation du chômage dans ses dimensions psychologique et économique. Vouloir tout ramener à une seule dimension et la réduire à la seule caractéristique quantitative nie les conflits qui font partie intégrante de la vie en société :<sup>133</sup>

« Cette multiplicité des dimensions renvoie à ce que Héraclite appelait « conflit », à savoir un rapport entre des éléments en tension les uns avec les autres : un conflit dont le philosophe faisait l'essence de l'existant. 'Le conflit est le père de toutes choses' disait-il, signifiant que toute réalité est faite de point de vue multiples, voire contraires .... Il se peut très bien que la réalité psychologique du chômage (destructeur à ce niveau-là) entre en contradiction avec sa réalité économique (utile en tant qu'"armée de réserve" du capitalisme, ou encore avec sa réalité démographique (nécessaire

rural-urban-split.html; accédé le 12.11.2016)

. Emily Bdger, As American as Apple Pie? The Rural Vote's Disproportionate Slice of Power, New York Times, Nov 20, 2016

(<https://www.nytimes.com/2016/11/21/upshot/as-american-as-apple-pie-the-rural-votes-disproportionate-slice-of-power.html>; accédé le 21 novembre 2016)

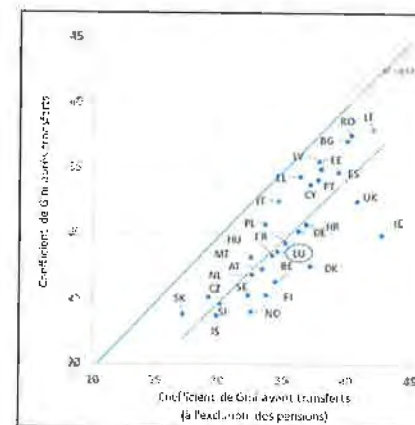
133 Angélique del Rey, op. cit., p. 101

en tant que connaissance inévitable), et ainsi de suite. Rien ne garantit que de cette multiplicité, résulte une harmonie ... Lorsque les normes et les standards technico-économiques ne tiennent plus compte que du quantitatif, lorsque les individus ramènent tous les aspects de leur vie à un calcul lié à leur 'intérêt', non seulement donc ils réduisent une réalité multiple à une seule de ses dimensions, mais ils nient ou refoulent des conflits pourtant constitutifs de cette même réalité ».

### Des indicateurs « tournant à vide »

Les théoriciens du mouvement des indicateurs sociaux affirment très souvent qu'un « bon indicateur » est un indicateur qui permet de mesurer l'impact de la politique sur les « faits sociaux » mesurés par l'indicateur, comme par exemple la pauvreté, les inégalités, la participation à la société, la confiance sociale, etc. Or, plusieurs choses font que les indicateurs souvent « tournent à vide », c'est-à-dire que la politique n'a pas ou ne peut pas avoir d'impact – du moins à court terme – sur les variations de l'indicateur.

Figure 26 : Inégalités avant et après transferts sociaux (2015)



Source : EUROSTAT

La mesure des inégalités est un exemple qui illustre très bien cela. D'abord, les inégalités sont le plus souvent le fruit d'une évolution structurelle et il est extrêmement difficile d'y remédier à court terme. Cela d'autant plus que les inégalités du revenu disponible sont largement dues aux inégalités des revenus primaires (salaires, revenus du capital ...) et que la redistribution ne peut qu'atténuer les écarts à moins de faire exploser les dépenses sociales. D'ailleurs faut-il remédier aux inégalités ? Aucun gou-

vernement n'affirmera qu'il ne faut pas les réduire ; mais quel est le niveau des inégalités qu'il faut viser ? Dans la discussion on évoque les chiffres actuels (coefficient de Gini, écarts inter-quantiles, ...), mais pratiquement toujours sans préciser quel serait le niveau des inégalités « acceptable » (par la société, par l'économie ...). En fait, cela impliquerait une discussion plus fondamentale – et complexe – sur le modèle de société de demain qui est rarement menée. Dans cette discussion, il faudrait également prendre compte la fixation des salaires (et la question de la négociation collective et donc des rapports de force dans le « dialogue social »), la politique fiscale, la sécurité sociale, la politique envers les familles, ...

Comme le montre la figure 26, les inégalités sont évidemment impactées par les transferts sociaux : tous les pays européens se situent en-dessous de la diagonale, en d'autres mots, le coefficient de Gini est logiquement moins élevé après transferts qu'avant. Néanmoins, on voit également que les pays où les inégalités sont les plus élevées avant transferts sociaux sont également *grosso modo* ceux où les inégalités de revenu restent élevées après transferts. Il s'agit des pays baltes et de la Roumanie et de la Bulgarie, de même que des pays du Sud de l'Europe. Les transferts sociaux ne peuvent donc pas tout. Inversement, les pays qui étaient assez égalitaires avant transferts (en gros, les pays nordiques, la Slovaquie, la Slovénie et la République tchèque) le restent après transferts. Le Luxembourg et les pays voisins se situent en milieu de tableau.

Par ailleurs, dans la discussion publique, c'est le court terme et le conjoncturel qui prévaut. Les médias - et le grand-public, du moins en partie -, demandent des mises-à-jour régulières et peu espacées, alors que les variations de court terme de la plupart des indicateurs (d'une année à l'autre et parfois même d'un trimestre à l'autre) ne permettent généralement pas de tirer des conclusions sur les tendances structurelles ; cela d'autant plus que, particulièrement pour le Luxembourg, les marges d'erreur des résultats d'enquêtes (intervalles de confiance) sont considérables et, du point de vue statistique, ces variations ne sont souvent pas significatives.

Pour d'autres indicateurs sociaux *subjectifs*, la question de l'impact des politiques publiques se pose également. Ainsi, quelle politique serait susceptible d'améliorer à court terme la confiance institutionnelle et la confiance interpersonnelle (sociale) ? Pour la confiance dans les institutions, on peut penser à l'introduction d'éléments de démocratie directe, à la transparence, à des politiques de communication et/ou d'explication

efficaces. Mais rien n'est moins sûr qu'une augmentation à court terme du niveau des indicateurs de confiance dans les institutions. En outre, une augmentation de la confiance dans une institution, par exemple, n'implique pas nécessairement une telle augmentation pour d'autres institutions.

Quelle politique faut-il mener pour améliorer la confiance entre les gens (la confiance dite « sociale ») ? Là encore, les variations de cet indicateur semblent moins liées à des politiques de court terme qu'à des facteurs sociaux et économiques structurels. Evidemment, les politiques peuvent promouvoir la coopération dans et entre les associations, le bénévolat, la participation à des activités sportives ou de loisirs, et globalement la participation aux activités sociales, économiques et culturelles ainsi qu'aux activités favorisant la coopération. Mais en tout état de cause, on ne peut pas s'attendre à un renversement des tendances à court terme.

### Les trois angles d'approche des indicateurs statistiques : « data-driven », « policy-driven », « concept-driven »

Pour améliorer les systèmes d'indicateurs on devrait prendre conscience du fait que leur conception est influencée par 3 approches différentes :

- Une approche partant des données disponibles (« data-driven »), c'est-à-dire qu'on regarde d'abord quelles sont les données disponibles, puis on construit des indicateurs, puis on classe ces indicateurs. Quoi qu'on en dise la plupart des systèmes d'indicateurs sont fortement influencés par cette approche ;
- Une approche politique (« policy-driven ») qui part des préoccupations politiques, définit des objectifs politiques, puis des indicateurs, et qui regarde enfin si les données sont disponibles ou s'il faut en aller chercher à travers des enquêtes (les indicateurs européens me semblent très marqués par cette approche)

et finalement

- Une approche basée sur les concepts (« concept-driven ») qui va ensuite vers les dimensions de mesure, puis vers les indicateurs et enfin les données.

Evidemment, aucune de ces approches n'existe à l'état pur, mais au Luxembourg cette dernière approche, celle basée sur les concepts, est un peu sous-développée.

### « Les sciences qui classifient les gens »

Jetons enfin un regard sur « impératifs des sciences qui classifient les gens » de Ian Hacking. Hacking est un professeur de philosophie canadien, maintenant en retraite, qui a travaillé dans des universités de nombreux pays, mais il était également pendant un temps - de 2001 à 2006 - détenteur de la chaire de philosophie et d'histoire des concepts scientifiques au Collège de France. Cette analyse date de cette période.

Selon Hacking, cette liste n'est pas normative, en d'autres mots il dit qu'il ne faut pas nécessairement suivre ces impératifs, mais que les recherches dans les sciences qui classifient les gens sont menées *comme* si on était d'accord avec ces impératifs.

Voici donc cette liste qui est à mon avis scientifiquement justifiée, mais qu'il faut aussi la regarder au deuxième degré:<sup>134</sup>

1. Définissons!  
sans classification claire pas de connaissance
2. Comptons! Corrélons!  
ces impératifs sont les impératifs originels de la statistique, même s'ils sont chronologiquement éloignés: compter est un impératif antique; corréler un impératif moderne
3. Quantifions!  
transformons les qualités en quantité(s)  
Exemple: Quand les qualités deviennent quantitatives, la corpulence, par exemple, devient obésité, définie par l'Indice de Masse Corporelle (IMC)

<sup>134</sup> Ian Hacking, Neuf impératifs des sciences qui classifient les gens, Cours au Collège de France, 22.2.2005  
(<https://www.college-de-france.fr/site/ian-hacking/course-2005-02-22.htm> ; accédé le 1.10.2016)

4. Médicalisons!  
distinguons entre le « normal » et le « pathologique »
5. Normalisons!  
Définissons des normes mesurables et quantitatives; on doit trouver la moyenne, la norme des traits humains, mais aussi la distribution des écarts par rapport à la norme.
6. Biologisons !  
il faut trouver l'origine biologique des caractéristiques, des troubles et des comportements humains
7. Rendons génétique!  
cet impératif est en continuité avec l'impératif précédent ; trouver l'origine biologique aujourd'hui, c'est souvent trouver une origine génétique (p.ex. la trisomie)
8. Bureaucratisons!  
adoptons les classifications aux besoins administratifs. Hacking donne l'exemple de l'autisme qui une catégorie du trouble du comportement, mais également une catégorie de besoins éducatifs.
9. Prenons possession de notre identité !  
des gens qui étaient classés par des experts selon leurs critères d'experts se mettent à revendiquer cette expertise pour eux-mêmes.

L'auteur précise que cette liste « n'est pas linéaire, au sens où l'on obéirait aux impératifs les uns après les autres dans l'ordre de la liste. Mais il est souvent vrai qu'un impératif situé en bas de la liste requiert ou implique des impératifs placés plus haut ». Par ailleurs le 9<sup>ème</sup> impératif – l'auto-appropriation d'un classement ou d'une classification est un phénomène récent.

Hacking met le doigt sur les modes de pensée qui sont sous-jacents au travail statistique qui va des définitions et des classifications à la normalisation (dont on a parlé plus haut dans le contexte de la « moyenne »), à l'adaptation, respectivement la transformation des classifications selon les besoins des administrations. Hacking va encore plus loin en intitulant un de ses cours au Collège de France : « Façonner les gens ». Il dit ceci : « Ce qui m'intéresse, c'est la façon dont les systèmes de classification intera-



gissent avec les gens, les modèlent et les transforment. Et comme elles ont pour effet de faire changer les gens, les classifications s'en trouvent elles-mêmes modifiées par un effet de boucle ».

Il donne l'exemple du seuil de pauvreté, la « poverty line », qui est le concept central des indicateurs sociaux dans les pays anglo-saxons. « Le concept de pauvreté n'a qu'une seule dimension. Le seuil de pauvreté divise la population en deux catégories, avec une apparence d'objectivité ». <sup>135</sup> On est soit en-dessous, soit au-dessus du seuil. Le seuil de pauvreté crée des obligations, pour les pauvres comme pour l'Etat.

Or, au sein de la catégorie des personnes considérées comme pauvres, il peut y en avoir qui sont moins exclues que d'autres, des étudiants, des artistes, par exemple, qui ont souvent des réseaux de liens sociaux solides.

Dans les pays de l'Europe continentale et notamment en France, on utilise bien des indicateurs comme le taux de risque de pauvreté relatif, mais les concepts pour appréhender les problèmes sociaux sont souvent pluridimensionnels. Un tel concept multidimensionnel est celui de l'exclusion sociale. Elle peut être définie comme « la relégation ou marginalisation sociale d'individus, ne correspondant pas ou plus au modèle dominant d'une société, incluant personnes âgées, personnes avec un handicap (physique ou mental) ou autres minorités. Elle n'est généralement ni véritablement délibérée, ni socialement admise, mais constitue un processus plus ou moins brutal de rupture parfois progressive des liens sociaux ». <sup>136</sup>

Au Luxembourg, on se situe entre les pays anglo-saxons et les pays continentaux européens, comme la France. Et cela parce qu'au Luxembourg on a introduit le revenu minimum garanti. Les bénéficiaires du RMG ont droit à cette prestation à partir d'un certain seuil de revenus et doivent en retour se conformer à des règles. C'est ce que Hacking appelle « façonner les gens ». Avec le seuil de pauvreté absolu - c'est-à-dire le panier de

<sup>135</sup> Cours au Collège de France de Hacking (<http://www.college-de-france.fr/site/ian-hacking/index.htm>); voir également Ian Hacking, *Façonner les gens*, in: *The Age of Numbers. Statistical systems and national traditions* (ed. Jean-Pierre Beaud, Jean-Guy Prévost), Presses universitaires du Québec, 2000, pp. 17-36 (<http://www.ssnpstudies.com/wp/wp-content/uploads/2015/02/Façonner-les-gens-le-seuil-de-pauvrete.pdf>; accédé le 15.9.2016)

<sup>136</sup> Wikipedia sous « Exclusion sociale », accédé le 14.10.2016

consommation minimal qui a été proposé récemment au Luxembourg <sup>137</sup> - on aura tendance à aller un peu plus dans cette direction, il faudra en avoir conscience ...

### En conclusion : une approche pragmatique

La plupart des critiques d'une science « rigoureuse » de l'homme - et la quantification en fait partie - pensent que cette rigueur, dite parfois « scientifique », fait abstraction de la « qualité », c'est-à-dire qu'elle serait simplificatrice et qu'une telle approche quantitative réduirait par un effet de schématisation et d'abstraction ce qu'il y a de plus spécifique dans l'homme. C'est bien exprimé par Gilles Gaston Granger : <sup>138</sup>

« On craint toujours qu'une connaissance scientifique laisse échapper ce qui, dans l'être humain et dans ses œuvres paraît être le plus significatif, le plus spécifique, le plus irréductible aux schématisations de toute sorte. ... Si dans le domaine des êtres de la nature il nous semble aujourd'hui facile de penser la qualité comme apparence - ou plus exactement d'admettre une autre phénoménologie, selon laquelle l'objet est déterminé par des schémas abstraits qui nous permettent effectivement de le saisir -, dans le domaine de l'homme une telle démarche rencontre apparemment bien de la difficulté. On croit volontiers que l'essence même du phénomène est ici qualitative. ... tel sociologue récusera l'usage des mathématiques, parce que fondées sur les rapports indifférents d'un tout et de ses parties, alors que la totalité humaine, le fait social total, est un ensemble organiquement et qualitativement différencié ... ».

Granger fait une autre remarque pertinente. Ce n'est pas obligatoirement le « quantitatif » qui se situe à la conclusion de l'élaboration scientifique des notions qualitatives. Cette élaboration scientifique consiste, selon Granger, dans « le passage de l'*astructural* au *structural*, bien plutôt que dans une quantification. » Granger ajoute que « le passage au quantitatif n'est ... qu'un des résultats possibles de cette dialectique et c'est dans cette perspective d'ensemble qu'il faut en tout cas essayer de comprendre le traitement de la qualité qui s'institue dans les sciences humaines. » <sup>139</sup>

<sup>137</sup> Anne Franziskus, op. cit.

<sup>138</sup> Gilles Gaston Granger, *Pensée formelle et sciences de l'homme*, Aubier-Montaigne, 1967, p. 106

<sup>139</sup> Gilles Gaston Granger, op. cit., p. 111 et 113



Aucun défenseur de l'approche quantitative ne peut ignorer que la première étape de toute démarche quantitative soit qualitative, que ce soit en sociologie quantitative ou dans le domaine de l'économie empirique. On a essayé de le montrer dans la présente contribution concernant le domaine social. Pour appréhender la complexité du monde, il faut probablement combiner les approches quantitative et qualitative avec une accentuation de l'une ou l'autre approche selon le thème traité et avec un va-et-vient permanent entre ces deux dimensions. Comme le dit Marion Selz :<sup>140</sup>

« Il n'est en effet de bons ou de mauvais outils, mais des contextes qui justifient plus ou moins leur utilisation. Il ne s'agit pas de juger l'outil en soi mais sa pertinence par rapport à une problématique donnée. Dès lors, en fonction des questions soulevées et de leur complexité, des combinaisons d'outils qualitatifs ou quantitatifs, et en particulier de nombreux allers-retours sont parfois nécessaires pour trouver la réponse la plus satisfaisante. »

Jill Lepore, historienne à Harvard, dans un bel article paru dans le magazine « The New Yorker »<sup>141</sup> sur la « représentation » scientifique des inégalités, part du constat que la connaissance des chiffres ne change probablement pas les opinions sur ce qu'il faut faire des inégalités (« ... knowing the numbers doesn't appear to be changing anyone's mind about what, if anything, should be done about it. »).

Dans le champ scientifique, certains argumentent en « racontant des histoires », d'autres en mettant des nombres sur les sujets et les objets (« Some people make arguments by telling stories ; other people make arguments by counting things. »). Ainsi, l'histoire des inégalités peut être racontée par des « nombres » ou par des « histoires individuelles » et la scientificité d'une approche n'est pas supérieure à l'autre. Concernant les inégalités, il y a d'abord les travaux des économistes basés sur des analyses presque exclusivement quantitatives, comme ceux de Piketty et Saez, par exemple. Il y a aussi les travaux de chercheurs en sciences politiques qui s'intéressent plus à l'impact des inégalités sur le système démocratique ; ces travaux sont par essence moins quantitatifs. Pour illustrer une troisième

<sup>140</sup> Marion Selz, Florence Maillochon, *Le raisonnement statistique en sociologie*, puf, 2009

<sup>141</sup> Jill Lepore, *Richer and poorer. Accounting for Inequality*, The New Yorker, March 16, 2015 (<http://www.newyorker.com/magazine/2015/03/16/richer-and-poorer> ; accédé le 1.10.2016)

manière d'analyser les inégalités, Jill Lepore se réfère à un récent livre de Robert D. Putnam<sup>142</sup>, également professeur à Harvard et grand spécialiste de la question du « capital social ». Le « rêve américain » est basé sur l'égalité des chances et le mérite et le fait de pouvoir croire en des jours meilleurs pour la génération suivante (« our children »). Putnam illustre la crise du « rêve américain » et les doutes des Américains par des histoires individuelles et notamment des histoires provenant de la ville où il a grandi. Mais ces histoires individuelles sont complétées par des données statistiques permettant de les contextualiser. C'est une manière de faire qui est intéressante, car elle permet de prendre en considération simultanément des parcours individuels et l'image plus globale.

On reproche souvent aux chiffres leur froideur. Mais c'est justement cette distance due à la quantification qui apporte souvent la force d'explication nécessaire. Mais comme la quantification ne permet pas d'approcher l'intimité des gens, elle est aussi synonyme de perte de connaissances :<sup>143</sup>

« Numbers men are remote and cold of heart, Dickens thought. But, of course, the appeal of numbers lies in their remoteness and coldness. Numbers depersonalize; that remains one of their chief claims to authority, and to a different explanatory force than can be found in, say, a poem. "Quantification is a technology of distance," as the historian of science Theodore Porter has pointed out. "Reliance on numbers and quantitative manipulation minimizes the need for intimate knowledge and personal trust." It's difficult to understand something like income inequality across large populations and to communicate your understanding of it across vast distances without counting. But quantification's lack of intimacy is also its weakness; it represents not only a gain but also a loss of knowledge. »

Un des défis majeurs pour les statistiques publiques (dans le domaine des statistiques sociales, surtout) est l'irruption dans leur champ d'activité des indicateurs dits « subjectifs ». Il y a vingt ans, les statistiques publiques se limitaient en général aux indicateurs sociaux « matériels » ou « objectifs » (salaires, revenus, chômage, activité, etc.). Avec l'essor des concepts du « bien-être », de la « qualité de vie », de la « cohésion sociale », et ainsi de suite, il y a d'autres variables qui commencent à s'imposer, et elles

<sup>142</sup> Robert D. Putnam, *Our Kids: The American Dream in Crisis*, Simon & Schuster, 2015

(<http://robertdputnam.com/about-our-kids/>)

<sup>143</sup> Jill Lepore, *op. cit.*

concernent les « attitudes », les « comportements » (qui, il est vrai, ont une composante « objective » et une composante « subjective ») et finalement les « valeurs ». Les valeurs se rapportent à la perception de la société et aux « idéaux » en matière de travail, de vie familiale, d'amitié, de voisinage, de religion, notamment. Evidemment des enquêtes sur les « valeurs » sont menées depuis longtemps par le milieu académique. Le « World Values Survey »<sup>144</sup> et la « European Values Study »<sup>145</sup> en constituent des exemples. Mais pour les bureaux statistiques officiels il s'agit d'une nouveauté et, il faut (ou il faudrait) que se l'on s'intéresse au « statut conceptuel » de ces nouvelles variables subjectives. Cet effort est rarement fait et, pour se simplifier la tâche, on accepte souvent sans ciller la pertinence de certaines variables qu'il faudrait au moins discuter.

Dans la notion de « valeur », il y a notamment la dualité et une tension intrinsèque entre l'« absolu » (il faut être persuadé de la pertinence universelle d'une idée pour qu'elle devienne « valeur ») et le « relatif » (les « valeurs » se situent dans un contexte culturel, économique, social spécifique). Les valeurs sont plutôt sous-jacentes qu'explicites. La quantification des valeurs à partir d'enquêtes suppose que les personnes interrogées aient une conscience et une connaissance explicite de ces valeurs, ce qui est rarement le cas. Cette problématique est bien mise en évidence par la sociologue Nathalie Heinich qui estime d'ailleurs que, sur les valeurs, il faudrait enquêter plutôt avec des méthodes qualitatives empiriques qu'avec des méthodes exclusivement quantitatives :<sup>146</sup>

« Une valeur, pour fonctionner comme telle, doit être perçue par les acteurs comme universelle, absolue, sur le plan normatif. Mais du point

<sup>144</sup> <http://www.worldvaluessurvey.org/wvs.jsp>

<sup>145</sup> <http://www.europeanvaluesstudy.eu>

Concernant les résultats de l'enquête de 2008 menée par le CEPS/Instead (actuellement LISER) ; voir notamment : Pierre Hausman, Paul Zahlen, Les valeurs au Luxembourg : Premiers résultats du programme European Values Study. Enquête 2008 sur les valeurs, Les Cahiers du CEPS/Instead, n°12/2010 <http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/cahiers-CEPS/2010/12-enquete-valeurs.pdf> ; accédé le 8.3.2017)

<sup>146</sup> Nathalie Heinich, « Les valeurs, un objet absolu, très relatif » (Interview), Libération du 8 mars 2017

([http://www.liberation.fr/debats/2017/03/08/les-valeurs-un-objet-absolu-tres-relatif\\_1554294](http://www.liberation.fr/debats/2017/03/08/les-valeurs-un-objet-absolu-tres-relatif_1554294) ; accédé le 8.3.2017)

L'interview se situe dans le cadre de la promotion du livre récent :

Nathalie Heinich, *Des valeurs. Une approche sociologique*, Gallimard, Bibliothèque des Sciences humaines, 2017

de vue descriptif, l'observation de la façon dont les gens mobilisent des valeurs montre qu'elles sont relatives à leur contexte. Cette dualité entre universalité normative et relativité factuelle est indissociable de la notion de valeur ... La conscience de cette dualité permet de ne pas tomber dans le relativisme postmoderne, pour lequel tout se vaut, et qui fait perdre le sens même de la notion de valeur. ... Les méthodes quantitatives utilisées dans les enquêtes sur les valeurs supposent que les personnes interrogées ont pleinement accès à la connaissance de leurs propres valeurs, de même qu'on a la connaissance de ses achats ou ses intentions de vote. Or, nous n'avons pas besoin d'avoir conscience de nos valeurs pour les mobiliser. De même que nous parlons notre langue maternelle sans avoir besoin d'explicitement sa grammaire, nous mettons en œuvre nos valeurs sans en percevoir les principes et les conditions de production. C'est pourquoi, je trouve plus efficace d'enquêter sur les valeurs par des méthodes empiriques qualitatives et dans une perspective compréhensive. Ce qui n'a d'ailleurs rien de nouveau : l'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme de Max Weber constitue une référence en la matière. Mais pour toutes sortes de raisons, ce type de sociologie a été peu développé. C'est dire que la question des valeurs n'a pas fini d'être explorée »

En tout état de cause ce qu'Alain Supiot appelle la « gouvernance par les nombres » (basée exclusivement sur l'évaluation quantitative) est susceptible de mener à une impasse. Cette idée véhicule en fait « l'idéal d'une société dont les règles procèdent d'une source impersonnelle et non pas de la volonté des puissants ». <sup>147</sup> En d'autres mots, dans cette approche, les rapports de force et les rapports de classe sont tout simplement absents. Le « management par objectifs » (c'est notamment le cas pour le budget français) fait partie de cette gouvernance par les nombres. Cette approche par « objectifs » correspond à une théorie de l'autocontrôle, basée, selon Supiot, sur un principe ternaire : 1. La définition des objectifs ; 2. L'action qui mène à leur réalisation et, finalement, 3. l'évaluation de la performance accomplie, qui rétroagit, comme le dit Supiot, sur la définition des objectifs ou de l'action menée.

En réalité, dans le cadre de la « gouvernance par les nombres » et de l'évaluation, les indicateurs chiffrés - les nombres - prennent une signification normative. Autrement dit, l'autocontrôle devient mécaniquement un « contrôle de direction » et la satisfaction des *indicateurs* se confond alors

<sup>147</sup> Alain Supiot, *La gouvernance par les nombres*, Cours au Collège de France (2012-2014), Fayard, 2015, p. 245

avec la réalisation des *objectifs*. C'est notamment le cas pour les indicateurs européens du déficit et de la dette publics.

Cela fait émerger le concept discutable d'« indicateur objectif » qui résulte « de la fusion des deux sens différents du concept d'« objectif » : son sens substantif de but assigné à une action et son sens qualificatif d'objectivité d'un jugement porté sur le réel. Cette fusion des objectifs et des indicateurs est inévitable dès lors que l'évaluation est purement quantitative, car dans ce cas les nombres sont déjà chargés d'une valeur qualitative qui s'impose à l'évaluateur et ils ne peuvent être remis en question ».<sup>148</sup> On peut qualifier cela, avec Supiot, de « perte de l'objet » et « la carte (serait) substituée au territoire ». En d'autres mots, la quantification peut faire paradoxalement perdre à l'évaluation le caractère d'objectivation de la réalité qu'elle prétend avoir. Un autre exemple est l'évaluation des travaux de recherche scientifique exclusivement basée sur les indicateurs bibliométriques qui ne sont pas nécessairement des indicateurs du progrès des connaissances.

Une autre conséquence d'une quantification à outrance de l'évaluation est que la *réaction* (ou la « rétroaction » selon les termes de Desrosières) se substitue souvent à l'action. Supiot appelle cela « la perte du sujet ». En d'autres mots, les sujets (les individus, mais également les Etats et les pouvoirs publics en général) se « métamorphosent » dans ce cas en « *sujets objectifs* » n'agissant plus librement, mais réagissant à des signaux chiffrés.<sup>149</sup> On peut donner comme exemple les programmes d'ajustement structurel qui sont censés rétablir des équilibres budgétaires de Etats de la zone euro. La « rétroaction » par rapport aux indicateurs chiffrés peut d'ailleurs vicier l'action des sujets dans la mesure où le « but profond de celui qui agit n'est plus l'action même, mais il conçoit d'abord la prévision du contrôle » et cela peut mener à la « mise en échec des moyens de contrôle ».<sup>150</sup>

Edgar Morin estime que la complexité des phénomènes organiques met carrément en échec la rationalité scientifique, voire scientifique, qui fonde les pratiques d'évaluation.<sup>151</sup> D'une part le réel n'est pas entièrement visible

148 Alains Supiot, op. cit., p.247

149 Alain Supiot, op. cit., p. 260

150 Paul Valéry, *Le bilan de l'intelligence* (1935), In : *Oeuvres*, t.1., Paris Gallimard, Pléiade, 1957, p. 1076, cité apr Supiot, op. cit., p. 261

151 Voir à ce sujet : Angélique del Rey, op. cit. pp. 103-107

et, d'autre part, il est en partie imprévisible et donc non maîtrisable en totalité.

Selon Morin, le réel complexe ne serait pas représentable pour plusieurs raisons:

notamment parce que

- son fonctionnement et sa structure dépendent d'un échange avec l'environnement; il est sensible aux conditions initiales mais également aux petites variations de frontières, c'est-à-dire que les règles du jeu changent avec le développement du processus
- les tentatives de définir les fonctions de chaque organe est limitée: ce n'est que globalement que ceux-ci fonctionnent

A défaut de pouvoir enserrer l'objet de connaissance, d'en pouvoir faire le tour, la raison humaine est condamnée à l'incertitude.

Dans la présente contribution on a utilisé le concept de « post-truth » (« post-vérité »). Il conviendrait en fait d'utiliser la notion de « vérité » avec plus de circonspection. Les statistiques sont pratiquement toujours perçues par les médias, le grand-public et les politiciens comme des « vérités » (une notion qui est très normative), alors qu'il s'agit plutôt de « connaissances ». Cette différence sémantique n'est pas anodine. La « vérité » a une connotation d'absolu que la quantification ne permet évidemment pas d'atteindre. Parler de connaissances a une connotation plus pragmatique et qui ouvre les possibilités de discussion au lieu de les fermer.

Sur la question de la « vérité » historique on peut laisser la parole au grand historien qu'est Patrick Boucheron. Ce que Boucheron dit de l'Histoire peut être étendu à l'ensemble des sciences humaines : « On fait de l'Histoire car on pense que le monde est plus compliqué que l'idée qu'on s'en forme. Plein de contradictions, de nuances. L'Histoire est un travail critique qui transmet des méthodes d'émancipation bien plus que des contenus de connaissances. Elle questionne l'idée même qu'il puisse y avoir une vérité admise. »<sup>152</sup>

152 Patrick Boucheron, « L'Histoire ne s'adresse ni à la nation ni à la révolution » (Interview), *Midi Libre* du 22.9.2016 (<http://www.midilibre.fr/2016/09/22/l-histoire-ne-s-adresse-ni-a-la-nation-ni-a-la-revolution,1397724.php> ; accédé le 2.10.2016)

Mais ce questionnement ne doit pas nous amener à accepter toutes les « opinions » et évidemment pas les mensonges. Les « faits historiques », même construits, constituent en fait « l'arène démocratique de la discussion légitime » :

« Il faut affirmer, contre ces mensonges<sup>153</sup>, les vérités historiques ... Enseigner l'Histoire consiste à définir l'arène des hypothèses recevables. Certes, les faits historiques sont incertains et on travaille à les construire. Mais une fois qu'on les a construits, on a construit quelque chose de solide. Et une opinion n'en vaut pas une autre. C'est ce que j'appelle dessiner l'arène démocratique de la discussion légitime ».

Michael Foessel, professeur de philosophie à l'Ecole polytechnique de Paris, s'interroge sur le statut de la « vérité » dans le débat démocratique.<sup>154</sup> Il constate d'abord, au sujet de l'élection présidentielle américaine qu'une « armée de vérificateurs » n'a pas pu « empêcher l'élection d'un homme qui a placé le souci d'objectivité aux rebuts de l'histoire ». Mais Foessel considère aussi que le concept de « vérité » n'est pas nécessairement un bon critère de santé démocratique. Ce sont les statisticiens, les chercheurs et les journalistes qui, par la déontologie, sont tenus à interroger la cohérence du discours et des faits et on ne peut qu'espérer que les électeurs en tiennent compte. Mais pour Foessel, « la politique, du moins dans sa version démocratique, commence lorsque l'on admet que les faits sociaux sont toujours déjà pris dans des interprétations. ». Une certaine méfiance de celui qui prétend détenir la « vérité » est de mise et la « délibération conflictuelle » constitue l'essence de la démocratie. En s'appuyant sur Hannah Arendt<sup>155</sup>, Foessel estime que la « capacité de mentir » et la « capacité d'agir », c'est-à-dire de modifier les faits, sont liées parce qu'elles s'appuient sur la même source, à savoir l'imagination. En d'autres mots, il faut évidemment « réhabiliter » les « faits », notamment les faits statistiques, mais d'un autre côté il faudrait aussi « réhabiliter la politique », c'est-à-dire la liberté d'action dans un « monde contingent ».

153 Cet entretien avec Patrick Boucheron se situe dans le contexte de tensions entre les enseignants d'histoire et de géographie de Béziers et Robert Ménard, maire de Béziers soutenu par Front national, concernant les interprétations historiques de ce dernier qui étaient/sont contestées par les professeurs.

154 Michael Foessel, Après la vérité ?, Libération du 1er décembre 2016 ([http://www.liberation.fr/debats/2016/12/01/apres-la-verite\\_1532297](http://www.liberation.fr/debats/2016/12/01/apres-la-verite_1532297) ; accédé le 2.12.2016)

155 Hannah Arendt, Du mensonge à la violence, trad. Guy Durand, éd. Pocket, 2002, p. 9

### La pensée statistique (selon Gerd Gigerenzer)

« Die Evolution des statistischen Denkens ist vor allem eine Entwicklung des skeptischen Denkens. Skeptisches Denken ist der Übergang vom Streben nach Gewissheit zum vernünftigen Umgang mit einer unsicheren Welt ».

« Das Grundmotiv des skeptischen Denkens ist die Abnabelung vom Ideal sicheren Wissens ... Dies erfordert den Übergang von einer politisch-emotionalen Lebenshaltung, in der Meinungen durch die soziale Gruppe bestimmt sind, zu einem statistischen Lebensgefühl ».

« Mit Ungewissenheiten leben zu lernen, stellt für Einzelne aber auch für Gesellschaften eine grosse Herausforderung dar. Ein grosser Teil unserer Geschichte wurde von Menschen geprägt, die sich völlig sicher waren, dass ihre Sippe, Rasse oder Religion die von Gott oder vom Schicksal erwählte war – und die für sich daraus das Recht ableiteten abweichende Ideen zu bekämpfen wie auch die Menschen die davon 'befallen' waren ».

« Statistisches Denken ist nicht nur skeptisch gegenüber der Illusion von Gewissheit, sondern auch gegenüber dem Umgang mit Statistik selbst »

Gerd Gigerenzer, Die Evolution des statistischen Denkens, Unterrichtswissenschaft 32 (2004) 1, pp. 4-22

([http://www.pedocs.de/volltexte/2013/5805/pdf/UntWiss\\_2004\\_1\\_Gigerenzer\\_Evolution\\_statistischen\\_Denkens.pdf](http://www.pedocs.de/volltexte/2013/5805/pdf/UntWiss_2004_1_Gigerenzer_Evolution_statistischen_Denkens.pdf))

Gerd Gigerenzer, un mathématicien allemand, s'est beaucoup intéressé à la pensée statistique. Ses conclusions peuvent être retenues : la pensée statistique serait plutôt une pensée « sceptique » qu'une pensée assénant des vérités ; la statistique n'est pas une façon de chercher des certitudes absolues, mais plutôt une façon d'appréhender rationnellement un monde incertain. Il ne faudrait pas oublier que le calcul des probabilités n'élimine pas les incertitudes, mais propose plutôt une interprétation rationnelle d'un phénomène. La pensée statistique n'est pas seulement sceptique par rapport à l'illusion de la certitude, mais ce scepticisme s'applique également



à l'utilisation de statistique (comme méthode) et des statistiques (comme résultats)

D'une façon générale, ce n'est pas à l'analyse statistique de fixer le but des actions individuelles ou publiques, mais de proposer différentes solutions pour atteindre le but individuel ou collectif (public) à atteindre. Thierry Martin le dit ainsi : « Il n'appartient pas à l'analyse mathématique elle-même de définir le but assigné à l'action, mais seulement, ce but étant posé, d'analyser les différentes solutions possibles permettant de l'atteindre, et d'identifier celle qui permet au mieux d'accorder les moyens mis en oeuvre à l'objectif visé ».<sup>156</sup>

Or, l'activité de quantification de l'action publique est généralement le fait d'un groupe restreint de personnes, les gouvernants et leurs conseillers. Ceux-ci détiennent le monopole de la définition des objectifs, des méthodes de calcul pour trouver la manière la plus rationnelle et efficiente de les réaliser, du choix de demander un calcul pour tel ou tel domaine de l'action publique, de la définition des variables et des paramètres inclus dans la base de calcul à partir de laquelle les indicateurs sont produits, et finalement des algorithmes de calcul.<sup>157</sup> Albert Ogien en conclut que « l'ensemble des procédures qui organisent le recueil et le traitement des données (hypothèses, estimateurs, catégorisations, pondérations, lissages, etc.) se trouve ainsi soustrait au débat public et à la critique des citoyens (voire souvent de leurs représentants) et, très naturellement, laissé aux mains d'experts et de spécialistes. Cette délégation pose cependant une question : peut-on admettre que ces procédures sont purement techniques – au sens où on pourrait dire qu'elles sont politiquement et axiologiquement neutres – ou doit-on penser qu'elles contiennent en elles des orientations qui conditionnent la décision politique – auquel cas elles seraient d'une tout autre importance. »<sup>158</sup>

Comme les décisions concernant la quantification de l'action publique sont prises dans un cercle restreint, il n'est pas étonnant que, pour la plupart des gens, « la statistique n'apparaît plus comme ce qui nous renseigne

<sup>156</sup> Thierry Martin, *Mathématiques de l'action et réalité empirique*, In : Martin T. (éd.), *Mathématiques et action publique*, Paris, INED, PUF, 2000

<sup>157</sup> Albert Ogien, *Désacraliser le chiffre dans l'évaluation du secteur public*, Editions Quae, Versailles, 2013, p. 34

<sup>158</sup> *idem*, p. 35

sur le monde, mais comme ce qui nous en sépare ».<sup>159</sup> Vu la technicité des statistiques, les responsables des offices statistiques ont tendance à prendre cela comme une fatalité. Or, même dans ce domaine technique, il existe bien des méthodes pour faire participer les gens au processus de décision. Au cours du projet du STATEC concernant le « panier de consommation minimal »<sup>160</sup>, on a pris l'initiative de recourir à des groupes-cibles (« focus-groups ») afin de discuter de ce qu'il faudrait inclure dans le panier de consommation pour pouvoir mener une vie décente et inclusive. C'est une manière de rapprocher la statistique du citoyen. Malheureusement, on n'a pas pris la peine de communiquer sur ce sujet lors de la publication du rapport.

<sup>159</sup> Olivier Rey, *Quand le monde se fait nombre*, Stock, Paris, 2016, p. 10

<sup>160</sup> Anne Franziskus, *op. cit.*

### Discussion après la conférence de Monsieur Paul Zahlen du 18 octobre 2016

#### Luc Heuschling :

Merci tout d'abord pour cette conférence intéressante. Je voudrais intervenir sur deux points, le premier étant la question du statut de la parole des experts, question à laquelle, personnellement, je suis très attaché et dont je suis l'évolution au Luxembourg, eu égard à l'arrivée de ce nouvel acteur dans le paysage luxembourgeois qu'est l'Université. Ma deuxième question porte sur certaines statistiques relatives à la population des immigrés au Luxembourg.

D'abord la question sur l'expert : quelle serait votre perception du poids et de la valeur de la parole de l'expert à l'heure actuelle au Luxembourg? Vous avez parlé de Donald Trump et de la mise en cause du concept même de « fait », de « vérité scientifique, objective », dans le débat public aux Etats-Unis. C'est le règne du « post-factuel » (« post-truth politics »). Personnellement, j'ai quand même l'impression que, au Luxembourg, la situation est encore différente, qu'on n'a pas encore (heureusement) atteint ce stade. Bien sûr, il est certain que la dimension herméneutique de toute recherche scientifique fait qu'il est très facile, de nos jours, à un journaliste (luxembourgeois) de dire : « *De toute façon tout est subjectif, tout est politisé, il n'y a pas de science véritablement objective* » (Cela m'est arrivé, personnellement, une fois, mais seulement une fois). J'ai l'impression qu'une telle vision ne s'est pas encore radicalisée, et imposée, dans le débat public luxembourgeois comme cela semble être le cas à présent aux Etats-Unis. Sur ce point, je serai intéressé d'avoir votre point de vue.

La deuxième question a trait au graphique indiqué sur l'arrière-plan migratoire de la population au Luxembourg. Les différentes catégorisations à droite, je les trouve toutes intuitivement convaincantes. Elles me semblent refléter des éléments de la réalité sociale. En revanche, je trouve qu'il y a une réalité qui n'est pas prise en compte, une catégorie qui manque : celle des Luxembourgeois nés au Luxembourg, de parents luxembourgeois, qui ont grandi au Luxembourg, mais qui, par la suite, sont partis à l'étranger, parfois pour de longues périodes (cinq ans, dix ans, vingt ans), pour les études et/ou le travail, qui cohabitent peut-être même avec un partenaire étranger. Ces Luxembourgeois peuvent-ils encore être considérés comme des Luxembourgeois sans arrière-plan migratoire ? Je ne le pense pas.

#### Le conférencier :

En ce qui concerne le dernier point - le graphique sur l'arrière-plan migratoire de la population - que vous évoquez, c'est une catégorisation qui contient une part d'arbitraire, je suis bien d'accord. Mais ayant travaillé dans le domaine des statistiques sociales, je me demande comment agencer les questions des enquêtes en y incluant toutes les catégorisations possibles. Les catégories statistiques sont par nature « *réductrices* » de la complexité et, en menant la logique que vous évoquez à son terme, chaque individu devrait avoir droit à sa catégorie propre. Il y a une enquête où je peux m'imaginer qu'on puisse aller un peu plus dans le détail des histoires individuelles (des migrations, notamment), c'est une enquête sur le revenu (EU-SILC) qui est en mode face-à-face. Sur le principe, je suis d'accord, mais si on distingue toutes les formes de migrations, cela devient pratiquement ingérable dans le domaine de la communication des statistiques. Votre remarque montre cependant la difficulté pour la statistique de rendre compte de la dynamique de l'évolution de la société ; difficulté qui est encore plus claire au niveau de l'évolution individuelle. Il y a bien des éléments longitudinaux dans l'enquête sur le revenu, par exemple, qui permettent de voir si on est resté dans la pauvreté ou si on en est sorti. A partir d'une enquête, on prend cependant pratiquement toujours une photo et l'élément statique prédomine. C'est cela l'ambiguïté des statistiques, je pense et c'est pour cette raison que j'ai abordé la question de la « *moyenne* » dans la conférence, la moyenne qui, par sa nature, est un stéréotype. D'un autre côté, il y a les différences, par rapport à cette moyenne, qui sont importantes. Il n'y a pas de véritable, de bonne réponse à votre question, et je suis bien d'accord avec vous sur le fond.

Et puis, sur la question du « *post-factuel* », je me demande pourquoi le Luxembourg serait si différent des autres pays. Je vous pose la question. Non, pour être honnête, je pense que le Luxembourg est très proche des autres pays, ... comment dire ?... je pense que ce n'est peut-être pas aussi violent que dans d'autres pays, mais je ne dirais pas que cela n'existe pas, le fait que la vérité soit négociable .... Peut-être qu'il n'y a pas encore eu de grande déflagration. Mais, je ne vois pas les raisons pour lesquelles cela n'existerait pas ...

**Luc Heuschling :**

Je ne pense pas que la petitesse du pays est un facteur qui permet, pour un acteur individuel, d'avoir un accès un peu plus facile à la réalité. Dans un grand pays, la perception de la réalité sociale totale est autrement plus difficile, voire impossible.

**Le conférencier :**

Je suis moyennement d'accord. Je pense qu'aux Etats-Unis, par exemple, les discours de Trump ont été vraiment analysés dans le détail et il y avait du « *debunking* », de la « *désintox* » en masse. D'ailleurs tous les grands quotidiens américains étaient contre Trump et ils ne l'ont pas ménagé. C'est-à-dire qu'il y a bien une prise de conscience, même dans un grand pays comme les Etats-Unis. Mais le fond du problème, c'est justement de dire « ce n'est pas important s'il dit la vérité ou non ». Je pense qu'on est sur une pente dangereuse et le Luxembourg n'est pas une exception, du moins concernant le fond de cette évolution.

**André Prüm :**

Dans un des bulletins de « *Pénombres* », j'ai vu la suggestion que les débats télévisés avec des hommes ou des femmes politiques devraient comporter de manière continue des messages-textes avec les résultats d'un « *fact checking* » sur les propos tenus, en particulier les chiffres avancés. Cela découragerait possiblement politiques de se référer à des chiffres imprécis pour tenter de justifier leurs propos. Sans doute, pour rebondir sur l'observation de Luc Heuschling les résultats d'un tel « *fact checking* » ne seraient pas meilleurs au Luxembourg qu'ailleurs.

**Intervenant :**

Je fais un peu du coq à l'âne, mais je me demande, est-ce qu'il existe encore des documents sur la fameuse « *Volkszählung* » que le « *Gauleiter* » Simon a ordonnée pendant l'occupation allemande et dont le résultat l'a apparemment rendu fou de rage ?

**Le conférencier :**

Je ne pourrais pas vous dire exactement, mais je pense que cela doit exister dans les archives du « *Chef der Zivilverwaltung* » (« *CdZ* ») aux Archives nationales.

**Alexandra Guarda-Rauchs:**

J'avais une question et deux rebondissements par rapport aux questions qui ont été évoquées. Si j'ai bien compris, il y a un changement méthodologique dans la comptabilisation des bi- ou pluri-nationaux dans le dernier recensement de la population parce qu'avant, si une des deux nationalités est luxembourgeoise, c'est toujours la luxembourgeoise qui prime. Là, c'est celle qu'on met en premier qui est comptabilisée ? Ça c'est la question.

Par rapport à ce qui a été dit, sur les Luxembourgeois de retour au pays après une période migratoire, moi, cela ne me choque pas. Le recensement ou « *Zensus* », c'est une « *photo* » de la population à un moment en 2011. Si les dix années avant je n'étais pas là, je ne figurais pas dans le « *Zensus* » de 2001. Et là, je suis revenue et je suis une Luxembourgeoise qui a deux parents luxembourgeois donc ce n'est pas tellement choquant que je me retrouve dans la boîte grise des « *Luxembourgeois de souche* ». Et la boîte grise, entre dix années de chaque « *Zensus* », ce ne sont évidemment pas les mêmes personnes, c'est une faute que souvent les gens font quand ils analysent des statistiques mais qu'il faut toujours se remémorer, ce n'est pas statique.

Finalement, l'autre discussion sur « *Est-ce que la vérité c'est important ?* », je crois que cela nous renvoie un peu aussi à la question de la qualité du journalisme, des journalistes et de leur mise en question des politiques. C'est peut-être là qu'au Luxembourg il faudrait aussi un peu augmenter la qualité du débat. Trop souvent, on retrouve dans les journaux des copies des communiqués des Ministères, Administrations ou par l'Institut de statistiques sans trop de remise en question et idem pour les partis politiques.

**André Prüm :**

Si on supprime la reproduction pure et simple des communiqués de presse, les journaux écrits au Luxembourg risqueraient d'être amputés d'une bonne partie de leur contenu.

**Jean-Jacques Rommes :**

J'avais deux observations. La première à propos de la vérité. Petite expérience personnelle : j'ai eu l'occasion d'intervenir dans ma vie dans les médias assez régulièrement dans deux qualités différentes. La première en tant que représentant des banques et la seconde en tant que représentant des employeurs en général. Dans la première qualité, j'ai très bien senti que j'étais considéré comme un expert de la part de la presse. Ils écoutaient ce que je disais et j'avais une crédibilité. Maintenant où j'interviens dans une autre qualité qui est beaucoup plus mêlée au dialogue social et à l'opposition prétendue entre les intérêts des salariés et des entreprises, je n'ai plus cette crédibilité, alors que je n'ai certainement pas pris l'habitude maintenant de mentir alors que je ne l'aurais pas fait avant. Ce que je veux dire c'est que cette perception post-factuelle vient aussi d'une grande subjectivité de celui qui écoute et notamment de la part des médias qui m'ont cru dans ma première qualité et qui ne me croient plus dans la seconde.

L'autre observation que je voudrais faire concerne les biais de perception que l'on peut découvrir dans les statistiques et dont il suit autant de raisons de ne pas y croire ou d'y croire. Il y en a une que vous n'avez pas citée, c'est le fait que les statistiques reprennent des normes internationales qui, quelque fois, collent ou ne collent pas à une situation donnée. L'éternel PJB par habitant au Luxembourg est l'exemple le plus flagrant pour notre pays. C'est un chiffre qui est faux ou, dans le meilleur des cas, tout à fait inadéquat. Il doit y en avoir d'autres. J'en conclus que la normalisation des statistiques est un biais de perception additionnel à ceux que vous avez cités.

**Le conférencier :**

Oui, je suis bien d'accord sur les biais que peuvent introduire les normes internationales. C'est pour cela aussi que j'ai évoqué les normes statistiques européennes au cours de la conférence. J'ai peu parlé des statistiques économiques parce que je n'ai pas travaillé dans ce domaine, mais

dans les statistiques sociales - comme dans le domaine des statistiques économiques -, il y a clairement un impact de l'Europe qui impose des indicateurs et le STATEC n'a pas les moyens de faire une politique statistique autonome dans ce domaine. D'ailleurs la comparabilité des données européennes est un atout considérable.

La liste des enquêtes européennes qui est incluse dans la contribution est parlante. Avec les enquêtes européennes seules, le STATEC est bien couvert de travail. Faire des enquêtes purement nationales ou même introduire des variables ou des indicateurs spécifiques n'est pas aisé dans un pays qui est déjà « *sur-enquêté* ». Par ailleurs la diffusion d'indicateurs qui correspondraient mieux à la spécificité du pays, comme le RNB (revenu national brut) par habitant au lieu du PIB par habitant, pose la question de la démultiplication des indicateurs qui rendra la lecture des statistiques encore plus complexe. Cela d'autant plus qu'un indicateur comme le PIB par habitant (qui sera de toute façon diffusé, ne serait-ce que par Eurostat) est un indicateur pertinent concernant la « *production* » du pays, alors que le RNB est plutôt un indicateur tout aussi pertinent mais dans le domaine du niveau de vie. Un indicateur n'est donc pas meilleur que l'autre ; tout dépend de l'utilisation que l'on en fait selon les questions soulevées.

En ce qui concerne la question sur la bi-nationalité ou la multiple nationalité et la « *comptabilisation* » des nationalités dans le cadre du recensement, la règle est effectivement que pour une personne ayant la « *double nationalité* » (ou une multiple nationalité) dont une est la nationalité luxembourgeoise, c'est la nationalité luxembourgeoise qui prime lorsque les indicateurs sociaux sont désagrégés selon la nationalité et ces personnes sont, d'une façon générale, comptabilisées parmi les Luxembourgeois. Pour les autres « *pluri-nationaux* » c'est la nationalité qui est indiquée en premier sur le formulaire du recensement qui est prise en compte. Ce sont des conventions très arbitraires.

**Intervenant :**

Le taux de pauvreté relatif, il est aussi ...

**Le conférencier :**

C'est européen.



## Intervenant :

Une norme européenne...

## Le conférencier :

Oui, et l'indicateur de pauvreté relatif - calculé par rapport à un seuil de revenu se situant à 60% du revenu médian - est plutôt un indicateur d'inégalité que de « *pauvreté* ». En fait, la « *pauvreté* » est souvent confondue avec « *précarité* ». Et la précarité ou la « *pauvreté absolue* » sont mieux représentées par l'indicateur de privation matérielle sévère (qui est très bas au Luxembourg) qu'avec le taux de pauvreté. Parce que je pense que le taux de pauvreté relatif n'est pas une bonne mesure pour le Luxembourg pour exprimer le concept de pauvreté, j'avais pris l'initiative au STATEC d'un projet destiné à construire un panier de consommation minimale, c'est-à-dire un panier de biens et de services permettant de vivre une vie décente dans notre pays. Le projet a d'ailleurs abouti entretemps. C'est un indicateur purement national probablement plus pertinent pour évaluer la pauvreté que l'indicateur européen.

Si on prend le taux de pauvreté relatif comme indicateur d'inégalités, il faudrait aussi dire « *comment réduire les inégalités ?* ». Pour réduire le taux de pauvreté, il y a évidemment en théorie un moyen simple mais assez onéreux : on donne massivement du revenu supplémentaire (à travers des prestations sociales) aux personnes qui se trouvent juste en-dessous du seuil et qui dépasseront donc ce seuil à la suite de cet « *investissement* ». Mais pour les inégalités en général, c'est beaucoup plus difficile parce que ce sont des inégalités salariales d'abord qui jouent. Sur un graphique, les courbes de l'inégalité avant transferts sociaux et de l'inégalité après transferts varient parallèlement. Or, comment agir sur les inégalités salariales. La fixation des salaires échappe largement à l'impact direct des politiques publiques (mis à part l'indexation). Et même si le dialogue social se fait en partie au sein de la « *tripartite* » (de moins en moins d'ailleurs), ce sont les négociations collectives qui sont déterminantes dans ce domaine. Finalement, il faudrait également se poser la question quel est le niveau d'inégalité qui serait « *souhaitable* » au Luxembourg ? Est-ce qu'on veut aller vers le modèle scandinave ou vers le modèle anglo-saxon ? C'est cela la bifurcation à prendre ...

## Intervenant :

Je ne voulais pas vous mener sur ce terrain a priori, mais, si vous y allez, je pense que le taux d'inégalité ne peut pas en lui-même imposer l'idée de réduire les inégalités sans savoir ce que c'est la pauvreté parce que réduire les inégalités à Monaco ne me semble pas être une nécessité absolue.

## Marco Wagener :

J'aimerais intervenir sur le PIB bien-être ou les indicateurs subjectifs, peut-être un peu en leur défense, parce que l'étude sur le PIB bien-être était une demande du gouvernement qui s'était inspiré, je crois, du rapport Sen Fitoussi Stiglitz commandité par le président Sarkozy en France. L'utilité d'indicateurs plus subjectifs est venue du fait que le PIB mesure la richesse créée dans un pays pendant une année, mais il ne dit en fait rien sur le bien-être de la population, le bonheur de la population et peut-être aussi les souffrances de la population. C'est pour cela que le Conseil économique et social et le Conseil du développement durable ont proposé cette batterie d'indicateurs effectivement appelée PIB bien-être. En outre, la Chambre des salariés publie chaque année le panorama social qui a pour but de donner une image sur la compétitivité sociale du pays, de même qu'un indicateur sur la qualité du travail. Ma question vise l'utilité de tels indicateurs parce que justement le PIB ne dit pas tout et la nécessité de la mesure du bonheur est quand même nécessaire, justement peut-être pour éviter ce débat que vous avez cité en début de votre conférence sur la mise en question de la vérité. Je crois que des divergences sociales trop prononcées conduisent justement à ce populisme, à cette défiance vis-à-vis des institutions et je crois que c'est très, très lié, et c'est pour cela que je ne négligerais pas les indicateurs subjectifs.

## Le conférencier :

Sur le principe, je suis d'accord. Le « *bonheur* » ou le « *bien-être* » ne peut être réduit au revenu monétaire ou au PIB par habitant, même s'il y a une corrélation très étroite (un peu oubliée) entre le niveau de vie matériel, c'est-à-dire le revenu disponible, et le bien-être subjectif. Les inégalités de revenus se retrouvent d'ailleurs dans les inégalités du bien-être subjectif. Le problème, c'est la conception générale du projet PIB bien-être. Pour que cette dimension du bien-être puisse s'imposer en face du PIB, il faudrait en fait, pour la communication, un et un seul indicateur qu'on pourrait quali-

fier de synthétique. Or, ce n'est pas le chemin que l'on a pris. Et c'est une bonne chose à mon avis, parce qu'un tel indicateur synthétique, basé sur de très nombreuses dimensions et beaucoup d'indicateurs allant de la sécurité physique aux liens sociaux, à l'environnement perd toute signification véritable. En effet, comment évaluer la situation d'une personne ou d'un groupe de personnes qui se trouvent en haut de l'échelle dans 5 dimensions et en bas de l'échelle dans les 5 autres dimensions et une autre personne ou groupe dont la situation est inversée, c'est-à-dire qui se trouvent en haut de l'échelle pour les 5 dernières dimensions et en bas de l'échelle pour les 5 premières. On arrivera à un indice de bien-être similaire, mais est-ce que cette moyenne dit vraiment la même chose ? Je pense que non. Par ailleurs, peut-on vraiment agréger des indicateurs subjectifs avec des indicateurs objectifs, des indicateurs d'« *input* » avec des indicateurs d'« *output* » ? Il est permis d'en douter. Finalement, la pondération des différentes dimensions et variables dans un indice global synthétique poserait question. On peut donner la même pondération à toutes les dimensions ou à toutes les variables. Mais, contrairement à ce qu'on veut faire croire parfois, il s'agit là également d'une décision arbitraire.

Le fait de ne pas avoir pris le chemin de l'indicateur synthétique (c'est du moins ce que dit le rapport technique du projet) est donc une bonne chose. Il faudra donc bien communiquer un tableau de bord de plus de 60 indicateurs. Une meilleure manière de faire aurait été peut-être de réduire le nombre de ces indicateurs au strict nécessaire, mais cela aurait demandé un travail conceptuel plus poussé en essayant d'éliminer les indicateurs qui sont susceptibles d'avoir la même signification ou une signification similaire. L'indice du développement humain (IDH) est à mon avis un exemple parce qu'il est basé sur seulement 3 indicateurs essentiels (le revenu national par habitant, la scolarisation et la santé (mesurée par l'espérance de vie)). À noter que ces indicateurs reflètent la théorie des « *capabilités* » d'Amartya Sen. L'IDH est à la fois synthétique et, vu le nombre réduit de dimensions, permet de communiquer sur les composantes de l'indicateur. Pour le PIB bien-être avec ses nombreux indicateurs, il faudra faire un effort considérable de présentation (p.ex. des graphiques interactifs) et de communication. Et il faudra peut-être éviter de faire des publications annuelles : les variations d'une année à l'autre sont souvent dues à des « *artefacts* » statistiques et ne disent généralement rien sur le développement réel.

### Patrick Kinsch :

Est-ce que vous pourriez nous remonter le tableau de Ian Hacking ?... Oui, voilà le tableau en huit points de programme. Vous disiez que, selon l'auteur, ce n'était pas un tableau normatif mais un tableau descriptif. Est-ce que M. Hacking est un auteur ironique ? Parce que sur le plan normatif, c'est un programme bien connu, c'est le programme du fascisme ou – avec l'élément médical, biologique et génétique – plus précisément le programme du national-socialisme. Mais, à titre de simple description de certaines sciences réellement existantes ... je voudrais savoir quelles sciences sont visées et si elles renoncent toutes à une ambition de « *gouvernance par les nombres* », à imposer leurs propres vues qui seraient effectivement bureaucratiques et quantificatrices si elles étaient exprimées en termes de gouvernance ?

### Le conférencier :

Je pense que c'est une bonne question ... il est vrai que cette liste est un peu provocatrice. D'un autre côté, les sciences qui classifient ne peuvent échapper à la logique sous-jacente de ces impératifs et Hacking n'a pas tort de le dire dans cette « *radicalité* ». Je pense que la liste est plutôt destinée à provoquer une prise de conscience. Et je ne pense pas que la liste soit normative ni ironique d'ailleurs. À mon sens, elle est plutôt descriptive. Prenons à titre d'exemple l'impératif « *Médicalisons* ». Du moment que l'on veut disposer d'indicateurs de santé publique, il est assez logique que les statisticiens (des ministères compétents ou de l'office statistique) s'intéressent aux pathologies et catégorisent les gens selon ces pathologies. Les enquêtes sur la santé vont d'ailleurs toujours plus loin dans ce sens en prévoyant même des examens médicaux (du moins sommaires), comme le European Health Interview Survey (EHIS) ou le European Health Examination Survey (EHES). Et à partir de ce moment, si on veut analyser les causalités (et en matière de santé publique, il faut agir sur les causes) on arrive mécaniquement aux impératifs « *Biologisons* » et « *Rendons génétique* ». Je conçois que ce dernier impératif puisse provoquer un mouvement de recul (on pense à l'eugénisme ...), mais les sciences médicales elles-mêmes sont très portées vers l'analyse génétique en ce moment. La liste de Hacking ne constitue pas un programme politique. Elle ne peut donc avoir de caractère « *fascisant* ». Mais évidemment, les classifications génétiques, par exemple, pourraient servir cette cause néfaste. Je pense qu'implicitement Hacking veut faire prendre conscience des conséquences

négligentes que les catégorisations peuvent avoir. Je pense que toutes les sciences qui « quantifient » - et je n'en connais pas qui ne « quantifient » pas, même en sciences littéraires c'est le cas - se tiennent à l'un ou l'autre impératif. Bien évidemment toutes les sciences ne s'intéressent pas aux classifications biologiques ou génétiques, mais l'impératif de la normalisation - l'analyse par rapport à une ou des normes et les déviations par rapport à ces normes - est présente dans toutes les sciences de quantification. On a essayé de le montrer dans la conférence. On a aussi dit que l'analyse qualitative apporte autant du point de vue scientifique que l'analyse quantitative.

### Robert Urbé :

Sur la teneur... comment dire ?... sarcastique, il me manque encore une citation, celle qui est apparemment de Winston Churchill qui aurait dit de ne pas croire une statistique qu'on n'a pas falsifiée soi-même. Je crois que cela revient, mais maintenant quant aux statistiques, aussi à des questions de vérité : il ne s'agit pas de croire en les statistiques, mais de les prendre au sérieux. Et là, je trouve qu'on fait de grandes différences. On a parlé du PIB : oui, il y a des gens qui disent qu'il y a des biais là-dedans, mais quand même la plus grande majorité ont toujours la tendance à qualifier les pays selon leur PIB, serait-ce par habitant ou global, n'importe, mais c'est toujours un indicateur très important qui est utilisé. D'un autre côté, on vient de parler du taux de risque de pauvreté où, aujourd'hui, il est normal de le critiquer, de dire « cela ne dit rien, cela ne vaut rien pour le Luxembourg » ou des affirmations comme « avec une définition relative comme celle-là, il y aura toujours des pauvres, on ne peut rien faire ». Donc, il y a les deux. Il y a des statistiques à qui, oui, on croit, que l'on prend au sérieux et d'autres non. Et, en fait, toute la question est : si on parle de vérité où la vérité n'est plus importante, toute la question est aussi « quelle vérité je m'approprie pour moi-même ? » et je peux faire tous les discours que je veux avec tous les chiffres à l'appui, donc aussi le sous-titrage ne mènera à rien dans ce cas-là parce que si... Je prends un exemple très actuel. Si le Ministre des Finances dit : « L'objectif à moyen terme budgétaire du Luxembourg, c'est maintenant - 0,5 ». Voilà, il est toujours dans l'objectif à moyen terme. Il n'aura jamais de problèmes dans les années qui viennent, mais c'est parce qu'il a reculé les frontières tout simplement. Et donc de parler maintenant de vérité, quelle est la vérité ? Est-ce qu'il a raison de dire que c'est - 0,5 ou est-ce que c'était meilleur de l'avoir à + 0,5 ? Et puis toute la question « qu'est-ce que c'est un déficit structurel ? », là aussi il y a des définitions européennes dessus, mais personne ne les comprend vraiment en fin de

compte et avec des statistiques comme cela, on peut dire tout et le contraire en fin de compte, et chacun a raison. Et alors, je me demande quand même à quoi cela sert alors définitivement ? Est-ce que cela sert à tenir un discours autoritaire et dire « voilà, il y a les statistiques, donc c'est vrai, vous n'avez qu'à le croire » ou est-ce que cela sert aussi les opposants en disant « mais il y en a d'autres statistiques » et on pourrait dire aussi le contraire. Et est-ce que les statisticiens sont toujours conscients de cette différente possibilité d'être utilisés ensemble ?

### Le conférencier :

Dans la conférence, j'ai dit que les statistiques sont largement basées sur des conventions, des concepts, des catégorisations qui sont évidemment fondés scientifiquement, mais pas « neutres » du point de vue conceptuel. Si on ne peut discuter que très rarement de la fiabilité des chiffres eux-mêmes qui sont évidemment, en règle très générale, basés sur des calculs justes et des méthodologies saines, on peut et on doit discuter des concepts qui sont à la base des statistiques publiées et de l'adéquation entre les concepts et les variables retenus pour les caractériser.

Je pense d'ailleurs que la crédibilité des statistiques sera renforcée par une discussion constante entre les statisticiens, les chercheurs, le grand-public, les ONG, les journalistes les politiciens. Mais pour que cette discussion soit fructueuse chacun doit y mettre du sien. Cela exige, d'une part, une certaine humilité de la part des chercheurs et des statisticiens qui ont parfois tendance à se retirer sur le piédestal de leurs connaissances scientifiques et qui ont parfois peur de se confronter aux opinions, il est vrai, parfois peu informées du grand-public. D'autre part, du côté du grand-public, des politiciens et des journalistes il faudrait devoir compter sur une certaine rigueur intellectuelle, une déontologie, une certaine confiance (que les statisticiens devraient d'ailleurs essayer de conforter par leur ouverture aux doléances du public et des médias).

Certains phénomènes, souvent indépendants de la volonté des statisticiens, vont à l'encontre d'un dialogue fructueux. Un de ces phénomènes est le « cherry picking » de la part de la société civile et des médias, qui consiste à se référer à « la » statistique qui prouverait une assertion, alors que la prise en compte d'autres chiffres tout aussi pertinents permettrait de nuancer l'assertion. Mais bien évidemment, il faut comprendre que l'agenda de la société civile et des médias est différente de celle des statisticiens



et des scientifiques. Pour éviter les malentendus, la société civile et les médias devraient peut-être se référer moins à des chiffres censés légitimer scientifiquement un discours qu'à des analyses politiques et conceptuelles où les nombres pourraient avoir leur place, mais peut-être pas la place hors-norme qui leur est attribuée aujourd'hui.

**André Prüm :**

Le moment est venu de remercier très vivement notre confrère Zahlen pour sa conférence extrêmement enrichissante. On savait tous que les statisticiens ont besoin d'une bonne perception des données qu'ils envisagent d'explorer pour définir la méthodologie, les conventions à partir desquelles ils vont agréger et présenter ensuite ces données. Cet exercice n'est jamais entièrement neutre, mais indispensable. Vous avez réussi à mieux attirer notre attention sur ce travail sous-jacent des statisticiens pour effectuer leurs calculs et faire leur métier. On voit parfois aussi un jeu inverse dans certaines situations. Je pense notamment aux statistiques qui se trouvent à la base de divers rankings comme ceux des universités. La convention utilisée par les statisticiens pour évaluer l'activité induit alors un comportement des entités évaluées. Certaines arrivent à s'ajuster aux conventions pour aboutir à un meilleur positionnement dans le ranking. Même dans ce sens les conventions ne sont donc pas neutres. Grâce à votre conférence vous avez réussi à jeter la lumière sur cet aspect crucial du travail de tout statisticien. Un très grand merci pour votre conférence.

[Applaudissements]

Je profite de l'occasion également pour signaler que notre prochaine conférence portera sur la Confédération germanique, une courte période dans l'histoire du Luxembourg trop peu connue. Elle sera donnée par notre confrère Henri Goedert le 29 novembre.

**André Elvinger :**

Je voudrais simplement, avant que vous partiez, rappeler une chose. Il y a un lien affectif entre la statistique et notre Section des sciences morales et politiques puisque celui que nous avons appelé le père de la statistique au Luxembourg, Georges Als, était en même temps non seulement l'un des fondateurs de notre Section, mais également pendant de si longues années notre secrétaire général. Le sujet était donc bien choisi pour nous rappeler cela. Bravo et merci.

[Applaudissements]

Séance du 29 novembre 2016

## 1815 – LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE (DER DEUTSCHE BUND) : UN NOUVEAU PORT D'ATTACHE POUR LE LUXEMBOURG

par

**Henri Goedert**

Né le 9 janvier 1951, Henri GOEDERT est membre de l'Institut grand-ducal, section des sciences morales et politiques, depuis 1979.

M. Goedert est titulaire d'un doctorat d'État français en droit obtenu en 1983, sur base d'une thèse consacrée à « La représentation des salariés dans les organes des sociétés en droit luxembourgeois et en droit ouest-allemand ».



Ayant obtenu son habilitation à la profession d'avocat-avoué en 1978, il a ensuite passé toute sa vie professionnelle au service juridique du groupe sidérurgique ARBED (ultérieurement devenu Arcelor puis ArcelorMittal). Parallèlement, il a poursuivi une activité d'enseignement du droit, dont il s'est retiré en 2009, avec le grade de Professeur associé à l'Université du Luxembourg.

Le *Deutscher Bund*<sup>1</sup> et le Luxembourg moderne doivent tous les deux leur existence aux négociations du congrès de Vienne, « la plus grande réunion diplomatique de tous les temps »<sup>2</sup>, dont les travaux ont débuté en octobre 1814 pour se clore officiellement le 11 juin 1815, quelques jours avant la bataille de Waterloo.

Quand les hommes d'Etat et les diplomates commencent, début septembre 1814, à affluer à Vienne pour entamer les travaux du congrès, la paix avec la France est conclue depuis plusieurs mois grâce au traité de Paris du 30 mai 1814, plus tard dénommé « premier traité de Paris »<sup>3</sup>. Mais tous savent que leur tâche n'est pas terminée pour autant. Il reste à redécouper et à attribuer les territoires libérés de la domination française et, au-delà, à fonder un nouvel ordre européen susceptible d'instaurer une paix durable sur le continent. De façon significative, l'historien Thierry Lentz donne à son ouvrage « Le congrès de Vienne » le sous-titre « Une refondation de l'Europe ».

Parmi les grandes questions à traiter, la plus complexe était probablement celle de la reconfiguration de l'espace germanique qui avait fait l'objet de profonds bouleversements durant la période de domination française. Il s'agissait, d'une part, de configurer territorialement les Etats allemands appelés à survivre après l'écroulement de l'ordre napoléonien et, d'autre part, de trouver la forme adéquate pour les regrouper en une entité suffisamment souple, dont le traité de Paris du 30 mai 1814 avait fixé le cadre général dans les termes suivants : « Les Etats de l'Allemagne seront indépendants et unis par un lien fédératif » (article 6 alinéa 2)<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Terminologie et abréviations : nous utiliserons indifféremment, par la suite, les expressions « *Deutscher Bund* » ou « Confédération germanique », « *Deutsche Bundesakte* » ou « *Bundesakte* » ou « Acte de la Confédération germanique », « *Bund* » ou « Confédération », « *Bundversammlung* » ou « Diète fédérative » ou « Diète ». Par ailleurs, il nous arrivera d'utiliser les abréviations « DBA » pour la « *Deutsche Bundesakte* » et « WSA » pour la « *Wiener Schlußakte* », cette dernière n'étant pas à confondre avec le traité de Vienne.

<sup>2</sup> Thierry LENTZ, *Le congrès de Vienne*, Perrin, Paris 2015, p. 8.

<sup>3</sup> Il y eut en effet un second traité de Paris, signé le 20 novembre 1815, plus sévère pour la France que le premier car consécutif à l'épisode des Cent-Jours et à la défaite de Waterloo.

<sup>4</sup> On notera, ici et ailleurs, l'emploi courant des termes « Allemagne » / « Deutschland » ou « allemand » / « deutsch » dont la signification était pourtant loin d'être évidente à l'époque.

La réponse à l'ensemble de ces préoccupations prit la forme, au terme de multiples tractations et compromis, d'une association d'Etats dénommée « Confédération germanique » (*der Deutsche Bund*). Celle-ci devint partie intégrante du traité de Vienne aux articles 53 et suivants, dans des conditions qui seront précisées ultérieurement. Dans son ouvrage « L'Allemagne de 1815 à 1918 », l'historien français François Roth écrit que la Confédération germanique « est la pièce maîtresse de la nouvelle carte de l'Europe »<sup>5</sup>. La Confédération a survécu un peu plus d'un demi-siècle, de 1815 à 1866, et le Grand-Duché de Luxembourg en a fait partie du début à la fin.

Le traité de Vienne renferme aussi, à l'article 67, ce que l'on peut appeler l'acte de naissance du Luxembourg moderne. Toutes les questions essentielles touchant au statut du Luxembourg s'y trouvent réglées. L'alinéa 1er stipule que « la partie de l'ancien duché de Luxembourg, comprise dans les limites spécifiées par l'article suivant », désormais dénommée Grand-Duché, est « cédée au (...) roi des Pays-Bas, pour être possédée par lui et ses successeurs en toute propriété et souveraineté. » L'alinéa 2 dispose que le Grand-Duché de Luxembourg « formera un des états [*sic*] de la confédération germanique ». Quant à la ville de Luxembourg, elle sera, aux termes de l'alinéa 3, « considérée sous le rapport militaire comme forteresse de la confédération. »

Le *Deutscher Bund* fut dissous en juillet/août 1866, à la suite de la défaite de l'Autriche dans la guerre austro-prussienne. Malgré sa relative longévité, il a longtemps souffert d'une image assez négative pour n'avoir fait progresser aucune des deux grandes causes des patriotes allemands : l'unité de l'Allemagne d'un côté, la liberté politique de l'autre. C'est ce que fait nettement apparaître un rapide survol de l'histoire du *Bund*, laquelle peut se diviser en trois périodes :

**1) 1815 à 1848 : Restauration und Vormärz** (« ère du système Metternich »). Sur le plan culturel, c'est l'époque du Biedermeier.

« Kampf gegen Einheit und Freiheit », lutte contre les idées libérales et les aspirations à l'unité nationale allemande : c'est en ces termes qu'on pourrait résumer la politique du *Bund* au cours de cette période.

<sup>5</sup> François ROTH, *L'Allemagne de 1815 à 1918*, Armand Colin, Paris 1996, p. 7 ; dans le même sens : Wolf D. GRUNER, *Der Deutsche Bund*, Verlag C.H. Beck, München 2012, pp. 14, 24 et 27.



Les convictions libérales et unitaires étaient répandues avant tout dans les milieux intellectuels, chez les professeurs et les étudiants, ces derniers se regroupant volontiers dans les fameuses *Burschenschaften*.

Le moment clef de cette période, et un des moments clef de l'histoire de la Confédération tout court, ce sont les résolutions de Carlsbad (*Karlsbader Beschlüsse*) de 1819<sup>6</sup>, dont voici le contexte. Le 23 mars 1819, l'écrivain et publiciste August von Kotzebue était mort assassiné à son domicile de Mannheim, poignardé par l'étudiant Karl Ludwig Sand. Kotzebue, dramaturge prolifique<sup>7</sup> et très populaire à l'époque, était connu pour ses opinions réactionnaires et son mépris pour les partisans de l'unité allemande. Sand était étudiant en théologie et membre de la *Burschenschaft* de l'université de Jena. L'assassinat de Kotzebue fournit à Metternich le prétexte idéal pour s'attaquer aux forces libérales. Dans ce but, il convoqua les conférences ministérielles de Carlsbad qui réunirent, du 6 au 31 août 1819, les représentants de dix Etats comptant parmi les plus importants et les plus « fiables » de la Confédération (Autriche, Prusse, Hanovre, Saxe, Bavière, Wurtemberg, Bade, Nassau et les deux Mecklenburg)<sup>8</sup>. Les conclusions de ces conférences furent ensuite avalisées par la *Bundesversammlung*<sup>9</sup> qui les coula en lois fédérales le 20 septembre 1819 (*Universitätsgesetz*<sup>10</sup>, *Pressgesetz*<sup>11</sup>, *Untersuchungsgesetz*<sup>12</sup>, *Provisorische Exekutions-Ordnung*, remplacée le 3 août 1820 par une *Exekutions-Ordnung* définitive<sup>13</sup>). Censées au départ n'être que provisoires, les lois issues des résolutions de Carlsbad furent par la suite prorogées et même renforcées pour rester finalement en vigueur jusqu'à la Révolution de 1848. Dieter Grimm écrit à propos des

6 Voir : Ernst Rudolf HUBER, *Deutsche Verfassungsgeschichte seit 1789* (8 Bände), Verlag W. Kohlhammer, Stuttgart Berlin Köln 1960-1990, tome 1, pp. 732 à 739; Jürgen ANGELOW, *Der Deutsche Bund*, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt 2003, pp. 36-39; Gruner, op. cit., pp. 41-42.

7 On lui doit environ 200 pièces de théâtre.

8 Ni le roi des Pays-Bas (pour le Luxembourg) ni le roi du Danemark (pour les duchés du Holstein et de Lauenburg) n'avaient été invités, bien que figurant parmi les 11 Etats les plus importants de la Confédération.

9 En assemblée plénière: FROTSCHEER/PIEROTH, *Verfassungsgeschichte*, Verlag C.H. Beck, München 2005 (5. Auflage), n° 246 p. 125.

10 Plaçant les universités sous surveillance et interdisant les *Burschenschaften*.

11 Introduisant la censure.

12 Visant la recherche et l'investigation « der gegen die bestehende Verfassung und innere Ruhe gerichteten revolutionären Umtriebe ».

13 Donnant au Bund les moyens d'intervenir militairement dans les Etats membres (voir infra).

résolutions de Carlsbad : « Sie überschatteten das gesamte politische Leben im Vormärz »<sup>14</sup>.

Une autre date clef, au cours de cette période du *Vormärz*, est celle du 1er janvier 1834, qui marque l'entrée en vigueur du *Deutscher Zollverein* (Union douanière allemande), créé à l'initiative de la Prusse. A mesure qu'il s'étend territorialement grâce à de nouvelles adhésions, le *Zollverein* commence à préfigurer une Allemagne unifiée, mais unifiée selon la conception « petite-allemande », c'est-à-dire dominée par la Prusse ; l'Autriche, en effet, n'a jamais fait partie du *Zollverein* ; le Luxembourg, par contre, y fit son entrée en 1842.

Comme troisième événement marquant de cette période, il faut mentionner la Révolution belge de 1830 qui aboutit, au traité de Londres de 1839, à l'amputation définitive du Grand-Duché de sa partie occidentale qui forme depuis la province belge du Luxembourg. Cette perte de territoire fut compensée vis-à-vis de la Confédération par l'admission de la province néerlandaise du Limbourg (« duché de Limbourg ») qui équivalait à peu près, en superficie et en population, à la partie wallonne perdue. Il en résulta une construction étrange où une entité hybride, composée d'un Etat indépendant et d'une province d'un autre Etat, le royaume des Pays-Bas, formait vis-à-vis de la Confédération un membre unique, représenté à la Diète par un seul plénipotentiaire mais scindant entre ses deux composantes les obligations militaires découlant de la *Bundeskriegsverfassung*.

Ce fut l'une des rares modifications territoriales du *Bund* et en même temps l'un de ses grands échecs en matière de politique étrangère ; il devint évident à l'occasion de la Révolution belge que le *Bund* était dans l'incapacité de mener une politique étrangère autonome<sup>15</sup>. Le *Deutsches Staats-Wörterbuch*, édité par Bluntschli und Brater en 1858, commente la situation comme suit : « Aber nach Außen, obschon allmählig in seiner

14 Dieter GRIMM, *Deutsche Verfassungsgeschichte 1776-1866*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main 1988, p. 151.

15 « Darüber hinaus verdeutlicht die Verfahrensweise der Deutschen Bundesversammlung gegenüber den Niederlanden, daß der (...) Deutsche Bund in außen- und militärpolitischen Belangen über einen nur sehr geringen Entscheidungsspielraum verfügte. (...) Der Deutsche Bund (...) war ohne den Konsens seiner Hauptglieder Österreich und Preußen in außen- und sicherheitspolitischen Belangen handlungsunfähig. » (Jürgen ANGELOW, *Die « belgisch-luxemburgische Krise » von 1830-1832 und der Deutsche Bund : Zur geplanten Bundesintervention in Luxemburg*, in : *Militär-geschichtliche Zeitschrift* 2/1991, pp. 61-80, en l'occurrence p. 69).

*Vertheidigungskraft gestärkt, war und blieb der deutsche Bund eine europäische « Ohnmacht ». In Luxemburg hatte sich's zeigen müssen, daß einem deutschen Bundesgliede durch keinerlei diplomatische Intriguen auch der geringste Theil seines Gebiets entrissen werden könne, daß die Bundesgrenze unter keinem Vorwand angetastet werden dürfe. Statt dessen ward diese Angelegenheit auf das Kläglichste erledigt ; aus dem Scheinersatz für den verlorenen Theil von Luxemburg drohen noch in Zukunft ernste Verwicklungen und der bisherige Friedstand in Betreff der Stellung Limburgs zum Bunde ist nur eine fortgesetzte Demüthigung Deutschlands.»<sup>16</sup>*

## 2) 1848 – 1849 : Märzrevolution (Révolution de mars)

1848 fut une année de révolutions dans de nombreux pays d'Europe. En-dehors de la France, les régions les plus touchées furent l'Italie, l'Autriche et plusieurs de ses possessions telles la Lombardie-Vénétie, la Bohême et la Hongrie, ainsi que l'Allemagne. Dans le monde germanique, le mouvement se déclencha en mars 1848, d'où le nom de « Märzrevolution » qui lui fut donné. En Autriche, la révolution entraîna la chute de Metternich et la fin de son système ; il dut s'enfuir, se réfugia à Londres et ne retourna à Vienne qu'en 1851. En Allemagne, la révolution s'avéra moins violente, canalisée qu'elle fut par la convocation d'une Assemblée nationale constituante élue au suffrage universel par tous les citoyens habitant la Confédération germanique<sup>17</sup>. Cette Assemblée eut, comme la Diète de la Confédération germanique, son siège à Francfort-sur-le-Main et tint sa première réunion le 18 mai 1848. Elle entama l'élaboration d'une constitution et mit sur pied une autorité centrale provisoire avec à sa tête l'archiduc Jean d'Autriche en qualité de « Reichsverweser ». Elle entendait pousser vers la sortie et la Diète et la Confédération qui ne représentaient que les monarques alors qu'elle, l'Assemblée nationale, pouvait se prévaloir de représenter le peuple. La Diète esquiva toutefois son éviction complète par une astuce juridique. Le 12 juillet 1848, elle adopta une résolution

16 Deutsches Staats-Wörterbuch, herausgegeben von Dr. J. C. BLUNTSCHLI und K. BRATER, Dritter Band, Stuttgart und Leipzig 1858, v<sup>o</sup> Deutscher Bund p. 22. Plus loin, à la page 49, le Bund y est raillé dans les termes suivants : « ... nach Außen ohne Kraft und Ansehen, geradewegs eine Null ... ».

17 Le Luxembourg y avait trois représentants : le procureur général Willmar ainsi que les avocats Emmanuel Servais et Charles Munchen. Voir : Christiane HUBERTY, Les élections au Parlement de Francfort (1848) – un moment particulier dans la vie politique luxembourgeoise du XIX<sup>e</sup> siècle, in : Du Luxembourg à l'Europe – Hommages à Gilbert Trausch à l'occasion de son 80<sup>e</sup> anniversaire, Éditions Saint-Paul, Luxembourg 2011, pp. 153 à 171.

au libellé soigneusement pesé : « Die Bundesversammlung überträgt (...) die Ausübung (...) ihrer verfassungsmäßigen Befugnisse und Verpflichtungen an die provisorische Centralgewalt (...) Mit dieser Erklärung sieht die Bundesversammlung ihre bisherige Tätigkeit als beendet an (...) ». La Diète déléguait donc l'exercice de ses pouvoirs à l'autorité centrale provisoire et suspendait ses activités ; d'une certaine façon, elle se mettait en hibernation, en veilleuse, sans exclure de reprendre ses activités au cas où l'autorité centrale cesserait de fonctionner<sup>18</sup>.

Et ce que la Diète avait entrevu devint réalité. La révolution s'enlisa assez rapidement ; le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV lui donna le coup de grâce quand, le 28 avril 1849, il refusa la couronne impériale de « Kaiser der Deutschen » que vinrent lui offrir les délégués de l'Assemblée nationale.

## 3) 1849 à 1866 : Reaktionsära (phase de la réaction).

L'Autriche entreprit de réactiver le *Bund*<sup>19</sup>. La Prusse, dans un premier temps, tenta de faire bande à part en constituant une union plus restreinte, sans l'Autriche, la Erfurter Union. Mais elle finit par rentrer dans le rang et dut accepter les conditions de l'Autriche à la *Olmützer Punktation* du 29 novembre 1850 (« reculade d'Olmütz »)<sup>20</sup>.

18 Huber, Deutsche Verfassungsgeschichte, op. cit., tome 2, pp. 632-633 : « Dieser heiklen Lage entzog der Bundestag sich durch einen bemerkenswerten diplomatischen Kunstgriff (...) Er löste sich nicht auf, sondern er stellte lediglich seine Tätigkeit ein (...) Damit aber behielt er sich insgeheim die rechtliche Möglichkeit vor, seine Tätigkeit wieder aufzunehmen und seine Kompetenzen wieder in Anspruch zu nehmen, falls die geplante Reichsverfassung nicht zustande kommen und die provisorische Centralgewalt erlöschen sollte. »

Dans le même sens : Albert CALMES, La Révolution de 1848 au Luxembourg, Imprimerie Saint-Paul, Luxembourg, 2<sup>e</sup> édition 1982, pp. 168-169 ; Gruner, op. cit., p. 66 : « Die Bundesversammlung war somit nicht aufgelöst. Ihre Tätigkeit war lediglich suspendiert worden. » ; Klaus KRÖGER, Einführung in die jüngere deutsche Verfassungsgeschichte (1806-1933), Verlag C.H. Beck, München 1988, pp. 70-71 et 80 ; Grimm, op. cit., p. 213.

19 « Österreich hatte in der Zwischenzeit die Wiederbelebung des Deutschen Bundes betrieben, der während der Revolution nicht förmlich aufgelöst worden war. » (Grimm, op. cit., p. 213).

20 Roth, op. cit., p. 38 ; Jacques DROZ, Histoire de l'Allemagne, Presses Universitaires de France, Paris, 13<sup>e</sup> édition 1997, p. 31 ; MALET et ISAAC, La naissance du monde moderne/1848-1914, Marabout Université, copyright Librairie Hachette 1961, pp. 114-115.

Entre-temps, sous l'impulsion de l'Autriche, la Diète fédérale avait repris ses réunions<sup>21</sup>. À la séance d'ouverture, le 2 septembre 1850, douze Etats avaient répondu présent, dont les Pays-Bas pour le Luxembourg et le Limbourg, représentés par Frédéric de Scherff<sup>22</sup>. En 1851, les autres Etats reprirent progressivement leur place et quand la Prusse revint à son tour siéger le 14 mai 1851, la Diète put à nouveau fonctionner normalement. Cependant, le *Bund* avait beaucoup perdu de son lustre. Tout le monde sentait qu'il avait besoin de réformes. Diverses propositions virent le jour ; aucune ne fit l'unanimité. L'antagonisme entre la Prusse et l'Autriche devint de plus en plus vif ; la Prusse<sup>23</sup> acceptait de plus en plus mal la suprématie formelle de l'Autriche. La rivalité entre ces deux puissances domina la dernière phase du *Bund*. Toutefois, elles parvinrent encore à se mettre d'accord sur une réactivation de la politique de réaction<sup>24</sup>. Le 23 août 1851, sur proposition de l'Autriche et de la Prusse, la Diète adopta le *Bundesreaktionsbeschluß* (*Bundesbeschluß über Maßregeln zur Wahrung der öffentlichen Sicherheit und Ordnung im Deutschen Bund*) qui conduisit entre autres à la révision dans un sens autoritaire d'un certain nombre de Constitutions libérales adoptées dans le sillage de la révolution de 1848. La révision constitutionnelle de 1856 au Luxembourg, dite « le coup d'Etat de 1856 », s'inscrit – quoique tardivement – dans ce contexte.

À la fin des années 1850, la politique de réaction s'essouffle elle aussi<sup>25</sup>. Le *Bund* tombe dans une espèce de léthargie<sup>26</sup> ; il se trouve paralysé par la rivalité Prusse - Autriche. Les tensions entre les deux vont croissant et c'est finalement autour de difficultés récurrentes occasionnées par les duchés danois du Schleswig et du Holstein que la guerre austro-prussienne éclate en juin 1866. Elle tourne rapidement à l'avantage de la Prusse qui défait d'abord les Etats allemands alliés à l'Autriche avant d'écraser cette dernière à la bataille de Königgrätz – Sadowa en Bohême. C'était le

21 « En raccomodant la vieille Confédération germanique, le cabinet de Vienne avait adopté une solution de facilité » : Jean BÉRENGER, *L'Autriche-Hongrie 1815-1918*, Armand Colin, Paris 1994, p. 68.

22 Voir compte rendu de la Chambre des députés 1856, 7e séance, 24 octobre matin, pp. 19 et s. Les Pays-Bas, toutefois, interrompirent leur participation aux réunions de la Diète du 25 novembre 1850 au 10 mai 1851.

23 De 1851 à 1859, c'est Bismarck (1815-1898) qui représenta la Prusse à la Diète. Il devint ensuite ambassadeur à Saint Pétersbourg puis à Paris, avant d'être nommé ministre-président de Prusse en 1862.

24 Gruner, op. cit., p. 84; Frotscher/Pieroth, op. cit., nos 325 et 326 pp. 174 et 175; Angelow, *Der Deutsche Bund*, op. cit., p. 102 (die «Reaktionszeit»).

25 Cf. Gruner, op. cit., p. 85.

26 Angelow, op. cit., p. 105.

3 juillet 1866. L'Autriche demanda un armistice. La Prusse, poussée par Bismarck, cherchait elle aussi à mettre rapidement fin aux hostilités. La paix préliminaire fut signée le 26 juillet 1866 à Nikolsburg, non loin de Vienne. L'Autriche y fut traitée avec une grande modération. La Prusse ne lui enleva aucun territoire ; elle dut simplement reconnaître la dissolution de la Confédération germanique et donner son consentement à une réorganisation de l'Allemagne sans sa participation. Ce double renoncement fut entériné au traité de paix de Prague du 23 août 1866, à l'article 4 : « *Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich erkennt die Auflösung des bisherigen Deutschen Bundes an und giebt Seine Zustimmung zu einer neuen Gestaltung Deutschlands ohne Betheiligung des Oesterreichischen Kaisers-taates.* » La Diète tint sa dernière séance le 24 août 1866 : elle y constata que par suite des événements de guerre et des négociations de paix, la confédération germanique devait être considérée comme dissoute et que partant la Diète décidait de cesser son activité avec la séance de ce jour (« *ihre Tätigkeit mit der heutigen Sitzung zu beendigen* »).

Après ce rapide survol historique, nous tâcherons de décrire, dans les six points qui suivent, les aspects les plus marquants de la Confédération germanique.

### 1° Les traités constitutifs de la Confédération germanique

Les traités fondateurs de la Confédération furent au nombre de trois :

- La *Deutsche Bundesakte* (« Acte de la Confédération germanique ») (« DBA ») du 8 juin 1815, rédigée en allemand. Remarquable par sa brièveté, elle ne comptait que 20 articles, répartis en deux chapitres : *Allgemeine Bestimmungen* – *Besondere Bestimmungen* (« dispositions générales – dispositions particulières »).

La DBA était un traité international conclu entre les Etats souverains de l'Allemagne (« *ein völkerrechtlicher Vertrag zwischen den souveränen deutschen Staaten* »<sup>27</sup>).

- L'Acte du congrès de Vienne, dit traité de Vienne, du 9 juin 1815. Rédigé en français, il comptait 121 articles. Aux articles 53 à 63, on

27 *Handwörterbuch zur deutschen Rechtsgeschichte* (5 Bände), Erich Schmidt Verlag, Berlin 1971-1998, Band I, v° *Deutscher Bund*, p. 689.

retrouvait textuellement, mais traduit en français, le premier chapitre de la *Deutsche Bundesakte*. Le deuxième chapitre de celle-ci fut annexé, en allemand ainsi que dans une traduction française, au traité de Vienne dont il était censé faire partie intégrante (cf. article 64 du traité de Vienne). Cela montre à quel point la Confédération germanique était regardée comme un élément central du nouvel ordre européen mis en place par le traité de Vienne.

- La *Wiener Schlußakte* du 15 mai 1820 (*Schluß-Akte der über Ausbildung und Befestigung des deutschen Bundes zu Wien gehaltenen Ministerial-Conferenzen*; « Acte final de Vienne ») (« WSA »). La DBA ne contenait qu'un certain nombre de règles de base qui demandaient à être précisées et complétées<sup>28</sup>. Ce fut la tâche assignée aux conférences ministérielles tenues à Vienne de novembre 1819 à mai 1820 et auxquelles Metternich avait invité tous les Etats membres de la Confédération. Elles s'achevèrent par la conclusion de la WSA (encore appelée *Bundes-Supplementar-Akte*). Rédigée en allemand, comme la DBA, elle était à la différence de celle-ci un texte dense et complet s'étendant sur 65 articles. Par décision de la Diète confédérale, elle fut élevée le 8 juin 1820 au rang de loi fondamentale égale en force et validité (« *gleich an Kraft und Gültigkeit* ») à la *Bundesakte* du 8 juin 1815.

Pour replacer ces traités dans leur contexte, il faut tenir compte des faits suivants :

- 1) La bataille de Waterloo se déroula le 18 juin 1815, neuf jours après la signature du traité de Vienne. Le retour de Napoléon de l'île d'Elbe est intervenu en mars 1815. Ceci explique que les travaux du congrès de Vienne se soient achevés dans une certaine précipitation laquelle n'est pas étrangère au caractère très concis de la *Bundesakte*<sup>29</sup>.

28 Cf.: Ernst Rudolf HUBER, *Dokumente zur deutschen Verfassungsgeschichte* (4 Bände), Verlag W. Kohlhammer, Stuttgart, Berlin, Köln, 3. Auflage 1978-1991, Band 2, p. 91; Reinhard RÜRUP, *Deutschland im 19. Jahrhundert 1815-1871*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen 1992, p. 128.

« Den Absichten Metternichs entsprechend, enthielt die « Deutsche Bundesakte » nur die wichtigsten « Grundzüge », weitere Einzelheiten und organische Einrichtungen sollten späteren Übereinkünften vorbehalten sein. » (Angelow, *Der Deutsche Bund*, op. cit., p. 10).

29 Heinz DURCHHARDT (*Der Wiener Kongress*, Verlag C.H.Beck, München 2013) évoque la « Hektik, die Napoleons Rückkehr ausgelöst hatte » (p. 94).

- 2) Le fait que la *Bundesakte* était devenue partie intégrante du traité de Vienne a donné naissance à la théorie selon laquelle les puissances signataires du traité de Vienne étaient garantes de la *Bundesakte* et de la Confédération germanique elle-même<sup>30</sup>. De fait, on a observé à certains moments des tentatives de la part de la France, de la Grande-Bretagne et même de la Russie de s'immiscer dans les affaires de la Confédération. Ainsi, dans les années 1830, la Grande-Bretagne et la France protestent contre des lois de la Confédération renforçant la politique répressive déjà mise en place depuis les résolutions de Carlsbad<sup>31</sup>. Dans les années 1849 à 1851, la Grande-Bretagne et la France soulèvent des objections contre le plan Schwarzenberg visant à faire rentrer dans le *Bund* la totalité des territoires de l'Autriche<sup>32</sup>. En 1866, immédiatement après la victoire prussienne de Königgrätz (3 juillet), la Russie cherche à rallier la Grande-Bretagne et la France autour d'une intervention commune visant à faire valoir que ni la *Bundesakte* ni l'organisation de l'Allemagne ne pouvaient être modifiées sans l'accord des trois grandes puissances ; les réticences de la Grande-Bretagne et de la France coupèrent court à cette initiative<sup>33</sup>. La Confédération et les Etats membres ont toujours repoussé ces interventions extérieures comme représentant des ingérences indues dans les affaires intérieures de la Confédération. Juridiquement, le point était et reste ouvert<sup>34</sup>.
- 3) Cinq années exactement séparent la WSA de la *Bundesakte*. Dans cet intervalle, l'orientation politique de la Confédération avait évolué dans le sens de la réaction et de la répression : les résolutions de Carlsbad

30 Voir sur cette question: Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, pp. 675-687: « Der Streit um die europäische Garantie der Bundesakte ».

Kröger, op. cit.: « Mehr noch fiel ins Gewicht, daß die Signatarmächte der Wiener Kongreßakte mittelbar auch zu Garanten des neugeschaffenen Deutschen Bundes wurde » (S. 3). Gruner, op. cit.: « Die damit implizierte internationale Garantie der Bundesakte durch die Signatarmächte der Kongreßakte sollte in der Geschichte des Bundes immer wieder zu Konflikten zwischen dem Bund und den nichtdeutschen Großmächten führen » (S. 23).

31 Voir: Peter BURG, *Der Wiener Kongress*, dtv, München 1984, p. 70; Angelow, *Der Deutsche Bund*, op. cit., pp. 50 et 55; Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 3, pp. 161-162.

32 Cf.: Angelow, *Der Deutsche Bund*, op. cit., pp. 99-100; Gruner, op. cit., p. 78.

33 Voir Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 3, pp. 573-574.

34 Voir sur ce point: Burg, op. cit., pp. 56, 70 et 163; Manfred BOTZENHARDT, *Deutsche Verfassungsgeschichte 1806-1949*, Verlag Kohlhammer, Stuttgart, Berlin, Köln 1993, p. 22.; Hans BOLDT, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, Band 2 - Von 1806 bis zur Gegenwart, dtv wissenschaft, München 1990, p. 130 ; *Handwörterbuch zur deutschen Rechtsgeschichte*, op. cit., p. 690.



de 1819 étaient passées par là<sup>35</sup>. La *Wiener Schlussakte* reflète cette évolution. En témoignent le fameux article 57 pérennisant le principe monarchique, ou encore les nombreux articles consacrés à la *Bundesintervention* et à la *Bundesexekution*<sup>36</sup>.

## 2° Etats membres de la Confédération germanique

La *Bundesakte* fut signée par 39 Etats. Le Grand-Duché de Bade et le Royaume du Wurtemberg n'y adhèrent que respectivement le 26 juillet et le 1er septembre 1815. En définitive, la Confédération comptait 41 membres, à savoir 37 Etats monarchiques et 4 villes libres<sup>37</sup>. L'éventail allait des grandes puissances qu'étaient l'Autriche et la Prusse à de minuscules principautés comme le Fürstentum Schaumburg-Lippe avec 24 000 habitants ou le Fürstentum Liechtenstein avec 5 546 habitants, en passant par des puissances moyennes comme la Bavière ou le Wurtemberg. Le Luxembourg se classait dans le premier tiers quant à sa population (255 628 habitants)<sup>38</sup> ; il était le dernier des Etats disposant d'une voix dite « virile » à la Diète (cf. infra).

L'Autriche et la Prusse n'entraient dans la Confédération qu'avec une partie de leurs territoires, ceux en fait qui avaient autrefois fait partie du Saint Empire romain germanique<sup>39</sup>. Pour l'Autriche, restaient exclues ses possessions en Italie du Nord (Lombardie et Vénétie) et sur le Balkan ainsi que la Hongrie (soit la plus grande partie de son empire, territorialement parlant) ; pour la Prusse, restaient exclues la Prusse occidentale et la

35 Cf. supra.

36 Voir ci-dessous.

37 Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, p. 583 : « ... gehörten dem Deutschen Bund nach dem Stand vom 1. September 1815 einundvierzig deutsche Staaten an. » Dans le même sens : Burg, op. cit., p. 81 ; DÜRIG/RUDOLF, *Texte zur deutschen Verfassungsgeschichte*, C.H. Beck, München 1996, 3. Auflage, Vorbemerkung, p. 11 ; Frotscher/Pieroth, op. cit., n° 235 p. 120 ; Handwörterbuch zur deutschen Rechtsgeschichte, op. cit., p. 689. Certains auteurs recensent un membre de moins, parce qu'ils comptent deux très petits Etats pour un seul. Par suite de certains regroupements, la Confédération ne comptait plus que 34 membres au moment de sa dissolution, en 1866 (Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, p. 585 ; Handwörterbuch zur deutschen Rechtsgeschichte, op. cit., p. 689 ; Rürup, op. cit., p. 127).

38 Chiffre repris chez Angelow (*Der Deutsche Bund*, op. cit., p. 9), se rapportant à l'année 1818.

39 Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, pp. 585 et 586 ; Frotscher/Pieroth, op. cit., n° 235 p. 120 ; Rürup, op. cit., p. 127.

Prusse orientale de même que la Posnanie. Conserver de vastes territoires en-dehors de la Confédération était le moyen pour ces deux puissances de mener une politique étrangère autonome et de maintenir leur statut de grandes puissances<sup>40</sup>. Si les populations germanophones étaient largement majoritaires au sein de la Confédération, celle-ci englobait néanmoins certaines populations allophones : Polonais de Silésie (Prusse), Tchèques de Bohême-Moravie et Italiens (Autriche), francophones du Grand-Duché de Luxembourg. Trois souverains étrangers appartenaient au *Bund* : le roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande en sa qualité de roi du Hanovre (jusqu'en 1837), le roi du Danemark en sa qualité de duc du Holstein et de Lauenbourg et le roi des Pays-Bas en sa qualité de Grand-Duc du Luxembourg.

Parmi les rares modifications territoriales de la Confédération figure celle touchant le Grand-Duché de Luxembourg : en 1839, par le traité de Londres, le quartier ouest, la province belge du Luxembourg, fut définitivement détachée du *Bund* qui reçut en compensation la province néerlandaise du Limbourg.

A sa création, la Confédération avait une superficie de 630 100 km<sup>2</sup>. Ses territoires comptaient selon les matricules confédérales de 1818/1819 une population de 30 163 488 personnes dont 9 482 227 (quelque 31%) pour les territoires autrichiens et 7 923 439 (quelque 26%) pour les territoires prussiens. Le Luxembourg émergeait avec 255 628 habitants<sup>41</sup>.

En 1865, la population totale du *Bund* était passée à 47 689 000 unités ; la Prusse dépassait désormais l'Autriche avec 14 785 000 habitants contre 13 865 000. Le Luxembourg avec le Limbourg se situait à 395 000 habitants.<sup>42</sup>

## 3° Buts de la Confédération

Déterminer les buts de la Confédération constituait une démarche importante car cela revenait indirectement à délimiter les compétences du *Bund* qui n'étaient nulle part définies de façon directe. Ce n'est pas pour rien que l'article 3 WSA déclarait : « *Indem dieselbe [die Bundesakte] die*

40 Cf. Rürup, op. cit., p. 128.

41 Cf. Handwörterbuch zur deutschen Rechtsgeschichte, op. cit., pp. 689-690.

42 Chiffres donnés par Angelow, *Der Deutsche Bund*, op. cit., p. 117.

*Zwecke des Bundes ausspricht, bedingt und begrenzt sie zugleich dessen Befugnisse und Verpflichtungen ».*

L'Etat possède par nature une compétence générale, universelle. La Confédération par contre n'avait que des compétences limitées, restreintes aux buts qui lui avaient été assignés.<sup>43</sup>

3.1. Aux termes des traités fondateurs, la Confédération se voyait assigner un triple but<sup>44</sup> :

- *die Erhaltung der äußeren und inneren Sicherheit Deutschlands,*
- *die Bewahrung der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit der einzelnen deutschen Staaten,*
- *die friedliche Beilegung von Streitigkeiten zwischen Bundesstaaten.*

Ces trois fonctions étaient déjà articulées, en français, dans le traité de Vienne de 1815 :

- Article 54 du traité : « Le but de cette Confédération est le maintien de la sûreté extérieure et intérieure de l'Allemagne, de l'indépendance et de l'inviolabilité des Etats confédérés. »
- Article 63 dernier alinéa du traité : « Les Etats confédérés s'engagent de même à ne se faire la guerre sous aucun prétexte, et à ne point poursuivre leurs différends par la force des armes, mais à les soumettre à la Diète. Celle-ci essaiera, moyennant une commission, la voie de la médiation. Si elle ne réussit pas, et qu'une sentence juridique devienne nécessaire, il y sera pourvu par un jugement austrégale (*Austrägalinstanz*) bien organisé, auquel les parties litigantes se soumettront sans appel. »

43 « Als völkerrechtlicher Verein war der Deutsche Bund auf begrenzte Zwecke festgelegt, während die Verfolgung des umfassenden Staatszwecks den Mitgliedsländern vorbehalten blieb (...) Seine eigenen politischen Aktivitäten sollten fast ausschliesslich auf dem Gebiet der Innenpolitik liegen, wo er bis zur Jahrhundertmitte als Verteidiger der Restauration und Unterdrücker der Meinungsfreiheit in Erscheinung trat. » (Grimm, op. cit., pp. 65-66). Voir aussi Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, p. 594 : « Der Bund war auf bestimmte Einzelzwecke beschränkt, die der Bundesvertrag aufzählte, womit er zugleich die Bundeszuständigkeit begrenzte (...) Die Vermutung der Zuständigkeit sprach nicht für den Bund, sondern für die Gliedstaaten. »

44 Cf. Jürgen ANGELOW, *Von Wien nach Königgrätz Die Sicherheitspolitik des Deutschen Bundes im europäischen Gleichgewicht 1815-1866*, R. Oldenbourg Verlag, München 1996, pp. 52-53.

Elles se retrouvent, en allemand, dans les textes suivants :

- à l'article 2 DBA : « *Der Zweck desselben [des deutschen Bundes] ist Erhaltung der äußeren und inneren Sicherheit Deutschlands und der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit der einzelnen deutschen Staaten* » ;
- à l'article 1er WSA, en ordre inverse : « *Der deutsche Bund ist ein völkerrechtlicher Verein der deutschen souverainen Fürsten und freien Städte, zur Bewahrung der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit ihrer im Bunde begriffenen Staaten, und zur Erhaltung der innern und äußern Sicherheit Deutschlands* » ;
- à l'article 11 alinéa 4 DBA : « *Die Bundesglieder machen sich ebenfalls verbindlich, einander unter keinerlei Vorwand zu bekriegen, noch ihre Streitigkeiten mit Gewalt zu verfolgen, sondern sie bei der Bundesversammlung anzubringen. Dieser liegt alsdann ob, die Vermittlung durch einen Ausschuss zu versuchen ; falls dieser Versuch fehlschlagen sollte, und demnach eine richterliche Entscheidung nothwendig würde, solche durch eine wohlgeordnete Austrägal-Instanz zu bewirken, deren Ausspruch die streitenden Theile sich sofort zu unterwerfen haben.* »

La juridiction « austrégale » (*Austrägal-Instanz*) était à chaque fois la juridiction suprême d'un Etat membre désigné au cas par cas selon une procédure réglée en détail par la *Austrägalordnung* du 16 juin 1817<sup>45</sup>.

L'exécution des sentences austrégales était garantie par la *Bundesexekution* (cf. infra).

### 3.2. A propos de la sécurité extérieure (*äußere Sicherheit*) :

Le principe est énoncé à l'article 11 alinéa 1er DBA : « *Alle Mitglieder des Bundes versprechen sowohl ganz Deutschland als jeden einzelnen Bundesstaat gegen jeden Angriff in Schutz zu nehmen und garantiren sich gegenseitig ihre sämtlichen unter dem Bunde begriffenen Besitzungen.* »

Ce texte laisse apparaître en filigrane la finalité défensive de la Confédération, explicitée à l'article 35 WSA, centré sur la notion de « *Selbstver-*

45 « Austrägalinstanz war jeweils der oberste Gerichtshof eines Landes, der nach einem besonderen Auswahlverfahren im Einzelfall bestimmt wurde ... » : Kröger, op. cit., p. 6.

theidigung »<sup>46</sup>. La dimension pacifique du Bund transparaît aussi dans les articles 36 et 37 WSA. Ces attributs, joints à l'obligation faite aux Etats membres de résoudre pacifiquement leurs litiges, contribuèrent à faire de la Confédération un espace de paix, ce qu'elle fut effectivement jusqu'à l'éclatement du conflit austro-prussien<sup>47</sup>.

Quant à la solidarité unissant les membres de la Confédération, elle est explicitée à l'article 36 alinéa 1er WSA : « ... so kann kein einzelner Bundesstaat von Auswärtigen verletzt werden, ohne daß die Verletzung zugleich und in demselben Maße die Gesamtheit des Bundes treffe ».

### 3.3. A propos de la sécurité intérieure (innere Sicherheit) :

La sécurité intérieure comporte deux volets :

Il s'agit d'abord d'assurer la concorde et la paix entre les membres : « Eintracht und Friede unter den Bundesgliedern », selon les termes de l'article 18 WSA. La procédure de règlement amiable des différends entre Etats, dont il a déjà été question ci-dessus, obéit à cette préoccupation<sup>48</sup>.

Un deuxième volet de la sécurité intérieure non expressément visé dans les textes fondateurs de 1815 fit son apparition dans la WSA de 1820 : « Aufrechterhaltung der innern Ruhe und Ordnung in den Bundesstaaten » (article 25 WSA<sup>49</sup>). Cet objectif était un héritage des *Karlsbader Beschlüsse* et il allait gagner dans la politique du Bund une importance primordiale. « Einer der bedeutungsvollsten Bereiche der Wirksamkeit des Deutschen Bundes war der Kampf gegen die liberalen, demokratischen

46 Cf. Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, pp. 606-607 : « Art. 35 der Wiener Schlußakte beschränkte den Bundeskrieg allerdings, dem Bundeszweck entsprechend, auf Fälle des Verteidigungskriegs (...) Die klassische Lehre vom gerechten Krieg, der zur Selbstverteidigung oder zur Wahrung verletzter Rechte geführt wird, war somit noch ein Bestandteil des deutschen Bundesverfassungsrechtes. »

47 « Der ihm zugewiesenen friedensbewahrenden Funktion in Deutschland und Europa wurde der Deutsche Bund während der gut fünfzig Jahre seines Bestehens in bemerkenswerter Weise gerecht » (Dr. Jürgen MÜLLER, *Der Deutsche Bund*, sur Internet) ; « ... durch seinen eindeutig defensiven Charakter vermochte der Bund über einen längeren Zeitraum hinweg einen wesentlichen Beitrag zur Erhaltung der europäischen Friedensordnung zu leisten » : Rürup, op. cit., p. 128. « ... daß es mit der Bundesgründung gelang, in Deutschland für ein halbes Jahrhundert eine auch nach außen hin wirksame Friedensordnung zu errichten » : Boldt, op. cit., pp. 137-138.

48 Cf. articles 18 à 24 WSA et Austrägalordnung du 16 juin 1817.

49 Voir aussi les articles 26 et 28 WSA.

und nationalen Bestrebungen, in denen man eine Gefährdung der inneren Sicherheit erblickte»<sup>50</sup>. Parmi les événements susceptibles de mettre en péril la sécurité intérieure, la WSA énumérait « *Widersetzlichkeit der Unterthanen gegen die Regierung* », « *Widersetzlichkeit der Unterthanen gegen die Obrigkeit* », « *Verbreitung aufrührerischer Bewegungen* », « *Aufbruch* », « *gefährliche Verbindungen und Anschläge* »<sup>51</sup>. La priorité absolue était le maintien de l'ordre établi, du statu quo politique et constitutionnel, fondé sur la prééminence des monarques réaffirmée par le célèbre article 57 WSA : « *Da der deutsche Bund, mit Ausnahme der freien Städte, aus souverainen Fürsten besteht, so muß, dem hierdurch gegebenen Grundbegriffe zufolge, die gesamte Staatsgewalt in dem Oberhaupte des Staats vereinigt bleiben, und der Souverain kann durch eine landständische Verfassung nur in der Ausübung bestimmter Rechte an die Mitwirkung der Stände gebunden werden.* » Force est de constater que la Confédération a exercé ses compétences sur le plan de la sécurité interne beaucoup plus pleinement que celles touchant à la sécurité extérieure.

Dans la WSA de 1820, la Confédération s'est d'ailleurs dotée d'un instrument spécifique lui permettant d'intervenir dans les Etats membres en vue d'y rétablir l'ordre : c'est la *Bundesintervention* (intervention fédérale), c'est-à-dire l'assistance, le cas échéant militaire, que la Confédération pouvait apporter au gouvernement d'un Etat membre confronté à des troubles internes<sup>52</sup>. En principe, cette assistance se faisait à la demande du gouvernement mis en difficulté ; si toutefois les circonstances étaient telles que ce gouvernement n'était plus en mesure d'en appeler au *Bund*, ce dernier pouvait intervenir même d'office (« *auch ungerufen* »).<sup>53</sup>

En pratique, on recense plusieurs cas de recours à la *Bundesintervention*<sup>54</sup> : en 1831, pour le Luxembourg (voir point 3.4. ci-après) ; en 1833, à Francfort-sur-le Main, pour réprimer les troubles consécutifs au *Frank-*

50 *Handwörterbuch zur deutschen Rechtsgeschichte*, op. cit., p. 692.

51 Articles 25, 26 et 28 WSA.

52 « die einem Land zur Abwehr innerer Unruhen erwiesene Bundeshilfe », comme la définit Huber. Voir : Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, pp. 631 à 634 ; Grimm, op. cit., p. 68 ; Angelow, *Der Deutsche Bund*, op. cit., p. 43.

53 Rürup écrit : « So ist der Deutsche Bund nicht ohne Grund vielfach als eine Art fürstlicher Versicherungsverein auf Gegenseitigkeit zur Erhaltung des politischen und gesellschaftlichen status quo bezeichnet worden » (op. cit., p. 128).

54 Voir : Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, pp. 633-634 ; Angelow, *Der Deutsche Bund*, op. cit., p. 43.

*furter Wachensturm* ; dans les années 1850-1852, en Hesse électorale (*Kurhessen*) et au Schleswig-Holstein.

3.4. L'affaire du Luxembourg, restée en suspens tout au long des années 1830, mérite quelques précisions. La Révolution belge, partie de Bruxelles le 25 août 1830, avait assez rapidement gagné le Grand-Duché, hormis la ville et forteresse de Luxembourg, tenue par la garnison prussienne. Le Roi Grand-Duc, face à la révolte de ses sujets luxembourgeois, avait fait appel à l'assistance du *Bund* dès le 15 octobre 1830. Après avoir tergiversé pendant des mois, la Diète arrêta le principe d'une intervention à sa séance du 18 mars 1831. Cette menace d'intervention ne fut cependant jamais mise à exécution, l'Autriche et la Prusse ayant, à l'instar des trois autres grandes puissances, privilégié depuis le début une solution pacifique de la crise belgo-hollandaise. La Confédération, de toute évidence, ne pouvait aller à l'encontre de la ligne politique suivie par les deux puissances qui la dominaient et se retrouva de ce fait condamnée à l'inaction. Au demeurant, le dossier luxembourgeois présentait aussi un volet relevant de la sécurité extérieure : l'indépendance et l'inviolabilité d'un Etat membre étaient mises en cause par les insurgés belges qui émettaient des revendications sur le territoire du Grand-Duché. De ce fait, l'intégrité du territoire du *Bund* était elle-même menacée. Il y avait là un deuxième motif d'intervention pour le *Bund*, pouvant à la limite mener à un conflit armé avec la Belgique<sup>55</sup>. Mais les grandes puissances avaient donné la préférence à une solution diplomatique qui mena, au final, à une partition du Grand-Duché, actée dans le traité de Londres du 19 avril 1839.

#### 4° Nature de la Confédération

La Confédération germanique était, précisément, une confédération, et non pas un Etat fédéral, un *Staatenbund* par opposition à un *Bundesstaat*<sup>56</sup>. La WSA elle-même le dénommait « *völkerrechtlicher Verein* » (article 1er) et le qualifiait de « *Gemeinschaft selbständiger, unter sich unabhängiger Staaten* » (article 2).

55 Voir articles 36, 38 et 39 WSA. S'agissant du volet de la sécurité extérieure, le Roi Grand-Duc l'avait également fait évoquer à la Diète par l'envoyé néerlandais-luxembourgeois, le Comte Charles de Grunne, à la séance du 17-18 mars 1831. Rappelons que le principe d'une intervention fédérale fut décidé dans la foulée, à la séance du 18 mars 1831.

56 « ... kein eigenständiger Staat, sondern ein Staatenbund » : Kröger, op. cit., p. 4 ; dans le même sens : Boldt, op. cit., p. 136 ; Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, pp. 666 à 668 ; Burg, op. cit., p. 89.

Frotscher/Pieroth voient dans la Confédération germanique « *den klassischen Fall eines Staatenbundes, in dem die Staatsgewalt im wesentlichen bei den Mitgliedstaaten verblieb* »<sup>57</sup>.

L'histoire offre assez peu d'exemples de confédérations. On en cite habituellement trois : la Confédération des Etats-Unis d'Amérique de 1781 à 1787, la Confédération helvétique de 1803 à 1848 et, justement, la Confédération germanique.

Le Lexique des termes juridiques<sup>58</sup> donne de la confédération la définition suivante : « Association d'Etats indépendants qui ont, par traité, délégué l'exercice de certaines compétences (diplomatie, défense...) à des organes communs, sans constituer cependant un nouvel Etat superposé aux Etats membres. Les compétences confédérales sont exercées par un organe de type diplomatique, qui prend à l'unanimité ou à une majorité renforcée des décisions qui ne peuvent atteindre la population qu'indirectement, par l'intermédiaire des Etats confédérés. »

L'une des caractéristiques principales de la confédération, c'est que les Etats membres restent des Etats souverains et indépendants. Toute autre solution eût du reste été inenvisageable pour les deux grandes puissances qu'étaient l'Autriche et la Prusse<sup>59</sup>. Mais même les Etats moyens et petits veillaient jalousement à ce que fussent préservées leur indépendance et leur souveraineté intérieure. Les Etats membres restaient donc des sujets de droit international<sup>60</sup>. Ils conservaient le droit de légation (*Gesandtschaftsrecht*)<sup>61</sup>, actif et passif, même si bien peu d'entre eux en faisaient usage, mises à part évidemment l'Autriche et la Prusse. Ils gardaient le droit de conclure des traités, sous certaines réserves : il leur était interdit de « contracter aucun engagement qui serait dirigé contre la sûreté de la Confédération ou des Etats individuels qui la composent »<sup>62</sup> ; d'autre part,

57 Frotscher/Pieroth, op. cit., n° 236 p. 120.

58 Editions Dalloz, Paris, 14e édition (2003), v° Confédération.

59 Fritz HARTUNG, *Deutsche Verfassungsgeschichte vom 15. Jahrhundert bis zur Gegenwart*, 4. Auflage, Verlag B.G. Teubner in Leipzig und Berlin, 1933, pp. 109-110.

60 « ... daß seine Gliedstaaten souverän waren und auch Völkerrechtssubjektivität besaßen » (*Handwörterbuch zur deutschen Rechtsgeschichte*, op. cit., p. 690) ; dans le même sens : Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, p. 664.

61 Droit de légation : droit pour un Etat d'envoyer des représentants diplomatiques auprès d'autres Etats (droit de légation actif) ou d'en recevoir chez lui (droit de légation passif).

62 Article 63 alinéa 3 du traité de Vienne ; la version allemande figure à l'article 11



à partir du moment où la Confédération se retrouve en état de guerre, « aucun membre ne peut entamer des négociations particulières avec l'ennemi, ni faire la paix ou un armistice sans le consentement des autres »<sup>63</sup>.

De son côté, la Confédération était elle aussi un sujet de droit international (*Völkerrechtssubjekt*)<sup>64</sup>. Elle avait le droit de légation actif et passif (article 50 WSA), le droit de conclure des traités et des alliances, le droit de guerre et le droit de conclure la paix (article 35 WSA). S'agissant du droit de légation actif, la Confédération n'en fit usage qu'en de rares occasions, de manière ponctuelle. Par contre, la Grande-Bretagne, la Russie et la France, pour ne citer que les grandes puissances, étaient constamment représentées auprès du *Bund* par des ambassadeurs ou des ministres plénipotentiaires<sup>65</sup>.

Spécimen phare de l'espèce « confédération », le *Bund* comportait malgré tout certains traits fédéraux. La doctrine allemande le désigne parfois comme un « *Staatenbund mit bundesstaatlichen Elementen* » ; Angelow l'appelle « *Staatenbund mit bundesstaatlichem Beiwerk* »<sup>66</sup>. Parmi les éléments fédéraux, on peut citer le très fameux article 13 de la DBA (« *In allen Bundesstaaten wird eine landständische Verfassung stattfinden* »), le non moins célèbre article 57 de la WSA (cité ci-dessus au point 3.3.) qui gravait dans le marbre le légendaire principe monarchique (« *monarchisches Prinzip* »)<sup>67</sup>, ou encore les instruments de la *Bundesintervention* et de la *Bundesexekution* (cf. infra)<sup>68</sup>.

alinéa 3 de la DBA : « Die Bundesglieder [...] verpflichten sich jedoch, in keine Verbindungen einzugehen [sic], welche gegen die Sicherheit des Bundes oder einzelner Bundesstaaten gerichtet wären. »

63 Article 63 alinéa 2 du traité de Vienne ; la version allemande à l'article 11 alinéa 2 de la DBA se lit comme suit : « Bei einmal erklärtem Bundeskrieg darf kein Mitglied einseitige Unterhandlungen mit dem Feinde eingehen, noch einseitig Waffenstillstand oder Frieden schließen. »

64 « Aufgrund seiner Organisationsform hatte der Deutsche Bund den Charakter eines « doppelten Völkerrechtssubjekts », d.h. jedes seiner Mitglieder war als Völkerrechtssubjekt souverän ..., aber auch der Deutsche Bund war Subjekt des Völkerrechtes ... » (Gruner, op. cit., pp. 23-24).

65 Voir Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, pp. 605-606.

66 Der Deutsche Bund, op. cit., p. 5.

67 Le principe monarchique a marqué la vie constitutionnelle et politique de l'Allemagne jusqu'en 1918. Voir à ce sujet : Henri GOEDERT, Le principe monarchique (« das monarchische Prinzip ») en droit public allemand et luxembourgeois au XIXe siècle et au début du XXe siècle, in : *Hémecht* 2007, pp. 19 à 42.

68 Dieter Grimm écrit : « Der Bund (...) griff mit den in Karlsbad ausgehandelten Gesetzen tief in die Souveränität der Mitgliedstaaten ein » (op. cit. p. 150).

On observe qu'à côté des « *Staaten* », il est aussi parfois question, dans la DBA et la WSA, des « *souveraine Fürsten Deutschlands* »<sup>69</sup>. Il ne faudrait pas en conclure que le *Bund* n'était pas une confédération d'Etats mais une union personnelle de monarques. On a toujours considéré que les souverains agissaient au nom de leurs Etats respectifs et que c'étaient ces derniers qui étaient membres de la Confédération.<sup>70</sup>

## 5° Organes et fonctionnement

5.1. La Confédération avait un seul organe, la « *Bundesversammlung* » (article 4 DBA) (dénommée « diète fédérative » à l'article 56 du traité de Vienne). En pratique, on employait aussi le terme « *Bundestag* » qui apparaissait même dans des textes officiels, par exemple à l'article 8 WSA.

La Diète, la *Bundesversammlung*, n'était pas un parlement mais un congrès permanent de diplomates<sup>71</sup>, de plénipotentiaires, *ein ständiger Gesandtenkongreß*<sup>72</sup>. Chaque Etat membre y était représenté par un plénipotentiaire (*Bevollmächtigter*)<sup>73</sup> généralement appelé « *Bundestagsgesandter* »<sup>74</sup>.

Les représentants luxembourgeois ont été successivement : Hans von Gagern<sup>75</sup> de 1816 à 1818, le Comte Charles de Grunne<sup>76</sup> de 1818 à 1841 et Frédéric de Scherff de 1841 à 1866.

69 Préambule et article 1er de la DBA ; articles 1er, 55, 57 et 58 de la WSA.

70 Cf. Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, p. 583.  
« Das Recht und die Pflicht der Bundesgenossenschaft ruht auf den zum Bunde gehörigen Staaten, welche aber im Verhältniß zum Bunde ausschließlich durch das Staatsoberhaupt oder den souveränen Fürsten vertreten werden » : Dr. H.A. ZACHARIÄ, *Deutsches Staats- und Bundesrecht*, Göttingen bei Vandenhoeck und Ruprecht, 1841, p. 219.

71 Droz, op. cit., p. 21.

72 C'est l'expression qu'utilisent Huber (*Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, p. 589) et Frotzsch/Pieroth (op. cit., n° 238 p. 121). Voir aussi : Boldt, op. cit., p. 133 ; Angelow, *Der Deutsche Bund*, op. cit., p. 7 ; Bluntschli & Brater, op. cit., p. 59 (« permanenter Kongreß von Bevollmächtigten der Bundesglieder »).

73 Article 4 DBA.

74 Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, note 3 p. 588.

75 Albert CALMES, *Naissance et débuts du Grand-Duché 1814-1830*, Luxembourg, Imprimerie Saint-Paul 1971, note 5 p. 15, pp. 21, 28 et 29.

76 Calmes, *Naissance et débuts du Grand-Duché*, op. cit., note 14 p. 9.

La première réunion de la Diète eut lieu le 5 novembre 1816, avec un retard considérable sur les prévisions de la DBA qui avait fixé la séance d'ouverture au 1er septembre 1815 (article 9 de la DBA).

La Diète siégeait à Francfort-sur-le-Main, dans le palais Thurn und Taxis.

Elle était présidée par le plénipotentiaire de l'Autriche<sup>77</sup>. Celui-ci avait voix prépondérante pour certaines catégories de décisions, s'il y avait partage égal des voix (article 7 alinéa 3 DBA). Face à la Prusse, l'Autriche s'était donc ménagée une certaine prééminence ; elle l'a défendue jusqu'à la fin, avec acharnement, en dépit d'une érosion continue des bases sur lesquelles elle reposait.

D'après l'article 7 alinéa 5 de la DBA, la Diète était permanente mais pouvait s'ajourner pour une durée déterminée, ne dépassant pas quatre mois.

La *Bundesversammlung* pouvait prendre deux formes, siéger selon deux modalités : la « *Engere Versammlung* » (ou « *Engerer Rat* »), que le traité de Vienne appelait « assemblée ordinaire », et le « *Plenum* », « assemblée générale » dans la terminologie du traité de Vienne<sup>78</sup>. Il faut bien noter qu'il ne s'agissait pas de deux assemblées distinctes mais de deux façons différentes de siéger et de voter<sup>79</sup>.

## 5.2. Répartition des voix

Au plénum, chaque Etat disposait d'au moins une voix. Six Etats, dont l'Autriche et la Prusse, en avaient 4 ; cinq, dont le Luxembourg, en avaient 3 ; trois, dont le duché de Nassau, en avaient 2 ; chacun des 24 Etats restants détenait une voix. Le total des voix s'élevait à 69<sup>80</sup>. La majorité re-

77 Article 5 de la DBA : « Oesterreich hat bei der Bundesversammlung den Vorsitz. »

78 Articles 6 et 7 DBA, articles 58 et 59 alinéa 1er du traité de Vienne.

Il nous semble préférable d'utiliser en français les expressions « conseil restreint », d'une part, et « assemblée plénière » ou « plénum », d'autre part.

79 Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, p. 589; Boldt, op. cit., p. 133; Gruner, op. cit., p. 29.

80 Article 6 DBA ; article 58 du traité de Vienne.

quise était fixée aux deux tiers des voix exprimées<sup>81</sup> ; mais dans les faits, la plupart des décisions exigeaient l'unanimité.

Au *Engerer Rat*, seuls les 11 Etats les plus importants possédaient une voix pleine (dénommée « *Virilstimme* ») tandis que les autres se partageaient les 6 voix restantes (dénommées « *Kuriatstimmen* »). Le nombre total de voix s'élevait ici à 17<sup>82</sup>. Les voix curiales étaient en quelque sorte des voix indivises, communes à plusieurs Etats généralement peu peuplés ou présentant certains liens entre eux. De tous les Etats disposant d'une voix virile, le Luxembourg était de loin le moins peuplé. Le Duché de Nassau, avec presque 50 000 habitants de plus, devait se contenter d'une voix curiale partagée avec le duché de Brunswick. On constate, comme cela se vérifie aussi au niveau du plénum, que la DBA réservait au Luxembourg un traitement plutôt favorable en matière de puissance votale. Au conseil restreint, la majorité requise était en principe la majorité absolue des voix présentes<sup>83</sup> ; en cas d'égalité de voix, le président, c'est-à-dire le représentant de l'Autriche, avait la voix décisive<sup>84</sup>.

Le mode de travail normal de la Diète était le *Engerer Rat*. Le plénum ne s'est réuni que 16 fois durant toute l'existence du Bund, de 1815 à 1866<sup>85</sup>. Le *Engerer Rat* réglait les affaires courantes et, en outre, préparait les décisions qui relevaient du plénum. Relevaient de la compétence de décision du plénum : l'adoption ou la modification de lois fondamentales (*Grundgesetze*) du Bund (par exemple « *Grundzüge der Verfassung* »<sup>86</sup>), la création d'institutions organiques (*organische Bundeseinrichtungen*), l'adoption d'arrangements d'un intérêt commun (*gemeinnützige Anordnungen*), l'admission de nouveaux membres, les déclarations de guerre, la conclusion d'un armistice ou l'adoption d'un traité de paix<sup>87</sup>. Si

81 Article 7 alinéa 2 DBA ; article 12 WSA. Voir aussi : Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, p. 593; Handwörterbuch zur deutschen Rechtsgeschichte, op. cit., p. 693; Silvester JORDAN, *Lehrbuch des allgemeinen und deutschen Staatsrechts*, Cassel bei J. Chr. Krieger, 1831, p. 312.

82 Article 4 DBA ; article 56 du traité de Vienne.

83 Article 7 alinéa 2 DBA ; Kröger, op. cit., p. 5; Handwörterbuch zur deutschen Rechtsgeschichte, op. cit., p. 693; Jordan, op. cit., p. 311.

84 Article 7 alinéa 3 DBA ; Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, p. 589 ; Kröger, op. cit., p. 5.

85 Christian-Friedrich MENER, *Deutsche Verfassungsgeschichte der Neuzeit*, 8. Auflage, C.F. Müller Juristischer Verlag, Heidelberg 1993, p. 110; Hartung, op. cit., p. 110; Kröger, op. cit., p. 4.

86 Cf. infra.

87 Articles 6 et 7 alinéa 4 DBA ; articles 6, 12, 13, 40, 49 et 64 WSA.

le principe était que le plénum tranchait à la majorité des deux tiers, la plupart de ses décisions nécessitaient en fait l'unanimité<sup>88</sup>, ainsi qu'il a déjà été souligné plus haut. Le jurisconsulte Zöpfl constatait avec beaucoup de pertinence que la règle de la majorité des deux tiers constituait en réalité l'exception et que l'unanimité était au contraire la règle<sup>89</sup>.

Il a été précisé que le conseil restreint préparait les décisions à prendre par le plénum. Ce dernier avait en effet la particularité de ne pas délibérer ; sa mission se limitait à voter pour ou contre des propositions élaborées par le *Engerer Rat*<sup>90</sup>. « *Im Plenum der Bundesversammlung fand keine Beratung oder Erörterung statt; die Deliberation lag auch in Plenarsachen ausschliesslich dem Engeren Rat ob. (...) Ferner hatte der Engere Rat (...) den Plenarbeschluss vorzubereiten. Das Plenum hatte dann lediglich über den vom Engeren Rat formulierten Vorschlag abzustimmen; es war ein reines Abstimmungsorgan* »<sup>91</sup>.

### 5.3. Remarques :

- 1) L'Allemagne restait morcelée. La *Vielstaaterei* pas plus que la *Kleinstaaterei* n'avaient complètement disparu, même si le *Bund*, sur ce plan, représentait un progrès notable par rapport au Saint Empire romain germanique qui avait compté quelque 360 entités politiques<sup>92</sup>. La répartition des voix au conseil restreint comme au plénum était agencée de telle façon que l'Autriche et la Prusse, même avec l'appui de

Voir Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, pp. 591-592; Huber y écrit entre autres: « Diese Kompetenznorm zeichnete sich nicht gerade durch begriffliche Klarheit aus ».

88 Exemples : adoption ou modification de lois fondamentales, création d'institutions organiques, adoption d'arrangements d'intérêt commun ; admission de nouveaux membres (ce qui revenait en fait à modifier la DBA) (cf. article 7 alinéa 4 DBA et article 13 WSA).

89 Dr. Heinrich ZÖPFL, *Grundsätze des allgemeinen und des constitutionell-monarchischen Staatsrechts*, Akademische Verlagshandlung von C.F. Winter, 3. Auflage, Heidelberg 1846, note 2 page 23.

90 Article 7 alinéa 2 DBA ; article 12 WSA (« Im Plenum findet keine Erörterung noch Beratung statt ... »).

91 Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, pp. 590-591.

92 Voir sur ce point: Vom Deutschen Bund zum Kaiserreich 1815-1871, *Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellung*, Band 7, Philipp Reclam jun. Stuttgart, 1997, p. 7. Voir aussi Rümp, op. cit., p. 127: « Nach der Bundesstatistik von 1818/19 hatten über zwanzig der Bundesstaaten weniger als 100 000, dreizehn sogar weniger als 50 000 Einwohner ».

quelques autres Etats importants, n'étaient pas en mesure de réunir la majorité requise. L'exigence d'unanimité pour les décisions fondamentales renfermait dès le départ un risque d'immobilisme. Assez rapidement, la Confédération devint de *facto* irréformable.

Si l'Autriche et la Prusse, en termes de droits de vote, étaient loin de disposer d'une position hégémonique, la direction du *Bund* s'est malgré tout entièrement concentrée entre leurs mains. Aucun centre de pouvoirs concurrent n'a jamais pu se constituer. Les tentatives de former une troisième force (« *das dritte Deutschland* ») (*Trias*, *Triasidee*, *Triasmodelle*) autour d'un certain nombre d'Etats d'importance moyenne (Bavière, Wurtemberg, etc.) n'ont jamais pris consistance<sup>93</sup>. Hans Boldt constate crûment<sup>94</sup> : « *Der Bund funktionierte nur, solange Österreich und Preußen sich einig waren und ihn nach ihrem Willen führten.* »

- 2) La Diète était le seul organe confédéral. La Confédération n'avait ni président ni gouvernement ni appareil administratif ni appareil judiciaire ni parlement<sup>95</sup>.

L'absence de Cour confédérale (*Bundesgerichtshof*) constituait aux yeux de nombreux observateurs et commentateurs une lacune particulièrement grave. Lors des discussions en vue de la *Bundesakte* du 8 juin 1815, la Prusse, dans une note du 4 février 1815, avait estimé que « *ohne Bundesgericht werde dem Rechtsgebäude in Deutschland der letzte und nothwendigste Schlußstein fehlen* ». L'Autriche, la Prusse, le Hanovre, la Saxe et d'autres Etats plaidaient en faveur de l'instauration d'une Cour confédérale ; mais la Bavière se montra intraitable et fit échec à cette demande<sup>96</sup>.

- 3) La Diète travaillait lentement. C'était dans la nature de l'assemblée de diplomates qu'elle était. Combien de fois une prise de décision n'a-t-elle pas été retardée parce que tel ou tel envoyé était ou prétextait être

93 Burg, op. cit., pp. 62-64 et 82-84; Jürgen MÜLLER, *Der Deutsche Bund*, R. Oldenbourg Verlag, München 2006, pp. 78-80; Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, pp. 671-672 et 754-758; Gruner, op. cit., pp. 19; Angelow, *Der Deutsche Bund*, op. cit., p. 41; Botzenhardt, op. cit., p. 29; Hartung, op. cit., p. 121.

94 Op. cit., p. 137.

95 Cf.: Grimm, op. cit., p. 66; Müller, op. cit., p. 5.

96 Voir : Bluntschli & Brater, op. cit., pp. 9 et 12-15 ; Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 1, pp. 559 et 616-617.



dépourvu d'instructions de la part de son monarque ou de son gouvernement !

- 4) Dépourvue d'organe exécutif, la Confédération n'en disposait pas moins de certaines attributions de type exécutif grâce aux instruments de la *Bundesexekution* et de la *Bundesintervention* (cette dernière ayant été examinée ci-dessus au point 3.3.)<sup>97</sup>.

Prévue à l'article 31 WSA, la *Bundesexekution* constituait « une exécution forcée contre un Etat membre qui ne respectait pas ses obligations fédérales »<sup>98</sup>. Parmi les obligations fédérales dont l'inobservation pouvait déclencher l'exécution fédérale figuraient les dispositions de la DBA et des autres lois fondamentales de la Confédération, les décisions de la Diète, les sentences austréales. La *Bundesexekution* pouvait en dernière conséquence aller jusqu'à des mesures coercitives d'ordre militaire. La procédure de l'exécution fédérale était minutieusement réglée dans la *Bundesexekutions-Ordnung* du 3 août 1820 : dans une première phase, la Diète tentait par différentes démarches à amener pacifiquement l'Etat rebelle à se conformer à ses obligations fédérales ; si ces tentatives n'aboutissaient pas, la Diète, tout en laissant ouverte la voie de la conciliation, désignait un commissaire civil (*Civil-Commissär*) qui pouvait faire occuper militairement l'Etat récalcitrant et arrêter toutes les mesures propres à le faire rentrer dans les voies du droit confédéral : suspension des pouvoirs du monarque, limogeage du gouvernement, exercice des prérogatives gouvernementales par le commissaire lui-même, etc.<sup>99</sup>. La Diète eut plusieurs fois recours à la *Bundesexekution* : 1) au Brunswick, en 1829/1830, où le duc avait, en violation des règles fédérales, abrogé la Constitution ; la menace de la *Bundesexekution* fut suffisante pour le ramener à la raison ; 2) en 1834, contre le Sénat de la Ville Libre de Francfort, lequel recula lui aussi devant la simple menace d'exécution ; 3) au Holstein, en 1864, contre le roi du Danemark. Quant à la guerre austro-prussienne de 1866, elle re-

97 Cf. Frotcher/Pieroth, op. cit., n° 238 pp. 121-122.

98 « Zwangsmaßnahme gegen einen seine Bundespflichten verletzenden Gliedstaat » : Grimm, op. cit., p. 68. Huber (*Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome I, p. 635) recourt à un langage plus impérieux : « Die Bundesexekution ist der Inbegriff der exekutiven Zwangsmaßnahmen, durch die ein föderativer Gesamtverband gegen einen Gliedstaat vorgeht, um diesen zur Erfüllung der von ihm vernachlässigten verfassungsmäßigen Bundespflichten anzuhalten ».

99 Cf. Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome I, p. 636.

posait au départ sur une exécution fédérale préventive contre la Prusse telle que prévue à l'article 19 WSA<sup>100</sup>.

## 6° L'organisation militaire de la Confédération

L'article 10 DBA avait fait de l'organisation militaire une des questions dont la Diète devait prioritairement s'occuper dès l'ouverture de ses sessions. Pourtant, il fallut attendre l'année 1821 pour voir aboutir les discussions. Le 9 avril 1821, l'assemblée plénière du *Bund* adopta les « *Grundzüge der Kriegsverfassung des Deutschen Bundes* », 24 articles qui restèrent en vigueur jusqu'en 1866. Les 12 avril 1821 et 11 juillet 1822, le conseil restreint y ajouta les « *Nähere Bestimmungen der Kriegsverfassung des Deutschen Bundes* » en 97 paragraphes, dont une version révisée fut adoptée en 1855.

La principale option retenue fut celle d'une armée confédérale non-permanente, à mettre sur pied au cas par cas, quand un conflit survenait, au moyen de contingents à fournir par les Etats confédérés proportionnellement à leurs populations respectives<sup>101</sup>. Il n'existait pas non plus de structure de commandement permanente. Ce n'est qu'en cas de mobilisation de l'armée confédérale que la Diète (en conseil restreint) désignait un général en chef, un lieutenant général et d'autres officiers supérieurs, dont les fonctions cessaient avec la dissolution (« *Auflösung* ») de l'armée confédérale en fin de conflit<sup>102</sup>.

Les contingents étaient fournis par les Etats membres à raison d'un pourcent (1%) de leur population (1 1/6% à partir de 1855), à quoi s'ajoutaient des troupes de réserve. Les niveaux de population pris en considération furent ceux de la matricule de 1818 corrigée en 1819 qui donnait pour toute la Confédération une population de 30 163 488 âmes<sup>103</sup> d'où, pour l'armée confédérale, un effectif d'un peu plus de 300 000 hommes. Le Luxembourg, sur base d'une population de 255 628 âmes, devait fournir

100 Angelow, *Von Wien nach Königgrätz*, op. cit., pp. 249-250; Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, op. cit., tome 3, pp. 557 et s.

101 « ... bedeutete das den Verzicht auf ein stehendes Bundesheer. Das erst 1821 zustande gekommene Gesetz über die Bundeskriegsverfassung sah statt dessen ein aus den Truppen der Mitgliedstaaten von Fall zu Fall gebildetes Kontingentheer vor. » (Grimm, op. cit., p. 67).

102 Article 13 *Kriegsverfassung* et § 45 *Nähere Bestimmungen*. Cf. Gruner, op. cit., p. 48; Angelow, *Von Wien nach Königgrätz*, op. cit., p. 45.

103 Voir tableau chez Angelow, *Der Deutsche Bund*, op. cit., p. 9.



un contingent de 2 556 hommes. On exigeait des contingents un état de disponibilité tel qu'ils fussent à la disposition du général en chef au lieu indiqué dans les quatre semaines de la réquisition du Bund<sup>104</sup>. Il appartenait au Bund de juger si les contingents devaient être mobilisés en totalité ou en partie seulement<sup>105</sup>.

Cette armée confédérale de 300 000 hommes s'articulait en 10 corps d'armée<sup>106</sup>, à effectifs inégaux : 3 corps d'armée à fournir par l'Autriche, 3 par la Prusse et 1 par la Bavière (soit 7 corps d'armée homogènes). Les autres Etats fournissaient les 3 corps d'armée restants qui étaient donc des corps mixtes, avec toutes les complications pratiques qui en découlaient. Les troupes luxembourgeoises faisaient partie du 9e corps d'armée, ensemble avec celles du royaume de Saxe, de la Hesse électorale (*Kurhessen*) et du duché de Nassau. Avec le contingent du Luxembourg, ce corps d'armée arrivait à un effectif de 24 200 hommes, à comparer par exemple aux 35 600 hommes du corps d'armée bavarois. Les soldats luxembourgeois (et limbourgeois à partir d'un certain moment) avaient toutefois pour mission exclusive, en cas de guerre, de renforcer la garnison de la forteresse de Luxembourg.

Les Etats confédérés étaient bien entendu libres d'entretenir des troupes au-delà des effectifs exigés par la *Bundeskriegsverfassung*. Seules l'Autriche et la Prusse le faisaient effectivement, pour conforter leur statut de grande puissance, d'une part, et parce qu'elles avaient à protéger des territoires situés en-dehors de la Confédération, d'autre part. Plus généralement, les Etats restaient souverains en matière militaire : cela concernait le mode de recrutement de l'armée<sup>107</sup>, l'organisation, les grades, l'armement, l'équipement, la formation, etc. Cette diversité rendait problématiques les exercices en commun<sup>108</sup>. Le niveau d'instruction, le degré de préparation opérationnelle et la qualité au combat divergeaient fortement d'un contingent à l'autre. La disponibilité permanente était, pour beaucoup de contingents, une illusion.

104 § 28 Nähere Bestimmungen.

105 § 35 Nähere Bestimmungen.

106 § 23 Nähere Bestimmungen.

107 Seule la Prusse pratiquait le service militaire universel, les autres Etats maintenant le système de la conscription avec possibilité de rachat et de remplacement.

108 Cf. Eberhard BIRK, Anmerkungen zur Funktionsfähigkeit des Bundesheeres des Deutschen Bundes bis 1866, *Österreichische Militärische Zeitschrift* 5/2016.

Des inspections de troupes à intervalles réguliers ne furent introduites qu'à partir de 1841<sup>109</sup>. Organisées en principe tous les cinq ans, elles donnaient lieu à des rapports détaillés longuement discutés à la Diète, mais insuffisamment suivis d'effets. Tout en insistant sur leur souveraineté militaire (« *Wehrhoheit* »), les Etats petits et moyens étaient avant tout soucieux de comprimer leurs dépenses militaires<sup>110</sup>, épuisés qu'ils étaient par vingt ans d'efforts de guerre contre et sous le régime français. Ceci était d'autant plus vrai qu'ils savaient qu'en cas de conflit extérieur, l'issue dépendrait pour l'essentiel de la force de frappe des troupes autrichiennes et prussiennes. D'où un certain laisser-aller chez les autres.

La structure de commandement de l'armée confédérale était compliquée. Le général en chef avait la *Bundesversammlung* pour supérieur hiérarchique<sup>111</sup>. C'était elle qui lui donnait des ordres, c'était à elle qu'il devait rendre compte<sup>112</sup>, procédure difficile à mettre en pratique en temps de guerre. D'autre part, nommé en cas de survenance de conflit seulement, le général en chef ne pouvait commencer à faire des plans de campagne qu'à partir de ce moment-là<sup>113</sup>.

Tous ces agencements faisaient que l'armée confédérale n'était absolument pas structurée pour une guerre offensive ou préventive.

La Prusse, dans les années 1860, entreprit une réforme militaire de grande envergure, pilotée par le roi Guillaume Ier en personne, secondé par Bismarck, devenu ministre-président de Prusse en 1862, et von Roon, ministre de la Guerre. L'armée vit ses effectifs en temps de paix portés de 150 000 à 220 000 hommes ; la durée du service militaire passa de deux ans à trois<sup>114</sup>. L'armée prussienne devint un modèle pour les armées de certains autres Etats membres du *Bund* qui, de ce fait, se rapprochèrent militairement de la Prusse.

109 Angelow, *Von Wien nach Königgrätz*, op. cit., pp. 128 à 131.

110 D'après les chiffres donnés par Angelow (*Von Wien nach Königgrätz*, op. cit., p. 85), le pourcentage des dépenses militaires par rapport aux dépenses totales variait fortement d'un Etat à l'autre : 37,8% en Prusse, 30% en Saxe, 25,4% en Autriche et en Bavière, mais nettement en-dessous de 10% dans toute une série de petites principautés.

111 § 47 Nähere Bestimmungen.

112 § 48 Nähere Bestimmungen.

113 § 49 Nähere Bestimmungen.

114 Cf. Francine KOTT, *L'Allemagne au XIXe siècle*, Hachette, Paris 1999, p. 77.

Les questions militaires, relatives tant à l'armée confédérale qu'aux forteresses fédérales, constituaient un point central des délibérations de la Diète jusqu'à la fin de la Confédération. Aussi, pour préparer ses délibérations et s'entourer de l'avis d'experts, la Diète avait-elle créé en son sein une commission permanente pour les affaires militaires (*ständiger Bundesausschuß für Militärangelegenheiten*, dit *Bundesmilitärausschuß*) composée de sept plénipotentiaires, assistée d'un comité militaire (*Bundesmilitärkommission*) comptant six officiers supérieurs dont trois représentaient respectivement l'Autriche, la Prusse et la Bavière et les trois autres les corps d'armée mixtes. La *Bundesmilitärkommission*, à côté de missions techniques exécutées pour compte de la Diète, assurait la supervision des forteresses fédérales.<sup>115</sup>

Les forteresses fédérales constituaient les seules institutions militaires permanentes du Bund<sup>116</sup>. Il y en eut au départ trois : Mayence, Luxembourg et Landau. On observe qu'elles étaient toutes situées du côté de la France. La France, en effet, continuait d'inspirer la crainte et l'une des préoccupations majeures des Alliés, au congrès de Vienne, avait été d'« affranchir l'Europe de toute menace française » et de « créer une barrière aux ambitions françaises »<sup>117</sup>. Après la « crise du Rhin » de 1840, la Confédération entama la construction de deux forteresses fédérales supplémentaires : Ulm et Rastatt, également tournées vers la France. La France, ulcérée par ce qu'elle avait ressenti comme une humiliation dans les affaires du Moyen-Orient, connut à cette époque un regain de nationalisme et un réveil du vieux rêve français de la frontière du Rhin<sup>118</sup>. D'où la réaction du *Bund*.

S'agissant de la forteresse de Luxembourg, il vaut la peine de relever que l'article 67 dernier alinéa du traité de Vienne avait donné au Roi

115 Pour plus de détails sur le Bundesmilitärausschuß et la Bundesmilitärkommission, voir : Angelow, Von Wien nach Königgrätz, op. cit., pp. 50-52.

116 A l'exception de celle de Luxembourg (article 67 du traité de Vienne), les forteresses fédérales n'étaient pas mentionnées dans les traités de base, mais dans le Protocole du 3 novembre 1815 « pour régler les dispositions relatives aux territoires et places cédées [sic] par la France, et au système défensif de la Confédération germanique » (Pasinomie belge 1815 pp. 384 et s.).

117 Lentz, op. cit., pp. 209 et 215. De cette « barrière », le « grand » royaume des Pays-Bas de Guillaume Ier constituait d'ailleurs un élément central.

118 Voir : Gruner, op. cit., pp. 59-60 ; Angelow, Der Deutsche Bund, op. cit., pp. 68 et s. Voir aussi : Roth, op. cit., p. 16 ; Malet et Isaac, Les Révolutions/1789-1848, Marabout Université, copyright Librairie Hachette, 1961, pp. 295 et 296. Les historiens français ont tendance à minimiser et l'importance de l'affaire et le rôle de la France dans celle-ci.

Grand-Duc le « droit de nommer le gouverneur et [le] commandant militaire de cette forteresse, sauf l'approbation du pouvoir exécutif de la confédération. » Cependant, Guillaume Ier s'empressa, par la convention de Francfort du 8 novembre 1816<sup>119</sup>, de céder ce double droit de désignation au roi de Prusse (article 5). D'après la même convention, la garnison, forte de 6 000 hommes en temps de paix (article 9), devait être composée pour 1/4 de troupes des Pays-Bas et pour 3/4 de troupes prussiennes (article 5). En réalité, les trois monarques néerlandais s'abstinrent d'exercer leur droit de garnison<sup>120</sup> si bien qu'une convention du 17 novembre 1856 entre le roi Guillaume III et le roi de Prusse, modifiant celle du 8 novembre 1816, entérina l'état de fait et conféra à la Prusse le droit de garnison exclusif.

#### Liste des ouvrages et articles cités :

- |                                    |                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ANGELOW Jürgen                     | Der Deutsche Bund, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt 2003.                                                                                                             |
| ANGELOW Jürgen                     | Von Wien nach Königgrätz, R. Oldenbourg Verlag, München 1996                                                                                                                       |
| ANGELOW Jürgen                     | Die « belgisch-luxemburgische Krise » von 1830-1832 und der Deutsche Bund : Zur geplanten Bundesintervention in Luxemburg, in: Militärgeschichtliche Zeitschrift 2/1991, pp. 61-80 |
| BÉRENGER Jean                      | L'Autriche-Hongrie 1815-1918, Armand Colin, Paris 1994, p. 68.                                                                                                                     |
| BIRK Eberhard                      | Anmerkungen zur Funktionsfähigkeit des Bundesheeres des Deutschen Bundes bis 1866, Österreichische Militärische Zeitschrift 5/2016.                                                |
| Dr. J. C. BLUNTSCHLI und K. BRATER | Deutsches Staats-Wörterbuch, Stuttgart und Leipzig 1858                                                                                                                            |

119 Convention entre Leurs Majestés le roi des Pays-Bas et le roi de Prusse concernant la forteresse de Luxembourg, Pasinomie belge 1816, pp. 513 et s.

120 Cf. Albert CALMES, Le Grand-Duché de Luxembourg dans la Révolution belge (1830 - 1839), Imprimerie Saint-Paul, Luxembourg, réédition de 1982, note 2 page 15.

Les questions militaires, relatives tant à l'armée confédérale qu'aux forteresses fédérales, constituaient un point central des délibérations de la Diète jusqu'à la fin de la Confédération. Aussi, pour préparer ses délibérations et s'entourer de l'avis d'experts, la Diète avait-elle créé en son sein une commission permanente pour les affaires militaires (*ständiger Bundesausschuß für Militärangelegenheiten*, dit *Bundesmilitärausschuß*) composée de sept plénipotentiaires, assistée d'un comité militaire (*Bundesmilitärkommission*) comptant six officiers supérieurs dont trois représentaient respectivement l'Autriche, la Prusse et la Bavière et les trois autres les corps d'armée mixtes. La *Bundesmilitärkommission*, à côté de missions techniques exécutées pour compte de la Diète, assurait la supervision des forteresses fédérales.<sup>115</sup>

Les forteresses fédérales constituaient les seules institutions militaires permanentes du Bund<sup>116</sup>. Il y en eut au départ trois : Mayence, Luxembourg et Landau. On observe qu'elles étaient toutes situées du côté de la France. La France, en effet, continuait d'inspirer la crainte et l'une des préoccupations majeures des Alliés, au congrès de Vienne, avait été d'« affranchir l'Europe de toute menace française » et de « créer une barrière aux ambitions françaises »<sup>117</sup>. Après la « crise du Rhin » de 1840, la Confédération entama la construction de deux forteresses fédérales supplémentaires : Ulm et Rastatt, également tournées vers la France. La France, ulcérée par ce qu'elle avait ressenti comme une humiliation dans les affaires du Moyen-Orient, connu à cette époque un regain de nationalisme et un réveil du vieux rêve français de la frontière du Rhin<sup>118</sup>. D'où la réaction du *Bund*.

S'agissant de la forteresse de Luxembourg, il vaut la peine de relever que l'article 67 dernier alinéa du traité de Vienne avait donné au Roi

115 Pour plus de détails sur le *Bundesmilitärausschuß* et la *Bundesmilitärkommission*, voir : Angelow, *Von Wien nach Königgrätz*, op. cit., pp. 50-52.

116 A l'exception de celle de Luxembourg (article 67 du traité de Vienne), les forteresses fédérales n'étaient pas mentionnées dans les traités de base, mais dans le Protocole du 3 novembre 1815 « pour régler les dispositions relatives aux territoires et places cédées [sic] par la France, et au système défensif de la Confédération germanique » (Pasinomie belge 1815 pp. 384 et s.).

117 Lentz, op.cit., pp. 209 et 215. De cette « barrière », le « grand » royaume des Pays-Bas de Guillaume Ier constituait d'ailleurs un élément central.

118 Voir : Gruner, op. cit., pp. 59-60 ; Angelow, *Der Deutsche Bund*, op. cit., pp. 68 et s. Voir aussi : Roth, op. cit., p. 16 ; Malet et Isaac, *Les Révolutions/1789-1848*, Marabout Université, copyright Librairie Hachette, 1961, pp. 295 et 296. Les historiens français ont tendance à minimiser et l'importance de l'affaire et le rôle de la France dans celle-ci.

Grand-Duc le « droit de nommer le gouverneur et [le] commandant militaire de cette forteresse, sauf l'approbation du pouvoir exécutif de la confédération. » Cependant, Guillaume Ier s'empressa, par la convention de Francfort du 8 novembre 1816<sup>119</sup>, de céder ce double droit de désignation au roi de Prusse (article 5). D'après la même convention, la garnison, forte de 6 000 hommes en temps de paix (article 9), devait être composée pour  $\frac{1}{4}$  de troupes des Pays-Bas et pour  $\frac{3}{4}$  de troupes prussiennes (article 5). En réalité, les trois monarques néerlandais s'abstinrent d'exercer leur droit de garnison<sup>120</sup> si bien qu'une convention du 17 novembre 1856 entre le roi Guillaume III et le roi de Prusse, modifiant celle du 8 novembre 1816, entérina l'état de fait et conféra à la Prusse le droit de garnison exclusif.

#### Liste des ouvrages et articles cités :

- |                                       |                                                                                                                                                                                  |
|---------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ANGELOW Jürgen                        | Der Deutsche Bund, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt 2003.                                                                                                           |
| ANGELOW Jürgen                        | Von Wien nach Königgrätz, R. Oldenbourg Verlag, München 1996                                                                                                                     |
| ANGELOW Jürgen                        | Die «belgisch-luxemburgische Krise» von 1830-1832 und der Deutsche Bund : Zur geplanten Bundesintervention in Luxemburg, in: Militärgeschichtliche Zeitschrift 2/1991, pp. 61-80 |
| BÉRENGER Jean                         | L'Autriche-Hongrie 1815-1918, Armand Colin, Paris 1994, p. 68.                                                                                                                   |
| BIRK Eberhard                         | Anmerkungen zur Funktionsfähigkeit des Bundesheeres des Deutschen Bundes bis 1866, Österreichische Militärische Zeitschrift 5/2016.                                              |
| Dr. J. C. BLUNTSCHLI<br>und K. BRATER | Deutsches Staats-Wörterbuch, Stuttgart und Leipzig 1858                                                                                                                          |

119 Convention entre leurs Majestés le roi des Pays-Bas et le roi de Prusse concernant la forteresse de Luxembourg, Pasinomie belge 1816, pp. 513 et s.

120 Cf. Albert CALMES, Le Grand-Duché de Luxembourg dans la Révolution belge (1830 - 1839), Imprimerie Saint-Paul, Luxembourg, réédition de 1982, note 2 page 15.

- BOLDT Hans Deutsche Verfassungsgeschichte, Band 2 - Von 1806 bis zur Gegenwart, dtv wissenschaft, München 1990,
- BOTZENHARDT Manfred Deutsche Verfassungsgeschichte 1806-1949, Verlag Kohlhammer, Stuttgart, Berlin, Köln 1993
- BURG Peter Der Wiener Kongress, dtv, München 1984
- CALMES Albert Naissance et débuts du Grand-Duché 1814-1830, Luxembourg, Imprimerie Saint-Paul 1971
- CALMES Albert Le Grand-Duché de Luxembourg dans la Révolution belge (1830 - 1839), Imprimerie Saint-Paul, Luxembourg, réédition de 1982
- CALMES Albert La Révolution de 1848 au Luxembourg, Imprimerie Saint-Paul, Luxembourg, 2e édition 1982
- Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellung, Philipp Reclam jun., Band 7: Vom Deutschen Bund zum Kaiserreich 1815-1871, Stuttgart 1997
- DROZ Jacques Histoire de l'Allemagne, Presses Universitaires de France, Paris, 13e édition 1997
- DURCHHARDT Heinz Der Wiener Kongress, Verlag C. H. Beck, München 2013
- DÜRIG/RUDOLF Texte zur deutschen Verfassungsgeschichte, C. H. Beck, München 1996, 3. Auflage
- FROTSCHER/PIEROTH Verfassungsgeschichte, Verlag C. H. Beck, München 2005 (5. Auflage)
- GOEDERT Henri Le principe monarchique (« das monarchische Prinzip ») en droit public allemand et luxembourgeois au XIXe siècle et au début du XXe siècle, in : Hémecht 2007

- GRIMM Dieter Deutsche Verfassungsgeschichte 1776-1866, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main 1988
- GRUNER Wolf D. Der Deutsche Bund, Verlag C. H. Beck, München 2012
- Handwörterbuch zur deutschen Rechtsgeschichte (5 Bände), Erich Schmidt Verlag, Berlin 1971-1998
- HARTUNG Fritz Deutsche Verfassungsgeschichte vom 15. Jahrhundert bis zur Gegenwart, 4. Auflage, Verlag B. G. Teubner in Leipzig und Berlin, 1933
- HUBER Ernst Rudolf Deutsche Verfassungsgeschichte seit 1789 (8 Bände), Verlag W. Kohlhammer, Stuttgart, Berlin, Köln 1960-1990
- HUBER Ernst Rudolf Dokumente zur deutschen Verfassungsgeschichte (4 Bände), Verlag W. Kohlhammer, Stuttgart, Berlin, Köln, 3. Auflage 1978-1991
- HUBERTY Christiane Les élections au Parlement de Francfort (1848) - un moment particulier dans la vie politique luxembourgeoise du XIXe siècle, in : Du Luxembourg à l'Europe - Hommages à Gilbert Trausch à l'occasion de son 80e anniversaire, Éditions Saint-Paul, Luxembourg 2011
- JORDAN Silvester Lehrbuch des allgemeinen und deutschen Staatsrechts, Cassel bei J. Chr. Krieger, 1831
- KOTT Sandrine L'Allemagne au XIXe siècle, Hachette, Paris 1999
- KRÖGER Klaus Einführung in die jüngere deutsche Verfassungsgeschichte (1806-1933), Verlag C. H. Beck, München 1988
- Lexique des termes juridiques, Editions Dalloz, Paris, 14e édition (2003)



- LENTZ Thierry Le congrès de Vienne, Perrin, Paris 2015
- MALET et ISAAC La naissance du monde moderne/1848-1914, Marabout Université, copyright Librairie Hachette 1961
- MENGER  
Christian-Friedrich Deutsche Verfassungsgeschichte der Neuzeit, 8. Auflage, C. F. Müller Juristischer Verlag, Heidelberg 1993
- MÜLLER Jürgen Der Deutsche Bund, R. Oldenbourg Verlag, München 2006
- ROTH François L'Allemagne de 1815 à 1918, Armand Colin, Paris 1996
- RÜRUP Reinhard Deutschland im 19. Jahrhundert 1815-1871, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen 1992
- ZACHARIÄ  
Heinrich Albert Deutsches Staats- und Bundesrecht, Göttingen bei Vandenhoeck und Ruprecht, 1841
- ZOEPFL Heinrich Grundsätze des Allgemeinen und des Constitutionell-Monarchischen Staatsrechts, Akademische Verlagshandlung von C. F. Winter, 3. Auflage, Heidelberg 1846

### Discussion après la conférence de Monsieur Henri Goedert du 29 novembre 2016

#### André Prüm :

D'abord un grand merci. C'est effectivement, comme on le remarque, une période extrêmement riche et je ne voudrais pas nécessairement lancer le débat moi-même. Je suis certain qu'il y a toute une série de personnes qui peuvent le lancer. Je vais passer le micro dans la salle pour qu'on puisse enregistrer, comme toujours, les conversations. Et même si on vous connaît, ayez la gentillesse de rappeler votre nom, simplement pour l'enregistrement.

#### Dean Spielmann :

Je voudrais remercier l'orateur pour cet exposé passionnant. Ceux qui me connaissent savent que j'ai vécu pendant presque douze ans à Strasbourg. Et Strasbourg abrite la plus ancienne organisation internationale, créée par le Congrès de Vienne, la Commission internationale du Rhin. Vous avez mentionné le Rhin à la fin de votre exposé et ma question est toute simple : comment la Confédération se situait-elle par rapport à cette organisation internationale, donc la première comme je l'ai dit dans l'histoire du droit international ? Est-ce qu'il y avait un lien ou est-ce que, pour ce qui est du fonctionnement de cette commission, les Etats riverains gardaient tous les attributs de leur souveraineté ?

#### Le conférencier :

C'est une question à laquelle je ne suis pas préparé, pour être franc, mais je suis quand même plus ou moins certain que la réglementation qui a donné naissance à la Commission internationale du Rhin n'est pas une réglementation du Bund mais fait partie du traité de Vienne [vérification faite, il s'agit de l'annexe 16 B du traité de Vienne]. Le traité de Vienne contient quantité de dispositions ne concernant pas la Confédération germanique, dont celles relatives au Rhin. A vrai dire, dans aucune de mes recherches ou de mes lectures, je n'ai constaté de point de contact entre la Confédération germanique et ces dispositions sur le Rhin. Il me semble toutefois que les dispositions du traité de Vienne relatives au Rhin sont toujours en vigueur. Cette question de la survie de certaines des dispositions du traité de Vienne me renvoie d'ailleurs à une question que j'avais posée lors de

notre table ronde du 13 novembre 2010 sur la révision de la Constitution. A l'époque, je m'étais demandé si le traité de Vienne avait expiré dans sa totalité ou si certaines de ses dispositions, par exemple celles de l'article 67 définissant le statut du Luxembourg, et notamment sa forme monarchique, avaient survécu. Les réponses que j'avais reçues m'avaient laissé un peu sur ma faim. Il me semblait – et il me semble toujours – que la question pourrait devenir d'actualité dans l'éventualité où le Luxembourg souhaiterait passer du régime monarchique à un régime républicain. Certes, je vois mal l'Union européenne ou une autre instance internationale nous dire à ce moment-là : « Ah, écoutez, vous devez respecter l'article 67 du traité de Vienne ». Néanmoins, je pense qu'on ne pourrait pas complètement faire l'économie d'un tel débat. Pour moi, la question reste un peu floue. En revanche, pour ce qui concerne le statut du Rhin, j'inclinerai à dire que les dispositions du traité de Vienne et de cette annexe restent en vigueur. Mais encore une fois, je n'ai pas constaté que cette question ait joué un rôle au niveau de la Confédération.

#### André Prüm :

Pour rebondir sur la question du Traité de Vienne, peut-être tout à l'heure, Luc Heuschling – est-ce que tu as une opinion sur ce point ? – qui a beaucoup réfléchi sur le statut de la monarchie.

#### Luc Heuschling :

J'ai eu avec Patrick Kinsch, il y a quelques années, une discussion sur le statut actuel du Traité de Vienne. Est-ce qu'il est encore en vigueur ? Je pense que, dans sa totalité, non. Peut-être qu'il y a des dispositions qui restent en vigueur. Patrick a pensé aux dispositions relatives à la délimitation des frontières orientales du Luxembourg, frontières qui ont d'ailleurs aussi fait l'objet d'un traité ultérieur avec la Prusse. En tout cas, ce dont je suis sûr est que les dispositions sur la monarchie – l'attribution de la souveraineté au Grand-Duc (et non à la nation), le droit des Nassau au trône grand-ducal, le privilège des Nassau à pouvoir régler un certain nombre d'affaires, privées et publiques, par voie de lois domestiques (*Hausgesetze*), etc. – ne sont plus en vigueur, sans quoi nombre de réformes constitutionnelles passées (1919) ou à venir (l'abolition, partielle, du droit princier dans la future refonte de la Constitution) pourraient être déclarées invalides, car contraires aux traités. Ces dispositions monarchistes, inspirées par l'esprit réactionnaire de l'ère de Metternich, ont été abrogées

par d'autres normes de droit international plus récentes qui accordent aux Etats, à l'heure actuelle, leur souveraineté en affaires « internes ». Or le choix de la forme d'Etat – république ou monarchie – relève de la liberté des Etats. Aujourd'hui, le droit international applicable à l'Etat luxembourgeois n'exige plus, en tous cas, une forme monarchique. On pourrait peut-être discuter : est-ce que le droit international exige une forme démocratique ? Mais là encore beaucoup d'internationalistes vont le contester, du moins en droit international universel. Il est certain que la Convention européenne des droits de l'homme exige un régime au moins partiellement démocratique, puisqu'elle exige la tenue d'élections démocratiques régulières pour le pouvoir législatif. Pour conclure, dans le cadre de ses obligations de droit international, qui ont rang supra-constitutionnel, le Luxembourg, aujourd'hui, est absolument libre d'abroger la monarchie.

#### Paul Junck :

Deux petites questions de détail pour Henri – d'abord un grand merci – des questions qui portent sur l'armée confédérale. Une première question en cas de mobilisation, etc., mais qui aurait exercé le commandement en chef de cette armée ? Et une deuxième question, en cas d'attaque d'une puissance tierce contre une partie non membre de la Confédération germanique, par exemple, j'imagine un conflit entre l'empire russe et la partie orientale de la Prusse, donc non membre de la Confédération germanique, quelles auraient été la réaction et la position du Bund ?

#### Le conférencier :

Sur la première question : on ne pouvait pas dire à l'avance qui serait le commandant en chef, on ne pouvait pas mettre de nom dessus. Ce n'est que lors de la survenance effective d'un conflit, au cas par cas, que la diète devait en désigner un. Il ne devait d'ailleurs pas nécessairement provenir de l'une des deux grandes puissances. La diète était complètement libre à ce moment-là.

Ta deuxième question touche un point en effet très intéressant mais qui est réglé dans la Wiener Schlußakte de 1820, aux articles 46 et 47. La solution est celle-ci : le Bund n'est pas obligé d'intervenir au cas où une Europäische Macht (c'est l'expression que l'article 46 utilise ; il ne dit pas *Großmacht*, il dit *Europäische Macht*, mais ce sont évidemment l'Autriche et la Prusse qui sont visées) commence une guerre en sa qualité

de Europäische Macht [Artikel 46 : Beginnt ein Bundesstaat, der zugleich außerhalb des Bundesgebietes Besitzungen hat, in seiner Eigenschaft als Europäische Macht einen Krieg, so bleibt ein solcher, die Verhältnisse und Verpflichtungen des Bundes nicht berührender Krieg dem Bunde ganz fremd]. Par contre, si une Europäische Macht est menacée ou attaquée dans une de ses possessions extérieures au Bund, celui-ci deviendra actif s'il estime qu'il y a danger pour le territoire confédéral. Le cas s'est présenté notamment lors de la guerre de Crimée (1854-1856), où l'Autriche s'était impliquée, et en 1859 lors de la guerre d'Italie du Nord qui opposait le royaume de Piémont-Sardaigne, assisté de la France, à l'Autriche laquelle allait y perdre la Lombardie. Dans les deux cas, la Confédération tergiversa longtemps pour décider finalement de ne pas intervenir. Cela ne l'avait pas empêché de mobiliser une partie de ses troupes, pour le cas où. Et c'est à cette occasion-là qu'on a pu constater l'état déplorable de l'armée confédérale et la disponibilité très réduite de beaucoup de ses contingents. Un certain nombre d'Etats ont alors senti qu'on ne pouvait plus continuer de la sorte, qu'il fallait des réformes militaires, mais seule la Prusse a vraiment tiré la leçon. A partir de 1860, elle a commencé à réformer en profondeur son outil militaire, avec les résultats que l'on sait.

La réforme de l'armée prussienne donna d'ailleurs lieu à un gros incident constitutionnel que j'ai traité dans un article paru à la Hémécht de 2007, consacré au principe monarchique en Allemagne et au Luxembourg. Voici de quoi il retourne. Le roi Guillaume Ier de Prusse voulait porter le service militaire à trois ans et augmenter sensiblement les effectifs de l'armée ; la Chambre basse, le Haus der Abgeordneten, s'y opposait. Il y avait deux chambres, le Herrenhaus, la Chambre haute, et la Chambre basse. Découragé, le roi songeait à démissionner parce que cette réforme de l'armée, pour lui, était un point tellement important qu'il était prêt à partir s'il n'obtenait pas gain de cause. Et en désespoir de cause, en quelque sorte, son ministre de la guerre, von Roon, lui a conseillé d'appeler Bismarck comme ministre-président. Bismarck était à ce moment-là ambassadeur à Paris. Bismarck est alors devenu président du conseil des ministres de Prusse – c'était en 1862 – et il a tout simplement utilisé le principe monarchique pour mener à bien la politique du roi en disant, en substance : « Il y a trois autorités qui doivent être d'accord pour le budget : c'est le Roi, la Chambre haute et la Chambre basse. Mais la Constitution ne prévoit rien pour le cas où elles ne peuvent pas se mettre d'accord. Or, la Chambre basse refuse, alors que pouvons-nous faire ? Le principe du pouvoir réside auprès du monarque [monarchisches Prinzip !], et l'État ne peut pas rester à l'arrêt. Par conséquent, si la Chambre basse ne veut pas voter le budget,

eh bien, je gouverne sans budget ». Et Bismarck a gouverné pendant quatre années sans budget voté par la Chambre basse, on appelle cela « budget-loses Regiment », et pendant ces quatre années, la réforme militaire a été menée à bien avec le résultat que l'on sait : 1866, défaite de l'Autriche, et ensuite Bismarck, grand seigneur, comme il savait l'être, est revenu devant la Chambre basse et a « humblement » demandé que celle-ci lui accorde « Indemnität », c'est-à-dire l'absolution pour ses quatre années de « budget-loses Regiment » ; et la Chambre, bien entendu enthousiasmée par le formidable résultat de cette réforme militaire, lui a accordé cette Indemnität. Mais juste pour revenir à l'aspect militaire, l'armée prussienne était la seule à avoir vraiment compris l'urgence de l'heure. Ni l'Autriche, ni les autres armées confédérales ne se sont mises au diapason des formidables évolutions qu'il y avait eu : chemins de fer, télégraphes, etc., et cela explique le résultat.

### Rainer Klump :

Voilà, Rainer Klump, Recteur de l'Université du Luxembourg, mais économiste de formation académique, c'est pour cela que j'ai deux questions plutôt économiques que je voudrais bien vous poser.

Tout d'abord, cela m'intéresserait à savoir si la diète de la Confédération n'a jamais pris des initiatives dans les domaines économiques ou monétaires. Vous avez parlé de la diversité des régimes militaires, mais je crois le même était le cas pour le système monétaire, pour le régime économique des poids, des monnaies, toutes les mesures, les normes et tout cela. Cela m'intéresserait à savoir puisque si on veut comparer avec l'Union européenne de nos jours, ces domaines sont certainement d'une importance particulière.

Et deuxièmement, si on parle des forteresses de la Confédération, alors cela m'intéresserait à savoir comment on a financé la construction. Alors, j'ai eu par hasard le plaisir de vivre dans trois de ces forteresses-villes, à Ulm, à Mayence et maintenant à Luxembourg. Et si on regarde les fortifications qui ont été établies, alors on se demande vraiment, comme économiste, comment on a fait payer les contribuables ou les membres de la Confédération pour ces œuvres. Merci.

### Le conférencier :

S'agissant de la première question, elle revient à s'interroger sur les buts de la Confédération. L'Etat, il a une compétence générale, mais une confédération n'a jamais que les compétences qui lui sont expressément attribuées. Je n'ai pas insisté sur ce point, mais c'est pour cette raison que j'ai tout à l'heure détaillé les buts de la Confédération parce que ces buts, en même temps, conditionnent sa compétence. Néanmoins, votre question est tout à fait justifiée parce que si on relit les traités fondateurs, surtout la Deutsche Bundesakte de 1815, on voit qu'il y a des allusions à des collaborations économiques, c'est-à-dire que la Deutsche Bundesakte invitait la diète fédérale, sans le lui imposer, à encourager aussi des initiatives visant à une certaine unification des territoires de la Confédération sur le plan économique. Mais le problème, de nouveau, c'était que toute institution qu'on aurait créée dans ce domaine-là nécessitait l'unanimité. C'était ce qu'on appelait « *gemeinnützige Anordnungen* » et ces « *Anordnungen* » auraient nécessité le consentement unanime. Un palliatif a évidemment été le Zollverein, parce que le Zollverein s'est constitué à côté du Bund ; si on pousse la question jusqu'au bout, on peut d'ailleurs se demander dans quelle mesure le Zollverein était compatible avec la Deutsche Bundesakte. Il y a quand même deux initiatives qui ont été prises au niveau de la diète fédérale qui vont dans le sens que vous signalez. La diète a en effet réussi, malgré l'exigence de l'unanimité, à faire adopter en 1848 une « *Allgemeine deutsche Wechselordnung* » et en 1861 un « *Allgemeines deutsches Handelsgesetzbuch* ». Donc, c'est quand même quelque chose.

La deuxième question, celle du financement des forteresses, c'est un point que j'ai laissé de côté, mais on peut d'une façon globale se poser la question du financement du Bund. Rassurez-vous, je serai très court, mais là encore on peut faire la comparaison avec l'Union européenne. La Confédération n'avait pas de source de financement propre, et c'est aussi un des problèmes qui se posent à l'Union européenne. On dit toujours que l'Union européenne devrait avoir son propre impôt. Bon, la Confédération, c'était la même chose, elle n'avait pas de ressources propres. Il n'y avait que des contributions des Etats membres. Il y avait une contribution modique qui était fixe pour chaque Etat, c'était la contribution aux « *Kanzleikosten* » : il y avait quand même un petit appareil administratif à Francfort : des salaires devaient être versés, des pensions devaient être payées, des frais d'impression étaient encourus etc. Ça c'était un montant fixe [2 000 Gulden], identique pour chacune des 17 voix du Engerer Rat de la Diète. Ensuite, il y avait un autre montant qui était proportionnel à la population, un

peu comme pour les contingents militaires, donc les grands Etats devaient contribuer plus que les autres. Et ces fonds allaient dans la Bundesmatrikularkasse qui servait à financer l'armée. En soi, chaque armée était payée par l'Etat à qui elle appartenait. Mais, par exemple, si un Etat avait dû, pour le Bund, assumer certaines opérations, alors l'Etat était indemnisé. Ou il y avait des manœuvres militaires communes, pas très fréquentes il est vrai ; là aussi il y avait des ressources prévues dans cette Bundesmatrikularkasse. Elle serait aussi intervenue en cas de guerre et puis elle était évidemment mise à contribution pour l'entretien des forteresses et si vous consultez les procès-verbaux des séances de la Bundesversammlung, vous verrez que les budgets des forteresses confédérales constituaient chaque année un des objets de discussion importants. On peut consulter les procès-verbaux des séances de la Bundesversammlung sur internet. Ils ont tous été digitalisés. Vous y verrez que la diète s'occupait beaucoup de questions très peu importantes comme la pension de la veuve de tel ou tel chevalier d'Empire, mais aussi de questions importantes comme le budget des forteresses, et il y avait une source de financement qu'il ne faut pas négliger pour les forteresses, mais aussi en général pour le Bund, c'était l'indemnité de guerre qui avait dû être payée par la France après le deuxième traité de Paris, le traité de paix définitif consécutif à Waterloo. Cette indemnité de guerre avait été placée auprès de la Banque Rothschild et elle a bien fructifié. Et dans les budgets des forteresses fédérales et les budgets en général, on voit toujours apparaître un poste « *intérêts Banque Rothschild* ».

### Patrick Kinsch :

Une question brève. Donc vous nous avez parlé des ...

### Le conférencier :

Et réponse brève (rire)...

### Patrick Kinsch :

Oui, on verra... Vous nous avez parlé de l'efficacité ou de l'inefficacité de l'intégration organisée par la Confédération sur le plan militaire et sur le plan économique, qu'en est-il de l'efficacité de son rôle intégrateur sur le plan politique ? Est-ce qu'elle a eu des réalisations politiques, quelques-unes à son actif ou aucune ?



**André Prüm :**

Si je peux me permettre, Patrick, de prolonger un peu la question, mais... Si l'on voit la situation du Luxembourg, et notamment suite à la révolution belge avec des aspirations très nettement libérales de la population à partir de ce moment-là qui se sont concrétisées dans un certain égard dans la première Constitution du Luxembourg, est-ce que des ambitions politiques communes, éventuellement du Bund, ne risquaient pas de se trouver d'une certaine façon aussi en tension avec ce qui était politiquement désiré au niveau des différents Etats membres et qui n'étaient pas nécessairement totalement uniformes ? J'espère ne pas avoir perturbé ta question...

**Le conférencier :**

Non, il me semble que cela touche à peu près la même problématique. Je dirais qu'il y a deux points de départ : le premier, c'est la souveraineté et l'indépendance des Etats membres, et le deuxième, c'est le caractère confédéral de la Confédération. Encore une fois, tout à l'heure, je n'ai pas voulu trop prolonger. Mais si on dit que la Confédération [germanique] est une confédération, il faut quand même ajouter, et en général les auteurs allemands le font, que c'est une confédération avec certains éléments d'une fédération. Et là, je vois un lien avec votre question. Normalement, la Confédération n'aurait pas dû avoir d'influence à l'intérieur des Etats membres, mais elle s'en est arrogée une déjà par le biais de la Bundesintervention, donc une intervention interne dans un Etat membre en cas de survenance de trouble. Et puis il y a deux dispositions, l'une dans la Bundesakte de 1815, l'autre dans la Wiener Schlußakte de 1820, deux articles très fameux. D'abord, l'article 13 de la Deutsche Bundesakte qui répond parfaitement à l'exigence de Napoléon sur les constitutions parce que Napoléon disait : « Une bonne constitution doit être brève et obscure ». Et l'article 13 est bref et obscur puisqu'il dit : « In allen Bundesstaaten wird eine landständische Verfassung stattfinden ». C'était donc une ingérence quand même dans les affaires intérieures des Etats qui n'était pas précisément caractéristique pour une confédération. Et puis dans la Wiener Schlußakte, il y avait le fameux article 57, le principe monarchique, je l'ai mentionné tout à l'heure à propos de la politique de Bismarck. Voici cet article 57 sur lequel Bismarck s'est appuyé : « Da der Deutsche Bund, mit Ausnahme der freien Städte, aus souveränen Fürsten besteht, so muß, dem hierdurch gegebenen Grundbegriffe zufolge, die gesammte Staats-

gewalt in dem Oberhaupt des Staats vereinigt bleiben, und der Souverain kann durch eine landständische Verfassung nur in der Ausübung bestimmter Rechte an die Mitwirkung der Stände gebunden werden », donc dans l'exercice de ses pouvoirs le monarque peut s'obliger à respecter certaines limites inhérentes à l'existence d'une chambre. Mais s'agissant du principe des pouvoirs, le principe des pouvoirs reste auprès du monarque, et c'est là la signification du principe monarchique. Mais vous voyez, c'est également un texte qui s'ingère dans la politique intérieure des Etats. Sur le plan de l'exigence d'une constitution, de l'article 13 de la Bundesakte, vous savez que le Luxembourg n'a eu sa première constitution qu'en 1841, mais il n'était pas le seul à être en retard. La Prusse, par exemple, a eu sa première constitution après la révolution de 1848 et l'Autriche, pour autant que je sache, n'a jamais eu de constitution. Donc, ce n'était pas un cas exceptionnel. Le Bund était une institution qui, quand il le fallait, savait se montrer extrêmement souple, une autre ressemblance avec l'Union européenne : quand de grands Etats sont en déficit, on est souple. Tant que la Prusse n'avait pas de constitution, il n'y avait pas de risque que le Luxembourg se fasse taper sur les doigts pour ne pas en avoir une. Vint ensuite l'année 1848, avec notre deuxième constitution, et là je reviens à votre question, c'est clair, la constitution de 1848 violait le principe monarchique. Entre autres, elle disait en substance : « Le Roi Grand-Duc n'a d'autres pouvoirs que ceux qui sont expressément énumérés ou mentionnés dans la Constitution ». C'était la négation même du principe monarchique. Et de là le retour de bâton de 1856. Le coup d'Etat, comme nous disons, de 1856 s'intègre totalement dans la politique du Bund parce que, après 1849, le Bund est revenu à une politique de réaction, il a créé un Bundesreaktionsausschuß qui, par hasard, était présidé par Bismarck et cet Ausschuß a prié un certain nombre d'Etats de réexaminer leur constitution et la législation qu'ils avaient promulguées dans l'euphorie de la révolution pour vérifier si ces législations et ces constitutions étaient bien conformes à l'article 57. Donc on peut dire que le Bund a imposé une certaine politique intérieure dans les Etats. Il ne s'est pas adressé au Luxembourg, sans doute parce qu'au Luxembourg, ce qui intéressait le Bund, c'était la forteresse, tandis que le Luxembourg et sa Constitution ultralibérale de 1848, cela n'a pas autrement choqué la Confédération. Cependant, Frédéric De Scherff, représentant royal grand-ducal près la Diète confédérale a, avec l'accord du roi, au moment où celui-ci voulait modifier la Constitution, posé la question au Bundesreaktionsausschuß. Et, comme il se produit souvent, « wann een domm Froe stellt, da kritt een domm Äntwerten », du moment que la question a été posée, Bismarck a répondu en substance : « Mais bien entendu, la Commission, depuis longtemps, s'est rendu compte que votre Constitution

n'est pas conforme au principe monarchique et qu'elle viole – je me souviens des termes – « vielfach und in höchst bedenklicher Weise » le principe monarchique inscrit à l'article 57 », et le Bundesreaktionsausschuß a même trouvé que le projet de révision constitutionnelle de 1856 n'allait pas assez loin, ce qui, compte tenu des révisions qui ont eu lieu dans d'autres Etats membres, était vrai. Et ensuite, après que la révision eut été octroyée par voie d'autorité, le Roi Grand-Duc a envoyé le texte au Bundesreaktionsausschuß qui s'est déclaré enchanté de cette opération, elle a félicité le Roi. Vous voyez, il faut voir tout cela dans ce contexte.

**André Prüm :**

En tous cas, un grand merci pour toutes ces explications. Je vois que vous êtes absolument intarissable sur le sujet et avec les documents...

**Le conférencier :**

(Rires) vous me provoquez...

**André Prüm :**

Donc s'il n'y a pas d'autres observations ou questions, je propose de lever la séance qui a été longue, mais également très instructive et très riche, et je vous demande de vous unir encore une fois pour applaudir notre conférencier.

(Applaudissements)

**Le conférencier :**

Merci beaucoup.

## **II. IN MEMORIAM : JEAN MISCHO**

### Hommage à Jean Mischo

Jean Mischo, né le 7 décembre 1938, est décédé le 10 mai 2016 après une maladie qui l'a douloureusement cloué au lit pendant plusieurs années. Nous avons publié une annonce pour notre Section et l'Institut Grand-Ducal au Luxemburger Wort du 13 mai 2016.

Jean Mischo était juriste, avocat d'abord, puis commençant sa carrière en 1964 au Service Juridique de la Commission européenne. En 1969 et 1970, il était chef de cabinet des Commissaires européens Victor Bodson et Albert Borschette. De 1971 à 1983, retourné au Ministère des Affaires étrangères, il fut membre de la Représentation du Luxembourg auprès des Communautés européennes, ensuite, de 1983 à 1986 directeur des affaires politiques et culturelles du Ministère des Affaires étrangères et, de 1993 à 1997, Secrétaire général de ce Ministère avec le titre de ministre plénipotentiaire.

De 1986 à 1991 et de 1997 à 2003, il était Avocat général à la Cour de justice des Communautés européennes, auteur de mémoires dans des affaires décisives comme *Francovich c/ Italie*, première décision où un Etat membre était condamné pour n'avoir pas transposé dans le délai une directive européenne.

Jean Mischo était membre de l'Institut Grand-Ducal, Section des sciences morales et politiques, depuis 2000.

Grâce à sa vaste culture et sa profonde connaissance de la politique européenne et internationale, il a présenté plusieurs conférences remarquables à notre Section :

- en 2005, « *Le projet d'une Constitution pour l'Europe* » (volume XI des Actes)
- en 2007 « *Paramètres d'une solution du conflit israélo-palestinien* » (volume X des Actes), conférence qui donna lieu à une discussion mémorable en présence des deux groupes de sympathisants israélien et palestinien
- en 2010 « *La candidature de la Turquie et la question des limites de l'Union européenne* » (volume XIII des Actes)

- et, lors de notre Table ronde « *Population luxembourgeoise, nationalité, intégration, langue* », sa contribution sur « *Langue luxembourgeoise, facteur de cohésion et d'exclusion* ».

Jean était membre de notre Conseil d'administration depuis 2005. Il y a contribué de façon décisive entre autres par sa participation à l'élaboration du projet de loi portant modification du Règlement organique de 1868 sur l'Institut Grand-Ducal. C'est lui qui a proposé de s'aligner sur la loi récente en France sur l'Institut de France et les Académies, solution qui vient d'être adoptée dans le projet de loi issu de notre proposition. Il bénéficiait en effet de relations proches avec l'Académie française et c'est sur sa proposition que notre Section fut invitée et représentée par une forte délégation à la réception à l'Académie française de Jean-Claude Juncker, membre d'honneur de notre Section.

Jean était non seulement un juriste savant et un éminent connaisseur du droit public, mais encore, sur le plan personnel, un homme délicieux, affable, très engagé dans la vie de notre société, entre autres pour le scoutisme. Ses hautes fonctions nationales et internationales ne l'ont pas empêché de participer activement à la vie locale, et même, à un moment donné, à la politique communale dans son fief de Walferdange où il habitait à Bereldange avec sa famille.

Notre Section gardera de Jean Mischo un souvenir inaltérable.

André Elvinger

### **III. ADMINISTRATION DE LA SECTION**



## Administration de la Section

### Présidents de la Section

Alphonse Huss	1967 – 1978
Carlo Hemmer	1978 – 1983
Edmond Wagner	1983 – 2004
André Elvinger	2004 – 2014
André Prüm	2014 –

### Secrétaires Généraux

Georges Als	1998 – 2014
André Elvinger	2014 –

### Conseil d'administration de la Section

Prüm André	Président
Elvinger André	Secrétaire général
Kinsch Patrick	Trésorier
Ahlborn Henri	Membre
Harpes Jean-Paul	Membre
Urbé Robert	Membre

#### **IV. TABLEAU DES MEMBRES**

**Tableau des Membres (2017)**  
(entre parenthèses : année de l'élection)

*Membres effectifs*

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ECO PHILO
<b>AHLBORN Henri (1978)</b> Maréchal de la Cour hon. Tél. : 33 02 85 Fax : 33 09 33 Courriel : henri.ahlbarn@pt.lu	58, rue Belle-Vue L-7214 Bereldange	E
<b>BAUSCH Julie-Suzanne</b> Directrice adjointe du LCD GSM : 621 17 34 28 Courriel : julie-suzanne.bausch@education.lu	56, rue des Aubépines L-1145 Luxembourg	P
<b>CAMPAGNA Norbert (1995)</b> Professeur Tél. : 0033/3/82 216 139 Courriel : norbertcampagna@hotmail.com	3, allée des Marronniers F-54560 Serrouville	P
<b>CHRET Jean (2014)</b> Directeur Luxembourg School of Religion & Society GSM : 621 273 531 Bureau : 43 60 51 327 Courriel : jean.chret@cathol.lu	25, rue Sigismond L-2537 Luxembourg	P
<b>ELVINGER André (1978)</b> Avocat Tél. : 24 13 90 ou bur. 44 66 440 Fax : 47 15 06 ou bur. 44 40 02 Courriel : andreelvinger@ehp.lu	174, av. de la Faïencerie L-1511 Luxembourg	D
<b>ELVINGER Marc (1991)</b> Avocat Tél. : 45 24 17 – Fax : 44 22 55 Courriel : marcelvinger@ehp.lu	22, rue des Franciscaines L-1539 Luxembourg	D
<b>ENTRINGER Henri (1989)</b> Directeur hon. de la C.E. Tél. : 44 51 19	31, rue Albert 1 <sup>er</sup> L-1117 Luxembourg	E
<b>ETIENNE Henri (1985)</b> Directeur hon. de la C.E. Tél. et Fax : 40 57 15 Courriel : hctienne@pt.lu	4, rue P. de Coubertin L-1358 Luxembourg	D

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ECO PHILO
<b>FRIEDEN Luc (1993)</b> Ancien Ministre Tél. : 47 10 55-1 - Fax : 22 59 22 Courriel : lfrieden@chd.lu	23, In der Grof L-5322 Contern	D
<b>GÉRARD Edmond (1988)</b> Président de chambre à la Cour d'Appel Tél. : 44 28 39 ou bur. 47 59 81 363 Fax : 45 34 12 Courriel : m.e.gerard@pt.lu	24, rue Alphonse Munchen L-2172 Luxembourg	D
<b>GERKRATH Jörg (2015)</b> Professeur en droit européen Université du Luxembourg Tél. : 46 66 44 63 47 Courriel : jorg.gerkrath@uni.lu	Flurweg 8 D-54441 Temmels	D
<b>GOEDERT Georges (1985)</b> Professeur hon. à l'Athénée et au C.U. Tél. : 44 48 72 – Fax : 44 43 98 Courriel : geogoc@pt.lu	40, rue Schroëbilgen L-2526 Luxembourg	P
<b>GOEDERT Henri (1979)</b> Docteur en droit Tél. : 44 83 86 Courriel : goedejch@pt.lu	62, rue Charlemagne L-1328 Luxembourg	D
<b>GRULMS Fernand (2014)</b> Professeur associé Luxembourg School of Finance Tél. : 691 919 710 Courriel : fernandgrulms@gmail.com	2, rue Nic Flener L-8228 Mamer	E
<b>GUILL Jean (2016)</b> Directeur général honoraire de la CSSF		D
<b>HARLES Guy (1985)</b> Avocat Tél. : 621 163 043 ou bur. 40 78 78-204 Fax : 40 78 04-641 Courriel : guy.harles@arendt.com	14, rue de Luxembourg, L-8077 Bertrange	D (E)
<b>HARPES Jean-Paul (1968)</b> Professeur hon. au C.U. Tél. : 44 55 57 – Fax : 45 74 01 Courriel : jean-paul.harpes@education.lu	119, Val des Bons Malades L-2121 Kirchberg	P
<b>HAUSEMER Hubert</b> Professeur hon. Tél. et Fax : 51 09 39 Courriel : hubert.hausemer@education.lu	31, rue de Peppange L-3270 Bettembourg	P

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ECO PHILO
<b>HENZIG Luc (2014)</b> Economiste Tél. : 621 30 63 66 Courriel : henzig@pt.lu	11, rue du village L-3311 Abweiler	E
<b>HEUSCHLING Luc (2014)</b> Professeur de droit constitutionnel, Université du Luxembourg Tél. : 277 665 49 Courriel : luc.heuschling@uni.lu	45, rue Théodore Eberhard D L-1451 Luxembourg	
<b>HOSS Jean (1979)</b> Avocat Tél. : 45 43 30 Bureau : 44 66 440 – Fax : 44 22 55 Courriel : jeanhoss@chp.lu	4, rue Pierre d'Aspelt L-1142 Luxembourg	D
<b>KINSCH Patrick (1991)</b> Avocat Tél. : 26 26 73 Fax : 26 26 73 73 Courriel : patrick.kinsch@wka.lu	14, rue Nicolas Adames L-1114 Luxembourg	D
<b>KREMER Paul (1985)</b> Professeur au C.U. Tél. + Fax : 22 90 65 Courriel : p.a.kremer@web.de	12, rue de l'Avenir L-1147 Luxembourg	P
<b>LOESCH Jacques (1979)</b> Avocat Tél. : 44 52 18 ou prof. 26 08-1 Fax : 26 08-88 88 Courriel : jacques.loesch@linklaters.com	9, rue des Foyers L-1537 Luxembourg	D
<b>MERSCH Yves (2010)</b> Membre du Directoire de la Banque Centrale européenne Tél. : +49 69 1344 7191 Fax : +49 69 1344 7183 Courriel : office.mersch@ecb.europa.eu	Kaiserstr. 29 D-60311 Frankfurt/Main	D (E)
<b>MOLITOR Roger (2014)</b> Conseiller d'Etat honoraire Tél. : 44 31 20 – Fax : 45 88 30 Courriel : romolito@pt.lu	31, rue Schafstrachen L-2510 Luxembourg	E
<b>MOUSEL Paul (1985)</b> Avocat, Chargé de cours à l'Université du Luxembourg Tél. : 31 70 76 ou bur. 40 78 78-217 Fax : 40 78 04-667 Courriel : paul.mousel@arendt.com	13, rue de Dippach L-8055 Bertrange	D

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ECO PHILO
<b>NEUEN Jacques (1979)</b> Juriste Tél. : 44 52 50 GSM : 691 46 73 05 Fax : 25 41 79 Courriel : jacques@neuen.lu	35, allée Pierre de Mansfeld D L-2118 Clausen	
<b>OMES Elisabeth (2014)</b> Avocat à la Cour Tél. : 44 66 44 0 Courriel : elisabethomes@elvingerhoss.lu	2, Place Winston Churchill D L-1340 Luxembourg	
<b>PRUM André (2002)</b> Professeur de droit Tél. : 44 72 72 Courriel : andre.prum@uni.lu	41, allée Saint-Hubert L-8138 Bridel	D
<b>PUTZ Jean-Luc (2014)</b> Magistrat GSM : 621 30 45 46 Courriel : putz@jeanluc.lu	34, rue N.S. Pierret L-2335 Luxembourg	D
<b>RAVARANI Georges (2002)</b> Juge à la Cour européenne des droits de l'homme Tél. : 691 308789, +33 7 8414 6007 Courriel : gorges.ravarani@ecr.coe.int	Adresse privée 33, rue Emile Mayrisch L-2141 Luxembourg	D
<b>ROMMES Jean-Jacques</b> Administrateur délégué UCL – Union des Entreprises Luxembourgeoises Tél. : 26009-1 Fax : 26009-799 Courriel : jean-jacques.rommes@ucl.lu	7, rue Alcide de Gasperi, D B.P. 3024, L-1030 Luxembourg-Kirchberg	
<b>SCHMIT Roger (1988)</b> Professeur Tél. : 72 98 84 Courriel : roger.schmit@education.lu	4, rue des Bénédictins L-6414 Echternach	P
<b>SIWECK Jean-Lou (2006)</b> Lic. en journalisme Tél. : 26 33 06 67 Bureau : 478-8116 Courriel : jean-lou@siweck.com	28, rue Josy Welter L-7256 Walferdange	E
<b>SPELLER Jules</b> Professeur hon. Tél. : 46 11 74	71, av. Pasteur L-2311 Luxembourg	P



NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ECO PHILO
<b>SPIELMANN Dean (2002)</b> Juge au Tribunal de l'Union européenne Tél. : 4303 4948 Fax : 4303 8669 Courriel : dean.spielmann@curia.europa.eu	113, rue J. François Boch, L-1244 Luxembourg	D
<b>STEICHEN Alain (2000)</b> Avocat – Prof. à l'Uni Lux Tél. : 26025-1 – Fax : 26025-999 Courriel : asteichen@bsp.lu	2, rue Peternelchen Immeuble C2 L-2370 Howald	D
<b>THEIS Robert</b> Professeur émérite à l'Université du Luxembourg Tél. + Fax : 31 63 93 Courriel : robert.theis@education.lu	4, rue de la Liberté L-8020 Strassen	P
<b>THELEN Carlo (2009)</b> Directeur général Chambre de Commerce Tél. bureau : 42 39 39 – 300 Courriel : carlo.thelen@cc.lu	16, rue Friedrich Wilhelm Engelhardt, L-1464 Luxembourg	E
<b>THEWES Marc (2014)</b> Avocat Tél. : 22 66 22-1 – Fax : 22 55 66 Courriel : marc.thewes@thewes-reuter.lu	B.P. 55 L-2010 Luxembourg	D
<b>TRAUSCH Gérard (2000)</b> Professeur hon. Tél. : 22 33 13 Courriel : getra@pt.lu	15, rue Fr. Clément L-1345 Luxembourg	E
<b>URBÉ Robert (2009)</b> Porte-parole Caritas Luxembourg Tél. : 40 21 31-230 – Fax : 40 21 31-209 Courriel : robert.urbe@caritas.lu	p.a. Caritas 29, rue Michel Welter L-2730 Luxembourg	E
<b>WAGENER Marco (2006)</b> Conseiller à la Chambre des Salariés Tél. : 621 249 802 Bureau : 27494-207 – Fax : 27494-220 Courriel : marwag@aol.com	Benediktinerstr. 10 D-54292 Trier	E
<b>WEBER Raymond (2007)</b> Ancien fonctionnaire national (Ministère de la Culture) et international (UNESCO, Conseil de l'Europe et OCDE) Tél. : 23 69 75 20 GSM : 691 79 75 20 Courriel : raym.weber@yahoo.fr	20, rue Jos Sunnen L-5403 Bech-Kleinmacher	

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ECO PHILO
<b>WEITZEL Luc (1993)</b> Référéndaire Cour Justice C.E. Tél. : 22 30 35 ou prof. 43 03 22 53 Fax : 46 30 41 ou prof. 43 03 31 82 Courriel : weitzell@pt.lu	36, rue J.B. Frescz L-1542 Luxembourg	D
<b>WIRTGEN Georges (1979)</b> Dir. hon. de l'ISERP Tél. : 22 85 36 – Fax : 22 21 39 Courriel : georges.wirtgen@ci.rech.lu	14, rue Soupert L-2541 Luxembourg	P
<b>WIWENES Georges (2002)</b> Premier avocat général Tél. : 47 59 81-331	62, avenue du Bois L-1250 Luxembourg	D
<b>WURTH Michel (1985)</b> Dirigeant d'entreprise Tél. : 47 11 41 ou bur. 4792-2166 Fax : 4792-2695 Courriel : wurth@pt.lu michel.wurth@arcelormittal.com	43, rue d'Itzig L-5231 Sandweiler	E
<b>ZAHLEN Paul (2014)</b> Conseiller économique au STATEC Tél. : 42 20 87 Bureau : 2478 4384 Courriel : paul.zahlen@gmail.com ou paul.zahlen@statec.etat.lu		

*Membres correspondants***GEORGES Alain (2013)**

Juriste

72A, rue des Eglantiers  
L-1457 Luxembourg  
Tél. : 26 44 10 01  
Courriel : agcorges@pt.lu

**GREISCH Jean, Abbé (1988)**

Prof. émérite à la Faculté de Philosophie  
Institut Catholique de Paris  
Chaire Guardini de philosophie de la religion  
Université Humboldt Berlin

Unter den Linden 6  
D-10099 Berlin  
Tél. : 0049 030 2093 2946  
Fax : 0049 030 2093 2107  
Courriel : Greisch@wanadoo.fr

**HAMILIUS Jean (2013)**

Ancien Ministre

10, Eicherfeld  
L-1462 Luxembourg  
Tél. : 43 21 19  
Fax : 42 63 65  
Courriel : jcha@pt.lu

**HELLMANN Rainer (1968)**

Dr rer. pol.-journaliste et économiste

61, avenue Baron d'Huart  
B-1150 Bruxelles  
Tél. : 00322-7790922  
Fax : 00322-7632924  
Courriel : Rainer.Hellmann@brutele.be

**LALIVE d'EPINAY Pierre (1990)**

Professeur hon. à la Faculté  
de Droit de Genève  
Etude : Lalive Avocats  
Dom : 13, rue des Sources  
CH-1205 Genève

35, rue de la Mairie  
CH-1211 Genève 6  
Tél. : 0041-22-319 87 00  
Fax : 0041-22-319 87 60  
Courriel : info@lalive.ch

**SCHEID John (2016)**

Professeur émérite au Collège de France (Paris)  
Membre de l'Académie des inscriptions  
et Belles-lettres (Paris)  
Tél. : 0033-1 45 84 91 55  
Courriel : john.scheid@college-de-france.fr

230, rue de Tolbiac  
F-75013 Paris

**SITTER-LIVER Beat (1998)**

Prof. Dr Dr h.c. (Lausanne)  
Université de Fribourg  
Dép. de philosophie

Altenbergstraße, 98  
CH-3013 Bern  
Tél. : 0041-31-3313243  
Fax : 0041-31-3313241  
Courriel : beat@sitter-liver.ch

**TOMUSCHAT Christian (1985)**

Prof. Dr., Humboldt-Universität,  
Berlin Juristische Fakultät  
Dr h.c. (Univ. Zurich 2004)

Odilostrasse 25A  
D-13467 Berlin  
Tél. : 0049-30-405 414 86  
Fax : 00 49-30-405 414 88  
Courriel : Chris.Tomuschat@gmx.de

**VAX Louis (1985)**

Professeur émérite à  
l'Université de Nancy

1, rue du Pressoir  
F-54850 Méréville  
Tél. : 0033-3-83 47 28 31

**WALINE Jean (1985)**

Professeur émérite à la Faculté de Droit  
Université R. Schuman, Strasbourg  
Président de l'Institut Int. des Droits de  
l'Homme - René Cassin

4, avenue de l'Europe  
F-67000 Strasbourg Cedex  
Tél. : 0033-3-88 35 39 79  
Fax : 0033-3-88 25 18 33  
Courriel : jean.waline@laposte.net

**WELCH Cyril (2012)**

Prof. hon. à la Mount Alison Univ. Canada

Tél. : 36 05 82  
Courriel : c.welch@mta.ca

**ZIGRAND Jean-Pierre (2014)**

Professeur

Tél. bureau : 0044 20-78523543  
GSM : 0044 7960589815  
Courriel : j.p.zigrand@lse.ac.uk

*Membres d'honneur*

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ECO PHILO
<b>FLESCH Colette (1979)</b> Bourgmestre honoraire de la Ville de Luxembourg Anc. Vice-Prés. du Gouvernement	11A, bd Prince Henri L-1724 Luxembourg Tél. : 47 39 10 – Fax : 46 39 15 Courriel : coflesch@pt.lu	E
<b>JUNCKER Jean-Claude</b> Président de la Commission européenne Commission européenne	Rue de la Loi / Wetstraat 200 B-1049 Bruxelles Courriel : President.Juncker@cc.europa.eu	
<b>LESOURNE Jacques (1988)</b> Professeur hon. au Conservatoire National des Arts & Métiers Dépt. Économie et Gestion	52, rue de Vaugirard F-75006 Paris Tél. : 0033-1-43 25 66 05 Fax : 0033-1-56 24 47 98	E
<b>MART Marcel (2009)</b> Ancien Ministre Ancien président de la Cour des Comptes Européennes Maréchal de la Cour hon.	9, rue des Champs L-1323 Luxembourg Tél. : 49 51 21 GSM : 621 15 61 21 Fax : 40 92 11 Courriel : limart@pt.lu	
<b>SANTER Jacques (2009)</b> Ministre d'État hon. Ancien président de la Commission Européenne	33, boulevard Roosevelt L-2450 Luxembourg Tél. : 2478-8155 Fax : 2643-0999 Courriel : jacques.santer@me.etat.lu	

*Membres décédés (année du décès)**Membres effectifs*

ALS Georges (2014)	RASQUIN Gérard (2012)
ARENDT Ernest (2003)	RAU Fernand (1994)
DELVAUX Bernard (1972)	RIES Adrien (1991)
FABER Georges (1993)	SCHAACK Robert (2010)
HEIDERSCHEID Robert (1996)	SCHABER Gaston (2010)
HEMMER Carlo (1988)	SCHILTZ Louis (2006)
HIPPERT Paul (2010)	SCHROEDER Paul (1999)
HUSS Alphonse (1993)	SCHULLER Guy (2014)
KAUFFMAN Joseph (1988)	SCHWALL-LACROIX Annette (2013)
KAYSER Armand	SIMON Armand (1996)
KONZ Fred (1980)	STOFFELS Jules (2012)
LIESCH Léon (1985)	THIRY Roger (2000)
MAUL Roger (1987)	WAGNER Edmond (2004)
MISCHO Jean (2016)	WEBER Paul (Abbé) (1988)
MORES Edouard (2008)	WEITZEL Albert (2010)
MUHLEN Ernest (2014)	WURTH Marcel (1972)
OLINGER Jean (1999)	ZAHLEN Jean-Pierre (1986)
PESCATORE Pierre (2010)	
PRUSSEN Jules (1975)	

*Membres correspondants*

CALOT Gérard, Directeur hon. de l'INED (2001)  
JAANS Pierre, Economiste, ancien Directeur Général  
de l'Institut Monétaire Luxembourgeois (2015)  
MERGEN Armand, Prof. hon. de criminologie (1999)  
THOLL Gérard, Dozent, Bonn

*Membres d'honneur*

ANDERS Jérôme (1983)	MAJERUS Pierre (1998)
BECH Joseph (1975)	MULLER Jean-Pierre (Rév.-P.)
BIERMANN Pierre (1981)	RECKINGER Marcel
BIEVER Tony (1990)	REDING Marcel (1993)
BONN Alex (2008)	RODENBOURG Eugène (1975)

CALMES Albert (1967)	SAUVEPLANNE Jean Georges
FOOG Joseph (1998)	SCHAUS Lambert (1975)
FREDERICQ Louis (Baron) (1981)	SOLUS Henri (1981)
GANSBLOF von der MEERSCH Walter (1993)	VERLOREN VAN TIJEMAAAT Pieter (2004)
GOERENS François (1992)	WAGNER Camille
HAMMES Ch.-Léon (1967)	WEBER Paul (1975)
KRIEPEL Robert (1991)	WEHRER Albert (1967)
JESCHKE Hans-Heinrich (2009)	WELTER Félix (1991)
LEGROS Robert (mai 2004)	WERNER Pierre (2002)
LEVASSEUR Georges (2003)	WILWERTZ Paul (1979)
LOESCH Alfred (1982)	

## V. PUBLICATIONS DE LA SECTION

1967 – 2017

- A. Actes de la Section
- B. Cahiers
- C. Ouvrages spéciaux
- D. Communications des membres et invités
- E. Conférences publiques par des personnalités étrangères  
organisées par la Section
- F. Eloges funèbres

Les publications peuvent être commandées par courriel envoyé à  
smp-secret@igd.lu

### Le système des publications Présentation

La Section publie essentiellement le résultat de ses travaux, c'est-à-dire les conférences ou « communications » présentées et discutées lors de ses réunions internes, exceptionnellement des conférences publiques, ou encore des ouvrages spéciaux préparés par ses membres.

Les communications font l'objet de volumes, annuels depuis 2000, appelés « Actes ». Entre 1979 et 1999 on avait jugé plus expédient de publier les communications individuelles, système auquel on a par la suite renoncé, en raison de l'accumulation d'un grand nombre de fascicules peu maniables et de leur publication souvent tardive ! Pour combler le « trou » de vingt ans il a été décidé en 2005 de réunir les communications de cette période en trois volumes s'intercalant entre les volumes III et IV des Actes et pour cela appelés IIIA, IIIB et IIIC ; ces volumes n'ont pu être édités qu'à un faible tirage, pour des raisons de coût. Dans ces trois volumes (comme d'ailleurs dans les autres volumes ainsi que dans les « Cahiers »), les communications ont été présentées selon l'ordre alphabétique des auteurs, la date de la communication étant toutefois indiquée entre parenthèses.

Les Actes ne réunissent toutefois pas l'intégralité des travaux. La série des « Cahiers » groupe des communications de plusieurs auteurs sur un même thème, comme p.ex. le suicide, la réforme de la constitution, la liberté de la presse, l'union monétaire, l'euthanasie, etc.

Une troisième série comprend les « **Ouvrages spéciaux** », l'un contenant les œuvres complètes de Jules Prussen, l'autre l'ensemble des communications faites par Edmond Wagner et par Georges Als à notre tribune. Ces ouvrages comportent également deux ouvrages de Henri Entringer édités par la Section.

Récemment, le conseil d'administration de la Section a décidé de proposer à nos membres la remise de communications individuelles sur des sujets qui intéressent notre Section dans l'une ou l'autre de ses trois branches, publications qui pourront soit paraître dans nos Actes, soit séparément, auquel cas elle rejoindrait, mais individuellement, la liste de nos Cahiers.

Enfin, pour faciliter les recherches, il a paru utile de reproduire la liste des **quelque 250 communications** selon l'ordre alphabétique des auteurs.



### A. Actes de la section

Les Actes, qui paraissent chaque année en avril, reproduisent les textes des communications présentées.

**Actes : Vol. I 1968-69 128 p.**

Séance académique du 24 octobre 1967

- Als G. : Fondements juridiques de la statistique (12.3.1968)  
 Bonn A. : Considérations sur la fonction législative du Conseil d'Etat (10.12.1968)  
 Muhlen E. : Possibilités et limites d'une politique des revenus (29.3.1968)  
 Muhlen E. : L'Union douanière dans la théorie économique (16.7.1968)  
 Pescatore P. : La protection des droits de l'homme dans l'intégration européenne (29.10.1968)  
 publié dans « Cahiers de droit européen »  
 Prussen J. : Fatalisme et logique (25.11.1968)

**Actes : Vol. II 1971-73 186 p.**

Avortement : v. Cahier N°1

Journées du 12.4 et 3.5.1972

- Arendt E. : Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la Constitution (réforme des études supérieures) (15.3.1973)  
 Calmes C. : Fondement historique de l'art. 23 al. 4 (*id.*)  
 Elvinger A. : Obligation convertible et emprunt subordonné (27.2.1973)  
 Kauffman J. : Les données actuelles de la politique fiscale (23.3.1971)  
 Schaack R. : Réflexions sur la politique sociale (15.11.1971)  
 Stoffels J. : Régulation de la population et démographie (10.7.1972)

**Actes : Vol. III 1974-77 paru en 1979 274 p.**

Le suicide : v. Cahier N°2

Journées du 2.6 - 20.11 et 2.12.1975

- Als G. : Evolution économique et chômage intellectuel (24.4.1974)  
 Als G. : L.-A. Quételet, savant universel et père de la statistique moderne (27.12.1974)  
 Als G. : Adam Smith, père de l'économie politique (4.6.1976)  
 Hemmer C. : Economie et écologie (27.1.1976)  
 Goedert G. : Nietzsche – son aspiration à un idéal surhumain (16.5.1977)  
 Harpes J.-P. : A l'occasion du 250<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Kant (6.11.1974)

- Harpes J.-P. : Adam Smith philosophe : Sympathie et éthique (4.6.1976)  
 Kunitzky N. : Indexation des revenus : système généralisé ou mesure d'urgence ? (3.12.1976)  
 Peccei A. : Quels horizons pour l'humanité ? Les alternatives du futur selon le Club de Rome (4.2.1977)  
 Stoffels J. : Economie énergétique et intégration européenne (24.2.1976)

**Actes : Vol. IIIA 1978-1984 (1<sup>er</sup> sem.) (édité en 2005)**

Table alphabétique des auteurs (*date de la communication*)

- Batiffol H. : La jurisprudence, source de droit (16.5.1979)  
 Biermann P. : Nagakal : Schlangentab und Schlangenzauber (22.5.1980)  
 Elvinger A. : Tendances actuelles du droit de la concurrence (15.10.1979)  
 Harpes J.-P. : Wittgenstein : Philosophie et langage (8.12.1978)  
 Heiderscheid A. : Particularités de la presse luxembourgeoise (7.7.1978)  
 Huss A. : Louis Marchand, écrivain luxembourgeois polyvalent (1983)  
 Kremer P. : La conception du langage d'après Foucault (8.4.1981)  
 Kremer P. : Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung (25.10.1983)  
 Ries A. : Le Zollverein à rebours ? (12.5.1979)  
 Stoffels J. : La mutation nécessaire des PME luxembourgeoises (20.3.1984)  
 Wagner N. : L'évolution du droit de la responsabilité civile (1.12.1980)

**Actes : Vol. IIIB 1985 (2<sup>e</sup> sem.) - 1990 (1<sup>er</sup> sem.) (2005)**

Table alphabétique des auteurs (*date de la communication*)

- Ahlborn H. : Luxembourg – Ses défis en l'an 2000 (25.1.1988)  
 Arendt E. : Aspects nouveaux de la responsabilité de la puissance publique (6.11.1989)  
 Goedert G. : Schopenhauers Willensmetaphysik und Mitleidsethik (24.10.1988)  
 Harpes J.-P. : La méthode dialectique de Marx à l'époque de la genèse du « Capital » (4.12.1984)  
 Hausemer H. : La philosophie personnaliste de Karol Wojtyla (3.6.1985)  
 Hausemer H. : Qu'est-ce qu'une personne ? La contribution du personnalisme d'Emmanuel Mounier (1905-1950) (14.5.1990)

- Kremer P. : Das gute Gewissen und das Böse (22.10.1984)  
 Lesourne J. : L'économie européenne dans un monde d'incertitudes (9.3.1988)  
 Ries A. : L'agriculture lux. à l'orc du XXI<sup>e</sup> siècle (30.6.1986)  
 Ries A. : J'ai prié pour vous à Compostelle (1988)  
 Stoffels J. : Approvisionnement énergétique de l'Europe et coopération est-ouest (7.7.1986)  
 Thill A. : La lutte contre la pauvreté (21.11.1988)

**Actes : Vol. IIIC 1990 (2<sup>e</sup> sem.) - 1997 (2005)**

- Berlinger R. : Der Traum des Sokrates (28.6.1990)  
 Campagna N. : Darf ein liberaler Staat die Pornographie verbieten ? (23.10.1995)  
 Campagna N. : Démocratie, libéralisme et république (16.1.1997)  
 Elvinger A. : Le secret professionnel dans l'actualité (24.10.1990)  
 Entringer H. : Présence de ressortissants luxembourgeois à la Commission européenne (1994)  
 Harpes J.-P. : Il faudra, tout de même, une université à Luxembourg (20.1.1992)  
 Kremer P. : Seelenwanderung und Ich-Analyse (10.5.1996)  
 Neuen J. : Mediapolis ou Themis au pays des merveilles (16.1.1991)  
 Olinger J. : Réflexions à propos des dépenses fiscales (11.6.1991)  
 Ries A. : Mobilität – Staatsbeamtestaat – Eis Sprooch(en) (14.11.1990)

**Actes : Vol. IV 1998-99 264 p.**

- Als G. : Dans l'intimité de Brigitte Bardot (17.3.1998)  
 Campagna N. : Montesquieu, le libéralisme et la religion (5.5.1998)  
 Campagna N. : Justice et parité (3.3.1999)  
 Kremer P. : Hello Dolly (à propos du clonage) (30.11.1998)  
 Sitter-Liver B. : « Würde der Kreatur » – Ein Grenzbegriff (15.6.1998)  
 Stoffels J. : Le social, entrave au progrès économique ? (24.3.1999)  
 Wagner E. : Science et responsabilité (1.10.1998)  
 Wagner E. : Problèmes éthiques du clonage (30.11.1998)

**Actes : Vol. V 2000 296 p.**

- Campagna N. : Les limites morales de la souveraineté nationale  
 Goedert G. : Nietzsche, philosophe « inactuel »  
 Pescatore P. : Lecture critique de l'encyclique « Fides et Ratio »  
 Schuller G. : L'économie de très petit espace face à la globalisation  
 Vax L. : Les daimons de Ronsard et les diables de Bodin

**Actes : Vol. VI 2002 264 p.**

- Als G. : Le duel Churchill-Hitler en été 1940  
 Bauler A. : Souveraineté nationale et développement économique : le cas du Luxembourg  
 Campagna N. : Defensor iuris : Der Jurist Carl Schmitt und der Krieg  
 Campagna N. : La société libérale et Léviathan  
 Tausch G. : Développement socio-économique du Luxembourg et structures scolaires  
 Tausch G. : La triple ouverture économique, démographique et socioculturelle du Luxembourg  
 Tausch G. : L'immigration au Luxembourg : quelques réflexions

**Actes : Vol. VII 2003 308 p.**

- Garapon A. : La justice pénale internationale  
 Pescatore P. : La philosophie du droit au tournant du millénaire  
 Schuller G. : Economie et bonheur  
 Tausch G. : Les 400 ans de l'Athénée de Luxembourg

**Actes : Vol. VIII 2004 340 p.**

- Campagna N. : La confiance comme problème de la philosophie politique  
 Elvinger A. : Droit fiscal et confiance  
 Entringer H. : Confiance et management  
 Goedert H. : La chute du gouvernement de la Fontaine en novembre 1848  
 Hausemer H. : Confiance et religion  
 Schuller G. : Economie et confiance  
 Tausch G. : Démographie, famille, société et confiance au Luxembourg  
 Wagner E. : Science et confiance

**Actes : Vol. IX 2005 360 p.**

- Campagna N. : Immanuel Kant et la morale sexuelle (26.10.2004)  
 Elvinger A. : Le Juge à l'école ou : Der Richter und sein D(H)enker (28.9.2004)  
 Annexes : Le débat dans la presse  
 Interventions des membres  
 Greisch J. : « Horrorreligiosus » : l'âpre goût de l'absolu et le problème de la tolérance (14.12.2004)  
 Mischo J. : Le projet d'une Constitution pour l'Europe (1.2.2005)

- Pescatore P. : La séparation des pouvoirs et l'office du juge, de Montesquieu à Portalis (23.11.2004)  
 Speller J. : Pour comprendre le procès de Galilée (1633) (17.2.2004)  
 Trausch G. : Création d'une fonction publique moderne au Luxembourg (15.3.2005)

**Actes : Vol. X 2007 314 p.**

- Als G. : La révolution sexuelle et ses problèmes  
 Où va la Sibérie ?  
 Harpes J.-P. : Les comités d'éthique : Fonctionnement et objet  
 Hausemer H. : Teilhard de Chardin : Foi et Science  
 Kremser P. : La fin de l'homme  
 Mischo J. : Les paramètres d'une solution du conflit israélo-palestinien  
 Schuller G. : La réémergence de la Chine  
 Tarrach R. : En attendant Belval  
 Entringer H. : L'Université du Luxembourg : Analyse critique

**Actes : Vol. XI 2008 354 p.**

- Campagna N. : D'un prétendu droit du coupable à la sanction pénale  
 Hausemer H. : Athéisme et problème du mal  
 Ravarani G. : Quel(s) juge(s) voulons-nous ?  
 Sitter Liver B. : Albert Schweitzer : Bioethik im Rahmen einer umfassenden Seinsethik  
 Steichen A. : La légitimité des droits de succession  
 Steiwer J. : La démocratie en question  
 Wagener M. : La fin du travail  
 Weber R. : La coopération au développement : enjeux, perspectives et politiques

**Actes : Vol. XII 2009 296 p.**

- Eeckhout C. : La Bible et l'archéologie  
 Elvinger M. : De la difficulté à amener ceux qui font les lois à les respecter  
 Frieden L. : Le rôle de l'Etat luxembourgeois au XXI<sup>e</sup> siècle  
 Kinsch P. : Probabilité et certitude dans la preuve en justice  
 Theis R. : Religion im Denken der deutschen Aufklärung  
**Colloque :** Soins Palliatifs & euthanasie cf. infra Cahier N°13a

**Actes : Vol. XIII 2010 460 p.**

- Eeckhout C. : Les textes de Qumrân au bord de la Mer Morte  
 Loesch J. : Quels avocats avons-nous ?  
 Mischo J. : La candidature de la Turquie et la question des limites de l'Union Européenne  
 Prum A. et Ergec R. : La liberté académique et ses problèmes  
 Rommes J.-J. : Finance et éthique  
 Siweck J.-L. : Le défi énergétique vu du Luxembourg  
 Spielmann D. : La Cour européenne des droits de l'Homme et la marge d'appréciation nationale  
**Table ronde :** Population luxembourgeoise, nationalité, intégration, langue cf. infra Cahier N°14

**Actes : Vol. XIV 2011 384 p.**

- Campagna N. : L'éthique de la sexualité à la recherche de son principe  
 Feyder N. : L'intervention des N.U. au Congo  
 Cloos J. : Y a-t-il une gouvernance européenne ?  
 Goedert G. : Schopenhauer : Vorstufen der Willensverneinung  
 Hausemer H. : Lessings Ringparabel aus Nathan der Weise : ein praktikables Modell für den Religionsfrieden ?  
**Table ronde :** Révision de la constitution : où en sommes-nous ? cf. infra Cahier N°15

**Actes : Vol. XV 2012 336 p.**

- Bausch J.-S. : Zeitgemässe/unzeitgemässe Betrachtungen – réflexions sur Nietzsche et notre époque  
 Campagna N. : L'Islam, les Lumières et la démocratie  
 Elvinger A. : Le triomphe du droit et des droits fondamentaux : l'affaire KB  
 Harpes J.-P. : L'anthropologie structurale de Claude Lévi-Strauss  
 Juncker J.-C. : La gouvernance économique dans la zone Euro  
 Thelen C. : Recherche et innovation – un état des lieux

**Actes : Vol. XVI 2013 328 p.**

- Als G. : Sacrifier l'avenir pour préserver le présent ?  
 Les impasses des finances publiques  
 Elsen Ch. : Les accords de Schengen : Bilan et perspectives  
 Elvinger A. : Historique et évolution du droit d'auteur au Luxembourg, avec application aux travaux de l'Institut

Hollerich J.-C.

Mgr : Le Japon : une expérience vécue

Jaans P. : L'association monétaire entre le Luxembourg et la Belgique (Contribution libre)

Prum A. : Les ambitions et défis de la faculté de droit, d'économie et de finance

Tarrach R. : Une université haut de gamme au Luxembourg : écueils, défis, stratégies

**Actes : Vol. XVII 2014 368 p.**

Neuen J. : Le Rire et le Droit / Le Droit et le Rire

Welch C. : What counts as evidence ?

Ehret J. : Comment et à quel prix est-il possible de « dire vrai » pour un chrétien ? , « Je suis le chemin, la vérité et la vie » (Jn 14,6)

**Table Ronde : La place financière de Luxembourg – défis et perspectives****Actes : Vol. XVIII 2015 250 p.**

Mersch Y. : Architecture institutionnelle de la zone euro : lacunes, réformes et défis

Molitor R. : Quelques réflexions sur la politique fiscale du Luxembourg. Les possibilités et les limites de cette politique dans le contexte économique, financier et social actuel

Zigrand J.-P. : Cinquante Nuances de Risque Systémique

**Actes : Vol. XIX 2016 344 p.**

Harpes J.-P. : L'étonnant parcours intellectuel de Jürgen Habermas. De la proximité au marxisme à une vigoureuse défense philosophique et sociologique aux multiples facettes de la démocratie.

Heuschling L. : De la démocratie au Luxembourg, étudiée à travers le prisme de la nature juridique du référendum de l'art. 51 ° 7 Const.

Conférence-débat sur le référendum du 7 juin 2015 :

- Wieclawski J. : L'abaissement de la majorité électorale à 16 ans.

- Heuschling L. : Le droit de vote des étrangers.

- Dormal M. : La limitation de la durée continue des mandats ministériels.

Henzig L. : Le mythe de la croissance. La croissance est-elle nécessaire et peut-elle être illimitée ?

Putz J.-L. : Relations d'emploi atypiques. Les réponses du droit du travail luxembourgeois aux formes d'emploi flexibles et précaires.

**Actes : Vol. XX 2017 316 p.**

Scheid J. : La gouvernance dans la Rome antique, une leçon pour la construction européenne.

Omes E. : Art et finance : Liaisons dangereuses ?

Zahlen P. : Nombres et pénombres. Les défis de la statistique au Luxembourg.

Goedert H. : 1815 -- La Confédération Germanique (Der Deutsche Bund). Un nouveau port d'attache pour le Luxembourg.

**B. Cahiers** (ordre chronologique)

Les « Cahiers » rassemblent les communications de plusieurs membres sur un même sujet. Dans chaque Cahier les communications ont été présentées dans l'ordre alphabétique des auteurs, pour la facilité des recherches.

**N° 1 La libéralisation de l'avortement** 1973

Tiré à part du vol. II (pp. 45-108)

- Heiderscheid A. : Doctrine de l'Eglise et réflexions sociologiques  
 Liesch L. : Législation comparée  
 Prussen J. : L'avortement est-il immoral ?  
 Dr Pundel P. : L'aspect médical  
 Pescatore P. : Notes de réflexion sur le problème de la « libéralisation »  
 Débat : Abbé P. Weber – E. Arendt – A. Heiderscheid –  
 E. Muhlen – L. Liesch

**N° 2 Le suicide** 1979

Tiré à part du vol. III (pp. 55-135)

- Huss A. (président) : Paroles introductives  
 Als G. : Le suicide au Luxembourg. Analyse statistique  
 Konz F. : Le suicide dans le droit et la pratique des assurances  
 Dr Muller G. : Suicides et tentatives de suicide  
 Wagner E. : Recherche d'une définition.  
 Aspects philosophiques et moraux

**N° 3 Les étrangers et leur insertion à la collectivité luxbg. (116 p.)** 1980

- Als G. : Les étrangers au Luxembourg : aspects économiques et démographiques  
 Kunitzki N. : Les étrangers et leur intégration au corps social  
 Olinger J. : Le statut fiscal des étrangers  
 Ries A. : Les étrangers dans l'agriculture luxembourgeoise  
 Ruppert Ch. : Sécurité sociale des travailleurs migrants  
 Wirtgen G. : Performances scolaires des élèves étrangers et luxembourgeois  
 Hemmer C. : Conclusions  
 (président)

**N° 4 Presse écrite et télécommunications (134 p.)** 1983

- Hemmer C. (président) : Introduction  
 Heiderscheid A. : L'imprimerie, la presse et l'électronique  
 Neuen J. : L'évolution de la radiodiffusion au Luxembourg  
 Ries A. : L'économie de la presse écrite au Luxembourg

**N° 5 La liberté de la presse dans la loi luxembourgeoise (180 p.)** 1985

- Bonn A. : L'abus de la liberté de la presse  
 Heiderscheid A. : Considérations historiques sur la loi actuelle  
 Hemmer C. : La notion de la liberté de la presse  
 Huss A. : Observations particulières sur la chronique judiciaire  
 Kunitzki N. : Problèmes, insuffisances, perspectives d'avenir  
 Liesch L. : Liberté d'expression et droits de l'homme  
 Mergen A. : Les aspects criminologiques du problème  
 Ries A. : Un journaliste a-t-il le droit d'inventer des nouvelles ?  
 Thiry R. : Problèmes de la responsabilité et des prescriptions

**N° 6 Enseignement public et éducation morale (92 p.)** 1987

- Wagner E. (président) : Introduction  
 Flesch C. : L'article 48 de la loi du 10 mai 1968  
 Hausemer H. : Pour une éducation morale à l'école publique  
 Kremer P. et  
 Schneider J.-Cl. : Pour une éducation morale autonome à l'école  
 Stoffels J. : L'enseignement économique et la morale du bien  
 Thiry R. : L'enseignement moral et les objections qu'il peut rencontrer  
 Vax L. : Pour la neutralité de l'enseignement à l'égard des problèmes de morale  
 Wagner E. : L'éducation de l'homme, personne morale  
 Weber P. (abbé) : Le droit des parents et l'obligation de l'Etat concernant une formation morale dans les écoles publiques



**N° 7 Commémoration Descartes (40 p.) 1988**

- Kremer P. : Adieu René !  
 Harpes J.-P. : ...et pourtant  
 Wagner E. : Connaissance et évidence

**N° 8 Réflexions sur la réforme de la constitution (132 p.) 1988**

- Arendt E. : Le clair-obscur de l'art. 50 de la constitution  
 Arendt E. : Origine et portée de l'art. 23 al.4 de la constitution  
 Bonn A. : Faut-il procéder à une réforme globale de la constitution ?  
 Elvinger A. : La constitution et le droit au juge impartial  
 Hemmer C. : Intervention sur la communication de M. Huss  
 Huss A. : L'accentuation des dispositions visant le referendum  
 Kauffmann J. : Observations sur les communications de MM. Elvinger, Pescatore et Thiry  
 Ries A. : Enseignements à tirer de certaines constitutions étrangères  
 Thiry R. : Droit de grève et liberté de travailler  
 Waline J. : Le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois  
 Weitzel A. : La constitution et les droits fondamentaux

**N° 9 Le marché unique de 1993 et ses répercussions sur le Luxembourg Volume I (100 p.) 1989**

- Wagner E. (président) : Introduction  
 Braun F. : Le grand marché de 1992 au service du dév. écon. de l'Europe  
 Cloos J. : Den eur. Eenheidsmaartwî de Ministerrot e gesait  
 Etienne H. : Propriété industrielle et intellectuelle dans le marché unique  
 Goergen R. : L'action de la Communauté en matière fiscale  
 Schaack R. : Considérations sur la dimension sociale de l'Acte unique  
 Stoffels J. : L'approv. énergétique au sein du marché unique européen

**Volume II (66 p.) 1990**

- Etienne H. : Le marché unique et la fiscalité  
 Mousel P. et Harles G. : La physionomie du droit lux. dans un marché unique  
 Ries A. : 1992 oder 2991 ?  
 Stoffels J. : Harmonisation de la fiscalité indirecte

**N° 10 Mobilité et flexibilité dans l'économie lux. (40 p.) 1992**

- Wagner E. (président) : Introduction  
 Heiderscheid A. : Un cas précis : L'Imprimerie Saint-Paul  
 Neuen J. : Le secteur audiovisuel (case study)  
 Stoffels J. : Observations théoriques et pratiques concernant la mobilité et la flexibilité des systèmes économiques

**N° 11 Le traité de Maastricht et la constitution (57 p.) 1993**

- Wagner E. (président) : Introduction  
 Document de travail de M<sup>e</sup> E. Arendt  
 Observations de MM. A. Bonn, L. Frieden et de M<sup>me</sup> C. Flesch  
 Etienne H. : Le contrôle de la constitutionnalité des lois au Luxembourg  
 Schaack R. : *id.*

**N° 12 La problématique de l'Union monétaire européenne (136 p.) 1997**

- Wagner E. (président) : Introduction  
 Als G. : L'union économique et monétaire  
 Etienne H. : Monnaie commune et souveraineté nationale  
 Flesch C. : La monnaie unique dans l'opinion publique  
 Hippert P. : L'entreprise face à l'union monétaire  
 Mersch Y. : Le point de vue gouvernemental sur l'union monétaire  
 Schoder J.-P. : Le Lux. peut-il adhérer à l'U.M. en l'absence de la Belgique ?  
 Stoffels J. : Monnaie neutre ou monnaie active ?  
 VerLoren  
 van Themaat P. : L'union monétaire dans la perspective d'une structure institutionnelle néoclassique  
 Werner P. : Les perplexités institutionnelles de l'union européenne  
 Weyland J. : Le débat sur l'UEM

**N° 13 Faut-il dépénaliser l'euthanasie ? (82 p.) 2007**

Rapports d'experts sur la situation légale en Allemagne, Belgique, France et aux Pays-Bas et textes législatifs

**N° 13a Colloque : Euthanasie et soins palliatifs (91 p.) 2009**

in : Actes Volume XII

- Harpes J-P. : Euthanasie et soins palliatifs  
Une tentative de synthèse critique des communications et des débats
- Campagna N. : Alice au pays des confusions  
Quelques clarifications concernant l'euthanasie
- Thill B. (Dr) : Les soins palliatifs et la maladie en fin de vie
- Hausemer II. : Soins palliatifs et fin de vie  
Cinq thèses philosophiques
- Etienne H. : Euthanasie et sédation terminale
- Kremer P. : L'autonomie de l'homme et l'euthanasie
- Kinsch P. : Soins palliatifs et euthanasie :  
Approche juridique

**Discussion**

- Als G. : Euthanasie et soins palliatifs : quelques interrogations à propos du débat moral en cours

**N° 14 Table ronde : Population luxembourgeoise : nationalité, intégration, langue (126 p.) 2010**

in : Actes Volume XIII

- Thelen C. : Aspects économiques : une société en mouvement, une plus value pour notre économie
- Wagener M. : L'immigration et le monde du travail
- Urbé R. : Intégration et cohésion sociale
- Elvinger A. : La nationalité luxembourgeoise après la loi du 23 octobre 2008
- Als N. : Langue luxembourgeoise et cohésion du pays : les défis de l'enseignement
- Mischo J. : La langue, facteur de cohésion ou d'exclusion

**Discussion****N° 15 Table ronde : Révision de la constitution : où en sommes-nous ? (112 p.) 2011**

in : Actes Volume XIV

Introduction par le président de la Section

Introduction par la présidente de la table ronde (Colette Flesch)

- Meyers P-H. : La proposition de révision : cheminement historique, objectifs et portée générale
- Gerkrath J. : La révision dans le contexte international
- Harpes J-P. : Le chapitre 2 de la révision dans une optique philosophique
- Schmit P. : Les aspects institutionnels de la révision : revalorisation du gouvernement et du parlement
- Elvinger M. : Le rôle du chef de l'Etat dans la révision

**Discussion**

Conclusion de la présidente

**N° 16 Table ronde : La place financière de Luxembourg – défis et perspectives (152 p.) 2014**

in : Actes Volume XVII

Accueil par le président de la Section et présentation des intervenants

- Georges A. : Introduction – Des places financières en général : De la « Grosse aventure » aux plates-formes électroniques
- Guill J. : Erosion de l'« avantage souverain » : dernier exemple : centralisation européenne de la surveillance des banques
- Grulms F. : L'importance du Rating du Luxembourg
- Bock G. : Le défi fiscal et budgétaire
- Elvinger A. : L'augmentation en quantité et qualité de l'infrastructure professionnelle de la place financière
- Urbé R. : Regards sur la formation
- Georges A. : « Outsourcing » : L'externalisation (ou sous-traitance) comme catalyseur du développement
- Prüm A. : Influence de l'environnement juridique sur les activités de la place financière
- Urbé R. : Le rôle des banques, privé, public, social ? Corporate governance, pour qui et par qui ?
- Elvinger M. : L'éthique de la place (philanthropie, microfinance, impact financing, crowdfunding)

- Frieden L. : Allocution présentant ses vues sur les défis et les perspectives de la place financière, à la lumière de son expérience en tant que Ministre des Finances au cours de la législature écoulée
- Grulms F. : Les banques devant l'échange automatique de renseignement
- Elvinger A. : Les fonds d'investissement : explosion des avoirs en gestion, défis et opportunité de nouveaux marchés

#### Discussion

Essai de conclusion par le président

### C. Ouvrages spéciaux

1. Georges ALS : Essais sur quelques économistes 100 p. 1987
2. Œuvres complètes de Jules Prussen (réunies par Jean-Paul Harpes)
  - Vol. I Essais et conférences (Introduction par Hubert Hauseiner, Claudine Schabo, R. Koch) 240 p. 1985
  - Vol. II Apologie du solipsisme 406 p. 1986
  - Vol. III Cours de théorie de la connaissance et de métaphysique 366 p. 1992
3. Henri ENTRINGER : Art contemporain et société postmoderne 190 p. 2004
4. Edmond WAGNER : In memoriam. Communications présentées à la Section 350 p. 2005  
Préfaces de G. Als et N. Campagna
5. Henri ENTRINGER : Les défis de l'Université de Luxembourg 280 p. 2010  
Préface de Rolf Tarrach, Recteur de l'U. du Luxembourg
6. Georges ALS : Hommage à Georges Als : Communications de Georges Als à l'Institut Grand-Ducal de 1968 à 2013 2015

**D. Communications des membres et invités<sup>1</sup> (277)**

(ordre alphabétique et chronologique)  
(entre parenthèses : nombre de communications)

**AHLBORN Henri (2)**

- Luxembourg, ses défis en l'an 2000 in : Vol. IIIB  
*In memoriam* : Ernest Mühlen in : Vol. XVIII 2015

**ALS Georges † (14)**

- Fondements juridiques de la statistique in : Vol. I 1970  
 Le chômage intellectuel in : Vol. III 1979  
 Quételet, savant universel et père de la statistique moderne in : Vol. III " et : Essais  
 Le suicide au Luxembourg in : Vol. III "  
 Adam Smith, père de l'économie politique in : Essais 1976  
 Les étrangers au Luxembourg in : Cahier N°3 1981  
 Karl Marx et le socialisme scientifique in : Essais 1983  
 Optimisme et pessimisme dans l'histoire de la pensée économique in : Essais 1986  
 L'union économique et monétaire in : Cahier N°12 1997  
 Dans l'intimité de Brigitte Bardot in : Vol. IV 1994  
 Le duel Churchill-Hitler de 1940 in : Vol. VI 2002  
 Edmond Wagner (1931-2004) in : Ouvrage 2005  
 Spécial n°5  
 La révolution sexuelle en Amérique (2003) in : Vol. X 2007  
 Où va la Sibérie ? in : Vol. X 2007  
 Euthanasie et soins palliatifs : quelques interrogations in : Vol. XII 2009  
 Observations sur : La sexualité à la recherche de son principe in : Vol. XIV 2011  
 Sacrifier l'avenir pour préserver le présent ? les impasses de nos finances publiques in : Vol. XVI 2013

**ALS Nicolas (1)**

- Langue luxembourgeoise et cohésion du pays : défis de l'enseignement in : Vol. XIII 2010

**ARENDT Ernest † (4)**

- Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la Constitution  
 Considérations à propos de la réforme des études supérieures in : Cahier N° 8  
 in : Vol. II

<sup>1</sup> Les communications sont en règle générale reproduites dans les ouvrages sub A, B, C ci-dessus.

- Le clair-obscur de l'art. 50 de la Constitution in : Cahier N° 8 1985  
 Aspects nouveaux de la responsabilité de la puissance publique in : Vol. IIIB 1990

**BATIFFOL Henri (1)**

- Conférence publique du 16.5.1979 : La jurisprudence, source de droit in : Vol. IIIA 1979

**BAULER André (1)**

- Souveraineté nationale et développement écon. : le cas du Luxembourg (1815-1999) in : Vol. VI 2001  
 Livre : Les fruits de la souveraineté nationale Caisse Centrale Raiffeisen (332 p.) 2002

**BAUSCH Julie-Suzanne (1)**

- Réflexions sur Nietzsche et notre époque in : Vol. XV 2012

**BERLINGER Rudolf Prof. Dr. (1)**

- Der Traum des Sokrates. Metaphysische Variationen zur Tonkunst in : Vol. IIIC 1991

**BIERMANN Pierre † (1)**

- Nagakal : Schlangenstab und Schlangenzauber im antiken Vorderen Orient in : Vol. IIIA 1981

**BOCK Georges (1)**

- v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière de Luxembourg – défis et perspectives – Le défi fiscal et budgétaire in : Vol. XVII 2014

**BONN Alex † (3)**

- Considérations sur la fonction législative du Conseil d'État in : Vol. I 1970  
 Faut-il procéder à une réforme globale de la Constitution ? in : Cahier N° 8 1982  
 L'abus de la liberté de la presse in : Cahier N° 5 1985

**BRAUN Fernand (1)**

- Le marché de 1993 au service du développement économique en Europe in : Cahier N° 9 1989

**CALMES Christian † (1)**

- Le fondement historique de l'art. 23 al. 4 de la Constitution in : Vol. II 1973

## CALOT Gérard † (1)

Conférence publique du 5 décembre 1995 :

Évolution démographique en Europe.

Tendances actuelles et réponses politiques

non publié

## CAMPAGNA Norbert (14)

Darf ein liberaler Staat

die Pornographie verbieten ?

in : Vol. IIIC 1996

Démocratie, libéralisme et république

in : Vol. IIIC 1998

Montesquieu, le libéralisme et la religion

in : Vol. IV 1999

Une parité hommes-femmes est-elle plus  
juste qu'une disparité ?

in : Vol. IV 1999

Limites morales de la souveraineté nat.

in : Vol. V 2000

Carl Schmitt : le juriste et la guerre

in : Vol. VI 2002

Thomas Hobbes et la société libérale

in : Vol. VI "

Confiance et philosophie politique

in : Vol. VIII 2004

Emmanuel Kant et la morale sexuelle

in : Vol. IX 2005

Le rapport entre science et métaphysique  
dans la pensée d'Edmond Wagner

in : Ouvrage spécial N°5

Tocqueville : Religion et droit

D'un prétendu droit du coupable

à la sanction pénale

in : Vol. XI 2008

Quelques clarifications concernant l'euthanasie

in : Vol. XII 2009

L'éthique de la sexualité à la recherche

de son principe

in : Vol. XIV 2011

L'Islam, les lumières et la démocratie

in : Vol. XV 2012

## CLOOS Jim (2)

Den europäeschen Eenheitsmaart

wéi de Ministerrot e gesäit

in : Cahier N°9 1989

Y a-t-il une gouvernance européenne ?

in : Vol. XIV 2011

## DORMAL Michel (1)

La limitation de la durée continue

des mandats ministériels

in : Vol. XIX 2016

## EECKHOUT Père Christian (2)

La Bible et l'archéologie

in : Vol. XII 2009

Les textes de Qumrân

in : Vol. XIII 2010

## EHRET Jean (1)

Comment et à quel prix est-il possible de

« dire vrai » pour un chrétien ? « Je suis le chemin,

la vérité et la vie » (Jn 14,6)

in : Vol. XVII 2014

## ELSEN Charles (1)

Les accords de Schengen : Bilan et perspectives in : Vol. XVI

2013

## ELVINGER André (14)

L'obligation convertible et l'emprunt

subordonné

in : Vol. II 1973

Tendances actuelles du droit

de la concurrence

in : Vol. IIIA 1980

La Constitution et le droit au juge impartial

in : Cahier No 8 1980

Le secret professionnel dans l'actualité

1991

Droit fiscal et confiance

in : Vol. VIII 2004

Le Juge à l'école ou : Der Richter und

sem D(H)enker)

in : Vol. IX 2005

La nationalité luxembourgeoise après

la loi du 23.10.2008

in : Vol. XIII (table ronde)

Le triomphe du droit et des droits

fondamentaux : l'affaire KB

in : Vol. XV 2012

Historique et évolution du droit d'auteur

à Luxembourg

in : Vol. XVI 2013

v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière

de Luxembourg – défis et perspectives

– L'augmentation en quantité et qualité de l'infrastructure

professionnelle de la place financière

– Les fonds d'investissement :

explosion des avoirs en gestion, défis et

opportunité de nouveaux marchés

in : Vol. XVII 2014

Hommage à Georges Als

in : Vol. XVIII 2015

In memoriam : Guy Schuller

in : Vol. XVIII 2015

In memoriam : Pierre Jaans

in : Vol. XVIII 2015

In memoriam : Jean Mischo

in : Vol. XX 2017

## ELVINGER Marc (3)

De la difficulté à amener ceux qui font

les lois à les respecter

in : Vol. XII 2009

v. Cahier n°15 : Table ronde sur la révision

de la constitution

in : Vol. XIV 2011

v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière

de Luxembourg – défis et perspectives

– L'éthique de la place (philanthropie, microfinance,

impact financing, crowdfunding)

in : Vol. XVII 2014



## ENTRINGER Henri (3) + 3 livres

- Présence de ressortissants luxembourgeois  
à la Commission Européenne in : Vol. IIIC 1994
- La présence européenne à Luxembourg  
p.m. (Éd. des Cahiers lux., 238 p.) 1997
- Le principe de confiance dans la théorie et  
la pratique du management in : Vol. VIII 2004
- Observations sur « Économie politique et  
confiance » de Guy Schuller in : Vol. VIII " Livre 2004
- p.m. Art contemporain et société postmoderne
- Les défis de l'Université du Luxembourg  
Spéciaux n°6 in : Ouvrages 2010

## ERGEC v. PRUM

## ETIENNE Henri (4)

- La propriété industrielle et intellectuelle  
dans le cadre du Marché unique in : Cahier N° 9 1989
- Le Marché unique et la fiscalité in : Cahier N° 9 1990
- Monnaie commune et souveraineté nationale in : Cahier N° 12 1997
- Euthanasie et sédation terminale in : Vol. XII 2009

## FEYDER Nadine (1)

- L'intervention des N.U. au Congo in : Vol. XIV 2011

## FLESCH Colette (3)

- L'article 48 de la loi du 10 mai 1968  
portant réforme de l'enseignement secondaire in : Cahier N° 6 1987
- La monnaie unique dans l'opinion publ. in : Cahier N° 12 1997
- v. Cahier n°15 : Table ronde sur la révision de la  
Constitution : où en sommes-nous ? in : Vol. XIV 2011

## FRIEDEN Luc (2)

- Le rôle de l'Etat luxembourgeois  
au XXI<sup>e</sup> siècle in : Vol. XII 2009
- v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière  
de Luxembourg – défis et perspectives
- Allocution présentant ses vues sur les défis et  
les perspectives de la place financière, à la lumière  
de son expérience en tant que Ministre des Finances  
au cours de la législature écoulée in : Vol. XVII 2014

## GARAPON Antoine (1)

- La justice pénale internationale in : Vol. VII 2003

## GEORGES Alain (1)

- v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière  
de Luxembourg – défis et perspectives
- Introduction – Des places financières en général :  
De la « Grosse Aventure » aux plates-formes électroniques
- « Outsourcing » : L'externalisation (ou sous-traitance)  
comme catalyseur du développement in : Vol. XVII 2014

## GERKRATH Jörg (1)

- v. Cahier n°15 : Table ronde sur la révision  
de la constitution in : Vol. XIV 2011

## GOEDERT Georges (4)

- Nietzsche : son aspiration à un idéal  
surhumain in : Vol. III 1979
- Schopenhauers Willensmetaphysik u.  
Mitleidsethik in : Vol. IIIB 1989
- Nietzsche philosophe « inactuel » in : Vol. V 2000
- Schopenhauer : Vorstufen  
der Willensverneinung in : Vol. XIV 2011

## GOEDERT Henri (2)

- La chute du gouv. de la Fontaine en 1848 in : Vol. VIII 2004
- 1815 – La Confédération Germanique (Der Deutsche Bund).  
Un nouveau port d'attache pour le Luxembourg in : Vol. XX 2017

## GOERGEN Robert (1)

- L'action de la Communauté en matière fiscale in : Cahier No 9 1989

## GREISCH Jean (1)

- Horror religiosus : l'âpre goût de l'absolu  
et le problème de la tolérance in : Vol. IX 2005

## GRULMS Fernand (1)

- v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière  
de Luxembourg – défis et perspectives
- L'importance du Rating du Luxembourg
- Les banques devant l'échange automatique  
de renseignement in : Vol. XVII 2014

## GUILL Jean (1)

- v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière  
de Luxembourg – défis et perspectives
- Erosion de l'« avantage souverain » :  
dernier exemple : centralisation européenne

## ENTRINGER Henri (3) + 3 livres

- Présence de ressortissants luxembourgeois  
à la Commission Européenne in : Vol. IIC 1994
- La présence européenne à Luxembourg  
p.m. (Éd. des Cahiers lux., 238 p.) 1997
- Le principe de confiance dans la théorie et  
la pratique du management in : Vol. VIII 2004
- Observations sur « Économie politique et  
confiance » de Guy Schuller in : Vol. VIII " 2004
- p.m. Art contemporain et société postmoderne Livre 2004
- Les défis de l'Université du Luxembourg  
Spéciaux n°6 in : Ouvrages 2010

## ERGEC v. PRUM

## ETIENNE Henri (4)

- La propriété industrielle et intellectuelle  
dans le cadre du Marché unique in : Cahier N° 9 1989
- Le Marché unique et la fiscalité in : Cahier N° 9 1990
- Monnaie commune et souveraineté nationale in : Cahier N° 12 1997
- Euthanasie et sédation terminale in : Vol. XII 2009

## FEYDER Nadine (1)

- L'intervention des N.U. au Congo in : Vol. XIV 2011

## FLESCH Colette (3)

- L'article 48 de la loi du 10 mai 1968  
portant réforme de l'enseignement secondaire in : Cahier N° 6 1987
- La monnaie unique dans l'opinion publ. in : Cahier N° 12 1997
- v. Cahier n°15 : Table ronde sur la révision de la  
Constitution : où en sommes-nous ? in : Vol. XIV 2011

## FRIEDEN Luc (2)

- Le rôle de l'Etat luxembourgeois  
au XXI<sup>e</sup> siècle in : Vol. XII 2009
- v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière  
de Luxembourg – défis et perspectives
- Allocution présentant ses vues sur les défis et  
les perspectives de la place financière, à la lumière  
de son expérience en tant que Ministre des Finances  
au cours de la législature écoulée in : Vol. XVII 2014

## GARAPON Antoine (1)

- La justice pénale internationale in : Vol. VII 2003

## GEORGES Alain (1)

- v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière  
de Luxembourg – défis et perspectives
- Introduction – Des places financières en général :  
De la « Grosse Aventure » aux plates-formes électroniques  
– « Outsourcing » : L'externalisation (ou sous-traitance)  
comme catalyseur du développement in : Vol. XVII 2014

## GERKRATH Jörg (1)

- v. Cahier n°15 : Table ronde sur la révision  
de la constitution in : Vol. XIV 2011

## GOEDERT Georges (4)

- Nietzsche : son aspiration à un idéal  
surhumain in : Vol. III 1979
- Schopenhauers Willensmetaphysik u.  
Mitleidsethik in : Vol. IIIB 1989
- Nietzsche philosophe « inactuel » in : Vol. V 2000
- Schopenhauer : Vorstufen  
der Willensverneinung in : Vol. XIV 2011

## GOEDERT Henri (2)

- La chute du gouv. de la Fontaine en 1848 in : Vol. VIII 2004
- 1815 – La Confédération Germanique (Der Deutsche Bund).  
Un nouveau port d'attache pour le Luxembourg in : Vol. XX 2017

## GOERGEN Robert (1)

- L'action de la Communauté en matière fiscale in : Cahier No 9 1989

## GREISCH Jean (1)

- Horror religiosus : l'âpre goût de l'absolu  
et le problème de la tolérance in : Vol. IX 2005

## GRULMS Fernand (1)

- v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière  
de Luxembourg – défis et perspectives
- L'importance du Rating du Luxembourg
- Les banques devant l'échange automatique  
de renseignement in : Vol. XVII 2014

## GUILL Jean (1)

- v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière  
de Luxembourg – défis et perspectives
- Erosion de l'« avantage souverain » :  
dernier exemple : centralisation européenne

de la surveillance des banques	in : Vol. XVII	2014
HARLES v. MOUSSEL (1)		
HARPES Jean-Paul (13)		
250 <sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Kant	in : Vol. III	1979
A. Smith philosophe : Sympathie et éthique	in : Vol. III	"
Wittgenstein : Philosophie et langage	in : Vol. IIIA	1980
p.m. : Édition des œuvres de J. Prussen 1985-86		
La méthode dialectique de Marx à l'époque de la genèse du Capital	in : Vol. IIIB	1986
R. Descartes : ... et pourtant ...	in : Cahier No 7	1988
Il faudra, tout de même, une université à Luxembourg	in : Vol. IIIC	1992
Les comités d'éthique	in : Vol. X	2007
Introduction au Colloque sur l'euthanasie v. Cahier n° 15 : Table ronde sur la révision de la constitution	in : Vol. XII	2009
L'anthropologie structurale de Claude Lévi-Strauss	in : Vol. XIV	2011
Hommage à Georges Als	in : Vol. XV	2012
L'étonnant parcours intellectuel de Jürgen Habermas. De la proximité au marxisme à une vigoureuse défense philosophique et sociologique aux multiples facettes de la démocratie	in : Vol. XVIII	2015
HAUSEMER Hubert (8)		
La philosophie personnaliste de Karol Wojtyła	in : Vol. IIIB	1986
Pour une éducation morale à l'école publique	in : Cahier No 6	1987
Qu'est-ce qu'une personne ?		
E. Mounier 1905-1950	in : Vol. IIIC	1994
Religion et confiance	in : Vol. VIII	2004
Science et foi chez Teilhard de Chardin	in : Vol. X	2007
Athéisme et problème du mal	in : Vol. XI	2008
Soins palliatifs et fin de vie : 5 thèses	in : Vol. XII	2009
Lessings Ringparabel : ein praktikables Modell für Religionsfrieden ?	in : Vol. XIV	2011
HEIDERSCHIED André (5)		
Avortement : Doctrine de l'Église	in : Vol. II	1973

Particularités de la presse luxembourgeoise	in : Vol. IIIA	1980
Considérations hist. sur la loi de la presse	in : Cahier No 5	1985
Mobilité et flexibilité : le cas de l'Imprimerie Saint-Paul	in : Cahier No 10	1992
L'imprimerie, la presse et l'électronique	in : Cahier No 4	1993
HEMMER Carlo † (3)		
Économie et écologie	in : Vol. III	1979
Insertion des étrangers : Conclusions du prés.	in : Cahier No 3	1981
La notion de liberté de la presse	in : Cahier No 5	1985
HENZIG Luc (1)		
Le mythe de la croissance. La croissance est-elle nécessaire et peut-elle être illimitée ?	in : Vol. XIX	2016
HEUSCHLING Luc (2)		
De la démocratie au Luxembourg, étudiée à travers le prisme de la nature juridique du référendum de l'art. 51 ° 7 Const.	in : Vol. XIX	2016
Le droit de vote des étrangers	in : Vol. XIX	2016
HIPPERT Paul † (1)		
L'entreprise face à l'Union monétaire	in : Cahier No 12	1997
HOLLERICH Jean-Claude Mgr. (1)		
Le Japon : une expérience vécue	in : Vol. XVI	2013
HUSS Alphonse † (4)		
Le suicide. Introduction	in : Vol. III	1979
Louis Marchand, Écrivain luxembourgeois	in : Vol. IIIA	1983
Observations sur la chronique (judiciaire)	in : Cahier No 5	1985
L'accentuation des dispositions constitutionnelles visant le référendum	in : Cahier No 8	1988
JAANS Pierre † (1)		
L'association monétaire entre le Luxembourg et la Belgique	in : Vol. XVI	2013
JUNCKER Jean-Claude (1)		
La gouvernance économique dans la zone Euro	in : Vol. XV	2012
KAUFFMAN Joseph † (1)		
Les données actuelles de la politique fiscale	in : Vol. II	1973
KIEFFER Robert (1)		

- L'avenir de nos pensions in : Vol. XVI 2013
- KINSCH Patrick (2)  
 Probabilité et certitude dans la preuve en justice in : Vol. XII 2009  
 Soins palliatifs et euthanasie : approche juridique in : Vol. XII 2009
- KONZ Fred † (1)  
 Le suicide dans le droit des assurances in : Vol. III 1979
- KREMER Paul (9)  
 La conception du langage d'après Foucault in : Vol. IIIA 1981  
 Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung in : Vol. IIIA 1983  
 Pour une éducation morale autonome  
 à l'école (avec J.Cl. Schneider) in : Cahier No 6 1987  
 Das gute Gewissen und das Böse in : Vol. IIIB 1984  
 Adieu René ! (Descartes) in : Cahier No 7 1988  
 Seelenwanderung und Ich-Analyse in : Vol. IIIC 1996  
 Hello Dolly in : Vol. IV 1999  
 La fin de l'homme in : Vol. X 2007  
 L'autonomie de l'homme et l'euthanasie in : Vol. XII 2009
- KUNITZKI Norbert von † (3)  
 L'indexation des revenus : système  
 généralisé ou mesure d'urgence in : Vol. III 1979  
 Les étrangers et leur insertion au corps  
 social luxembourgeois in : Cahier No 3 1981  
 La liberté de la presse dans la loi lux. in : Cahier No 5 1985
- LESOURNE Jacques  
 Conférence publique du 9 mars 1988 (20e anniversaire de la Section)  
 L'économie européenne dans un monde  
 d'incertitudes in : Vol. IIIB 1988
- LIESCH Léon † (2)  
 Libéralisation de l'avortement ? in : Vol. II 1973  
 Liberté d'expression en société  
 démocratique et droits de l'homme in : Cahier No 5 1985
- LOESCH Jacques (1)  
 Quels avocats avons-nous ? in : Vol. XIII 2010
- MART Marcel (1)  
 Hommage à Georges Als in : Vol. XVIII 2015
- MERGEN Armand † (1)

- Liberté de la presse : aspects criminologiques in : Cahier No 5 1985
- MERSCH Yves (1)  
 Le point de vue gouvernemental sur  
 l'Union monétaire in : Cahier No 12 1997  
 Architecture institutionnelle de la zone euro :  
 lacunes, réformes et défis in : Vol. XVIII 2015
- MEYERS Paul-Henri (1)  
 v. Cahier n°15 : Table ronde sur la révision  
 de la constitution in : Vol. XIV 2011
- MISCHO Jean † (4)  
 Le projet d'une constitution pour l'Europe in : Vol. IX 2005  
 Paramètres d'une solution du conflit  
 israélo-palestinien in : Vol. X 2007  
 La candidature de la Turquie et la question  
 des limites de l'Union européenne in : Vol. XIII 2010  
 Langue luxembourgeoise :  
 facteur de cohésion et d'exclusion in : Vol. XIII (table ronde)
- MOUSEL Paul et HARLES Guy (1)  
 Droit luxembourgeois et marché unique in : Cahier No 9 1990
- MOLITOR Roger  
 Quelques réflexions sur la politique fiscale  
 du Luxembourg. Les possibilités et les limites  
 de cette politique dans le contexte économique,  
 financier et social actuel in : Vol. XVIII 2015
- MUHLEN Ernest † (3)  
 Possibilités et limites d'une politique de  
 revenus au Luxembourg in : Vol. I 1970  
 L'union douanière dans la théorie écon. in : Vol. I "
- La conversion d'une économie planifiée  
 en économie de marché. Théorie et réalités 1998
- MULLER Georges Dr † (1)  
 Suicide et tentative de suicide in : Vol. III 1979
- NEUEN Jacques (4)  
 L'évolution de la radiodiffusion au G.-D. in : Cahier No 4 1983  
 Médiapolis ou Thémis au pays des merveilles in : Vol. IIIC 1991  
 Mobilité et flexibilité : Secteur audiovisuel in : Cahier No 10 1992

- Le Rire et le Droit / Le Droit et le Rire in : Vol. XVII 2014
- OLINGER Jean † (1)  
 Le statut fiscal des étrangers in : Cahier No 3 1981  
 Réflexions à propos des dépenses fiscales 1991
- OMES Elisabeth (1)  
 Art et finance : Liaisons dangereuses ? in : Vol. XX 2017
- PECCEI Aurelio (Fondateur du Club de Rome) †  
 Résumé de la conférence publique du 14.2.1977  
 Quels horizons pour l'humanité ? Les alternatives  
 du futur selon le Club de Rome) in : Vol. III 1979
- PESCATORE Pierre † (6)  
 La protection des droits de l'homme dans  
 l'intégration européenne in : Vol. I 1970  
 Note de réflexion sur l'avortement in : Vol. II 1973  
 À la recherche d'un partage des rôles entre le  
 niveau communautaire et le niveau national :  
 le principe de subsidiarité peut-il aider à la  
 délimitation des compétences ? 1997  
 Lecture critique de l'encyclique  
 « Fides et ratio » in : Vol. V 2000  
 La philosophie du droit au tournant du  
 millénaire : Problèmes, essais de solution in : Vol. VII 2003  
 La séparation des pouvoirs et l'office du juge,  
 de Montesquieu à Portalis in : Vol. IX 2005
- PRUM André et ERGEC Rusen (3)  
 La liberté académique et ses problèmes in : Vol. XIII 2010  
 Les ambitions et défis de la Faculté de droit,  
 d'économie et de finance in : Vol. XVI 2013  
 v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière  
 de Luxembourg – défis et perspectives  
 – Influence de l'environnement juridique sur  
 les activités de la place financière in : Vol. XVII 2014
- PRUSSEN Jules † (2)  
 Fatalisme et logique in : Vol. I 1970  
 L'avortement est-il immoral ? in : Vol. II 1973  
 (v. ég. C : Ouvrages spéciaux)
- PUNDEL Paul, Dr. † (1)

- L'aspect médical de l'avortement in : Vol. II 1973
- PUTZ Jean-Luc (1)  
 Relations d'emploi atypiques. Les réponses  
 du droit du travail luxembourgeois aux formes  
 d'emploi flexibles et précaires. in : Vol. XIX 2016
- RAVARANI Georges (1)  
 Quel(s) juge(s) voulons-nous ? in : Vol. XI 2008
- RIES Adrien † (9)  
 Le Zollvereinreours in : Vol. IIIA 1979  
 Les étrangers dans l'agriculture lux. in : Cahier No 3 1981  
 L'économie de la presse écrite au Luxbg in : Cahier No 4 1983  
 Case study : un journaliste a-t-il le droit  
 d'inventer des nouvelles ? in : Cahier No 5 1985  
 L'agriculture lux. à l'orée du xxie siècle in : Vol. IIIB 1986  
 \*'ai prié pour vous à Compostelle in : Vol. IIIB 1988  
 Marché unique : 1992 ou 2091 ? in : Cahier No 9 1990  
 Enseignements à tirer de certaines constitutions  
 étrangères lors de la révision de la  
 constitution lux. 1988, 1992 ou 2091 ? in : Cahier No 8 1990  
 Mobilité a Flexibilité an der Lëtzebuerger  
 Ekonomie – De Staatsbeamtstaat –  
 Eis Sprooch(en) in : Vol. IIIC 1990
- ROMMES Jean-Jacques (1)  
 Finance et éthique in : Vol. XIII 2010
- RUPPERT Charles (1)  
 Sécurité sociale des travailleurs migrants in : Cahier No 3 1981
- SCHAACK Robert † (2)  
 Réflexions sur la politique sociale in : Vol. II 1973  
 Dimension sociale de l'Acte unique in : Cahier No 9 1989
- SCHEID John (1)  
 La gouvernance dans la Rome antique,  
 une leçon pour la construction européenne. in : Vol. XX 2017
- SCHMIT Paul (1)  
 v. Cahier n°15 : Table ronde sur la révision  
 de la constitution in : Vol. XIV 2011
- SCHNEIDER Jean Claude



v. KREMER Paul

SCHODER Jean-Pierre (1)

Le Luxembourg peut-il adhérer à l'Union  
monétaire eur. en l'absence de la Belgique ? in : Cahier No 12 1997

SCHULLER Guy † (5)

Les relations économiques extérieures de l'U.E. 1997  
L'économie de très petit espace face à la  
globalisation in : Vol. V 2000  
Économie et bonheur in : Vol. VII 2003  
Économie politique et confiance in : Vol. VIII 2004  
La réémergence de la Chine in : Vol. X 2007

SITTER-LIVER Beat (2)

Würde der Kreatur – Ein Grenzbegriff in : Vol. IV 1999  
Albert Schweitzer : Bioethik in : Vol. XI 2008

SIWECK Jean-Lou (1)

Le défi énergétique vu du Luxembourg in : Vol. XIII 2010

SPELLER Jules (1)

Pour comprendre le procès de Galilée (1633) in : Vol. IX 2005

SPIELMANN Dean (1)

La Cour européenne des droits de l'Homme  
et la marge d'appréciation nationale in : Vol. XIII 2010

STEICHEN Alain (2)

La légitimité des droits de succession in : Vol. XI 2008  
v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière  
de Luxembourg – défis et perspectives in : Vol. XVII 2014

STEIWER Jacques (1)

La démocratie en question in : Vol. XI 2008

STOFFELS Jules † (10)

La régulation de la population et le  
problème démographique in : Vol. II 1973  
L'économie énergétique et l'intégration eur. in : Vol. III 1973  
La mutation nécessaire des petites et  
moyennes entreprises luxembourgeoises in : Vol. IIIA 1984  
Renforcer l'approvisionnement  
énergétique par la coopération est-ouest in : Vol. IIIB 1986  
L'enseignement économique et la morale  
du bien in : Cahier No 6 1987

Approvisionnement énergétique au sein  
du Marché unique « européen »

in : Cahier No 9 1989

Traité de Rome, Acte unique et

harmonisation de la fiscalité indirecte

in : Cahier No 9 1990

Mobilité et flexibilité : observations théor.

in : Cahier No 10 1992

Monnaie neutre ou monnaie active ? (UME)

in : Cahier No 12 1997

Le social, une entrave au progrès économique ?

in : Vol. IV 1999

THEIS Robert (1)

Religion im Denken der deutschen Aufklärung

in : Vol. XII 2009

THELEN Carlo (2)

Société en mouvement, une plus-value

pour l'économie

in : Vol. XIII 2010

Recherche et innovation – un état des lieux

in : Vol. XV 2012

THILL André (1)

La lutte contre la pauvreté

in : Vol. IIIB 1988

THILL Bernard Dr. (1)

Les soins palliatifs et le malade en fin de vie

in : Vol. XII 2009

THIRY Roger † (3)

L'enseignement moral et les objections

qu'il peut rencontrer

in : Cahier No 6 1987

Les prescriptions en matière de

délits de presse

in : Cahier No 5 1985

Droit de grève et liberté de travailler

in : Cahier No 8 1988

TARRACH Rolf (2)

En attendant Belval

in : Vol. X 2007

Une université haut de gamme au Luxembourg :

écueils, défis, stratégies

in : Vol. XVI 2013

TRAUSCH Gérard (6)

Relations entre le développement et les

structures scolaires

in : Vol. VI 2002

La triple ouverture du Luxembourg

in : Vol. VI "

L'immigration au Luxembourg : réflexions

in : Vol. VI "

Les 400 ans de l'Athénée de Luxembourg

in : Vol. VII 2003

Démographie, famille et confiance au

Luxembourg

in : Vol. VIII 2004

Création d'une fonction publique moderne

in : Vol. IX 2005

URBÉ Robert (2)

- Intégration et cohésion sociale in : Vol. XIII 2010  
 v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière  
 de Luxembourg – défis et perspectives  
 – Regards sur la formation  
 – Le rôle des banques, privé, public, social ?  
 Corporate governance, pour qui et par qui ? in : Vol. XVII 2014
- VAX Louis (2)  
 Pour la neutralité de l'enseignement à  
 l'égard des problèmes de morale in : Cahier No 6 1987  
 Daimons de Ronsard et diables de Bodin in : Vol. V 2000
- VERLOREN van THEMAAT Pieter † (1)  
 L'union monétaire dans la perspective  
 d'une structure institutionnelle néoclassique in : Cahier No 12 1997
- WAGENER Marco (2)  
 La fin du travail in : Vol. XI 2008  
 L'immigration et le monde du travail in : Vol. XIII (table ronde)
- WAGNER Edmond † (v. Ouvrage spécial No 5) (15)  
 Le suicide – Aspects philosophiques et moraux 1979  
 Théories biologiques et théories cognitives 1980  
 La théorie évolutionniste de la connaissance 1984  
 Le roseau pensant dans l'univers en évolution 1984  
 L'éducation de l'homme, personne morale en  
 vertu de sa constitution cérébrale 1987  
 Science et responsabilité en biologie 1987  
 Connaissance et évidence in : Cahier No 7 1988  
 La procréation artificielle : aspects juridiques  
 et éthiques 1991  
 Humanisme et pensée scientifique 1994  
 L'école face aux multiples chocs des  
 valeurs dans la société actuelle 1995  
 L'Union économique et monétaire européenne 1997  
 Génotechnologie, identité personnelle et  
 intégrité physique  
 Problèmes éthiques du clonage in : Vol. IV 1999  
 Science (physique, chimie, biologie,  
 médecine, applications) et responsabilité in : Vol. IV "  
 p.m. Introductions aux volumes collectifs  
 L'origine et l'avenir de l'univers in : Vol. VI 2002

- Science et confiance in : Vol. VIII 2004
- WAGNER Numa (1)  
 Évolution du droit de la responsabilité civile in : Vol. IIIA 1980
- WALINE Jean  
 Conférence publique du 5.2.1987 :  
 Le contrôle juridictionnel de la  
 constitutionnalité des lois in : Cahier No 8 1988
- WEBER Paul † (1)  
 Droit des parents et obligation de l'État  
 conc. une formation morale dans les  
 écoles publiques in : Cahier No 6 1987
- WEBER Raymond (1)  
 La coopération au développement in : Vol. XI 2008
- WEITZEL Albert † (1)  
 La Constitution et les droits fondamentaux in : Cahier No 8 1988
- WELCH Cyril (1)  
 What counts as evidence ? in : Vol. XVII 2014
- WERNER Pierre † (1)  
 Les perplexités institutionnelles de  
 l'Union européenne in : Cahier No 12 1997
- WEYLAND Joseph (1)  
 Le débat sur l'UEM in : Cahier No 12 1997
- WIECLAWSKI Julie (1)  
 L'abaissement de la majorité électorale à 16 ans in : Vol. XIX 2016
- WIRTGEN Georges (1)  
 Performances scolaires des élèves étrangers  
 et luxembourgeois in : Cahier No 3 1981
- ZAHLEN Paul (1)  
 Nombres et pénombres.  
 Les défis de la statistique au Luxembourg. in : Vol. XX 2017
- ZIGRAND Jean-Pierre (1)  
 Cinquante Nuances de Risque Systémique in : Vol. XVIII 2015

### E. Conférences publiques par des personnalités étrangères organisées par la Section

Date	Conférences	Circonstances (Sujet : v. liste ci-dessus)
14.2.1977	Aurelio PECCEI	Fondateur du Club de Rome Conférence honorée de la présence du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse Quels horizons pour l'humanité ?
16.5.1979	Henri BATIFFOL	Professeur de droit réputé La jurisprudence, source de droit
4.2.1985	Gérard CALOT	Auteur du rapport Calot sur la démographie du Luxembourg (1978) Evolution démographique en Europe et réponses politiques
5.2.1987	Jean WALINE	Sujet d'actualité : Projet de création d'une Cour constitutionnelle Le contrôle international de la constitutionnalité des lois
9.3.1988	Jacques LESOURNE	20 <sup>e</sup> anniversaire de la Section L'économie européenne dans un monde d'incertitude

### F. Éloges funèbres

de Actes	par	i n :
Als Georges	A. Elvinger, M. Mart et J.P. Harpes	XVIII
Anders Jérôme	G. Als	IV
Arendt Ernest	G. Als	VII
Bonn Alex	A. Elvinger	XII
Calot Gérard	G. Als	VI
Delvaux Bernard	A. Huss	II
Faber Georges	E. Wagner	IV
Goerens François	G. Als	IV
Haiderscheid Robert	A. Elvinger	IV
Hemmer Carlo	E. Wagner	IV
Hippert Paul	H. Ahlborn	XIV

Huss Alphonse	E. Wagner	IV
Jaans Pierre	A. Elvinger	XVIII
Jeschek Hans-Heinrich	A. Elvinger	XIII
Kauffmann Joseph	E. Wagner	IV
Kriepps Robert	E. Wagner	IV
Levasseur Georges	G. Als	IX
Legros Robert	F. Rigaux	X
Liesch Léon	G. Als	IV
Maul Roger	G. Als	IV
Mergen Armand	G. Als	IV
Mischo Jean	A. Elvinger	XX
Mores Edouard	J-P Harpes	XII
Mühlen Ernest	H. Ahlborn	XVIII
Olinger Jean	G. Als	V
Pescatore Pierre	A. Elvinger	XIV
Pierre Jaans	A. Elvinger	XVIII
Prussen Jules	A. Huss et E. Wagner	III
Rasquin Gérard	J. Loesch	XVI
Rau Fernand	G. Als	IV
Reding Marcel	G. Als	IV
Ries Adrien	E. Wagner	IV
Schaack Robert	H. Etienne	XIV
Schaber Gaston	J.P. Harpes	XIV
Schiltz Louis	A. Elvinger	X
Schroeder Paul	E. Wagner	V
Schuller Guy	A. Elvinger	XVIII
Schwall-Lacroix Annette	A. Elvinger	XVI
Simon Armand	G. Als	IV
Stoffels Jules	G. Als	XVI
Thiry Roger	A. Elvinger	V
Thorn Gaston	A. Elvinger	XI
VerLoren van Themaat Pieter	G. Als	IX
Wagner Edmond	G. Als (H. Ahlborn, H. Entringer)	IX
Weitzel Albert	G. Ravarani	XIV
Welter Felix	E. Wagner	IV
Werner Pierre	E. Wagner	VII
Wurth Marcel	A. Huss	II
Zahlen Jean-Pierre	E. Wagner	IV

**VI. LÉGISLATION  
CONCERNANT LA SECTION  
DES SCIENCES MORALES  
ET POLITIQUES**

**RÈGLEMENT MINISTÉRIEL DU 23 NOVEMBRE 1966  
PORTANT CRÉATION D'UNE SECTION  
DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES  
DE L'INSTITUT GRAND-DUCAL**

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,  
Le Ministre des Affaires culturelles,

Vu le règlement organique de l'Institut Grand-Ducal, approuvé par arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868, et notamment l'art. 3, al.2, de ce règlement ;

Sur l'avis favorable de la Section historique, de la Section des Sciences médicales, de la Section des Sciences naturelles, de la Section de linguistique, de folklore et de toponymie et de la Section des arts et des lettres de l'Institut ;

Arrêtent :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est créé une sixième section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de « Section des sciences morales et politiques ».

**Art. 2.** Le règlement organique de la section, annexé au présent règlement ministériel, est approuvé.

**Art. 3.** Le présent règlement ministériel sera publié au Mémorial.  
Luxembourg, le 23 novembre 1966

Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,  
Pierre WERNER  
Le Ministre des Affaires culturelles  
Pierre GRÉGOIRE



## ANNEXE

**Règlement Organique de la Section des Sciences  
Morales et Politiques de l'Institut Grand-Ducal**  
avec modification approuvées par l'assemblée générale prorogée  
du 10 novembre 2009<sup>1</sup>

**Chapitre 1<sup>er</sup> – But et activité de la section**

**Art. 1<sup>er</sup>.** La section a pour but de cultiver l'étude des sciences morales et politiques et de favoriser leur diffusion.

Par sciences morales et politiques, au sens du présent règlement, il y a lieu d'entendre, notamment, la philosophie, les sciences sociales, politiques et économiques, ainsi que la science juridique.

La section groupe des personnes qui, par la valeur de leurs travaux scientifiques, méritent d'être réunies en un collège représentatif des branches du savoir définies ci-dessus.

**Art. 2.** La section accomplit sa mission par tous les moyens qu'elle juge appropriés et, en particulier, par

- des réunions de travail ;
- la participation à des réunions internationales d'étude ;
- l'organisation de cours et de conférences publiques ;
- l'édition de publications.

Les travaux de la section font l'objet d'une publication annuelle.

La section peut prendre toute disposition, le cas échéant en coopération avec les autres sections de l'Institut grand-ducal et les institutions poursuivant des buts similaires, en vue de faciliter le travail scientifique de ses membres, notamment par la constitution d'une documentation et d'une bibliothèque.

La section conseille le Gouvernement dans le domaine de la compétence définie ci-dessus. Elle donne son avis sur les questions scientifiques qui lui sont soumises ; elle peut prendre l'initiative d'adresser des rapports et des vœux au Gouvernement, aux institutions et aux établissements publics.

<sup>1</sup> et par lettre de Madame la Ministre de la Culture du 6 octobre 2010.

**Chapitre 2 – Composition de la section**

**Art. 3.** La section comprend des membres effectifs, des membres correspondants, des membres agrégés et des membres d'honneur.

Le nombre des membres effectifs est limité à cinquante ; il ne pourra être excédé qu'en vertu d'une délibération prise et approuvée conformément à l'article 23 du présent règlement.

Les membres effectifs participent, de plein droit, à toutes les activités et délibérations de la section. Les autres membres y prennent part sur invitation et, en ce qui concerne les délibérations, avec voix consultative.

**Art. 4.** Pour être admis comme membre d'une des catégories déterminées par l'art. 3 il faut être proposé par deux membres effectifs. Toute proposition doit être présentée par écrit et adressée au président de la Section, accompagnée d'une notice exposant les mérites scientifiques du candidat et d'un relevé de ses publications. Le président soumet la candidature au conseil d'administration qui peut demander les informations supplémentaires qu'il juge utiles.

Sur avis positif du conseil d'administration, la demande d'admission est soumise au vote lors d'une réunion des membres effectifs de la section. Si l'avis du conseil d'administration est négatif, il est communiqué, avec ses motifs, à ceux qui ont proposé le nouveau membre, et s'ils le demandent, la candidature sera soumise à la réunion des membres effectifs. Pour être élu, le candidat doit réunir les deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés. L'élection se fait au scrutin secret.

Le conseil d'administration veille à assurer un équilibre entre les différentes branches du savoir représentées au sein de la section conformément à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du présent règlement.

**Art. 5.** Les membres correspondants sont désignés en règle générale parmi les personnalités résidant à l'étranger, les membres agrégés parmi les personnalités susceptibles d'être admises ultérieurement en qualité de membres effectifs.

**Art. 6.** L'exclusion de la section peut être prononcée pour un fait grave, en vertu d'une décision prise à la majorité des deux tiers des membres effectifs.

**Art. 7.** Le membre effectif ou agrégé qui, pendant une année entière, n'a pas pris part, sans motif légitime, aux travaux de la section, est censé renoncer à sa qualité de membre.

### Chapitre 3 – Administration de la section

**Art. 8.** La section est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins dont le président, élus par l'assemblée générale des membres effectifs de la section, pour des mandats de cinq ans ;

Dans la mesure du possible les branches visées à l'article 2 seront représentées au conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut désigner en son sein un vice-président. Il désigne un secrétaire général et un trésorier.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est réunie.

**Art. 9.** Le président gère les intérêts de la section, convoque et préside les assemblées et les réunions de la section, et veille à l'application du règlement.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président ou le secrétaire général.

**Art. 10.** Le secrétaire général est chargé des écritures et de la correspondance concernant la section. Il a en outre le soin de la documentation, de la bibliothèque et des archives.

**Art. 11.** Le trésorier de la section est chargé des recettes et des dépenses de la section. Tous les ans il rend compte de sa gestion.

**Art. 12.** Les actes, écritures et correspondances de la section sont signés par le président, le secrétaire général ou le trésorier, selon leurs attributions.

**Art. 13.** Le conseil d'administration pourra, d'après les besoins de la section, fixer une cotisation annuelle à payer par les membres effectifs et par les membres agrégés.

**Art. 14.** Au début de chaque année, la section adresse au Gouvernement son rapport d'activité pour l'année écoulée, son programme de travail pour l'année en cours, ainsi que le compte des recettes et des dépenses de l'année écoulée et le budget de l'année en cours.

**Art. 15.** Les recettes de la section sont constituées notamment :  
1° par les subsides du Gouvernement ; 2° par la vente des publications ;  
3° par les dons de particuliers ; 4° s'il y a lieu, par les cotisations des membres.

**Art. 16.** Les membres qui se déplacent pour remplir une mission dans l'intérêt de la section peuvent obtenir le remboursement de leurs dépenses.

**Art. 17.** Les dépenses extraordinaires excédant les ressources de la section font l'objet d'une proposition spéciale et motivée à soumettre au Gouvernement.

### Chapitre 4 – Réunions et délibérations de la section

**Art. 18.** Il sera tenu chaque année au cours du premier semestre une assemblée générale des membres effectifs. Le conseil d'administration en fixe le jour et l'heure.

**Art. 19.** Après la lecture du procès-verbal de l'assemblée générale précédente, le secrétaire général de la section donne sommairement connaissance de la correspondance et le trésorier rend compte de la gestion des fonds.

Le secrétaire général peut transmettre un extrait du procès-verbal à la presse, aux fins de publication.

**Art. 20.** Le président de la section fait convoquer des assemblées générales extraordinaires toutes les fois qu'il le juge nécessaire et, en tout cas, à la demande motivée d'au moins cinq membres effectifs.

**Art. 21.** Les rapports et les mémoires des membres ou des personnalités invitées sont présentés et discutés en séance, ou, si le conseil d'administration en décide ainsi, sont adressés aux membres. Les auteurs des mémoires ont droit à la livraison gratuite de vingt-cinq imprimés de leur travail.

**Art. 22.** L'assemblée générale délibère à la majorité des membres effectifs présents ou représentés, sous réserve des dispositions spéciales du présent règlement. Procuration ne peut être donnée qu'à un autre membre et seulement par écrit.

Les membres votent à haute voix, sauf dans les cas où le présent règlement en dispose autrement et lorsque le scrutin secret est soit proposé par le président, soit demandé par trois membres au moins.

### **Chapitre 5 – Dispositions finales**

**Art. 23.** Le présent règlement ne pourra être modifié que par la délibération d'une assemblée générale de la section, pour laquelle la majorité des deux tiers des membres effectifs doit être présente ou représentée, sous réserve de l'approbation par le Gouvernement. La modification sera publiée au Mémorial.

Si l'assemblée a été convoquée sans que les deux tiers des membres effectifs soient présents ou représentés, elle pourra, après une nouvelle convocation, prendre une résolution sur les objets mis à l'ordre du jour à la majorité des membres présents ou représentés, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

**Art. 24.** En cas de dissolution, le patrimoine de la section est acquis à l'Etat.

**Art. 25.** Il y a lieu d'entendre, dans le présent règlement, par l'expression « le Gouvernement », le Ministre ayant dans ses attributions les affaires culturelles.

## **VII. LEGISLATION ET ORGANISATION DE L'INSTITUT GRAND-DUCAL**

Introduction – Sites Internet

1. Législation
2. Organisation de l'Institut grand-ducal
3. Adresses et administration des sections

## INTRODUCTION

L'Institut Grand-Ducal fut créé par Arrêté royal Grand-Ducal du 24 octobre 1868. Il comprenait alors les trois sections des sciences historiques, des sciences naturelles, physiques et mathématiques et des sciences médicales. S'y ajoutèrent au <sup>xx</sup>e siècle la section de linguistique, de folklore et de toponymie et celle des arts et des lettres. La 6<sup>e</sup> section, celle des sciences morales et politiques, fut créée par règlement ministériel du 23 novembre 1966. Elle est donc la plus jeune partie d'un organisme intellectuel et culturel auquel la Maison Grand-Ducale a accordé son patronage dès sa création.

C'est par modestie que les départements de l'Institut sont appelés « sections » et non pas « académies », comme tel est le cas à l'étranger.

Toutes les sections se sont signalées par une remarquable présence intellectuelle dans leur domaine et se sont efforcées de fournir des contributions de qualité. Certes, comme l'a souligné M. Alphonse Huss, premier président de notre section, dans son **allocution inaugurale du 24 octobre 1967**, « *nous n'entendons pas hisser nos modestes efforts à la hauteur qui est marquée, à l'étranger, par des compagnies de grand prestige et dont les membres, en style élevé, sont parfois taxés d'immortalité. Mais, si le Grand-Duché ne sait guère mettre sur pied, dans les différents domaines du savoir humain, des institutions pouvant se mesurer avec celles des grands pays, du moins se reconnaît-il le droit et s'imposera-t-il même le devoir de consacrer à des réalisations, dans ces mêmes domaines, des forces et moyens en proportion avec son importance territoriale et démographique* ».

## SITES INTERNET

L'Institut Grand-Ducal dispose d'un site internet sous l'adresse [www.igd.lu](http://www.igd.lu) qui outre une présentation générale contient des liens vers les sites de ses six sections.

L'adresse internet directe du site internet de la section des sciences morales et politiques est : [www.igd-smp.lu](http://www.igd-smp.lu)

Le lecteur y trouvera le sommaire des Actes, des Cahiers et des ouvrages spéciaux publiés par la section ainsi que des informations sur ses activités futures et son organisation.

Le site est en cours de refonte et une solution pour publier le texte intégral des publications sur internet est à l'étude.

## 1. LÉGISLATION

**p.m. ARRETE ROYAL GRAND-DUCAL DU 24 OCTOBRE 1868,  
PORTANT APPROBATION DU REGLEMENT POUR  
L'INSTITUT ROYAL GRAND-DUCAL DE LUXEMBOURG**

Nous, GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc. ;

Vu le règlement organique proposé par la société des anciens monuments, par la société des sciences naturelles et par celle des sciences médicales, pour l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg ;

Sur le rapport de Notre Directeur-général des finances et vu la délibération du Gouvernement réuni en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

**Art.1<sup>er</sup>**

Le règlement susmentionné, tel qu'il est annexé au présent arrêté, est approuvé.

**Art.2**

Notre Directeur-général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 24 octobre 1868.

Pour le Roi Grand-Duc :

Son Lieutenant-Représentant

dans le Grand-Duché,

HENRI,

PRINCE DES PAYS-BAS.

Pour le Prince :

Le Directeur-général des finances,  
de COLNET-D'HUART

Le Secrétaire,  
G. d'OLIMART

**INSTITUT ROYAL GRAND-DUCAL DE LUXEMBOURG  
REGLEMENT ORGANIQUE (24.10.1868)**

**1. Composition et but de l'Institut****Art.1<sup>er</sup>**

Il est établi à Luxembourg une société ayant pour but de cultiver les sciences, les lettres et les beaux-arts.

Cette société prend le nom d'Institut royal grand-ducal, et se compose actuellement des trois sociétés déjà existantes : de la société archéologique, de la société des sciences naturelles et de celle des sciences médicales.

Pour mieux atteindre le but que ces trois sociétés ont poursuivi jusqu'à ce jour, chacune dans sa spécialité, celles-ci sont réunies en une seule. Cette réunion met les sociétaires à même d'agir de concert, de se prêter un appui mutuel et de soigner davantage les intérêts communs à tous. Elle a en outre l'avantage de faciliter au public l'accès des collections.

**Art.2**

Sa Majesté le Roi Grand-Duc est Protecteur de l'Institut.

Son Altesse Royale le Prince Lieutenant-Représentant de Sa Majesté dans le Grand-Duché en est Président d'honneur.

En cette qualité Son Altesse Royale dirige Elle-même les opérations de l'association toutes les fois qu'Elle assiste à une de ses réunions.

**Art.3**

L'Institut est divisé, pour le moment, en trois sections. Ces sections correspondent aux susdites sociétés et se nomment respectivement : Section des sciences historiques, Section des sciences naturelles et mathématiques et Section des sciences médicales.

Le Gouvernement royal grand-ducal, d'accord avec la Société, se réserve d'ajouter une ou plusieurs sections à celles ci-dessus énumérées.



**Art.4**

L'Institut se compose de trois catégories de membres : de membres effectifs, de membres correspondants ou agrégés et de membres honoraires.

Ces membres sont nommés par les sections conformément aux règlements spéciaux de ces dernières.

Le nombre des membres n'est pas limité, sauf les cas prévus par les règlements particuliers.

Tout membre effectif nouvellement élu paie, en entrant dans sa section, un droit d'admission dont le minimum est fixé à dix francs, et dans la suite une cotisation annuelle de cinq francs au moins.

Le sociétaire qui est membre de deux ou de plusieurs sections, paie la contribution entière de la section pour laquelle il opte et la moitié seulement de la cotisation des autres sections dont il fait partie.

**Art.5**

Chaque membre effectif d'une section a le droit d'assister aux séances des autres sections, sans toutefois y avoir voix délibérative.

**Art.6**

Chaque section a son administration, son budget et ses publications séparées.

**Art.7**

Il n'y a d'autres dépenses communes à effectuer que celles autorisées par l'assemblée générale. Dans ces dépenses, chaque section ne supporte qu'une part proportionnelle au subside qui lui est accordé sur la caisse de l'Etat.

**2. Administration et Personnel****Art.8**

L'Institut a un président et un secrétaire général. Il est administré par les présidents des sections, assistés du secrétaire général.

**Art.9**

Le président de l'Institut et le secrétaire général sont en exercice pendant un an, et entrent en fonctions immédiatement après la séance publique du mois d'octobre, dont il est question à l'art. 16.

**Art. 10**

Les fonctions de président annuel de l'Institut sont remplies tour-à-tour par les présidents des différentes sections, d'après l'ancienneté de leur fondation.

Il en est de même des fonctions de secrétaire général, qui sont exercées annuellement par le secrétaire de la section dont le président est en même temps président de l'Institut.

**Art. 11**

Le président gère les intérêts communs, ordonnance les dépenses, convoque et préside l'assemblée générale.

**Art. 12**

Le secrétaire général est chargé des écritures concernant l'Institut, de la correspondance générale, de la conservation des archives et de la comptabilité commune.

Dans les séances plénières, le secrétaire général peut se faire assister par les secrétaires sectionnaires comme secrétaires adjoints.

**Art. 13**

En cas d'empêchement, le président annuel est remplacé par celui des présidents de section qui doit lui succéder comme président de l'Institut.

Lorsque le secrétaire général est empêché d'exercer ses fonctions, elles sont remplies par celui des secrétaires sectionnaires qui doit lui succéder en sa dite qualité.

### 3. Séances et Délibérations

#### Art. 14

Le Président convoque l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire.

Il la convoque aussi souvent qu'il le juge nécessaire ou que les bureaux sectionnaires le demandent.

#### Art. 15

Le secrétaire général rédige les procès-verbaux, et en donne lecture ; il rend compte de la gestion des fonds, signale les faits nouveaux et communique aux sections les pièces ou les articles dont la connaissance peut les intéresser.

Après chaque séance générale, le secrétaire peut transmettre un extrait du procès-verbal à un ou plusieurs journaux. Lorsque l'assemblée le demande, il en publie un bulletin spécial.

#### Art. 16

Les membres de l'Institut se réunissent en séance ordinaire, chaque année le dernier mardi du mois d'octobre à cinq heures du soir. Si ce mardi tombe la veille de la Toussaint, la séance ordinaire aura lieu le lundi qui précède cette fête.

La séance ordinaire est publique.

L'ordre à observer dans les séances est fixé par le règlement.

#### Art. 17

Nul mémoire, rapport, discours et nulle communication quelconque ne peut faire l'objet d'une lecture ou discussion publique, et aucune expérience ne peut être faite sans approbation préalable du bureau de la section respective.

#### Art. 18

Les décisions de l'Institut sont prises par la totalité des sections réunies en assemblée générale.

Ces sections adoptent ou rejettent, à la majorité des suffrages, les propositions qui leur sont soumises.

### 4. Bibliothèques et Musées

#### Art. 19

Les bibliothèques et les collections des trois sections de l'Institut sont conservées dans un bâtiment fourni aux frais de l'Etat.

Bien que distinctes, elles sont réunies pour autant que possible dans un local commun, qui servira également aux séances de l'Institut et à celles des sections.

Elles sont confiées à la garde des conservateurs et secrétaires des sections respectives.

#### Art. 20

En cas de nomination d'un bibliothécaire conservateur, les fonctions de cet employé seront déterminées dans le règlement spécial.

### 5. Publications

#### Art. 21

Les sections font, chacune indépendamment des autres, publier leurs travaux. Elles font mutuellement l'échange de leurs publications.

### 6. Dispositions transitoires

#### Art. 22

Si des changements ou des ajoutes au présent règlement organique sont jugés nécessaires, ils sont débattus en assemblée générale et votés à la majorité des voix.

Si l'assemblée générale les approuve, elle les soumet à la sanction du Gouvernement.

**Art. 23**

Chaque section introduira dans son règlement spécial les modifications nécessaires pour l'adapter au présent règlement organique.

Appartient à l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868.

Le Secrétaire pour les affaires du Grand-Duché  
G. d'OLIMART

**Législation relative aux sections**

(p.m. à chaque arrêté est annexé un règlement d'ordre intérieur)

**Section de linguistique**

Arrêté ministériel du 26 novembre 1935 portant création d'une Section de linguistique, de folklore et de toponymie de l'Institut Grand-Ducal (Mém. 1935, p. 1182).

**Section des Arts et Lettres**

Règlement ministériel du 5 janvier 1962 portant création d'une Section des Arts et des Lettres de l'Institut Grand-Ducal (Mém. A 1962, p. 98).

**Section des sciences morales et politiques**

Règlement ministériel du 23 novembre 1966 portant création d'une Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal (Mém. A 1966, p. 1114).

## 2. ORGANISATION DE L'INSTITUT GRAND-DUCAL

Après des débuts prometteurs durant les années qui avaient suivi la création de l'Institut Grand-Ducal en 1868, les dispositions du Règlement organique concernant la tenue annuelle d'une assemblée générale extraordinaire et la désignation du président et du secrétaire général de l'Institut Grand-Ducal avaient été oubliées durant de longues années. C'est sur l'initiative de la Section des sciences morales et politiques que, depuis 2011 et à la suite de réunions intersections, des assemblées générales ont à nouveau été tenues régulièrement, entre autres pour l'élection du président et du secrétaire général de l'Institut dans l'ordre chronologique prévu par le Règlement organique. Ainsi ont été successivement nommés à la présidence, les présidents et secrétaires de la Section historique, de la Section des sciences naturelles, physiques et mathématiques, de la Section médicale, de la Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique, de la Section des arts et des lettres. Enfin, puisque c'était le tour de rôle de la Section des sciences morales et politiques, l'assemblée générale, qui s'est tenue le 8 décembre 2016, a élu comme président le professeur André Prüm et comme secrétaire général André Elvinger.

Surtout, et au-delà, depuis 2011, une collaboration réelle a été progressivement établie entre les six Sections.

En même temps, le besoin s'est fait sentir d'adapter le Règlement de 1868 aux données actuelles et c'est l'objet du Projet de loi n° 7021 « concernant l'Institut grand-ducal et abrogeant l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868 portant approbation du Règlement pour l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg », déposé le 27 juillet 2016, qui avait été élaboré par la Section des sciences morales et politiques et discuté avec les différentes Sections. Ce projet a fait l'objet d'entretiens fructueux avec les juristes du Ministère de la Culture et fut bien accueilli par M. le Secrétaire général à la Culture.

Outre la modernisation de l'administration de l'Institut, ce projet de loi consacre la personnalité juridique de l'Institut Grand-Ducal et des Sections, confirmant, à l'instar des régimes comparables en France et en Belgique, le caractère académique de l'Institut et son indépendance. La reconnaissance de la personnalité juridique est importante tant sur le plan matériel de la détention des biens de l'Institut et des Sections que pour la protection des droits intellectuels attachés à leurs publications.

Le projet de loi a fait l'objet de l'avis du Conseil d'Etat du 7 avril 2017. Les observations et certaines objections du Conseil d'Etat requièrent des changements à faire au projet, mais qui n'en altèrent pas la substance.

L'organisation de l'Institut fera un pas en avant lorsqu'il bénéficiera enfin de ses propres lieux de travail. En effet, à la suite de la loi du 18 avril 2013 relative à la construction d'une nouvelle Bibliothèque Nationale, le bâtiment en cours de construction de la nouvelle bibliothèque accueillera, dans des lieux déjà précisés, des salles de réunion, de travail et les emplacements de bibliothèque et d'archives, et ce dans le cadre d'une collaboration heureuse avec la directrice de la Bibliothèque Nationale, Mme Monique Kieffer, elle-même membre de la Section historique de l'Institut.

### 3. ADRESSES ET ADMINISTRATION DES SECTIONS

Créé voilà plus d'un siècle – en 1868 – l'Institut vit encore – mais cela va changer très prochainement avec l'installation au sein du nouveau bâtiment de la Bibliothèque Nationale (voir page 313) – dans le provisoire. Seule la section de linguistique possède un siège, avec secrétariat et bibliothèque, au 2a rue Kalchesbruck, L-1852 Luxembourg – la section des sciences naturelles y disposant également d'un bureau. Plusieurs sections ont leur siège administratif, voire leur bibliothèque ou leurs archives, au domicile du président ou du secrétaire. Ainsi s'explique la liste d'adresses ci-après.

#### 1. Section historique

Président : M. Paul Dostert,  
18, rue Schrobilgen, L-2526 Luxembourg  
Courriel : paul.dostert@cnr.etat.lu

Secrétaire : M. Guy Thewes  
Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg  
14, rue du St-Esprit, L-2090 Luxembourg  
Courriel : g.thewes@musee-hist.lu

#### 2. Section des sciences naturelles, physiques et mathématiques

Président : M. Pierre Seck,  
162a, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg  
Courriel : pierre.seck@uni.lu

Secrétaire : M. Laurent Pfister,  
162a, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg  
Courriel : laurent.pfister@list.lu

#### 3. Section des sciences médicales

Président : Dr. Mario Dicato,  
Centre Hospitalier de Luxembourg  
4, rue Barblé, L-1210 Luxembourg

Secrétaire : Dr. Marc Keipes,  
Clinique Ste-Zithe, L-2763 Luxembourg

#### 4. Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique

Siège : 2a, rue Kalchesbruck, L-1852 Luxembourg

Président : M. Jean Ensich

Secrétaire : M. Alexandre Ecker  
Courriel : sekretariat@igd-leo.lu  
Tél. : 247-88640

#### 5. Section des arts et des lettres

Président : M. Lucien Kayser,  
11, rue Lemire, L-1927 Luxembourg  
Courriel : lucien.kayser@gmail.com

Secrétaire : M. Claude Manger,  
30, Cité Pierre Strauss, L-9357 Bettendorf  
Courriel : cmanger@100komma7.lu

#### 6. Section des sciences morales et politiques

Président : M. André Prüm  
41, allée Saint-Hubert, L-8138 Bridel  
Courriel : andre.prum@uni.lu

Secrétaire  
général : M. André Elvinger  
174, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg  
Courriel : andreelvinger@elvingerhoss.lu